MBPE
MINISTÈRE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

RAPPORT ANNUEL
SUR LA GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT
2020-2021

NOTES

PRÉFACE

Le présent rapport a pour objet de présenter les activités majeures menées par la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE), au cours de l'exercice 2020, dans le cadre de la gestion des participations publiques. Aussi, en vue de fournir des informations à jour lors de sa publication, il prend en compte certaines évolutions survenues dans la mise en œuvre de ces activités jusqu'au 30 juin 2021.

Ce rapport présente également la situation économique et financière des entreprises du portefeuille de l'État au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020, communiquée à l'Assemblée Nationale, en annexe à la Loi des Finances conformément aux lois n°2020-626 du 14 aout 2020 et n°2020-886 du 21 octobre 2020 relatives respectivement aux sociétés d'État et aux sociétés à participation Financière Publique.

SOMMAIRE

06
MOT DU MINISTRE

09
PANORAMA GLOBAL 2020
Chiffres clés et faits marquants

17
DGPE : ACCÉLÉRATEUR DE DEVELOPPEMENT

Une transformation 2016-2020 mise en œuvre avec succés.

Une nouvelle stratégie (2021-2025) de gestion du portefeuille de l'Etat, positionnant la dgpe comme un accélerateur de developpement

Un portefeuille diversifié présent dans tous les secteurs

29
GESTION DU PORTEFEUILLE EN 2020 : L'INSTAURATION CONTINUE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

Opérations en capital

Accompagnement des entreprises publiques dans la gestion de la pandemie de covid 19

Signature des contrats de performance avec les entreprises publiques

Réforme du cadre juridique des entreprises publiques

La 2ème edition du prix de l'excellence, de la gouvernance des entreprises publiques

35
PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE : VERS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS CLÉS DE L'ETAT ACTIONNAIRE

Un impact réaffirmé sur le developpement et les conditions de vie des populations

Une acceleration de la performance économique et financière, malgré la pandemie a covid-19

Une gestion ameliorée des enjeux liés aux finances publiques

59
PERFORMANCE PRÉVISIONNELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN AMÉLIORATION EN 2020

64
PRÉSENTATIONS SECTORIELLES ET FICHES ENTREPRISES

179
ANNEXES

Cher lecteur, Cher partenaire,

Comme à l'accoutumée, le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE) a le plaisir, à travers le présent rapport, de mettre à votre disposition un certain nombre d'informations relatives à la situation à fin 2020 du portefeuille de l'Etat et ses perspectives d'évolution. Ces informations concernent non seulement les actions menées par le MBPE pour renforcer la gouvernance et la performance des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique, mais également le point de leur performance financière et de leur impact sur le développement.

Les entreprises publiques ont évolué en 2020 dans un contexte économique fortement impacté par la pandémie à COVID-19 qui a eu des répercussions directes sur certaines d'entre elles. Les secteurs les plus touchés ont été ceux des transports (aérien, terrestre et maritime) et de l'hôtellerie, mais également ceux des hydrocarbures et du BTP. Pour les mois d'avril, mai et juin 2020 uniquement, les besoins en appuis budgétaires pour ces entreprises est ressorti à 51 milliards FCFA.

Ainsi, le Ministère en charge du Portefeuille de l'Etat s'est attelé à accompagner les entreprises publiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans de gestion de crise, en mettant un accent particulier sur les stratégies d'optimisation des charges et la réduction de l'impact social de la crise sanitaire.

Ces actions ont été accompagnées par la poursuite des reformes engagées pour l'amélioration de la gouvernance de ces entreprises avec notamment :

- l'adoption, par le Parlement, des nouvelles lois sur les sociétés d'État et les sociétés à participation financière publique ;
- l'accélération du processus de signature de contrats de performance avec les entreprises publiques ;
- la poursuite du programme de certification des dirigeants sociaux de sociétés publiques, dont la seconde phase concernant les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints est actuellement en cours ;
- la tenue de la 2ème édition du Prix d'Excellence de la Gouvernance et de la Performance des entreprises publiques.

Ces efforts conjugués ont permis de mitiger l'impact de la baisse d'activités sur les résultats des entreprises publiques. En effet, en dépit d'une baisse de 3% du chiffre d'affaires global du portefeuille, le résultat net global est ressorti en hausse de 23% pour s'établir à 491 milliards FCFA en 2020, contre 399 milliards FCFA en 2019.

L'année 2020 a également marqué un tournant stratégique pour la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE) et la gestion des entreprises publiques avec l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la période 2021-2025 qui vise à maintenir et accélérer la dynamique positive engagée grâce à la stratégie précédente, qui portait sur les années 2016-2020.

La nouvelle stratégie de gestion du portefeuille de l'Etat s'inscrit pleinement dans la volonté du Gouvernement d'accélérer la transformation structurelle de notre économie, en visant 3 objectifs majeurs, à savoir :

- l'amplification de l'impact des entreprises publiques sur les secteurs productifs et catalyser leur développement ;
- la consolidation des performances du portefeuille de l'Etat ;
- le renforcement de la diffusion des principes de bonne gouvernance et de bonne gestion.

J'ose croire que le présent document saura être un outil indispensable auprès de toutes les parties prenantes intervenant directement ou indirectement dans la gestion du portefeuille de l'Etat.

Bonne lecture.

Moussa Sanogo

Ministre du Budget et du Portefeuille de l'État

2

PANORAMA GLOBAL

CHIFFRES CLÉS

FAITS MARQUANTS

81
ENTREPRISES
PUBLIQUES
(SODE et SPFP)

1
NOUVELLE PRISE
DE PARTICIPATION

629
MILLIARDS FCFA
de capital social avec 68%
de participations publiques
(Vs 623,6 milliards FCFA en 2019,
en hausse de 0,9%)

491
MILLIARDS FCFA
de résultats nets cumulés
(Vs 399 milliards en 2019,
en hausse de 23%)

33
MILLIARDS FCFA
dividendes perçus
par l'État
(Vs 38,6 milliards FCFA en 2019
en baisse de 22%)

94
MILLIARDS FCFA
de Subvention-État
(Vs 75,4 milliards FCFA en 2019 sur la même population d'entreprises, en hausse de 25% et 76,2 milliards FCFA sur l'ensemble du portefeuille de 2019 en hausse de 23%)

	CAPITAL SOCIAL (en Milliards FCFA)	CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)	RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)
PART ÉTAT	**428** (Vs 424 milliards FCFA en 2019, en hausse de 0 ,9%)	**1738** (Vs 1 901 milliards FCFA en 2019, en baisse de 9%)	**134** (Vs 73 milliards FCFA en 2019, en hausse de 83 %)
ENTREPRISES PUBLIQUES[1]	**480** (Vs 477 milliards FCFA en 2019, en hausse de 0,6%)	**1110** (Vs 1 077 milliards FCFA en 2019, en baisse de 3%)	**56** (Vs 15 milliards FCFA en 2019, en hausse de 267%)
SODE	**253** (tout comme en 2019)	**574** (Vs 595 milliards FCFA en 2019, en baisse de 3%)	**61** (Vs 12 milliards FCFA en 2019, en hausse de 408%)

[1] *SODE et SPFP majoriataire. Les données des SPFP contrôlées par l'Etat seront prises en compte dans le rapport de l'année prochaine*

01

08 JANVIER

NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FER

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant nomination de douze (12) administrateurs du Fonds d'Entretien Routier (FER).

08 JANVIER

ADOPTION PAR LE CONSEIL DES MINISTRES DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA COMPÉTITIVITÉ D'AIR CÔTE D'IVOIRE

Ce plan vise à soutenir la rentabilité et à garantir la pérennité de la compagnie Air Côte d'Ivoire, qui contribue fortement à la dynamique de l'activité aéroportuaire locale. En effet, cette compagnie nationale est l'une des compagnies aériennes leaders et de référence en Afrique de l'Ouest, avec une part de marché de 52% et un chiffre d'affaires annuel de plus de 100 milliards FCFA.

02

05 FÉVRIER

NOMINATION DU REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PETROCI

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant nomination de Monsieur Joachim BEUGRE en qualité de représentant du Président de la République au Conseil d'Administration de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire, en abrégé PETROCI.

04

29 AVRIL

NOMINATION DU REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SODEXAM

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant nomination de Monsieur Abel GBAKAYOKO DJORE en qualité de représentant du Président de la République au Conseil d'Administration de la Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM).

05

06 MAI

DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES ET DES FORMALITÉS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

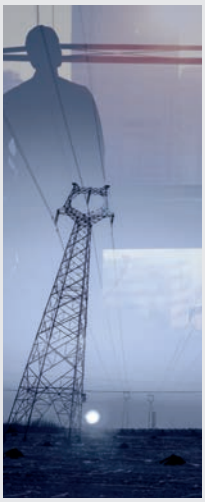
Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant approbation du contrat de concession de l'exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur et du Contrat de Prestation d'Appui à la Douane, signés le 18 novembre 2019. Ces différents contrats ont été signés entre l'Etat et le Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) en vue de conduire la dématérialisation des procédures et des formalités du Commerce Extérieur, de façon à réduire les coûts ainsi que les délais, afin d'accroître la compétitivité de l'économie nationale.

06

10 JUIN

FINANCEMENT DU PROJET DE MOBILITÉ URBAINE D'ABIDJAN (PMUA), VISANT NOTAMMENT, LE RENFORCEMENT DE LA SOTRA

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant ratification de la Convention de crédit n° CCI 1704 01 F d'un montant de quatre-vingt-dix millions (90 000 000) d'euros, soit cinquante-neuf milliards trente-six millions cent trente mille (59 036 130 000) francs CFA, conclue le 28 mai 2020, entre l'Agence Française de Développement (AFD) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du Projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (PMUA). Ce projet va permettre également la restructuration et le renforcement des lignes de la Société des Transports Abidjanais (SOTRA), ainsi que la professionnalisation du transport artisanal pour améliorer la qualité du service.



07

24 JUIN

ATTRIBUTION D'UN PERMIS D'EXPLOITATION MINIÈRE À LA SODEMI

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant attribution d'un permis d'exploitation minière valable pour la colombo-tantalite, à la Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI) dans le département d'Issia. Ce permis, qui découle du permis de recherche minière n° 606 (PR 606) attribué à la SODEMI, a une durée de validité de sept (07) ans.

03

04 MARS
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DE LA CIPREL

Le Conseil des Ministres a adopté deux (02) décrets, dont l'un portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de concession pour la réalisation d'une Centrale Thermique à cycle combiné (CIPREL 5) de 390 MW à Jacqueville et l'autre portant approbation de l'avenant n° 4 à la convention de prestations de services pour la location et l'exploitation d'une Centrale Thermique de 70 MW. Ces avenants additionnels aux différentes conventions sus-indiquées prennent en compte les ajustements intervenus afin d'accroître les capacités de production nationale d'électricité en vue de satisfaire la demande interne en électricité et de respecter les engagements de la Côte d'Ivoire en matière d'exportation électrique.

11 MARS
RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ÉQUIPEMENT DU PAA

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant approbation de la convention de concession du Terminal Roulier du Port Autonome d'Abidjan. La convention, objet de ce décret, apporte des ajustements aux conditions d'aménagement et d'exploitation du Terminal Roulier. Ces nouvelles dispositions engagent, notamment le concessionnaire à se doter d'infrastructures et d'équipements de qualité pour l'accueil des navires rouliers, à développer une activité de transbordement de véhicules vers les autres ports de la côte ouest africaine et à améliorer la qualité du service en vue d'accroître la compétitivité et l'attractivité du port.

05

27 MAI
RÉHABILITATION DE LA PISTE D'ATTERRISSAGE DE BOUAKÉ ET DE KORHOGO

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant ratification de l'Accord de prêt n°2020019/PR CI 2020 08 00, d'un montant total de vingt-cinq milliards (25 000 000 000) de francs CFA, conclu le 24 avril 2020 entre la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement partiel du projet de réhabilitation et d'équipement des aéroports de Bouaké et de Korhogo. Ce projet vise à améliorer la sécurité et la sûreté des activités aéroportuaires de ces deux (02) pôles économiques en élevant la qualité des infrastructures existantes aux normes aéronautiques en vigueur.

27 MAI
MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DE L'INS

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant ratification de l'Accord de prêt n°6575-CI, d'un montant total de quarante-neuf millions (49 000 000) d'euros, soit trente-deux milliards cent quarante et un millions huit cent quatre-vingt-treize mille (32 141 893 000) francs CFA, conclu le 05 mai 2020 entre l'Association Internationale de Développement (AID) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest. Ce financement permettra de fournir et d'installer des équipements et services de pointe nécessaires au fonctionnement optimal de l'Institut National de la Statistique.

08

05 AOUT
CESSION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA BNI DANS LE CAPITAL DE LOYALE VIE

Le Conseil des Ministres a adopté un décret autorisant la cession de la participation financière de 20% détenue par la Banque Nationale d'Investissement (BNI) dans le capital de la Loyale Vie. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique de restructuration 2017-2021 initié par la BNI en vue de résorber les contre-performances opérationnelles et financières enregistrées en 2017 et de consolider les activités de développement de la banque.

09

09 SEPTEMBRE
ANNULATION DE L'OPÉRATION DE PRIVATISATION DE LA BHCI

Compte tenu des conclusions des travaux de la Commission Bancaire relativement à la gestion de la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI), le Gouvernement a décidé, d'un commun accord avec le repreneur, d'annuler l'opération de privatisation de la banque et de reprendre en main le contrôle de l'établissement. Par ailleurs, le Conseil des Ministres a adopté un décret portant autorisation de la cession de l'opération immobilière «Village BHCI» et de la parcelle de terrain sise à Abidjan-Aboboté, appartenant à la BHCI.

09 SEPTEMBRE
INTENSIFICATION DES AUDITS DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative aux principaux constats et recommandations des audits des entreprises publiques réalisés en 2019.
Ces audits ont été réalisés en application de la mesure d'intensification des audits dans les entreprises publiques prise par le Gouvernement. Sept (07) entreprises, à savoir l'ANADER, la SODEFOR, la PCI, la SGMT, la SNDI, la SOTRA et l'AGEF ont été auditées en 2019 au titre des exercices 2014 à 2018.
Les principales conclusions de ces missions d'audit portent sur des questions de stratégie et d'organisation, de comptabilité et de finances, de gestion et de gouvernance.

23 SEPTEMBRE
ACQUISITION DE TERRAIN POUR LA CONSTRUCTION DE LA GARE SOTRA-BOUAKE

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant approbation et déclaration d'utilité publique de la parcelle de terrain urbain formant le lot n°1059, sise au Quartier Commerce, à Bouaké, objet du titre foncier 3644 du Baoulé, destinée à accueillir la future gare de la Société de Transport Abidjanais (SOTRA).

11

18 NOVEMBRE
MODIFICATION DE LA DÉNOMINATION DE LA CNCE EN BPCI.

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant modification de la dénomination de la Société d'Etat «Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE)» en «Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI)» et approbation des statuts modifiés de la BPCI.
Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration, adopté en 2016, la CNCE a porté son capital social à hauteur de 53 milliards de francs CFA et procédé au changement de sa dénomination en «Banque Populaire», en vue de marquer une rupture avec les difficultés du passé.

12

09 DÉCEMBRE
MISE À DISPOSITION DE LA CIPREL DU FONCIER NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DU PROJET CIPREL V

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant déclaration d'utilité publique des sites affectés à la réalisation de la centrale thermique de production d'électricité à cycle combiné d'une capacité de 390 MW (Projet CIPREL V) à Taboth dans le département de Jacqueville, en vue de renforcer les capacités nationales de production de l'électricité.
Cette mesure vise à mettre à la disposition du concessionnaire le foncier nécessaire à la réalisation du projet.

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DGPE : ACCÉLÉRATEUR DE DEVELOPPEMENT

UNE TRANSFORMATION 2016-2020
MISE EN ŒUVRE AVEC SUCCES.

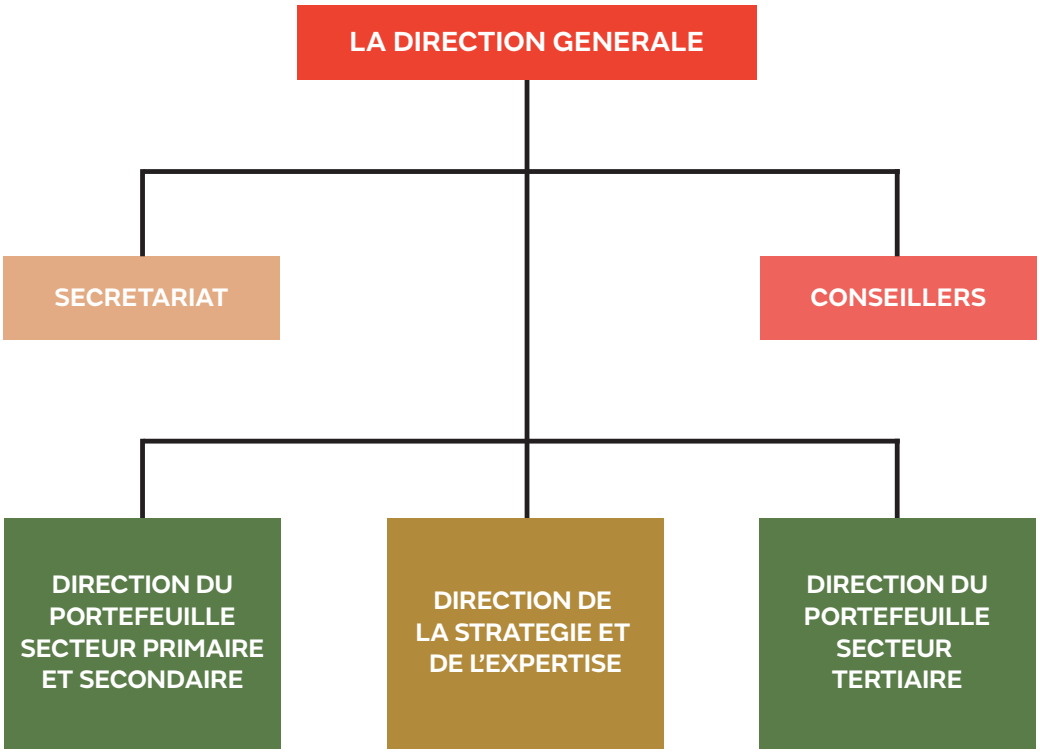
UNE NOUVELLE STRATEGIE (2021-2025) DE GESTION
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT, POSITIONNANT LA DGPE
COMME UN ACCÉLÉRATEUR DE DEVELOPPEMENT

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT
DANS TOUS LES SECTEURS

UNE TRANSFORMATION 2016-2020 MISE EN ŒUVRE AVEC SUCCÉS

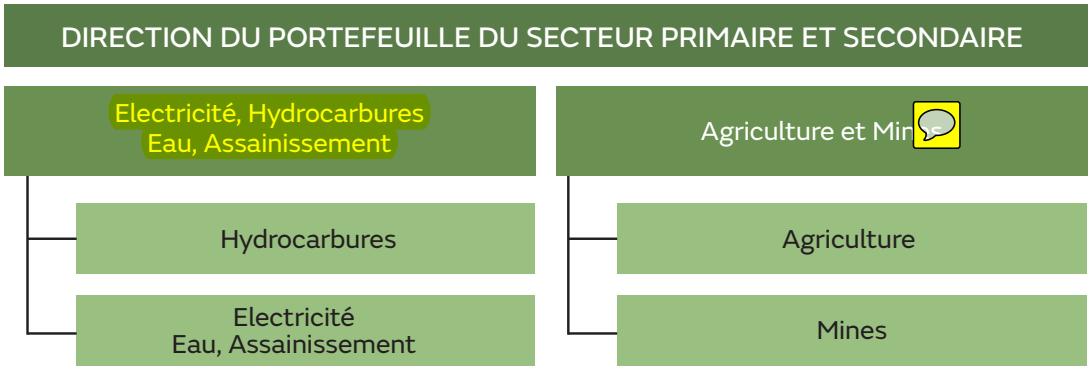
En 2016, le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE) entamait une réflexion stratégique sur le cadre institutionnel, organisationnel et opérationnel de la gestion du portefeuille de l'Etat. Cela a conduit à la transformation de l'ex-Direction des Participations et de la Privatisation (DPP), en Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE) le 03 novembre 2016.

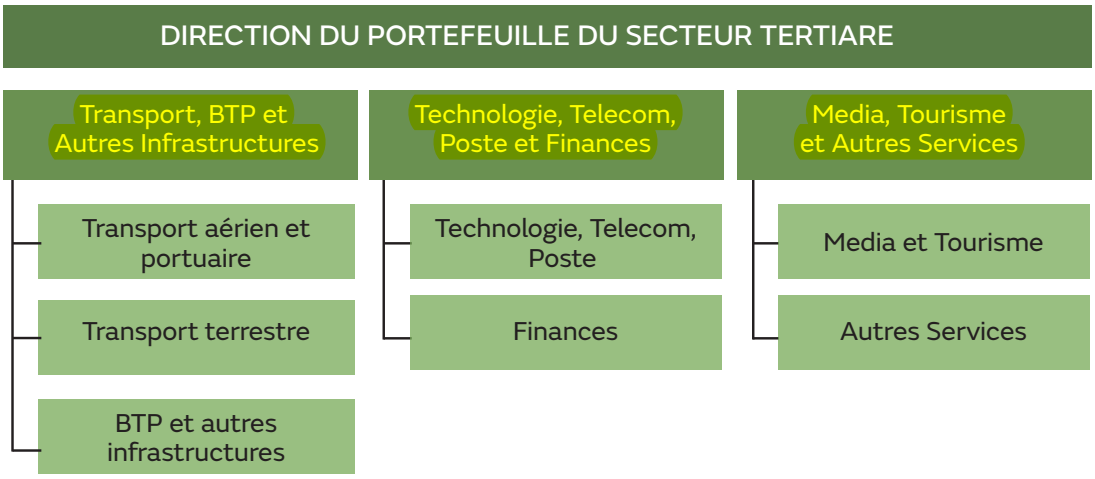
La DGPE est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de gestion du portefeuille de l'État conforme aux objectifs stratégiques, économiques et sociaux de l'État. Elle est dirigée par un Directeur Général assisté de deux (2) Conseillers.



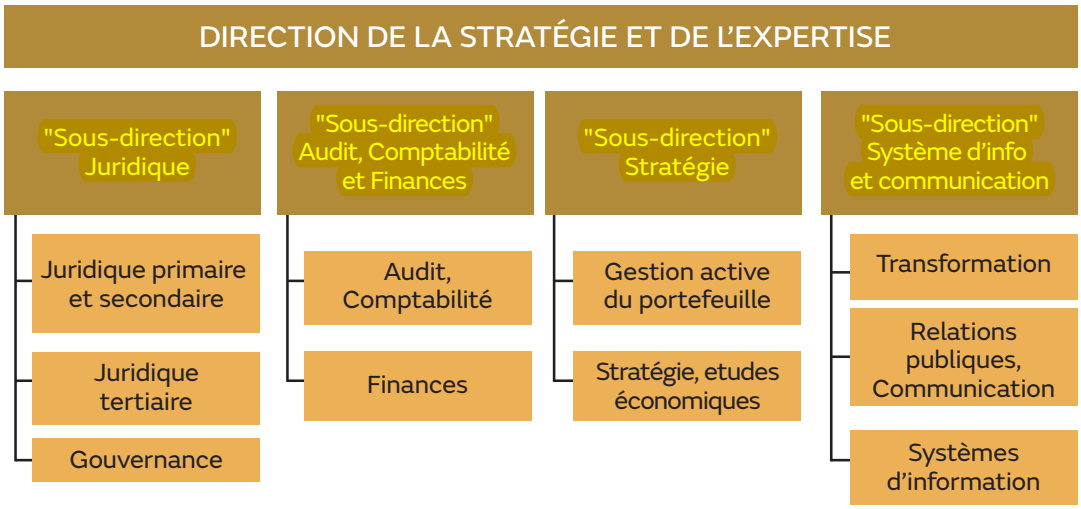
La DGPE comprend trois (3) directions centrales, dont deux sectorielles couvrant l'ensemble des secteurs d'intervention du portefeuille et un pôle d'expertise agissant de façon transversale en appui aux équipes sectorielles, ainsi que des Services Rattachés, dédiés aux fonctions de gestion des ressources humaines et des moyens généraux.

Pour un suivi adéquat des sociétés du portefeuille, les deux directions sectorielles sont subdivisées en cinq (5) grands secteurs que sont les secteurs (i) Hydrocarbure, Electricité, Eau et Assainissement, (ii) Agriculture et Mines, (iii) Médias et autres Services, (iv) Transport, BTP et autres Infrastructures et (v) Technologie, Télécoms, Poste et Finances.

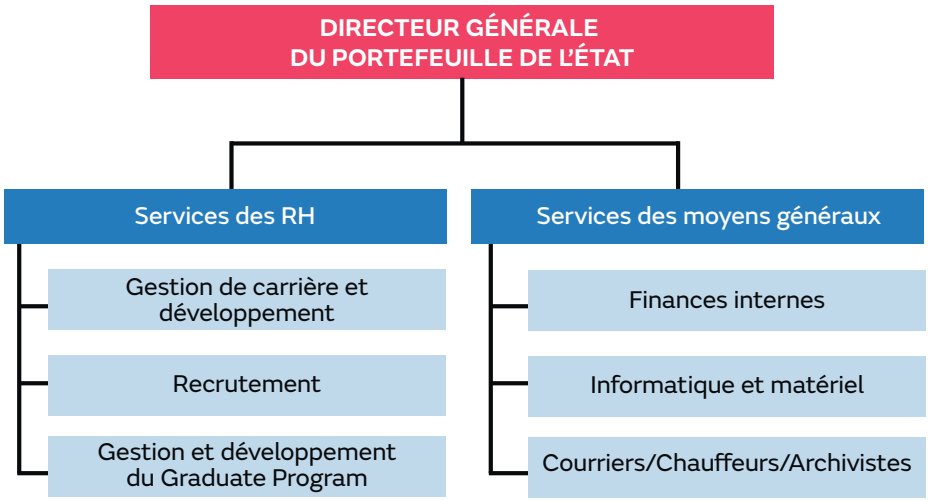




Le pôle d'expertise quant à lui, compte quatre (4) pôles fonctionnels intervenant dans les domaines clés de la stratégie, du juridique, de l'audit, de la comptabilité et des finances, et des systèmes d'information et de la communication.



Enfin les Services Rattachés englobent le suivi des carrières et développement, le recrutement, le Graduate Program, les finances internes, la gestion du matériel, ainsi que la gestion des archives, du courrier et des chauffeurs.



Cette restructuration particulière et adaptée aura permis une plus grande responsabilisation des équipes ainsi que le développement d'expertises spécifiques. En outre, elle a favorisé des analyses sectorielles approfondies, une meilleure anticipation des évolutions et risques pouvant impacter le portefeuille, ainsi qu'une amélioration du dialogue stratégique avec les entreprises publiques.

En effet, depuis 2016, la gestion proactive et influente du portefeuille de l'Etat a conduit à une amélioration notable de sa performance, grâce notamment, à la mise en œuvre de l'ambitieux plan stratégique 2016-2020 s'articulant autour de quatre (4) principaux piliers qui sont :

- une gestion active du portefeuille ;
- un pilotage exigeant et différencié des entreprises ;
- une organisation experte ;
- une gouvernance équilibrée.

L'élaboration de cette stratégie a permis de mettre en œuvre d'importantes réformes sur le plan organisationnel, institutionnel et opérationnel.

Au titre de la communication et du renforcement du dialogue stratégique, les réformes incluent :
- l'instauration, par la DGPE, d'un dialogue stratégique, continu et permanent avec les entreprises du portefeuille ;
- l'élaboration et la diffusion d'une Charte des Relations précisant les modalités de mise en œuvre de ce dialogue et facilitant les relations entre les entreprises publiques et l'Etat actionnaire ;
- la tenue de rencontres d'échanges avec les dirigeants sociaux des entreprises publiques, l'organisation d'un séminaire sur la communication financière avec les directeurs administratifs et financiers desdites entreprises et l'organisation d'un séminaire avec les Commissaires aux Comptes permettant d'identifier des leviers d'optimisation de leur intervention ; l'instauration d'un Prix d'Excellence de la Gouvernance des entreprises publiques.

Au titre des réformes organisationnelles, l'on note :
- la réorganisation sectorielle de la DGPE pour le développement d'expertises spécifiques. Cela se traduit, non seulement (i) par la mise en place d'une nouvelle organisation sectorielle soutenue par des pôles d'expertises fonctionnels, avec l'identification de cinq (5) segments et de cinq (5) grands secteurs d'intervention ;
- la mise en oeuvre d' un programme d'excellence, dénommé «*Graduate Program*» ayant permis le recrutement des meilleurs diplômés des Universités et Grandes Ecoles, au nombre de huit (8). Ces derniers ont pu contribuer à la mise en œuvre de réformes importantes ;
- le renforcement des capacités des agents de la DGPE avec l'organisation de formations internes et externes ;

- la relocalisation d'une partie des effectifs de la DGPE dans de nouveaux locaux plus modernes.

L'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, quant à elle, a donné lieu à l'implémentation des initiatives suivantes :
- la mise en place d'une correspondance entre les sectoriels et leurs points focaux au sein des entreprises ;
- le renforcement des capacités des dirigeants sociaux avec la mise en oeuvre d'un programme important de Certification des Administrateurs de Sociétés Publiques (CASP) ;
- la réforme du cadre juridique du portefeuille de l'Etat.

Au titre des reformes en matière de pilotage de la performance des entreprises publiques, l'on note :
- la mise en place d'un processus structuré a permis l'élaboration de plans d'amélioration des performances des Sociétés d'Etat (SODE) et des Sociétés à Participation Financière Publique (SPFP) majoritaires. Pour se faire, (i) des fiches d'identification et fiches sectorielles ont été développées pour une connaissance plus approfondie de chacune des entreprises publiques ; (ii) une démarche importante a été conduite avec la mise en place d'indicateurs de performance, l'identification de leviers d'amélioration et l'élaboration de plans d'actions.
- La généralisation du programme de contractualisation entre les entreprises publiques et l'Etat conduite en deux phases, à savoir la phase pilote, et la phase de généralisation, qui est en cours.
- la mise en place d'un système d'anticipation et de gestion des risques, qui prend en compte la mise en place d'un Comité de réflexion et d'anticipation, le développement d'outils de simulation des risques et de suivi infra annuel ainsi que la mise en place de mesures d'atténuation des risques.

UNE NOUVELLE STRATEGIE (2021-2025) DE GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT, POSITIONNANT LA DGPE COMME UN ACCÉLÉRATEUR DE DEVELOPPEMENT

A la suite d'importants travaux, la DGPE s'est dotée d'une nouvelle stratégie pour la période 2021-2025 dont la vision est «DGPE, ACCÉLÉRATEUR DE DEVELOPPEMENT», visant 3 objectifs, à savoir :
- accélérer l'amélioration de la performance du Portefeuille ;
- renforcer la diffusion des principes de bonne gouvernance et de bonne gestion ;
- amplifier l'impact des entreprises publiques sur les secteurs productifs et catalyser leur développement.

UNE STRATEGIE 2021-2025 INCLUANT TROIS GRANDES DIMENSIONS

En vue de favoriser l'exécution des stratégies susmentionnées, plusieurs recommandations sont formulées pour optimiser les missions et le rôle de l'entité en charge du suivi de la gestion du portefeuille de l'Etat.

LE RENFORCEMENT DU POSITIONNEMENT INSTITUTIONNEL

Au titre du renforcement de la gestion et de l'accompagnement des dirigeants sociaux, des mécanismes ont été identifiés permettant de renforcer la transparence autour de leur nomination et de leur performance. Ceux-ci incluent la systématisation de l'implication de la tutelle financière dans le processus de nomination et de rémunération et la mise en place de contrats individuels de performance avec les Directeurs Généraux.

Par ailleurs, des cursus personnalisés de formation des Administrateurs seront déployés accompagnés par la mise en place d'un modèle de suivi et d'évaluation de leur performance. La coordination de l'exercice des tutelles sera renforcée avec le déploiement de commissions dédiées à la préparation, en amont des Conseils d'Administration, de la position étatique sur certains décisions clés (investissements majeurs, prise de participations, etc).
Concernant l'accentuation du pilotage de la performance et de la gestion active du portefeuille, la généralisation des contrats de performance se poursuivra. Ce processus sera renforcé par un enrichissement des tableaux de bords assurant l'évaluation sur les volets opérationnels et sur la mesure des impacts développementaux au regard des stratégies nationales.

LA DÉFINITION DE STRATÉGIES SECTORIELLES DE PORTEFEUILLE ALIGNÉES AVEC LES BESOINS DE DÉVELOPPEMENT

Le nouveau plan stratégique 2021-2025 de la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE) a défini des modalités d'évolution du portefeuille de l'Etat dans chaque secteur d'activité, aboutissant à des stratégies sectorielles de portefeuille. L'ensemble des recommandations issues de ces stratégies sectorielles peuvent être regroupées en cinq (5) axes d'évolution :

- Investissement dans la croissance d'actifs stratégiques pour permettre à l'Etat de jouer son rôle souverain dans les secteurs stratégiques ;
- Création de nouvelles activités catalysantes pour jouer un rôle de locomotive dans les secteurs stratégiques et fournir des conditions favorables au développement d'opérateurs privés ;
- Optimisation de la performance opérationnelle pour permettre à l'Etat de fournir un service public et des infrastructures de base de qualité et à moindre coût, et pour renforcer la compétitivité et la rentabilité des participations patrimoniales de l'Etat ;
- Désengagement des actifs non stratégiques pour concentrer les efforts financiers et de suivi de l'Etat sur les participations stratégiques, afin d'éviter une dilution du portefeuille, et de générer des recettes supplémentaires ;
- Développement de synergies avec les entités publiques évoluant dans un secteur donné pour optimiser les investissements de l'Etat, l'impact de l'action publique et l'exécution intégrée des actions desdites entités.

LA MISE À NIVEAU DES CAPACITÉS INTERNES ET DES MODES DE GESTION

Afin de jouer pleinement son rôle de «gestionnaire» du portefeuille de l'Etat en ligne avec son nouveau positionnement institutionnel, la DGPE devra renforcer ses capacités internes sur plusieurs dimensions incluant, entre autres, le développement de nouveaux pôles d'expertise techniques en lien avec les nouveaux rôles de la DGPE, le renforcement des fonc-

tions support, l'affinement des outils et indicateurs de pilotage et la consolidation des actions de montée en compétence des agents.

UN DISPOSITIF RIGOUREUX POUR LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE 2021-2025

Afin d'assurer la mise en œuvre effective et optimale des différentes recommandations de la nouvelle stratégie, un plan de transformation a été conçu. Ce plan de transformation se décline en cinq (5) programmes majeurs qui sont composés au total de treize (13) projets structurants et fixant les priorités de la DGPE pour les années à venir. Ce sont (i) la gouvernance, (ii) la stratégie sectorielle du portefeuille, (iii) l'organisation et capacités internes, (iv) l'opérationnalisation juridique du positionnement institutionnel, et (v) le PMO et change management, la communication et la syndication.
Ce plan de transformation est suivi un Comité de pilotage, les équipes en charge de l'exécution des programmes et un Program Management Office (PMO) mis en place à cet effet.

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT DANS TOUS LES SECTEURS

UN PORTEFEUILLE DE 81 SOCIÉTÉS, DONT 25 SOCIÉTÉS D'ETAT

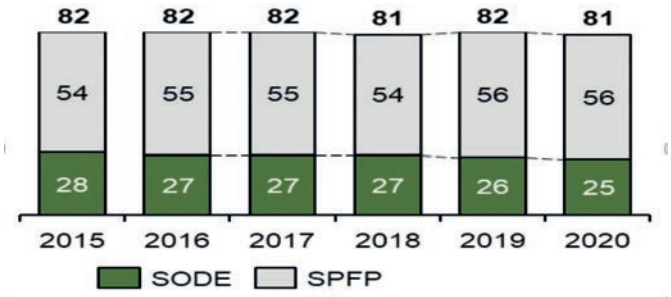
Au 31 décembre 2020, le portefeuille de l'Etat était constitué de 81 sociétés contre 82 en 2019. L'année 2020 a vu la création de la société Guichet Unique du Commerce Extérieur Côte d'Ivoire (GUCE CI) et les sorties de Webb Fontaine Côte d'Ivoire (WFCI) et de Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire (NDCI).

Sur la période 2015 - 2020, le nombre de sociétés dans le portefeuille de l'Etat (entre 81 et 82) est resté quasi constant. L'Etat est :

- sortie du capital social de 10 entités, à savoir
  - **2016 :** SUCRIVOIRE et ANARE ;
  - **2017 :** Sils Technology, Société Abidjanaise de la Salubrité, SN SOSUCO et NSIA Banque ;
  - **2018 :** Palmafrique ;
  - **2019 :** Yaouré Mining ;
  - **2020 :** WFCI et NDCI ; et

- entrée dans le capital de 9 entités, à savoir
  - **2016 :** Shiloh Manganèse et NDCI ;
  - **2017 :** Lagune Exploitation Bongouanou, Compagnie Minière du Bafing, Bondoukou Manganèse et Société Ivoirienne de Télédiffusion ;
  - **2019 :** Société des Mines de Daapleu et Persus Mining Yaouré ;
  - **2020 :** GUCE CI.

Graphique 1 : Evolution du portefeuille de 2015 à 2020



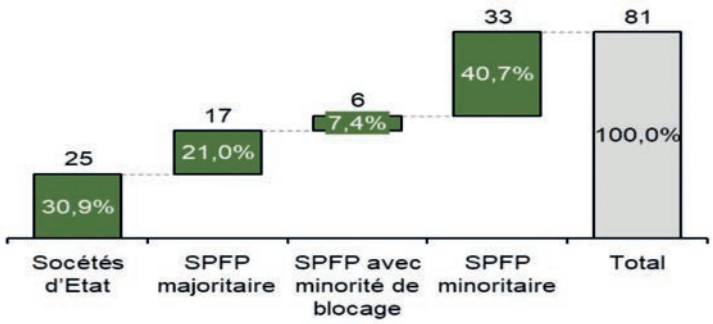
UN NIVEAU DE PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MOYEN DE 68% DANS UN CAPITAL SOCIAL CUMULÉ D'ENVIRON 629 MILLIARDS FCFA

Le montant total du capital social cumulé des sociétés du portefeuille de l'Etat s'élève à 629 milliards FCFA contre 624 milliards FCFA en 2019.
La quote-part de l'Etat dans ce capital s'élève à 428 milliards FCFA, soit un niveau de participation moyen de 63%, contre 424 milliards FCFA en 2019.

UN PORTEFEUILLE CONSTITUÉ EN MAJORITÉ DE SOCIÉTÉS À PARTICIPATION MINORITAIRE

Le portefeuille de l'Etat est constitué de vingt-cinq (25) sociétés d'Etat (SODE) et cinquante-six (56) sociétés à participation financière publique (SPFP), dont dix sept (17) majoritairement détenues, six (6) detenues avec une minorité de blocage et trente-trois (33) participations minoritaires simples.

Graphique 2 : Répartition des sociétés selon le niveau de participation de l'Etat, en 2020



Le nombre de SODE est passé de vingt-six (26) en 2019, à vingt cinq (25) à 2020. Le capital social de ces SODE est entièrement détenu par l'Etat, conformément à la loi n°2020-626 du 14 août 2020, portant définition et organisation des sociétés d'Etat.

Le nombre de SPFP est resté à cinquante-six (56).

Les SPFP sont régies par la loi n°2020-886 du 21 octobre 2020, portant définition et organisation desdites sociétés. En fonction du niveau de la participation financière publique, l'on distingue :

- les SPFP majoritaire - participation supérieure à 50% du capital social et inférieure à 100% - au nombre de dix sept (17), contre quinze (15) en 2019 ;
- les SPFP avec minorité de blocage - participation comprise entre 33,33% et 50% du capital social - au nombre de six (6) en 2019 et 2020 ;
- les SPFP minoritaire - participation inférieure à 33,33% du capital social - au nombre de trente-trois (33), contre trente cinq (35) en 2019.

La participation financière publique se répartit comme suit :

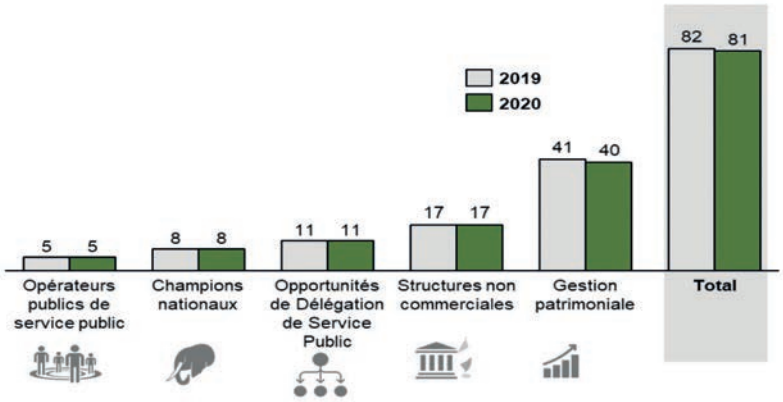
- **SODE :** 253 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire :** 139 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** 19 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire :** 17 milliards FCFA.

DES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES PUBLIQUES CONCENTRÉES DANS LE SEGMENT «CHAMPIONS NATIONAUX»

Pour rappel, les sociétés du portefeuille de l'Etat sont classées en cinq (5) segments. Il s'agit des segments «Champions nationaux», «Gestion patrimoniale», «Opérateurs publics de service public», «Opportunités de délégation de service public (DSP)», et «Structures à caractère non commercial».

Comme présenté dans le graphique, ci-après, le nombre de sociétés par segment est resté quasi-inchangé à l'expection de la réduction du nombre de société dans le segment «Gestion patrimoniale» à la suite de la dissolution de NDCI.

Graphique 3 : Evolution du portefeuille de 2019 à 2020 selon les segments



Malgré leur nombre relativement peu elevé (8), les sociétés du segment «Champions nationaux» se repartissent près de la moitié (45%) de la participation financière publique. En effet, la participation financière publique par segment, par ordre décroissant, se répartit comme suit :

- **Champions nationaux :** 157 milliards FCFA ;
- **Gestion patrimoniale :** 94 milliards FCFA ;
- **Opportunités de DSP :** 39 milliards FCFA ;
- **Structures non commerciales :** 30 milliards FCFA ;
- **Opérateurs publics de service public :** 24 milliards FCFA.

... ET DANS LES SOUS-SECTEURS «TRANSPORTS», «FINANCES» «HYDROCARBURES»

Le portefeuille de l'Etat est subdivisé en cinq (5) secteurs, à savoir les secteurs «Agriculture et Mines», «Hydrocarbures, Electricité, Eau et Assainissement», «Média et Autres Services», «Technologie, Télécom, Poste et Finances», et «Transports, BTP et Autres Infrastructures». Ces cinq (5) secteurs se subdivisent à leur tour en douze (12) sous-secteurs présentés dans le tableau ci-dessous. Comme indiqué dans ce tableau, la majeure partie des sociétés du portefeuille de l'Etat évolue dans les sous-secteurs «Mines» (16 sociétés), «Transports» (12), et «Agriculture et agro-industrie» (9).

Tableau 1 : Evolution du portefeuille de 2019 à 2020 selon les secteurs d'activités

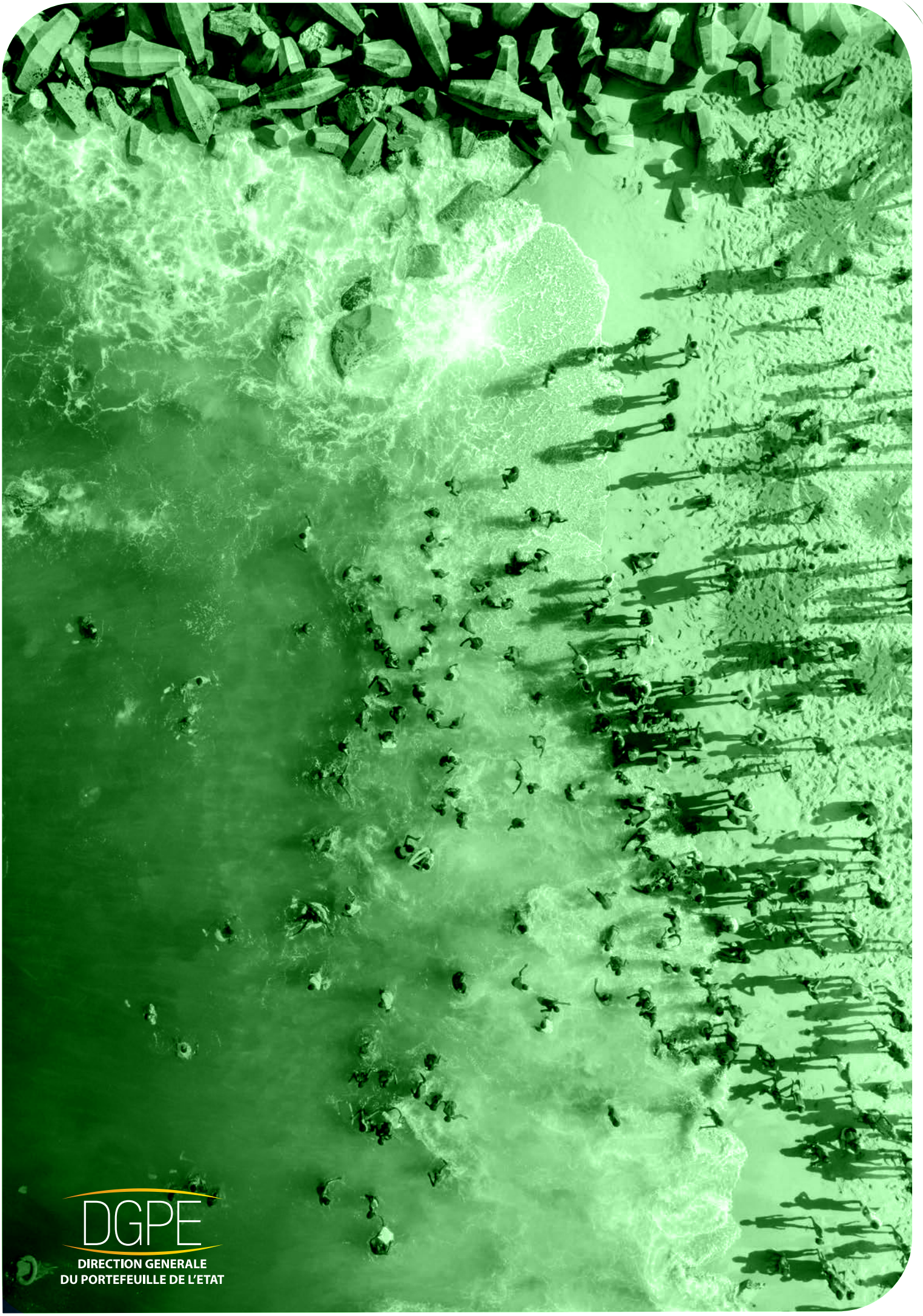
SECTEURS /SOUS-SECTEURS	**2019**	**2020**
AGRICULTURE ET MINES	**26**	**25**
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	9	9
MINES	17	16
HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT	**11**	**11**
EAU ET ASSAINISSEMENT	3	3
ELECTRICITÉ	3	3
HYDROCARBURES	5	5
MÉDIA ET AUTRES SERVICES	**11**	**11**
MÉDIA	4	4
SERVICES	5	5
TOURISME ET HÔTELLERIE	2	2
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE ET FINANCE	**15**	**15**
FINANCE	7	7
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	8	8
TRANSPORT, BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES	**19**	**19**
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	7	7
TRANSPORT	12	12
TOTAL GÉNÉRAL	**82**	**81**

«Hydrocarbures» se repartissent près de 72% de la participation financière publique. Le détail de cette répartition se présente comme suit :

Transports : 115 milliards FCFA ;
Finances : 83 milliards FCFA ;
Hydrocarbures : 52 milliards FCFA ;
Electricité : 26 milliards FCFA ;
Tourisme et Hôtellerie : 17 milliards FCFA ;
Technologie, Télécom et Poste : 17 milliards FCFA ;
Média : 11 milliards FCFA ;
Bâtiment & Infrastructures : 8 milliards FCFA ;
Agriculture et agro-Industrie : 8 milliards FCFA ;
Autres Services : 4 milliards FCFA ;
Mines : 2 milliards FCFA ;
Eau et assainissement : 1 milliard FCFA.

Le nombre total de sociétés utilisées pour évaluer la performance du portefeuille de l'Etat s'élève à quatre-vingts (80) dont dix neuf (19)) ayant transmis des données provisoires : AERIA, AGEF, ANSUT, CIDT, CI-ENGINEERING, CMB, CNRA, EDIPRESSE, FOREMI, GUCE CI, PAA, PCI, QUIPUX-AFRIQUE, SGMT, SIFAL, SNDI, SNPECI, SODEFOR et VECI.

Le nombre total de sociétés utilisées pour évaluer la performance du portefeuille de l'Etat s'élève à quatre-vingts (80) dont dix neuf (19)) ayant transmis des données provisoires : AERIA, AGEF, ANSUT, CIDT, CI-ENGINEERING, CMB, CNRA, EDIPRESSE, FOREMI, GUCE CI, PAA, PCI, QUIPUX-AFRIQUE, SGMT, SIFAL, SNDI, SNPECI, SODEFOR et VECI.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

4

GESTION DU PORTEFEUILLE EN 2020 : L'INSTAURATION CONTINUE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

OPÉRATIONS EN CAPITAL

ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES PUBLIQUES DANS LA GESTION DE LA PANDEMIE DE COVID 19

SIGNATURE DES CONTRATS DE PERFORMANCE AVEC LES ENTREPRISES PUBLIQUES

REFORME DU CADRE JURIDIQUE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

LA 2ÈME EDITION DU PRIX DE L'EXCELLENCE, DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

OPÉRATIONS EN CAPITAL

UNE (01) AUGMENTATION/OUVERTURE DE CAPITAL

En 2020, la Banque Nationale d'Investissement (BNI) a procédé à une augmentation de son capital social de 20,5 milliards FCFA à 25,4 milliards FCFA. Le Gouvernement a, dans la même veine, procédé à l'ouverture du capital de la banque. Le capital social de la BNI est désormais détenu à hauteur de 80,84% par l'Etat de Côte d'Ivoire et 19,16% par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

UNE (01) PRISE DE PARTICIPATION

Au terme des contrats de concession de Webb Fontaine CI (WFCI) expirés le 30 juin 2019, l'Etat a procédé au transfert de ses activités à la société GUCE CI, créée à cet effet, avec un capital social de 10 millions FCFA dont 70% des parts détenues par l'Etat de Côte d'Ivoire et 30% par la société WEBB FONTAINE GROUP.

ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES PUBLIQUES DANS LA GESTION DE LA PANDEMIE DE COVID 19

Les entreprises publiques ont été fortement impactées par la crise. Les entreprises publiques les plus exposées à la crise sont celles évoluant dans les secteurs : (i) du transport aérien, avec la suspension des vols régionaux et domestiques, ainsi que la fermeture des frontières aériennes ; (ii) du transport routier, avec la baisse du trafic global et la limitation du nombre de passagers par bus ; (iii) de l'hôtellerie, avec la quasi-fermeture de leurs unités hôtelières ; et (iv) du transport maritime, avec les restrictions liées au commerce international, affectant les ports.

Par ailleurs, les entreprises des secteurs des hydrocarbures (baisse du cours du brut et baisse des ventes de produits raffinés), du BTP (arrêt des principaux projets), et des banques (dégradation de la qualité des portefeuilles de crédits et réduction de l'activité de crédits) sont également exposées aux effets de la crise.

Pour les mois d'avril mai et juin 2020 uniquement, les appuis budgétaires à ces entreprises avaient été estimés à 51 milliards FCFA[1].

La DGPE, à la suite d'une étude sur l'impact de la crise pour le portefeuille de l'Etat, a accompagné les entreprises dans l'élaboration de leur plan de gestion de la crise, en mettant un accent particulier sur les stratégies d'optimisation des charges tout en minimisant l'impact social de la crise. Ces actions ont permis d'améliorer la résilience des entreprises publiques et à maintenir une performance financière globale du portefeuille en amélioration par rapport à l'exercice 2019 *(cf chapitre « performance du portefeuille »)*.

SIGNATURE DES CONTRATS DE PERFORMANCE AVEC LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Le processus de contractualisation concerne quarante-quatre (44) entreprises dont vingt-cinq (25) sociétés d'Etat, quatorze (14) sociétés à participation financière publique majoritaire, cinq (5) sociétés contrôlées par l'Etat ou bénéficiant de son concours financier. Il permet de définir des objectifs de performance opérationnels, techniques, économiques et financiers à atteindre par les entreprises publiques, à une échéance pluriannuelle, sous la forme d'un programme d'action de 3 à 5 ans.
Le processus de contractualisation entre l'Etat et les entreprises publiques a permis, à la

*1 Estimations DGPE (40,495 milliards FCFA au titre des transferts aux entreprises publiques inscrits dans le plan de soutien économique, social et humanitaire et 10,530 milliards FCFA au titre des besoins complé*mentaires.

date de rédaction de ce rapport, la signature de trente-un (31) contrats de performance (COP) sur un total de quarante-quatre (44) initiés, soit un taux de réalisation de 70%. Les entreprises concernées sont les suivantes : ONEP, SODEFOR, ONAD, CI-ENERGIES, SODEXAM, PAA, ANSUT, RTI, BNETD, AGEROUTE, SOTRA, I2T, PETROCI, SIR, LBTP, BNI, VERSUS BANK, AIGF, PASP, BPCI, LONACI, ANADER, INIE, SIPF, COTE D'IVOIRE ENGINEERING, FODI, SNDI, OIC, CNRA, POSTE CI et IDT.

RÉFORME DU CADRE JURIDIQUE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Dans le cadre de l'amélioration continue de la gouvernance et des performances des entreprises publiques, le Gouvernement a entrepris une réforme du cadre juridique du portefeuille de l'Etat entamée avec l'adoption des lois n°2020-626 du 14 août 2020 portant définition et organisation des sociétés d'Etat et n°2020-886 du 21 octobre 2020 relative aux sociétés à participation financière publique, complétées par leurs deux (2) principaux textes d'application. Ce nouveau dispositif légal et réglementaire applicable aux entreprises publiques, sera renforcé par dix (10) autres textes réglementaires se rapportant notamment aux conditions de rémunération des dirigeants, à la limitation de l'âge et du mandat des dirigeants sociaux, à la fixation d'un seuil pour l'acquisition et l'aliénation des immeubles des entreprises publiques et enfin aux modalités d'organisation du CASP.

De manière générale, le nouveau cadre juridique du portefeuille de l'Etat présente une trentaine d'innovations majeures réparties en quatre (4) catégories ayant trait (i) aux généralités, (ii) à la gouvernance, (iii) au contrôle et exercice de la tutelle, ainsi (iv) qu'aux aspects financiers et budgétaires.

Ces innovations majeures abordent entre autres, les problématiques relatives à :

- l'extension du périmètre de la participation financière publique ;
- l'amélioration de la notion de contrôle par l'Etat des entreprises publiques ;
- l'aménagement des conditions et modalités de nomination des dirigeants sociaux ;
- la clarification des modalités d'exercice du contrôle contractuel ;
- la clarification des attributions de chacune des tutelles ;
- la production de nouveaux documents de reporting des informations financières (bilan de gouvernance, rapport d'activités semestriel) ;
- l'affectation d'une partie des ressources liées au portefeuille de l'Etat au développement des PME et au financement de la politique de prise de participation et de gestion des entreprises publiques.

En outre, un code annoté et commenté du nouveau cadre juridique du portefeuille de l'Etat est en cours d'élaboration afin de faciliter la compréhension des innovations ainsi introduites.

LA 2ÈME EDITION DU PRIX DE L'EXCELLENCE, DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La deuxième édition du Prix d'Excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques a été organisée le 2 septembre 2020, au Sofitel Hôtel Ivoire, à Abidjan. Cette cérémonie, qui s'inscrit dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance et la culture de la performance au sein desdites entreprises, a permis de distinguer les meilleures entreprises publiques de l'année 2020 suivant quatre (4) distinctions : à savoir :

- le **Prix de l'Encouragement** décerné à la BNI ;

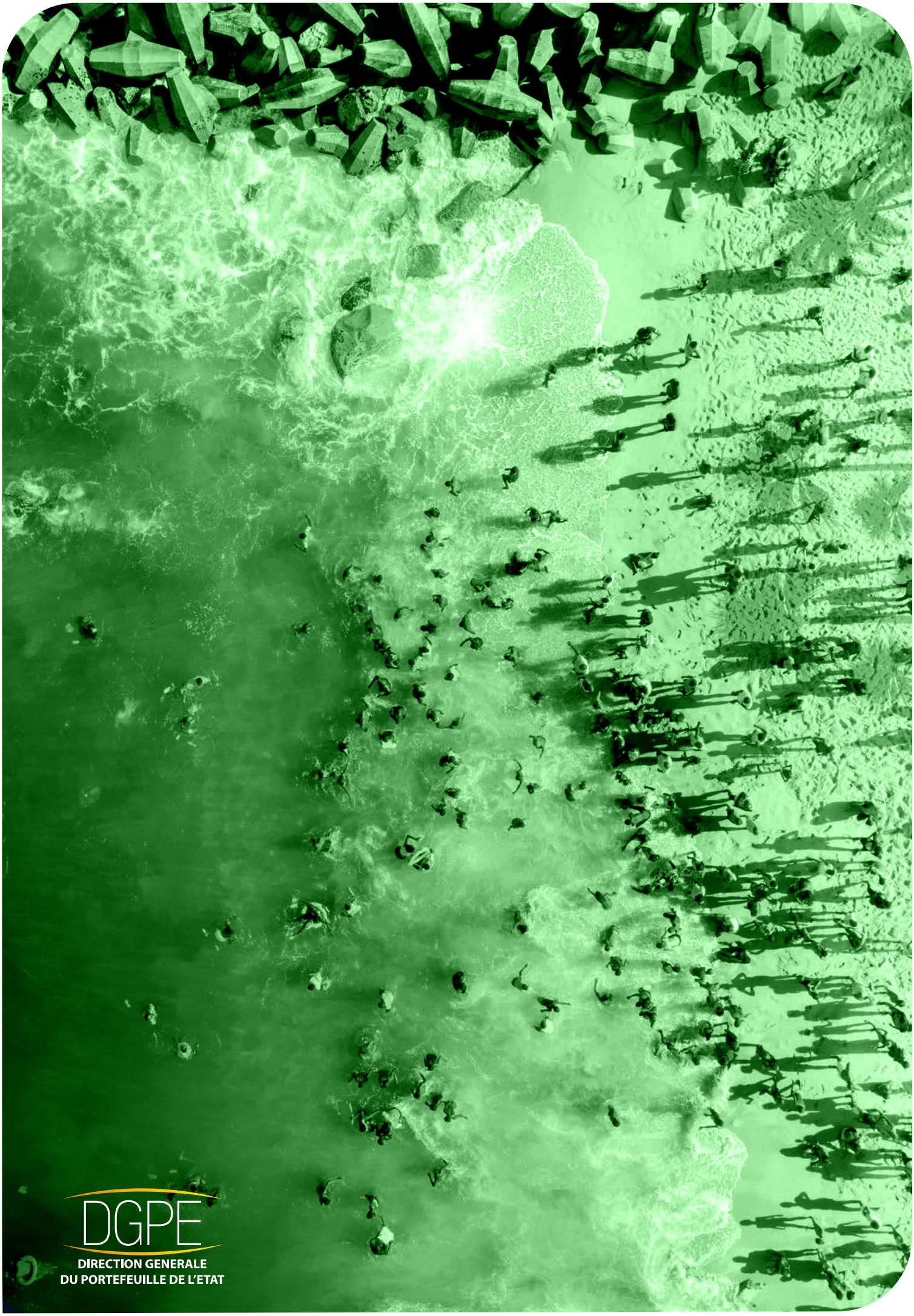
- le **Prix de la Performance Economique et Financière**
  - Secteur non marchand
    - 1ère : Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES)
    - 2ème : Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONEP)
    - 3ème : Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles
  - Secteur Marchand
    - 1ère : La Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI)
    - 2ème : Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)
    - 3ème : Port Autonome d'Abidjan (PAA)

- le **Prix de l'Efficacité du Conseil d'Administration** qui récompense l'entreprise dont le Conseil d'Administration e le meilleur fonctionnement au regard des dispositions légales et réglementaires :

  - 1er : Office Nationale de l'Eau Potable (ONEP)
  - 2ème : Port Autonome de San-Pedro (PASP)
  - 3ème : Banque Nationale d'Investissement (BNI)

- le **Prix d'Excellence de la Gouvernance ou Super prix**, qui récompense une entreprise nominée dans l'une des deux premières catégories mentionnées, ayant obtenu une bonne note au regard de certains indicateurs bien déterminés et n'ayant aucune réserve relevant du management dans ses états financiers des trois derniers exercices.

- La Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI)



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

5

PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE : VERS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS CLÉS DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

UN IMPACT RÉAFFIRMÉ SUR LE DEVELOPPEMENT ET LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS

UNE ACCELERATION DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE, MALGRE LA PANDEMIE A COVID-19

UNE GESTION AMELIORÉE DES ENJEUX LIÉS AUX FINANCES PUBLIQUES

UN IMPACT RÉAFFIRME SUR LE DEVELOPPEMENT ET LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS

L'exercice 2020 marque la dernière année de mise en œuvre du second Plan National de Développement (PND) (2016-2020) après la crise politico-sociale des années 2000. La mise en œuvre de ce PND a permis de poursuivre le dynamisme de l'économie ivoirienne avec un taux de croissance réel moyen de 6,9% sur la période 2016-2019, malgré un contexte mondial défavorable. Le revenu par habitant a ainsi augmenté de 13,8% sur la même période pour atteindre 1 704 USD. Par ailleurs, le taux de pauvreté a baissé de 46,3% à 39,4 %[2].

Les entreprises publiques ont occupé une place primordiale dans la réalisation des objectifs du PND 2016-2020, non seulement à travers le développement des infrastructures pour favoriser la mobilité des populations et leur accès aux services publics de base, mais également à travers le renforcement de la gouvernance ainsi que de l'interconnexion et de l'intégration régionale.

Pour rappel, plus du tiers des investissements prévus dans le PND 2016-2020 était porté par les entreprises publiques pour des projets d'infrastructures routières (FER et AGEROUTE), énergétiques (SIR, PETROCI et CI-ENERGIES), d'assainissement et d'eau potable (ONAD et ONEP), et des technologies de l'information et de la communication (ANSUT), etc.

Ainsi, au titre des infrastructures routières (FER et AGEROUTE), un total de 5 057 milliards FCFA étaient prévus sur la période 2016-2020, pour la construction de 3 202 km de routes neuves, 215 km d'autoroute, 164 km de voiries urbaines, 57 ouvrages, et le renforcement de 3 300 km de routes. A ce jour, plus de 3 100 milliards FCFA ont été mobilisés pour 2 190 km de routes neuves et 164 km de voiries urbaines achevées ou en cours de construction, 52 ouvrages construits ou en cours, 1 695 km de routes renforcées ou en cours de renforcement et 106 km d'autoroute en cours de construction.

Dans le domaine des transports, un programme de renforcement des capacités opérationnelles de la **SOTRA** a été lancé en 2017 pour l'acquisition de 1 500 autobus en 3 vagues. Ce programme, d'un coût global de 168 milliards FCFA, a permis d'accroître le parc d'autobus en ligne à 953 autobus en 2020 et le nombre de passagers transportés par la société de 87 millions à 238 millions. Par ailleurs, la société **AERIA** a entamé depuis 2009 un projet d'extension de l'aéroport d'Abidjan qui fait partie du vaste programme de l'Aérocité qui devra s'étendre sur une superficie de 3 700 hectares. La mise en œuvre du 2ème programme quinquennal d'un montant 41 milliards FCFA se poursuit, avec la fin des travaux d'extension de l'aire de stationnement sud, du terminal pour aviation d'affaires (FBO), d'extension de la salle de traitement des passagers et de la voie zéro ainsi que la modernisation et l'extension de l'aérogare de fret d'ABIDJAN.

La **SODEXAM** a également réalisé ou participé à la réalisation de plusieurs projets de réhabilitation et de modernisation, dont le projet de réhabilitation de l'aéroport de San Pedro, le projet de modernisation de l'Aérogare Fret de l'Aéroport d'ABIDJAN ainsi que les projets de modernisation et de création des aéroports à l'intérieur.

En outre, les investissements menés par **AIR CI**, à travers la modernisation de la flotte qui a atteint dix (10) avions, ont permis à la Compagnie d'être l'un des principaux acteurs en Afrique de l'Ouest et centrale (16 pays et 19 destinations desservies) avec une part de marché de plus de 67%[3] sur son Hub d'Abidjan, soit 673 528 passagers transportés en 2019.

De vastes chantiers d'extension et de modernisation des **infrastructures portuaires** ont également été engagés et finalisés sur la période 2016-2020. Ainsi, le **PAA** a procédé à l'approfondissement et à l'élargissement du canal de Vridi, à la construction du nouveau terminal roulier et du deuxième terminal à conteneur, au remblaiement de la baie de Vridi et à l'approfondissement des quais 13 et 14. D'autres projets sont en cours, notamment la construction d'un terminal céréalier et d'un troisième terminal à conteneur. Le PAA envisage également la construction d'un terminal minéralier avec l'appui des partenaires financiers.

Quant au **PASP**, il a entrepris plusieurs projets notamment la construction du Terminal Industriel Polyvalent de San Pedro (TIPSP), l'aménagement et l'exploitation d'un terminal polyvalent commercial, le déplacement et l'extension du terminal à conteneur.

Dans le secteur de l'électricité, CI-ENERGIES a mobilisé d'importantes ressources (1 665 milliards FCFA) pour la réalisation des 17 programmes relatifs aux infrastructures d'électricité contenus dans le PND dont le Projet de Transport, Distribution et Accès à l'Electricité (PTDAE) pour 198 milliards FCFA, le Projet de Réhabilitation et de Développement du Réseau Electrique (PRODERCI) pour 479 milliards FCFA, le barrage hydroélectrique de Soubré pour 246 milliards FCFA, etc. Ainsi, à fin décembre 2020, les projets ont été exécutés à un taux physique de 66% correspondant à un financement mobilisé de 1 297 milliards FCFA, reparti entre les bailleurs (84%), CI-ENERGIES (13%) et l'Etat (3%).

L'impact de ces investissements s'est traduit par l'électrification de 2 807 localités faisant passer le nombre total de localités électrifiées à 6 781 sur un total de 8 517 localités. Ainsi, le taux de couverture des localités à électrifier a été porté à 79,61%. Le nombre de personnes ayant bénéficié de l'électricité sur la période est estimé à 1 284 245, faisant passer le taux d'accès à 97,89% pour un objectif de 99,87% en 2020.

Dans le secteur de l'eau potable, l'ONEP a contribué à réaliser 37 projets pour un montant estimé à 220 milliards FCFA, pour améliorer l'accès à l'eau potable. Ces investissements et travaux, sur la période 2016-2020, ont consisté principalement en (i) la réhabilitation de 21 000 pompes à motricité humaine (PMH), réduisant le taux de panne des PMH de 40% en 2016 à 15% en 2020 ; (ii) la construction de 8 stations de traitement d'eau potable, de capacité totale de 164 600 m^3/jour et de 388 km de réseaux de canalisation ; et (iii) la mise en service de 36 châteaux d'eau.

Ces travaux ont permis une amélioration de 25% de la production d'eau pour atteindre 302 millions de m3 en 2020, ainsi qu'une amélioration du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural de 9 points de pourcentage pour atteindre 77% en 2020.

Concernant les **infrastructures d'assainissement, l'ONAD** a entrepris 34 projets, pour un coût total d'environ 145 milliards FCFA. Ces projets ont été réalisés grâce à la mobilisation de 66,9 milliards FCFA repartis entre l'État (77%) et les bailleurs de fonds (23%). Les résultats obtenus comprennent notamment (i) l'élaboration/actualisation des schémas directeurs d'assainissement de 15 localités ; (ii) l'aménagement des linéaires de collecteur de Yopougon 1, de la cuvette d'Akeikoi/Abobo, et l'extension des réseaux d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à Koumassi ; (iii) le renforcement de l'entretien et l'exploitation des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage dans une dizaine de villes de l'intérieur (Bouaké, Yamoussoukro, Korhogo, Abengourou, San-Pédro, Daoukro, etc.), ainsi que des bassins tampons, canaux et dalots (carrefour de l'Indénié, etc.) ; (iv) l'amélioration de la gestion de l'assainissement autonome à travers la finalisation de la construction de trois (03) stations de traitement des boues de vidange (STBV). En 2020, le taux d'accès aux infrastructures d'assainissement s'élève à 34,6% au niveau national, avec 47,7% en milieu urbain et 20,5% en milieu rural.

Plusieurs projets du **secteur des hydrocarbures,** portés par **PETROCI, GESTOCI, et SIR,** étaient également inscrits au PND 2016-2020. Certains de ces projets ont eu du mal à démarrer, mais ont finalement connu un début de mise en œuvre. Ainsi, des études ont été réalisées par PETROCI dans le cadre du projet d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire en Gaz Naturel Liquéfié (GNL). GESTOCI a également débuté la réalisation des entretiens décennaux et de mise en conformité des réservoirs d'hydrocarbures et sphères de stockage de gaz butane ainsi que la conduite des travaux de renouvellement et de révision de son parc ferroviaire (wagons citernes et locotracteurs), en vue de renforcer la couverture nationale et de l'hinterland en produits pétroliers. En outre, la société a initié la construction de deux (2) sphères de stockage de gaz butane d'une capacité de 2000 TM chacune à Abidjan et Yamoussoukro dont le taux de réalisation physique se situe à 93%.

La SIR, quant à elle, a débuté la mise œuvre de l'important projet HDS, relatif à la mise en conformité des carburants (gas-oil et super) avec les Directives de la CEDEAO (AFRI4), par la construction des unités de désulfuration pour réduire la teneur en soufre du gas-oil et du super. Ce projet enregistre un taux d'exécution de 10% et permettra, en plus de la problématique de conformité des carburants mentionnée ci-avant, la réduction des dépenses de santé publique, le maintien des emplois et la création de nouveaux emplois. En outre, la SIR affiche un taux de 30% dans la mise en œuvre du projet d'optimisation de ses infrastruc-

tures logistiques par l'adaptation des circuits, pompes et terminaux maritimes à l'évolution de la demande en produits pétroliers. Cela permettra donc d'adresser plus efficacement la demande nationale et de l'hinterland en produits raffinés.

Dans le secteur financier, la **BNI** a procédé au lancement de sa solution digitalisée d'affacturage dénommée "Creallia", pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME), qui permet de renflouer leur trésorerie sans déposer de garantie et sans recours emprunteur. Cette solution innovante, sûre et efficace d'affacturage, permettra désormais aux entreprises, notamment les PME, de vendre leurs factures non échues et ainsi améliorer la gestion de leur trésorerie, mieux gérer leurs liquidités et optimiser leurs fonds de roulement. De plus, la BNI a signé un partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire en vue de proposer des facilités d'accession à la propriété immobilière aux Ivoiriens de la diaspora. Cette convention vise à mettre en place un dispositif sécurisé de collecte d'épargne à travers les plateformes de paiement en ligne en faveur des Ivoiriens de la diaspora.

En outre, la **BPCI** a signé un accord avec la Plateforme des Services de Côte d'Ivoire (PFS-CI) pour permettre à 1 500 jeunes, âgés de 18 à 40 ans, d'ouvrir un compte bancaire à la BPCI pour héberger les Indemnités de Mise en Activité qu'ils recevront dans le cadre des Travaux d'utilité public à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (THIMO), et bénéficier de prêts bancaires, pour la création de leurs activités génératrices de revenus (projet C2D). Par ailleurs, la banque a procédé à la signature d'une convention avec l'ONECI pour permettre aux citoyens des zones les plus reculées et ceux n'ayant pas accès aux modes de paiement électronique de se procurer les timbres pour se faire établir leurs cartes nationales d'identité.

Les sociétés des **secteurs «Autres services» et «Média»** ont également effectué des actions. La LONACI, en vertu des missions de responsabilité sociétale qui lui ont été assignées par le Gouvernement, a réalisé en 2020 des œuvres sociales d'un montant de 2,5 milliards FCFA, dans les domaines de la santé, de l'éducation, du sportif et de la culture, au profit des populations défavorisées. Au titre de ces réalisations, elle a offert notamment 5 respirateurs de réanimation COVID-19 au CHU de Cocody, 500 000 masques réutilisables à la Primature. Elle a par ailleurs financé la construction de bureaux et d'une pharmacie dans le district sanitaire de Béoumi, d'un hôpital à TOURANO (TOUBA), d'un foyer polyvalent à MADINANI, de classes, bureaux et latrines à NAGASSEREGUE (KORHOGO), ainsi que l'achat de 3 ambulances pour LOGBAKRO, LINGUEKORO et NASSIAN, etc. Le **BNETD** a également contribué à la réalisation de plusieurs projets dans divers domaines. Au plan sanitaire, le Bureau a contribué aux travaux de construction de deux CHR (Aboisso et Adzopé) et de 3 hôpitaux militaires (Bouaké, Korhogo et Daloa) ainsi qu'à la réhabilitation de 3 CHR (Korhogo, Daloa et Yamoussoukro) et 5 hôpitaux généraux (Grand Bassam, Abobo nord et sud, Adjamé et Youpogon Attié). Au plan éducatif, il a pris part à la construction de l'université de San Pedro. Au plan sportif, il a contribué à la réalisation des infrastructures pour la CAN 2023 à Bouaké, Abidjan, Korhogo, San Pedro et Yamoussoukro. Au plan des infrastructures routières, il a participé à la mise au gabarit autoroutier du tronçon Grand-Lahou-Sassandra-San Pedro dans le cadre de la construction de l'autoroute côtière. Il a également aidé à l'aménagement de l'autoroute de contournement de Yamoussoukro, au renforcement de l'axe PK 109 Divo-Gagnoa ainsi que de la route Yamoussoukro-Bouafle-Daloa et à la construction de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké.

L'**INIE,** quant à lui, a permis l'accompagnement de 171 promoteurs de TPE grâce au projet GIZ d'un montant de 785 millions FCFA.

Par ailleurs, la société **IDT** a piloté le déploiement du projet TNT qui a permis d'atteindre un taux de couverture de la population de 80,77%.

En somme, les entreprises publiques ont fortement contribué à la réalisation des objectifs du PND 2016-2020. Elles devraient également avoir une place prépondérante dans la mise en œuvre du PND 2021-2025, notamment en ce qui concerne le renforcement des infrastructures, la prestation de services publics, et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Outre le rôle essentiel joué par les entreprises publiques dans la mise en œuvre des politiques de développement, les sociétés du portefeuille de l'Etat participent également au financement du budget de l'Etat à travers des ressources fiscales et non fiscales. Cette contribution sera développée dans la section relative aux enjeux liés aux finances publiques.

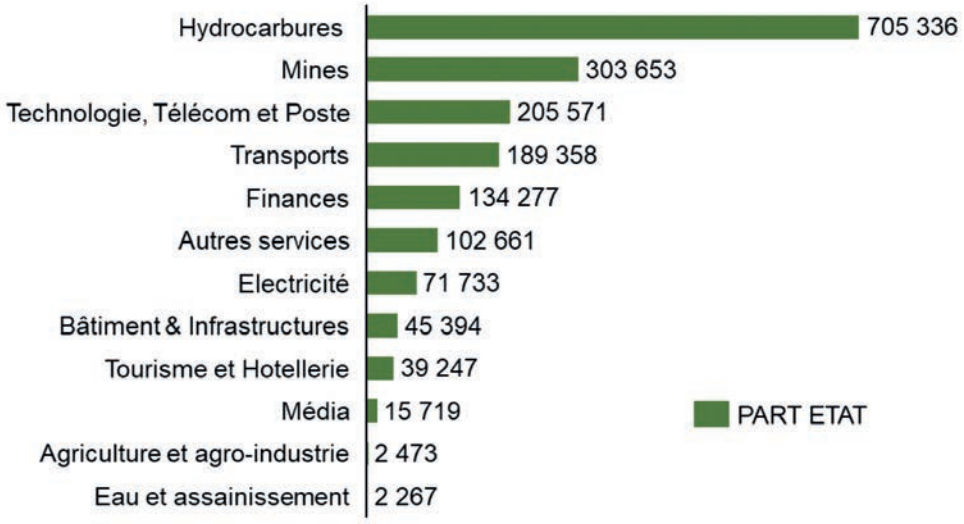
[2] *Source : Ministère du Plan et du Développement*
[3] *Source : MAUREVA, Esmash, Analyse Air Côte d'Ivoire*

UNE ACCELERATION DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE, MALGRÉ LA PANDEMIE A COVID-19

La valeur patrimoniale cumulée (valeur part–Etat) des entreprises du portefeuille de l'Etat, à l'exception des «Structures à caractère non commercial», est estimée à 1 818 milliards FCFA contre 1 534 milliards FCFA en 2019. Ce montant est en hausse de 18,51%, en raison de l'augmentation des résultats de certaines entreprises du portefeuille.

La valeur des participations financières publiques dans le sous-secteur «Hydrocarbure» est estimée à 705,3 milliards FCFA, soit 38,8% de la valeur part-Etat totale du portefeuille de l'Etat, suivie par la valeur des participations financières publiques dans les sous-secteurs «Mine» et «Technologie, Télécom et Poste» évalués respectivement à 303,7 milliards FCFA (16,7% de la valeur patrimoniale) et à 205,6 milliards FCFA (11,3% de la valeur patrimoniale).

Graphique 4 : Contribution des différents sous-secteurs à la valorisation du portefeuille de l'Etat, en 2020 (en millions FCFA)



UNE HAUSSE DU RÉSULTAT NET GLOBAL NONOBSTANT LA BAISSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

A périmètre identique, le chiffre d'affaires global réalisé par les sociétés du portefeuille de l'Etat a baissé de 3% pour s'établir à 4 879 milliards FCFA en 2020. Cette baisse est principalement due aux effets négatifs de la crise sanitaire liée à la pandémie à Coronavirus qui a durement affecté les secteurs «Hydrocarbures», «Transports», «Tourisme et Hôtellerie» et «Bâtiment et Infrastructure». Le chiffre d'affaires cumulé des sociétés de ces secteurs a respectivement chuté de 549 milliards FCFA (-27%), 67 milliards FCFA (-19%), 14 milliards FCFA (-57%) et 10 milliards FCFA (-24%).
Par ailleurs, la quote-part de l'Etat dans le chiffre d'affaires global a baissé de 9%, pour se fixer à 1 739 milliards FCFA.

Les sociétés qui ont connu les baisses les plus significatives au niveau de leurs activités sont TRCI (-84%), INS (-40%), SICOGI (-61%), SIR (-36%), SODERTOUR-LACS (-47%), SPDC

(-59%), AERIA (-53%), AIR CI (-56%) et SODEXAM (-70%).

Toutefois, il est à noter que certaines entreprises évoluant dans les secteurs «Autres services», «Eau et Assainissement», «Finances», et «Mines» ont vu leur chiffre d'affaires progressé, ce qui a permis d'atténuer la baisse globale constatée. Il s'agit notamment des sociétés BNETD (+31%), LONACI (+38%), SODECI (+32%), BNI (+47%), BPCI (+158%), VERSUS BANK (+39%), AGOLD HIRE (+138%), PMCI (+36%), SMD (+50%) et SMI (+40%).

En termes de contribution individuelle, les sociétés SIR, CIE, ORANGE CI, VIVO Energy CI et TONGON ont réalisé les chiffres d'affaires les plus importants. Le chiffre d'affaires cumulé de ces cinq (5) sociétés s'est établi à 2 693 milliards FCFA, soit un peu plus de la moitié (55%) du chiffre d'affaires global des sociétés du portefeuille de l'Etat.

Au niveau de leurs résultats, en dépit de la baisse globale d'activité, les entreprises du portefeuille de l'Etat ont maintenu la bonne dynamique observée ces dernières années, avec une croissance de 23% du résultat net consolidé, pour s'établir à 491 milliards FCFA, contre 399 milliards FCFA en 2019.

La quote-part de l'Etat dans ce résultat s'est établie à 134 milliards FCFA, en hausse de 83% par rapport à 2019.

Par rapport au résultat de 2019, la performance du portefeuille a été particulièrement propulsée par les sous-secteurs «Hydrocarbures», «Mine», «Technologie, Télécom et Poste» et «Autres services», dont les résultats nets ont respectivement progressé de 43 milliards FCFA (+735%), 38 milliards FCFA (+18%), 31 milliards FCFA (+64%) et 22 milliards FCFA (+348%).

Les sociétés TONGON SA, PMCI, SIR, PETROCI HOLDING et ORANGE CI sont celles qui ont enregistré les hausses les plus importantes de leur résultat net, avec une augmentation cumulée de 156 milliards FCFA.
En termes de contribution individuelle, les sociétés TONGON SA, ORANGE CI, SMI, SIR et PMCI ont enregistré les meilleurs résultats nets de l'exercice 2020. Le résultat net cumulé de ces cinq (5) sociétés s'est établi à 300 milliards FCFA, soit près du tiers (61%) du résultat net réalisé par les sociétés du portefeuille.

CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU DE PARTICIPATION

LES SODE CONTRIBUENT LE PLUS À LA FORMATION DE LA QUOTE-PART DE L'ETAT DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES...

Comme illustré sur le graphique 6, ci-après, les SPFP minoritaire et celles avec minorité de blocage comptent pour environ 77% du chiffre d'affaires global du portefeuille de l'Etat. Ces deux catégories de sociétés ont réalisé respectivement des chiffres d'affaires de 2 891 milliards FCFA et 878 milliards FCFA en 2020. Cette situation s'explique par le fait que la plupart de ces sociétés évoluent dans des secteurs marchands, contrairement aux SODE et aux SPFP majoritaire qui évoluent généralement dans des secteurs non marchands.

La quote-part de l'Etat dans le chiffre d'affaires par niveau de participation se présente comme suit :

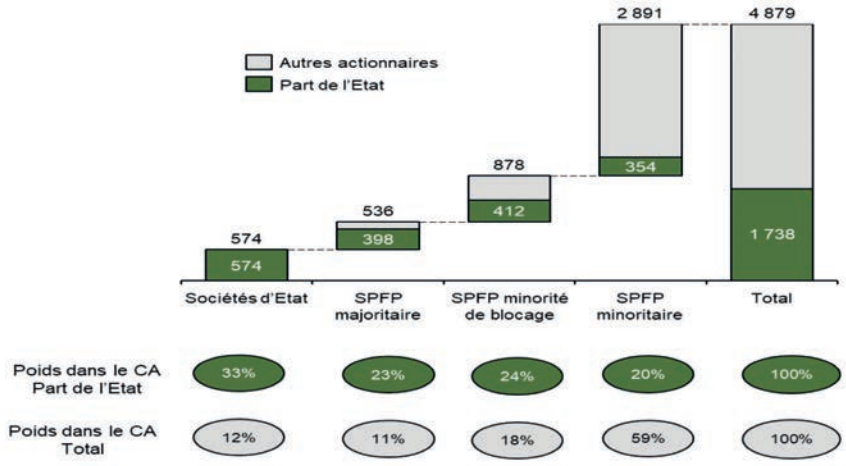
- **SODE :** 574 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire :** 398 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** 412 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire :** 354 milliards FCFA.

Comme illustré sur le graphique 6, ci-après, les SPFP minoritaire et celles avec minorité de blocage comptent pour environ 77% du chiffre d'affaires global du portefeuille de l'Etat. Ces deux catégories de sociétés ont réalisé respectivement des chiffres d'affaires de 2 891 milliards FCFA et 878 milliards FCFA en 2020. Cette situation s'explique par le fait que la plupart de ces sociétés évoluent dans des secteurs marchands, contrairement aux SODE et aux SPFP majoritaire qui évoluent généralement dans des secteurs non marchands.

La quote-part de l'Etat dans le chiffre d'affaires par niveau de participation se présente comme suit :

- **SODE :** 574 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire :** 398 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** 412 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire :** 354 milliards FCFA.

Graphique 5 : Situation du résultat net par niveau de participation, en 2020 (en milliards FCFA)



... ET LES SODE ET SPFP MINORITAIRE CONTRIBUENT LE PLUS À LA QUOTE-PART DE L'ETAT DANS LE RÉSULTAT NET

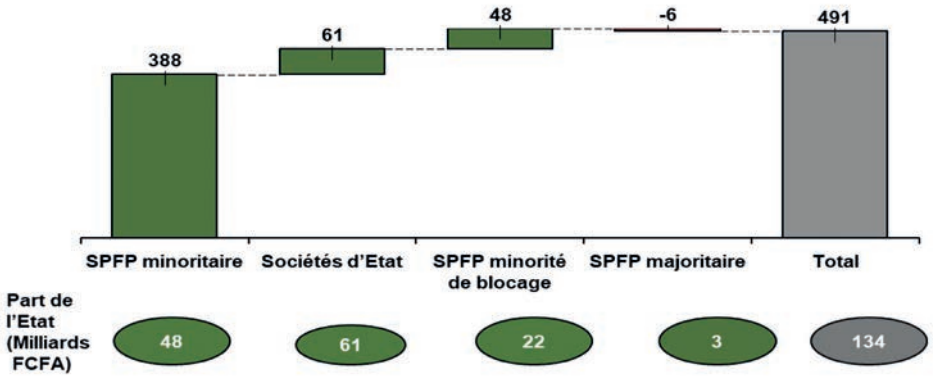
Les participations minoritaires contribuent à hauteur d'environ 79% (387 milliards FCFA) du résultat net global du portefeuille de l'Etat, pour les mêmes raisons énoncées ci-dessus, pendant que les SODE et SPFP majoritaire ne contribuent qu'à hauteur de 11% *(voir graphique 7)*.

Par ailleurs, à l'exception des SPFP majoritaire qui ont connu une baisse de 5,8 milliards FCFA, tous les autres types de sociétés ont vu leur résultat net cumulé s'améliorer durant l'exercice 2020.
La quote-part de l'Etat dans le résultat net est constituée en majeure partie par la contribution des SODE et celle des SPFP minoritaire qui cumulent 80% de ce résultat, comme illustré dans le graphique ci-dessus.

Plus spécifiquement, le résultat net part-Etat, par niveau de participation de l'Etat, a évolué de la manière suivante :

- **SODE :** d'un bénéfice de 12 milliards FCFA en 2019 à un bénéfice de 61 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire :** d'un bénéfice de 6 milliards FCFA en 2019 à un bénéfice de 2 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** d'un bénéfice de 4 milliards FCFA en 2019 à un bénéfice de 22 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire :** d'un bénéfice de 51 milliards FCFA en 2019 à un bénéfice de 48 milliards FCFA.

Graphique 6 : Situation du résultat net par niveau de participation, en 2020 (en milliards FCFA)

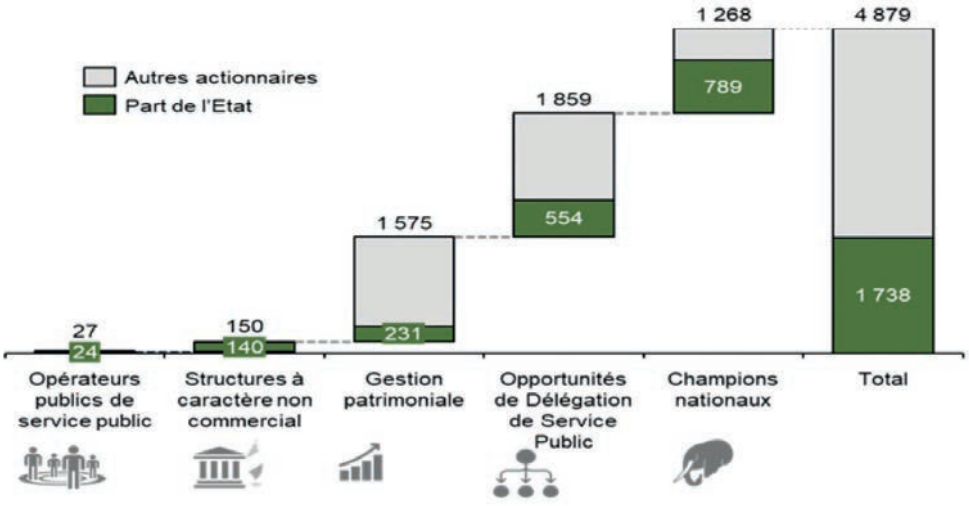


CONTRIBUTIONS PAR SEGMENTS

LE SEGMENT « CHAMPIONS NATIONAUX » REPRÉSENTE PRÈS DE LA MOITIÉ DE LA QUOTE-PART DE L'ETAT DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La quote-part de l'Etat dans le chiffre d'affaires est dominée par le segment «Champions nationaux» qui compte pour 46% (789 milliards FCFA) du total. Le reste des segments par ordre d'importance se décline comme suit : «Opportunités de DSP» pour 32% (554 milliards FCFA), «Gestion patrimoniale» pour 13% (231 milliards FCFA), «Structures à caractère non commercial» pour 8% (140 milliards FCFA), et «Opérateurs publics de service public» pour 1% (24 milliards FCFA).

Graphique 7 : Situation du chiffre d'affaires par segment, en 2020 (en milliards FCFA)



LE SEGMENT « GESTION PATRIMONIALE » CONTRIBUE LE PLUS À LA FORMATION DU RÉSULTAT NET DU PORTEFEUILLE

Malgré une légère baisse en 2020, le résultat net des sociétés du segment «Gestion patrimoniale» continue de représenter plus de la moitié (55%) du résultat net global du portefeuille de l'Etat. La contribution des sociétés du segment «Champions nationaux» est passée de 3% en 2019 (11 milliards FCFA) à 15% (73 milliards FCFA) du résultat net global en 2020, pendant que celle des sociétés du segment «Opportunités de DSP» est passée de 31% (124 milliards FCFA) à 24% (118 milliards FCFA) du résultat net global.

De 2019 à 2020, les résultats nets cumulés par segment ont évolué de la manière suivante :

- **hausse de 63 milliards FCFA pour le segment «Champions nationaux»,** attribuable à la hausse cumulée de 82 milliards FCFA des résultats nets des sociétés SIR, PETROCI HOLDING, BNETD et BNI, malgré la baisse de 19 milliards FCFA du résultat net de AIR CI ;

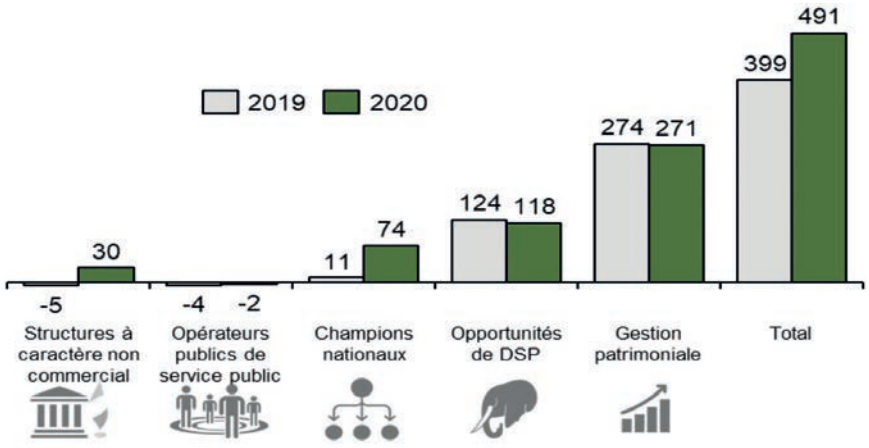
- **hausse de 35 milliards FCFA pour le segment «Structures à caractère non commercial»,** grâce à la hausse cumulée 30 milliards FCFA des résultats nets des sociétés SODEMI, ANADER et CNRA ;

- **amélioration de 2 milliards FCFA pour le segment «Opérateurs publics de service public»,** due à la hausse de 2 milliards FCFA du résultat net de la PCI ;

- **baisse de 3 milliards FCFA pour le segment «Gestion patrimoniale»,** occasionnée principalement par la baisse de 51 milliards FCFA du résultat net d'AGOLD BONIKRO, malgré la hausse de 46 milliards FCFA du resultat net de TONGON SA ;

- **baisse de 6 milliards FCFA pour le segment «Opportunités de DSP»,** imputable, en grande partie, à la baisse de 31 milliards FCFA du résultat net de SOCOPRIM, malgré la hausse de 24 milliards FCFA du résultat net de la société ORANGE CI.

Graphique 8 : Situation du résultat net par segment en 2019 et 2020 (en milliards FCFA)

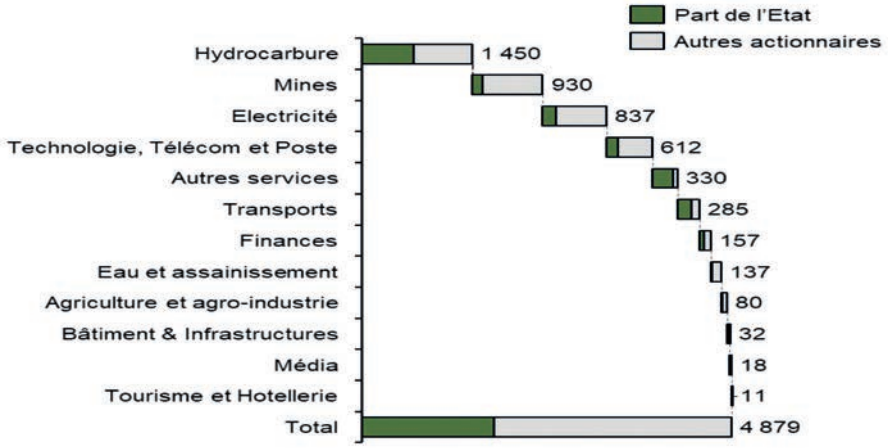


CONTRIBUTIONS PAR SECTEURS

UN CHIFFRE D'AFFAIRES DOMINÉ PAR LE SOUS-SECTEUR « HYDROCARBURES »

Pour rappel, le portefeuille de l'Etat en 2020 couvre douze (12) sous-secteurs d'activités. Le sous-secteur «Hydrocarbures», avec un chiffre d'affaires de 1 450 milliards FCFA, compte pour la majeure partie (30%) du chiffre d'affaires global du portefeuille de l'Etat. Viennent ensuite les sous-secteurs «Mines», «Electricité» et «Technologie, Télécom et Poste» avec des chiffres d'affaires respectivement de 930 milliards FCFA (19% du chiffre d'affaires global), 837 milliards FCFA (17%) et 612 milliards FCFA (13%) (*voir graphique 10*).

Graphique 9 : Situation du chiffre d'affaires par sous-secteur, en 2020 (en milliards FCFA)



LE RÉSULTAT NET GLOBAL DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT DOMINÉ PAR LES ENTREPRISES DU SOUS-SECTEUR « MINES »

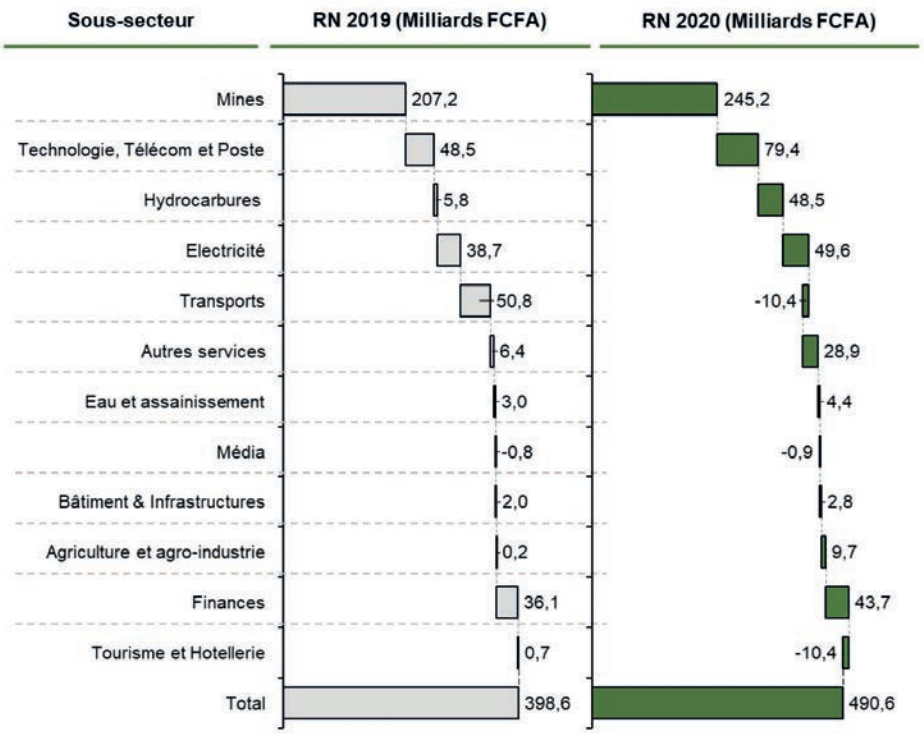
Le résultat net varie selon le secteur d'activité, mais reste dominé par le sous-secteur «Mines» qui cumule près de la moitié (245 milliards FCFA) du résultat net global du portefeuille de l'Etat. Les autres sous-secteurs qui contribuent le plus à la formation du résultat net global sont les suivants : «Technologie, Télécom, Poste» (79 milliards FCFA) ; «Electricité» (50 milliards FCFA) ; «Hydrocarbures» (49 milliards FCFA) ; et «Finances» (44 milliards FCFA).

L'évolution du résultat net par sous-secteur d'activités se présente comme suit :

- **Hydrocarbures - une hausse de 42,7 milliards FCFA,** due principalement à la hausse cumulée de 53,2 milliards FCFA des résultats nets des sociétés SIR et PETROCI HOLDING, malgré la baisse cumulée de 10,5 milliards FCFA des résultats nets de VECI et GESTOCI ;
- **Mines - une hausse de 38 milliards FCFA,** grâce à la hausse cumulée de 116 milliards FCFA des résultats nets des sociétés TONGON SA, PMCI, AGOLD HIRE et SODEMI, et malgré la baisse cumulée de 79 milliards FCFA des résultats nets des sociétés AGOLD BONIKRO, AGBAOU, CMB et SM SA ;
- **Technologie, Télécom et Poste - une hausse de 30,9 milliards FCFA,** imputable à la hausse de 24,3 milliards FCFA du résultat net de la société ORANGE CI (un bénéficie de 79,1 milliards FCFA contre 54,7 milliards FCFA en 2019) ;
- **Autres Services - une hausse de 22,5 milliards FCFA** due essentiellement à la hausse 22 milliards FCFA du résultat net du BNETD (un bénéficie de 26,8 milliards FCFA contre 4,8 milliards FCFA en 2019) ;

- **Electricité - une hausse de 10,9 milliards FCFA,** due principalement à la hausse de 9,6 milliards FCFA du résultat de la CIE (un bénéfice de 16,1 milliards FCFA contre un excédent de 6,5 milliards FCFA en 2019) ;
- **Agriculture et Agro-industrie - une amélioration de 9,5 milliards FCFA,** grâce à l'amélioration de 6 milliards FCFA du résultat net du CNRA (un bénéfice de 1,7 milliard FCFA contre un déficit 4,3 milliards FCFA en 2019) ;
- **Finances - une amélioration de 7,6 milliards FCFA,** due essentiellement à la hausse de 6,8 milliards FCFA du résultat net de la BNI (un bénéfice de 17,4 milliards FCFA contre 10,6 milliards FCFA en 2019) ;
- **Eau et Assainissement - une hausse de 1,4 milliard FCFA,** imputable, en grande partie, à la hausse de 1,4 milliard FCFA du résultat net de la SODECI (un bénéfice de 4,3 milliards FCFA contre un excédent de 2,9 milliards FCFA en 2019) ;
- **Bâtiment et Infrastructures - une hausse de 787,9 millions FCFA,** occasionnée par la hausse de 1,6 milliard FCFA du résultat net de la SMGT, malgré la baisse cumulée de 1,1 milliard FCFA des résultats nets de SONITRA et SEMGB ;
- **Media - une baisse de 55 millions FCFA**, occasionnée par la baisse de 1 milliard FCFA du résultat net de la RTI, malgré la hausse cumulée de 955 millions FCFA des résultats nets des sociétés SNPECI, IDT et EDIPRESSE ;
- **Tourisme et Hôtellerie - une baisse de 11,1 milliards FCFA** (déficit de 10,4 milliards FCFA contre un bénéfice 664 millions FCFA en 2019) ;
- **Transports - une baisse de 61,2 milliards FCFA,** occasionnée, principalement, par la baisse cumulée de 61,3 milliards FCFA des résultats nets des sociétés SOCOPRIM, Air CI, PAA et AERIA, malgré la hausse de 3,6 milliards FCFA du résultat net de la SOTRA.

Graphique 10 : Situation du résultat net par sous-secteur d'activité, en 2020 (en milliards FCFA)



LES MEILLEURS PERFORMANCES

LES MEILLEURES PERFORMANCES EN TERMES DE RÉSULTATS GLOBAUX

Au 31 décembre 2020, les meilleures performances en termes de résultat net ont été réalisées principalement par les entreprises du secteur «Mines». *(Voir tableau 2).*

Tableau 2 : Les 10 meilleures performances de 2020

SOCIÉTÉS	CAPITAL (MILLIONS)	PARTS ÉTAT	RN 2019 (MILLIONS)	RN 2020 (MILLIONS)
TONGON SA	10	10,00%	44 315	90 789
ORANGE CI	6 026	14,95%	54 745	79 087
SMI	600	15,00%	41 357	49 218
SIR	39 000	47,28%	14 733	43 330
PMCI	100	10,00%	5 876	37 459
AGOLD HIRE	600	10,00%	14 743	35 848
SIB	10 000	5,00%	28 057	30 261
CIPREL	29 200	14,70%	30 678	28 977
BNETD	2 000	100,00%	4 762	26 762
SMD	600	15,00%	24 619	22 271

Les dix (10) meilleures performances, en termes de résultats nets, se répartissent comme suit :

- **par type de société :** huit (8) SPFP minoritaire (TONGON SA, ORANGE CI, SMI, PMCI, AGOLD HIRE, SIB, CIPREL et SMD), une (1) SPFP avec minorité de blocage (SIR) et une (1) société d'Etat (BNETD) ;

- **par segment :** sept (7) sociétés du segment «Gestion patrimoniale» (TONGON SA, SMI, PMCI, AGOLD HIRE, SIB, CIPREL et SMD), deux (2) sociétés du segment «Champions nationaux» (SIR et BNETD) et une (1) société du segment «Opportunités de DSP» (ORANGE CI).

Au niveau des performances individuelles et indépendamment du niveau de participation de l'Etat, les sociétés TONGON SA, ORANGE CI, SMI, SIR, et PMCI ont généré les meilleurs résultats nets, avec une contribution cumulée de 61% à la formation du résultat net du portefeuille de l'Etat (voir tableau 2).

LES PERTES LES PLUS IMPORTANTES EN TERMES DE RÉSULTATS GLOBAUX

Les pertes les plus importantes ont été réalisées principalement par les entreprises des secteurs «Transports» et «Tourisme et Hôtellerie» *(voir tableau 3).*

Tableau 3 : Les 10 mauvaises performances de 2020

SOCIÉTÉS	CAPITAL (MILLIONS)	PARTS ÉTAT	RN 2019 (MILLIONS)	RN 2020 (MILLIONS)
AIR CI	130 000	57,54%	-7 328	-26 797
AGOLD BONIKRO	400	10,00%	28 917	-22 596
BHCI	6 776	51,61%	-11 650	-10 535
SPDC	7 140	100,00%	545	-8 111
VECI	3 150	5,00%	5 465	-4 788
SODERTOUR-LACS	10 000	100,00%	119	-2 319
LEB	2 010	10,00%	-725	-2 302
SODEXAM	1 415	100,00%	831	-1 965
PCI	12 664	100,00%	-4 346	-1 928
AERIA	1 418	10,00%	2 295	-1 578

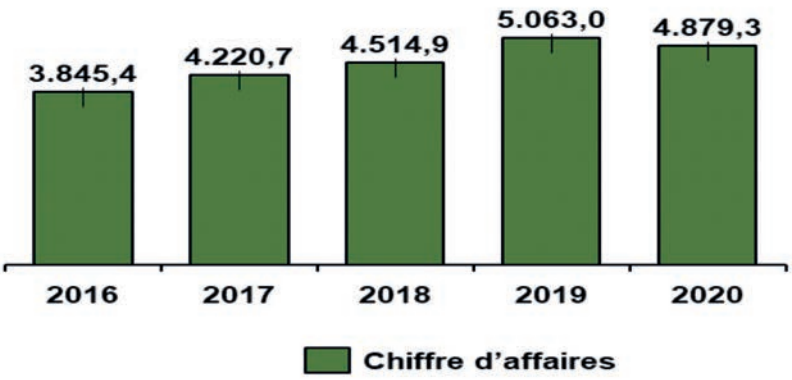
En termes de niveau de participation, la répartition des dix (10) sociétés les moins performantes du portefeuille de l'Etat en 2020 est la suivante :

- **par type de société :** quatre (4) SPFP minoritaire (AGOLD BONIKRO, VECI, LEB et AERIA), quatre (4) sociétés d'Etat (SPDC, SODERTOUR-LACS, SODEXAM et PCI) et deux (2) SPFP majoritaire (AIR CI et BHCI);
- **par segment** : six (6) sociétés du segment «Gestion patrimoniale» (AGOLD BONIKRO, BHCI, SPDC, VECI, SODERTOUR-LACS et LEB), deux (2) sociétés du segment «Opportunités de DSP» (SODEXAM et AERIA), une (1) société du segment «Opérateurs publics de services publics» (PCI) et une (1) société du segment «Champions nationaux» (AIR CI).

Les sociétés AIR CI, AGOLD BONIKRO, BHCI, SPDC et VECI ont enregistré les plus importantes pertes pour un total de 72,8 milliards FCFA

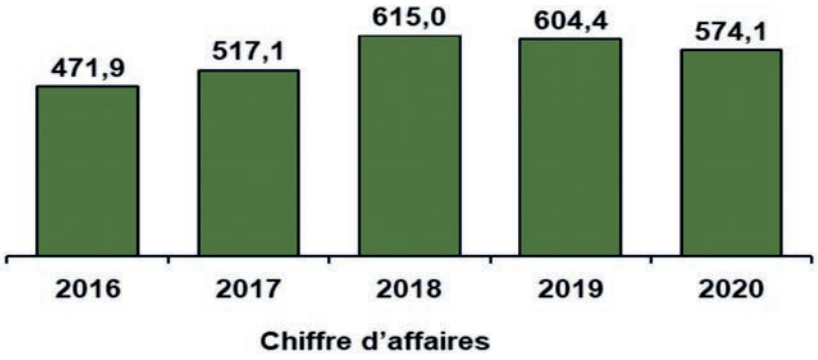
Le graphique, ci-dessous, résume l'évolution des performances du portefeuille de l'Etat à périmètre non constant.

Graphique 11 : Evolution de la performance globale du portefeuille de l'Etat à périmètre non constant (en milliards FCFA)



Le graphique suivant résume l'évolution des performances des sociétés d'Etat à périmètre non constant.

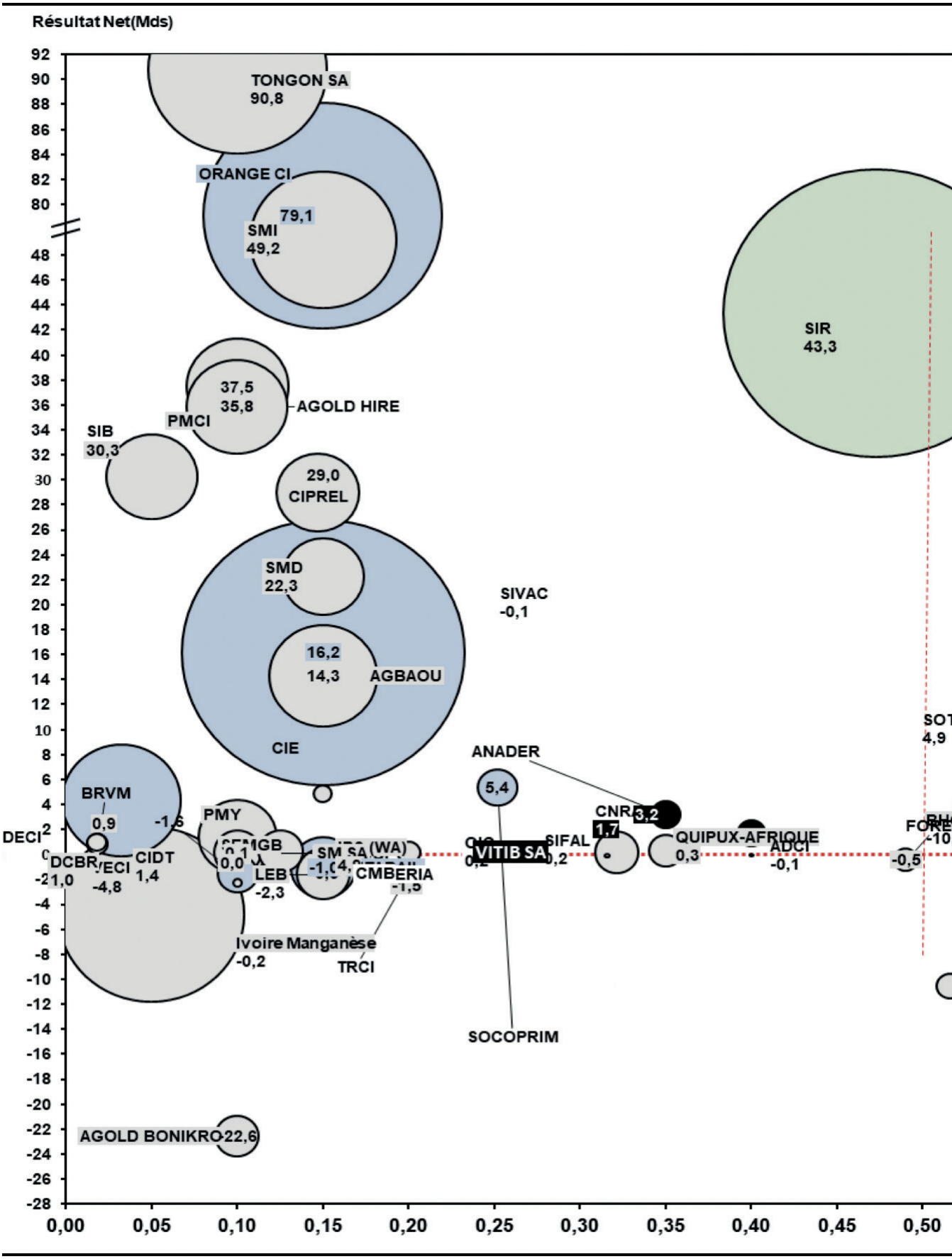
Graphique 12 : Evolution de la performance des sociétés d'Etat à périmètre non constant (en milliards FCFA)



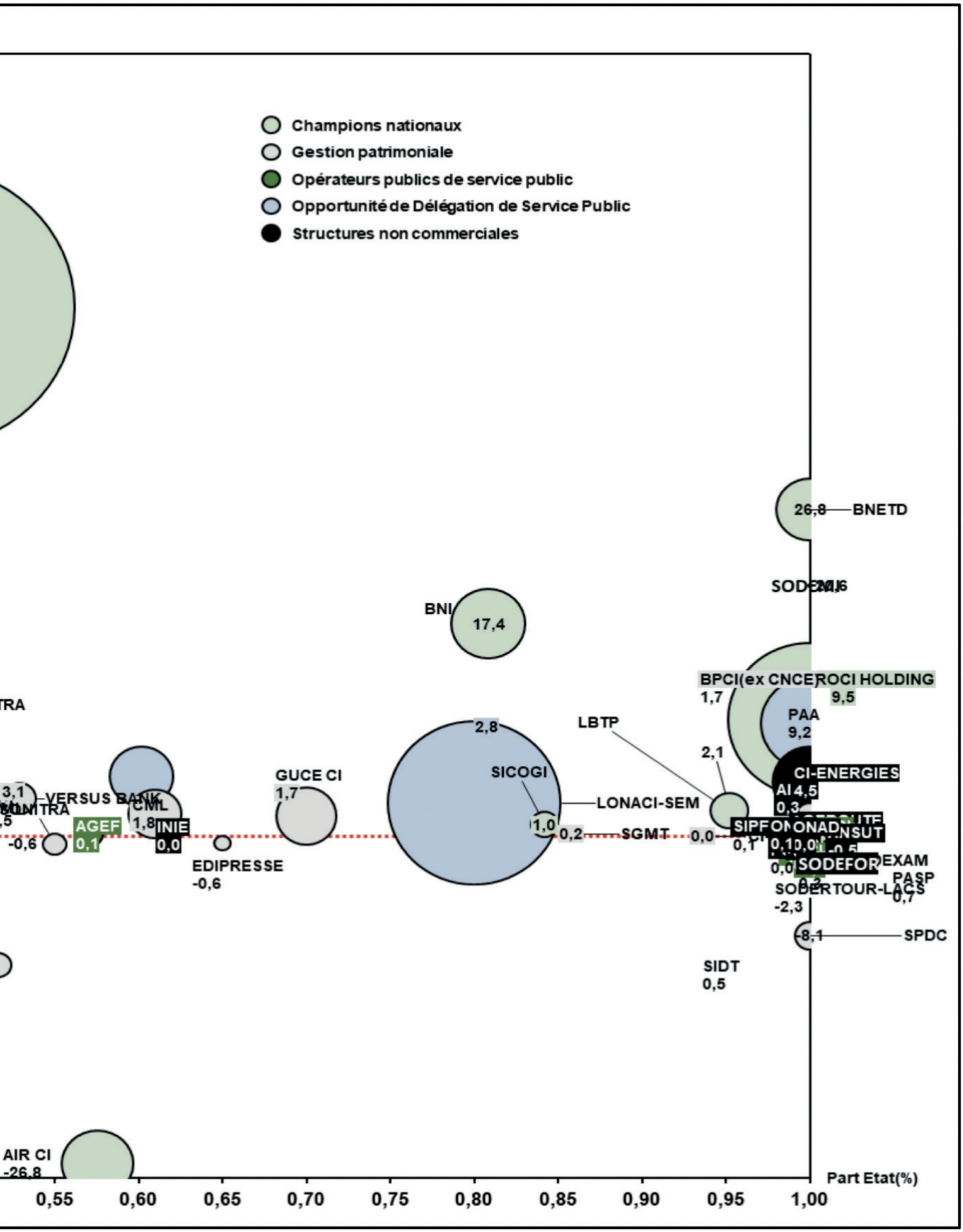
DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

Graphique 13 : Performance du portefeuille de l'Etat en 2020



Taille du cercle : représente le Chiffre d'affaires de l'entreprise



UNE GESTION AMELIORÉE DES ENJEUX LIÉS AUX FINANCES PUBLIQUES

SUBVENTION-ETAT

Au titre de l'exercice 2020, **vingt-quatre[4] (24) sociétés du portefeuille ont bénéficié de subventions de l'Etat,** tout comme en 2019.

Le montant total des subventions s'est établi à 94,1 milliards FCFA contre (i) 75,4 milliards FCFA en 2019 sur la même population d'entreprises - en hausse de 25% et (ii) 76,2 milliards FCFA sur l'ensemble du portefeuille de 2019, en hausse de 23%.

Ce montant se décompose comme suit :

- **subventions d'exploitation et d'équilibre :** 66,9 milliards FCFA contre 72,1 milliards FCFA en 2019 ;
- **subventions d'investissement :** 27,2 milliards FCFA contre 3,2 milliards FCFA en 2019.

Le niveau des subventions octroyées aux entreprises publiques s'explique notamment par la volonté de l'Etat d'accompagner le développement de certaines d'entre elles, qui ont une mission de service public.

Sur les **vingt-trois (23) entreprises bénéficiaires des subventions d'exploitation et d'équilibre,** la SOTRA, la SOCOPRIM et l'ANADER sont celles qui ont bénéficié des montants les plus élevés, représentant respectivement 31%, 20% et 13% de la subvention d'exploitation totale accordée par l'Etat.

La SOTRA a perçu des subventions d'équilibre d'un montant de 20,6 milliards FCFA, d'une part, en compensation des tarifs sociaux pratiqués et, d'autre part, pour le transport gratuit des écoliers, policiers, gendarmes et militaires.

La SOCOPRIM a reçu, quant à elle, une subvention de 13,4 milliards FCFA, en application de la garantie de revenu prévue par la Convention de Concession conclue avec l'Etat.

L'ANADER, dont la mission principale consiste en l'encadrement du monde paysan, a bénéficié de subventions d'exploitation pour le financement de son activité, à hauteur de 8,8 milliards FCFA.

En ce qui concerne **les subventions d'investissement, sur les onze (11) sociétés bénéficiaires,** la société IDT, l'INS et la SODEXAM sont les sociétés qui ont bénéficié des montants les plus importants en 2020, représentant respectivement 68%, 23% et 3% de la subvention d'investissement totale accordée par l'Etat.

Au titre des participations, les SODE et SPFP majoritaire ont le plus bénéficié de subventions, avec des montants respectifs de 40,7 milliards FCFA et de 25,5 milliards FCFA, soit 43% et 27% des subventions totales.

Au niveau des segments, les segments «Opportunités de DSP», «Structures à caractère non commercial» et «Opérateurs publics de service public» ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec des montants totaux respectifs de 36,4 milliards FCFA (39% des subventions totales), 26,2 milliards FCFA (28% des subventions totales) et 24,6 milliards FCFA (26% des subventions totales).

[4] Les données 2020 CI ENGINIRING ne sont pas disponibles à la date de rédaction du rapport.

Sur le plan sectoriel, les secteurs «Transports», «Média» et «Agriculture» ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec des montants respectifs de 38,4 milliards FCFA (41% des subventions totales), 22,5 milliards FCFA (24% des subventions totales) et 15,4 milliards FCFA (16% des subventions totales).

Tableau 4 : Sociétés ayant bénéficié des subventions de l'Etat en 2020 (en millions FCFA)

SOCIÉTÉS	PART ÉTAT (%)	CAPITAL	SUBVENTION TOTALE 2019	SUBVENTION TOTALE 2020
IDT	100	4 575	14 200	21 353
SOTRA	60	17 038	20 673	20 600
SOCOPRIM	25	18 367	10 652	13 380
INS-SODE	100	2 000	2 828	9 366
ANADER	35	500	9 300	9 300
CNRA	40	500	3 000	4 500
SODEXAM	100	1 415	2 200	2 400
AIR CI	58	130 000	2 000	2 000
PCI	100	12 664	2 061	1 980
SICOGI	84	6 777	-	1 600
BNETD	100	2 000	1 428	1 428
INIE	63	120	762	1 163
I2T	100	250	1 046	1 141
RTI	100	6 000	1 845	955
SPDC	100	7 140	150	852
SODERTOUR-LACS	100	10 000	227	594
SIVAC	32	38	210	286
VITIB SA	26	2 176	900	280
ONEP	100	150	669	226
SODEFOR	100	50	204	204
ADCI	40	50	118	158
SNPECI	100	821	800	154
AGEF	57	400	101	140
SIPF	100	3 000	50	23
TOTAL		**226 031**	**75 423**	**94 082**

Certains impôts prélevés par l'Etat sont affectés directement à des entités qui exercent des missions de service public pour son compte. Il s'agit, de manière générale, d'impôts ou de contributions que la loi ou un texte réglementaire rendent obligatoires, et qui sont affectés à des organismes autres que l'Etat ou l'administration centrale.

Au titre de l'exercice 2020, dix (10) entreprises (ANSUT, FER, SIR, CI-ENERGIES, FODI, GESTO-CI, AIGF, ONAD, ONEP et SODEFOR) ont bénéficié de fiscalités affectées d'un montant global de 322,4 milliards FCFA contre 335,7 milliards FCFA en 2019.

La société FER est celle qui a perçu le plus de ressources au titre de la fiscalité affectée, avec 128,2 milliards FCFA en 2020.

Tableau 5 : Fiscalités affectées en 2019 et 2020 (en millions FCFA)

SOCIÉTÉS	PARTS ÉTAT	2019	2020	VAR (%)
FER	100	127 798	128 240	0
SIR	47	74 600	71 100	-5
CI-ENERGIES	100	60 728	58 891	-3
ANSUT	100	21 810	21 842	0
FODI	100	14 456	13 378	-7
GESTOCI	13	9 543	9 715	2
AIGF	100	7 801	9 512	22
ONAD	100	17 198	8 000	-53
ONEP	100	1 412	1 401	-1
SODEFOR	100	385	329	-15
TOTAL		**335 731**	**322 408**	**-4**

RECETTES FISCALES

A l'instar des autres entreprises, les sociétés du portefeuille de l'Etat participent au financement du budget de l'Etat. La contribution de celles-ci s'opère à travers des ressources fiscales et non fiscales (dividendes notamment).

Les ressources fiscales dues à l'Etat par les sociétés du portefeuille de l'Etat proviennent :

- des impôts et taxes ;
- des impôts sur le résultat (BIC).

En 2020, les impôts dus par les sociétés du portefeuille de l'Etat se sont établis à 371 milliards FCFA contre 299 milliards FCFA en 2019. Ce montant est réparti comme suit :

- au titre des impôts et taxes, 194 milliards FCFA contre 169 milliards FCFA en 2019 ;
- au titre des impôts sur le résultat, 176 milliards FCFA contre 130 milliards FCFA en 2019.

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ

Agriculture et agro-industrie

En 2020, le montant des impôts dus par le secteur «Agriculture et agro-industrie» s'est établi à 3,2 milliards FCFA contre 4,4 milliards FCFA en 2019.
Cette baisse est imputable à la société CNRA qui a enregistré une baisse de 458,6 millions FCFA, s'établissant à 192,3 millions FCFA. La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat est passée de 1,5% en 2019 à 0,9%.

Autres Services

Le montant des impôts dus par le secteur «Autres Services» est passé de 5,1 milliards FCFA en 2019 à 11,7 milliards FCFA en 2020, imputable à la hausse des impôts dus des sociétés BNETD et LONACI-SEM qui ont enregistré des hausses respectives de 5,6 milliards FCA et 1 milliard FCFA. La contribution du secteur au montant total des impôts dus est passée de 1,7% en 2019 à 3,2%.

Bâtiment & Infrastructures

En 2020, le montant total des impôts dus par le secteur «Bâtiment & Infrastructures» s'est établi à 1,5 milliard FCFA contre 1,6 milliard FCFA enregistré en 2019, en raison principalement de la baisse des impôts dus des sociétés AGEF et SICOGI, qui ont enregistré des baisses respectives de 180 millions FCFA et 121 millions FCFA. La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est passée de 0,5% en 2019 à 0,4%.

Eau et Assainissement

Le montant total des impôts dus à l'Etat par les entreprises du secteur «Eau et Assainissement» s'est établi à 5,3 milliards FCFA en 2020 contre 3,6 milliards FCFA enregistrés en 2019, imputable à la hausse de 2,3 milliards FCFA des impôts dus par la SODECI.
Par ailleurs, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat est passée de 1,2% en 2019 à 1,4%.

Electricité

Au titre de l'exercice 2020, le montant des impôts collectés sur ce secteur s'est établi à 58,9 milliards FCFA contre 49,8 milliards FCFA en 2019. Cette hausse est due principalement à l'augmentation des impôts dus par la CIE, qui s'élève à 55,1 milliards FCFA contre 47,6 milliards FCFA en 2019. La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est passée de 16,7% en 2019 à 15,9%.

Finances

En 2020, le montant total des impôts dus par le secteur «Finances» s'est établi à 5,8 milliards FCFA contre 6,2 milliards FCFA enregistrés en 2019, en raison, principalement de la baisse de 842 millions des impôts dus par la société SIB. La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est passée de 2,1% en 2019 à 1,6%.

Hydrocarbures

Le montant des impôts dus par le secteur «Hydrocarbures» sur l'exercice 2020 s'est fixé à 46,9 milliards FCFA contre 47,5 milliards FCFA en 2019, en raison, principalement, de l'effet combiné de la baisse de 2,1 milliards FCFA des impôts dus par la société VECI et de la hausse de 1,7 milliard FCFA des impôts dus par PETROCI HOLDING. Par ailleurs, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est ressortie à 12,6% contre 15,9% en 2019.

Média

Le montant des impôts dus par le secteur «Media» est passé de 1,6 milliard FCFA en 2019 à 1,5 milliard FCFA en 2020, imputable essentiellement à la baisse de 313,6 millions FCFA des impôts dus par la RTI. En outre, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est égale à 0,4% en 2020 contre 0,5% en 2019.

Mines

Le secteur «Mines» a enregistré, au titre de l'exercice 2020, des impôts évalués à 121,1 milliards FCFA contre 82,7 milliards FCFA en 2019. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation cumulée de 38,4 milliards FCFA des impôts dus par les sociétés TONGON SA, AGOLD HIRE et SMI, qui ont enregistré des progressions respectives de 17,4 milliards FCFA, 15 milliards FCFA et 6 milliards FCFA. La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat s'est fixée à 32,7% contre 27,7% en 2019.

Technologie, Télécom et Poste

Le montant des impôts dus à l'Etat par le secteur «Technologie, Télécom et Poste» est passé de 81,3 milliards FCFA en 2019 à 98,8 milliards FCFA en 2020, en raison, principalement de la hausse des impôts dus par la société ORANGE CI de 12,4 milliards FCFA, s'établissant à 89,6 milliards FCFA. Par ailleurs, la contribution du secteur au montant total des impôts dus est passée de 27,2% en 2019 à 26,6%.

Tourisme et Hôtellerie

Le montant des impôts dus par le secteur «Tourisme et Hôtellerie» est passé de 1,1 milliard FCFA en 2019 à 826 millions FCFA en 2020. La contribution du secteur au montant total des impôts dus se fixe à 0,2% contre 0,4% en 2019.

Transports

En 2020, le montant des impôts dus par le secteur «Transports» s'est établi à 15,2 milliards FCFA contre 14,1 milliards FCFA en 2019, en raison de l'effet combiné de la hausse de 4,7 milliards FCFA des impôts dus par la SOTRA et de la baisse cumulée de 3,5 milliards FCFA des impôts dus par le PAA, l'AERIA, la SODEXAM, AIR CI, la SITARAIL et l'OIC. La contribution du secteur au montant total des impôts dus se fixe à 4,1% contre 4,7% en 2019.

Tableau 6 : Impôts par secteur d'activités (en millions FCFA)

	IMPÔTS ET TAXES			IMPÔT BIC			TOTAL IMPÔT DUS		
*ANNÉE	2019	2020	VAR%	2019	2020	VAR%	2019	2020	VAR%
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	3 970	2 551	-35,74	428	694	62,07	4 399	3 246	-26,22
PROPORTION (%)	2,34	1,31		0,33	0,39		1,47	0,88	
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	598	715	19,47	1 034	784	-24,21	1 633	1 499	-8,20
PROPORTION (%)	0,35	0,37		0,80	0,44		0,55	0,40	
EAU ET ASSAINISSEMENT	2 410	3 026	25,55	1 206	2 256	87,01	3 616	5 281	46,05
PROPORTION (%)	1,42	1,56		0,93	1,28		1,21	1,42	
ELECTRICITÉ	48 400	53 675	10,90	1 436	5 253	265,81	49 836	58 928	18,24
PROPORTION (%)	28,56	27,62		1,11	2,98		16,67	15,89	
FINANCE	207	59	-71,45	6 031	5 790	-4,00	6 238	5 849	-6,23
PROPORTION (%)	0,12	0,03		4,65	3,28		2,09	1,58	
HYDROCARBURES	12 556	12 402	-1,23	34 909	34 460	-1,29	47 465	46 862	-1,27
PROPORTION (%)	7,41	6,38		26,94	19,53		15,87	12,64	
MÉDIA	1 470	1 298	-11,66	120	257	114,13	1 590	1 555	-2,16
PROPORTION (%)	0,87	0,67		0,09	0,15		0,53	0,42	
MINES	48 952	55 080	12,52	32 307	43 745	35,41	81 259	98 825	21,62
PROPORTION (%)	28,89	28,34		24,93	24,79		27,17	26,65	
SERVICES	38 420	47 814	24,45	44 328	73 246	65,23	82 749	121 060	46,30
PROPORTION (%)	22,67	24,60		34,21	41,50		27,67	32,65	
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	4 033	4 806	19,15	1 057	6 896	552,24	5 090	11 702	129,88
PROPORTION (%)	2,38	2,47		0,82	3,91		1,70	3,16	
TRANSPORTS	7 648	12 113	58,38	6 410	3 061	-52,25	14 059	15 174	7,93
PROPORTION (%)	4,51	6,23		4,95	1,73		4,70	4,09	
TOURISME ET HÔTELLERIE	796	791	-0,66	308	35	-88,62	1 103	826	-25,18
PROPORTION (%)	0,47	0,41		0,24	0,02		0,37	0,22	
TOTAL GÉNÉRAL	169 461	194 329	14,67	129 575	176 478	36,20	299 036	370 806	24,00

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU NIVEAU DE PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE

En 2020, les impôts dus, en fonction du niveau de participation se présentent de la manière suivante :

- **Sociétés d'Etat :** 54,4 milliards FCFA contre 50,4 milliards FCFA en 2019. Ces impôts représentent 14,7% du total des impôts dus contre 16,8% en 2019. Le plus important contributeur est PETROCI HOLDING avec 36,1 milliards FCFA d'impôts dus ;
- **SPFP majoritaire :** de 13 milliards FCFA en 2019 à 24,5 milliards FCFA. La société GUCE CI a été la plus importante société contributrice avec 7,5 milliards FCFA d'impôts dus. Les participations majoritaires ont contribué à hauteur de 6,6% du total des impôts dus contre 4,4% en 2019 ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** 5,9 milliards FCFA contre 6,8 milliards FCFA en 2019. Ces impôts représentent 1,6% du total des impôts dus contre 2,3% en 2019. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est la SIR avec un

montant de 4,5 milliards FCFA d'impôts dus ;

- **SPFP minoritaire :** de 228,8 milliards FCFA en 2019 à 286 milliards FCFA. Ces impôts représentent 77,2% du total des impôts dus contre 76,5% en 2019. Le plus important contributeur est ORANGE CI avec 89,6 milliards FCFA d'impôts dus.

Tableau 7 : Impôts par niveau de participation (en millions FCFA)

	IMPÔTS ET TAXES			IMPÔT BIC			TOTAL IMPÔT DUS		
*ANNÉE	2019	2020	VAR%	2019	2020	VAR%	2019	2020	VAR%
SOCIÉTÉS D'ÉTAT	11 905	10 991	-7,67	38 488	43 395	12,75	50 393	54 386	7,92
PROPORTION (%)	7,02	5,66		29,70	24,59		16,85	14,67	
SPFP MAJORITAIRE	7 538	12 355	63,90	5 477	12 180	122,38	13 016	24 535	88,51
PROPORTION (%)	4,45	6,36		4,23	6,90		4,35	6,62	
SPFP MINORITAIRE	143 381	165 618	15,51	85 407	120 365	40,93	228 788	285 983	25,00
PROPORTION (%)	84,61	85,23		65,91	68,20		76,51	77,12	
SPFP MINORITÉ DE BLOCAGE	6 637	5 364	-19,17	203	538	164,99	6 840	5 902	-13,71
PROPORTION (%)	3,92	2,76		0,16	0,30		2,29	1,59	
TOTAL GÉNÉRAL	**169 461**	**194 329**	**14,67**	**129 575**	**176 478**	**36,20**	**299 036**	**370 806**	**24,00**

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU SEGMENT

En 2020, les impôts dus, en fonction des segments d'activités se présentent de la manière suivante :

- **Champions nationaux :** 49,3 milliards FCFA contre 42,8 milliards FCFA en 2019. Ces impôts représentent 13,3% du total des impôts dus contre 14,3% en 2019. Le plus important contributeur est PETROCI HOLDING avec 36,1 milliards FCFA d'impôts dus ;
- **Gestion patrimoniale :** de 104,5 milliards FCFA en 2019 à 146,6 milliards FCFA. La société TONGON a été la plus importante société contributrice avec 41,4 milliards FCFA d'impôts dus. Le segment «Gestion Patrimoniale» a contribué à hauteur de 39,6% du total des impôts dus contre 34,9% en 2019 ;
- **Opérateurs publics de service public :** 1,8 milliard FCFA contre 2,1 milliards FCFA en 2019. Ces impôts représentent 0,5% du total des impôts dus contre 0,7% en 2019. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est la RTI avec un montant de 708 millions FCFA d'impôts dus ;
- **Opportunités de Délégation de Service Public :** 168,1 milliards FCFA contre 143,4 milliards FCFA en 2019. Ces impôts représentent 45,3% du total des impôts dus contre 47,9% en 2019. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est ORANGE CI avec un montant de 89,6 milliards FCFA d'impôts dus ;
- **Structures à caractère non commercial :** 4,9 milliards FCFA contre 6,2 milliards FCFA en 2019. Ces sociétés ont contribué à hauteur de 1,3% au total des impôts dus contre 2,1% en 2019. Le plus important contributeur est la société CI-ENERGIES, avec 1 milliard FCFA d'impôts dus.

Tableau 8 : Impôts par segment d'activités en (millions FCFA)

	IMPÔTS ET TAXES			IMPÔT BIC			TOTAL IMPÔT DUS		
*ANNÉE	2019	2020	VAR %	2019	2020	VAR %	2019	2020	VAR %
CHAMPIONS NATIONAUX	9 462	9 016	-4,72	33 374	40 278	20,69	42 836	49 294	15,07
PROPORTION (%)	5,58	4,64		25,76	22,82		14,32	13,29	
GESTION PATRIMONIALE	49 386	60 041	21,58	55 128	86 608	57,10	104 514	146 649	40,32
PROPORTION (%)	29,14	30,90		42,55	49,08		34,95	39,55	
OP. PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	1 774	1 476	-16,79	381	332	-12,81	2 154	1 808	-16,09
PROPORTION (%)	1,05	0,76		0,29	0,19		0,72	0,49	
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	103 704	120 411	16,11	39 670	47 714	20,28	143 373	168 125	17,26
PROPORTION (%)	61,20	61,96		30,62	27,04		47,95	45,34	
STRUCTURES NON COMMERCIALES	5 136	3 385	-34,08	1 023	1 546	51,13	6 159	4 932	-19,93
PROPORTION (%)	3,03	1,74		0,79	0,88		2,06	1,33	
TOTAL	**169 461**	**194 329**	**14,67**	**129 575**	**176 478**	**36,20**	**299 036**	**370 806**	**24,00**

RECETTES NON FISCALES

En plus des impôts, l'Etat collecte des ressources non fiscales provenant des entreprises de son portefeuille. Il s'agit principalement des dividendes.
Au titre de l'exercice 2020, **les dividendes (nets d'IRVM) à collecter par l'Etat se sont élevés à un montant de 33,11 milliards FCFA** contre 38,6 milliards enregistrés en 2019, soit une baisse de 14%. Les principaux contributeurs sont les sociétés ORANGE CI, TONGON et PETROCI HOLDING, avec une estimation cumulée de 20,3 milliards FCFA de dividendes en 2020 contre 14 milliards en 2019.

Tableau 9 : Dividendes perçus par l'Etat actionnaire (millions FCFA)

SOCIÉTÉS	PART ÉTAT (%)	RN 2019	DIVIDENDE NET D'IVRM 2019	RN 2020	DIVIDENDE NET D'IVRM 2020
ORANGE CI	15	54 745	2 551	79 087	8 895
TONGON SA	10	44 315	5 451	90 789	5 363
PETROCI HOLDING	100	-15 065	6 000	9 538	6 000
CIPREL	15	30 678	3 159	28 977	4 538
AGBAOU	15	33 640	16 051	14 290	0
GUCE/WFCI	70	5 035	281	1 840	1 012
CIE	15	6 534	882	16 170	1 404
LONACI-SEM	80	2 422	1 020	2 751	1360
PMCI	10	5 876	757	37 459	680
SIB	5	28 057	675	30 261	900
CML	61	5 127	400	1 569	102
IPS (WA)	15	6 092	595	4 862	205
SOCOPRIM	25	36 845	218	5 365	612
SODEMI	100	3 278	255	20 784	500
SMI	10	41 357	0	49 218	850
SMD	15	24 619	216	22 271	568
SODECI	3	2 952	86	4 307	99
SM SA	10	4 030	34	137	0
BRVM	2	336	11	865	14
DCBR	2	753	11	959	14
TOTAL		**321 626**	**38 653**	**407 072**	**33 116**

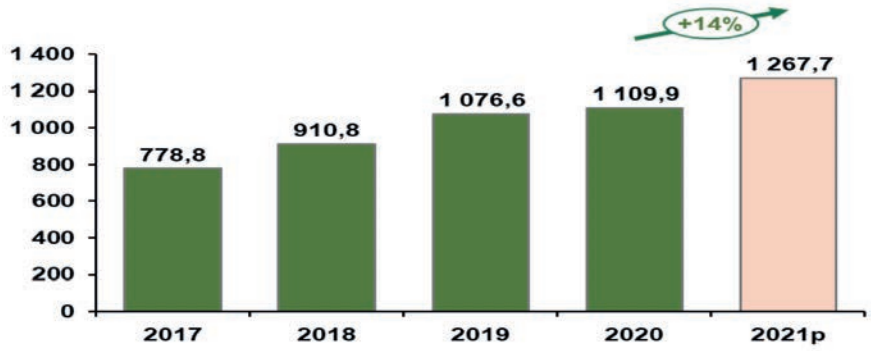
6

PERFORMANCE PREVISIONNELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN AMELIORATION EN 2020

SITUATION GLOBALE

La situation globale prévisionnelle des entreprises publiques (SODE, SPFP majoritaires) se caractérise par une hausse du chiffre d'affaires, mais un léger repli du résultat net.

Graphique 14 : Evolution du chiffre d'affaires des entreprises publiques de 2017 à 2021 (en milliards FCFA)



Le chiffre d'affaires prévisionnel s'élève à 1 268 milliards FCFA contre une réalisation de 1 110 milliards FCFA en 2020. La LONACI-SEM contribuerait à près du tiers (27%) dans la formation du chiffre d'affaires global, suivie de PETROCI HOLDING (20%) et du PAA (7%).

Selon les prévisions, le chiffre d'affaires global des SODE en 2021 devrait s'établir à 593 milliards FCFA contre 574 milliards FCFA en 2020, et serait dominé par les prévisions de PETROCI HOLDING (262 milliards FCFA).

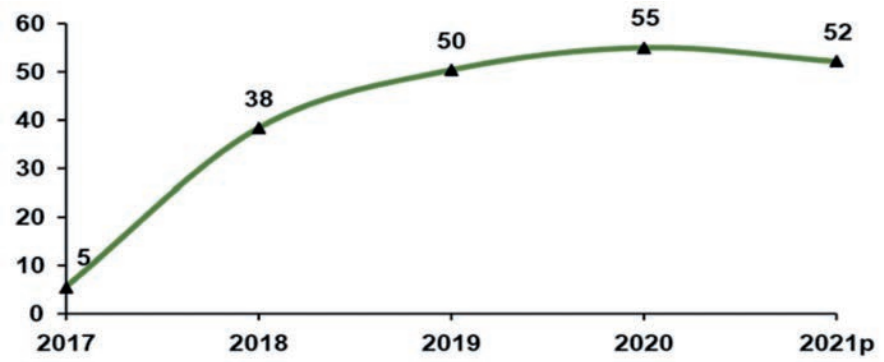
Dans le même temps, les SPFP majoritaire annoncent un chiffre d'affaires prévisionnel de 668 milliards FCFA contre 536 milliards FCFA en 2020, emporté par les prévisions de la LONACI-SEM, qui contribue à plus de la moitié (51%) à la formation du chiffre d'affaires prévisionnel global des SPFP majoritaire.

CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU DE PARTICIPATION

Le résultat net prévisionnel est bénéficiaire de 52 milliards FCFA en 2021, et devrait être porté par les performances des sociétés BNI (17,9 milliards FCFA), SODEMI (11,3 milliards FCFA) et PAA (10,4 milliards), compensant notamment les pertes anticipées par les sociétés AIR CI (-19,7 milliards FCFA), Poste CI (- 2,4 milliards FCFA) du fait notamment du non-achèvement des plans de relance dont elles font l'objet.

Par ailleurs, le résultat net global des SODE en 2021 est projeté à 35 milliards FCFA, tiré par les prévisions de résultats nets de la SODEMI et du PAA susmentionnés. Quant aux SFFP majoritaires, elles anticipent un excédent cumulé de 17 milliards FCFA, malgré le déficit prévisionnel d'AIR CI.

Graphique 15 : Evolution du résultat net des entreprises publiques de 2017 à 2021 (en milliards FCFA)



DIVIDENDES PRÉVISIONNELS

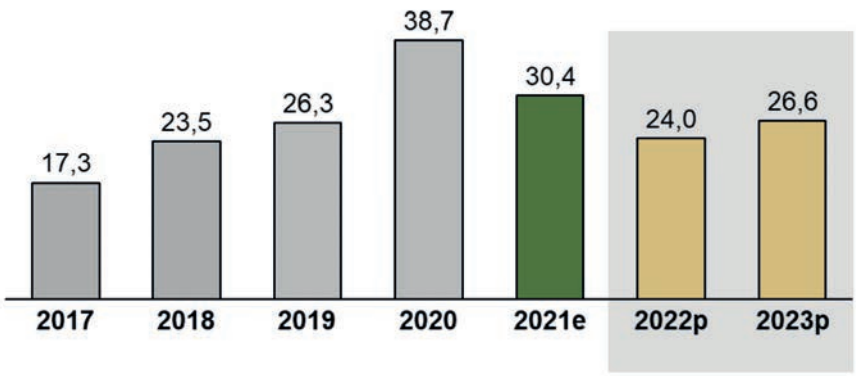
Les dividendes à percevoir en 2021, au titre de l'exercice 2020, sont estimés à 33,11 milliards FCFA contre un montant de 38,65 milliards FCFA perçu en 2020 (voir graphique 17). Cette baisse est due non seulement aux effets négatifs de la pandémie à Coronavirus sur les sociétés du portefeuille, mais également à la nature exceptionnelle des dividendes distribués l'année dernière par certaines sociétés minières.

ORANGE CI représente près du tiers (8,95 milliards FCFA) des dividendes à percevoir en 2021, suivie des sociétés TONGON SA, PETROCI et CIPREL, qui ensemble contribuent pour environ 45% (13,67 milliards FCFA) du montant total des dividendes à percevoir par l'Etat.

La tendance observée en 2021 devrait se maintenir en 2022, vu le contexte empreint d'incertitudes lié à la persistance de la COVID-19 *(voir graphique 17)*.

Toutefois, avec l'amélioration de la situation sanitaire, le montant des dividendes perçus par l'Etat devrait retrouver une tendance haussière à partir de 2023 et s'établir à 26,6 milliards FCFA *(voir graphique 17)*.

Graphique 16 : Historique des dividendes perçus et projection des dividendes à percevoir (en milliards FCFA)



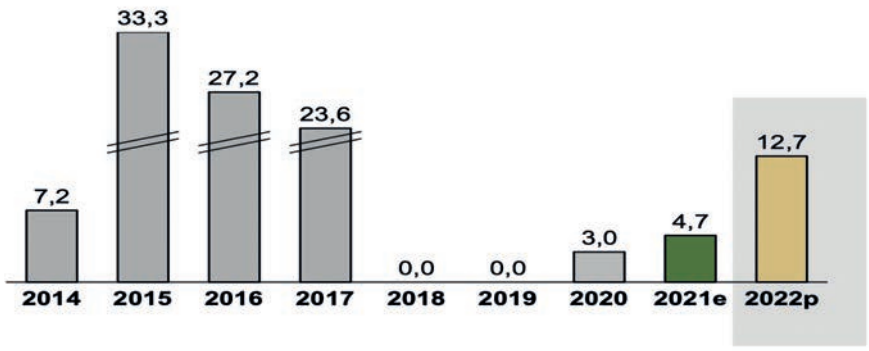
RECETTES PRÉVISIONNELLES DE PRIVATISATION

Au cours de la période 2014 à 2019, l'Etat a collecté des recettes de privatisation d'un montant total de 91,34 milliards FCFA, réparties comme suit : SMI (7,22 milliards FCFA) ; SIB (45,60 milliards FCFA) ; NEI-CEDA (236,1 millions FCFA) ; les Villas attenantes à l'Hôtel Indénié d'Abengourou (43 millions FCFA) ; SUCRIVOIRE (14,65 milliards FCFA) ; NSIA (18 milliards FCFA) ; CIDT (5,50 milliards FCFA) ; SN SOSUCO (169,7 millions FCFA).

Par ailleurs, une (1) opération de privatisation a été finalisée en 2020. Il s'agit de la société PALMAFRIQUE pour un montant de 3,040 milliards FCFA, **entrainant le cumul des recettes de privatisation à 94,37 milliards FCFA sur la période 2014 à 2020.**

La privatisation de la société IPS WA devrait être finalisée en 2021, pour un montant de 4,7 milliards FCFA. Par ailleurs, les cessions des parts de l'Etat dans les sociétés TRCI, CI-ENGINEERING, SONITRA et VERSUS BANK sont envisagées pour 2022.

Graphique 17 : Historique et projection des recettes de privatisation (en milliards FCFA)



DGPE
DIRECTION GÉNÉRALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

7

PANORAMA & FICHES ENTREPRISES

AGRICULTURE & MINES

HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

TECHNOLOGIE,TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

AGRICULTURE & MINE

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE 60
ANADER 62
CIDT 63
CI-INGINEERING 64
CNRA 65
I2T 66
IPS (WA) 67
SIVAC 68
SODEFOR 69
TRCI 70
MINES 72
AGBAOU 74
AGOLD BONIKRO 75
AGOLD HIRE 76
CMB 77
CML 78
FOREMI 79
IMMSA 80
LEB 81
PMCI 82
PMY 83
SHILOH MANGANESE 84
SMD 85
SMI 86
SODEMI 87
TONGON 88

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

EAU ET ASSAINISSEMENT 90
ONAD 92
ONEP 93
SODECI 94
ÉLECTRICITÉ 96
CIE 98
CI-ENERGIE 99
CIPREL 100
HYDROCARBURES 102
GESTOCI 104
PETROCI 105
SIFAL 106
SIR 107
VECI 108

MÉDIA & AUTRES SERVICES

MÉDIA 110
IDT 112
EDIPRESSE 113
RTI 114
SNPECI 115
AUTRES SERVICE 116
ADCI 118
BNETD 119
INIE 120
INS 121
LONACI 122
TOURISME ET HÔTELLERIE 124
SODERTOUR LAC 126
SPDC 127

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCE

FINANCE 128
BHCII 130
BNI 131
BPCI 132
BRVM 133
DCBR 134
SIB 135
VERSUS BANK 136
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE 138
AIGF 140
ANSUT 141
GUCE-CI 142
OCI 143
PCI 144
QUIPUX 145
SNDI 146
VITIB 147

TRANSPORT, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

BÂTIMENTS ET INFRASTRUCTURES 148
AGEF 150
FODI 151
LBTP 152
MGB 153
SGMT 154
SICOGI 155
SONITRA 156
TRANSPORTS 158
ACI 160
AERIA 161
AGEROUTE 162
FER 163
OIC 164
PAA 165
PASP 166
SIPF 167
SITARAIL 168
SOCOPRIM 169
SODEXAM 170
SOTRA 171

AGRICULTURE & MINES

AGRICULTURE & AGRO-INDUSTRIE

La **Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles (CIDT)** poursuit l'augmentation de sa production de coton passée de 31 500 tonnes en 2016 à 118 417 tonnes en 2020 et de son chiffre d'affaires qui s'établit à 53,9 milliards FCFA en 2020 contre 16,4 milliards FCFA en 2016

DES RÉSULTATS EN NETTE AMÉLIORATION, GRÂCE AUX APPUIS DE L'ETAT AUX SOCIÉTÉS SUPPORTS AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Selon le rapport du Ministère de l'Economie et des Finances sur la situation économique et financière à fin décembre 2020, les productions de café (-11,4%), de cacao (-2,8%) et de régimes de palme (-5,6%) se sont contractées alors que celles de noix de cajou (+33,7%), de coton graine (+4,9%), de sucre (+10,6%), d'ananas (+12,9%), de caoutchouc (+21,3%) et de banane dessert (+1,7%) ont augmenté.

Les performances réalisées par les neuf (9) sociétés opérant dans le secteur agricole, notamment celles à vocation commerciale, contrastent quelque peu avec l'évolution sus-évoquée des productions des principales spéculations agricoles.

Le chiffre d'affaires cumulé des neuf (9) entreprises du secteur s'élève à 79,65 milliards FCFA contre 85,20 milliards FCFA en 2019, soit un recul de 6,5%.

Aussi, les subventions directes et les ressources fiscales affectées ont augmenté pour atteindre 19,95 milliards FCFA contre 15,62 milliards FCFA en 2019.

Il en résulte des produits d'exploitation cumulés (126,09 milliards FCFA) en hausse de 5,44% contre une progression des charges d'exploitation (128,5 milliards FCFA) de 1,94%.

Le résultat d'exploitation des sociétés du secteur est ainsi ressorti bénéficiaire de 5,14 milliards FCFA, contre un déficit de 5,75 milliards FCFA en 2019. En outre, le résultat financier s'est fixé à 3,63 milliards FCFA, en baisse de 31,21% par rapport à 2019.

Le résultat net global ressort excédentaire de 9,70 milliards FCFA contre un excédent de 175 millions FCFA en 2019.

Cette amélioration est principalement portée par les sociétés support au développement qui ont réalisé les bénéfices ci-après :

- **ANADER :** 3,19 milliards FCFA contre un déficit de 3,24 milliards FCFA en 2019 ;
- **CNRA :** 1,72 milliard FCFA contre un déficit de 4,28 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, trois (3) entreprises ont enregistré une baisse significative de leur résultat. Il s'agit de CI-ENGINEERING (-121%), la TRCI (-84%) et la CIDT (-44%).

Cette situation s'explique en partie par les difficultés d'approvisionnement des opérateurs en intrants, la baisse des cours mondiaux de certaines productions agricoles consécutive au repli de la demande et à l'annulation de certains contrats d'exportations. Dans ce contexte, le Gouvernement a procédé à la mise en œuvre du Programme d'Urgence de soutien aux filières Agricoles (PURCA) COVID-19 d'un coût estimé à 101,61 milliards FCFA, dont 64% de contribution potentielle de l'Etat et 36% d'appuis financiers attendus des Partenaires Techniques et Financiers.

Au demeurant, le secteur agro-industriel a généré, en 2020, au titre des impôts et taxes, un montant de 3,25 milliards FCFA (2,56 milliards FCFA d'impôts et taxes et 694 millions FCFA d'impôt BIC) contre 4,40 milliards FCFA en 2019.

Il convient également de relever qu'à l'instar de l'exercice précédent, seule la société IPS WA a distribué des dividendes bruts d'un montant de 1,61 milliard FCFA, dont 241,6 millions FCFA revenant à l'Etat de Côte d'Ivoire.

ANADER

AGENCE NATIONALE D'APPUI
AU DÉVELOPPEMENT RURAL

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | STRUCTURES NON-COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 611,3 millions FCFA (+117%)
Part de l'État 35%
CA 7,9 milliards FCFA (-3%)
Résultat Net 3,2 milliards FCFA
Subv. d'expl. 9,3 milliards FCFA (+0%)

PCA COULIBALY Adama
DG SIDIKI Cissé
Adm MBPE TRAORE Seydou
Adm. MINADER YAO N'Guettia René
Effectif 2 386(+0,97%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	35,00
OCAB	5,00
INTERAVI	2,00
KASSOUM COULIBALY	0,50
APPH	0,40
APROCASUD	0,20
AUTRES	56,90

L'**Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)** est une société anonyme dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). A cet effet, elle conçoit et met en œuvre des outils et programmes appropriés pour l'accomplissement de sa mission.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de l'ANADER a connu une baisse de 2,79%, pour s'établir à 7,93 milliards FCFA**. Ce repli s'explique par la suspension de certaines activités conventionnelles avec ses partenaires, consécutive aux mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la gestion de la maladie à COVID 19.

Compte tenu de sa mission de service public, l'ANADER a bénéficié d'une subvention d'exploitation de 9,3 milliards FCFA en 2020, tout comme en 2019. Aussi, une reprise de provision d'un montant de 3,27 milliards FCFA a été effectuée, en baisse de 9,08% par rapport à 2019.

Ainsi, les produits d'exploitation s'établissent à 21,53 milliards FCFA, contre 22,13 milliards FCFA en 2019, en raison principalement de la baisse du chiffre d'affaires.
Quant aux charges d'exploitation, elles s'établissent à 24,05 milliards FCFA, contre 25,32 milliards FCFA en 2019. Cette baisse s'explique principalement par celle des postes «services extérieurs», «impôts et taxes» et «dotations aux amortissements» qui se sont établis respectivement à 4,09 milliards FCFA, 269,3 millions FCFA et 4,14 milliards FCFA, soit des baisses respectives de 16,12%, 70,35% et 15,93%.

Ainsi, l'activité d'exploitation s'est soldée par un résultat déficitaire de 2,51 milliards FCFA, contre un déficit de 3,19 milliards FCFA en 2019.

Le résultat hors activités ordinaires est, quant à lui, ressorti bénéficiaire de 6,16 milliards FCFA contre un bénéfice de 13 millions FCFA en 2019, en raison des dettes sociales titrisées, rachetées, puis abandonnées par l'Etat de Côte d'Ivoire pour un montant de 6,2 milliards FCFA.

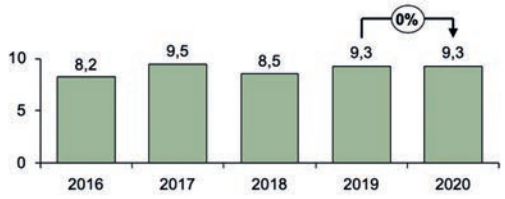
En définitive, l'**ANADER a enregistré un résultat net excédentaire de 3,2 milliards FCFA**, contre un déficit de 3,24 milliards FCFA en 2019.
Les impôts et taxes dus à l'Etat au titre de l'exercice 2020 s'établissent à 708,9 millions FCFA (439,6 millions FCFA d'impôt BIC et 269,3 millions FCFA d'impôts et taxes), contre 943,2 millions FCFA en 2019. Enfin, le ratio d'endettement de l'ANADER est nul et identique à celui de 2019.

En perspectives, l'ANADER prévoit, en 2021, la reprise de l'exécution des conventions avec ses partenaires, la poursuite de la mise en œuvre de son plan stratégique de développement (2019-2024).

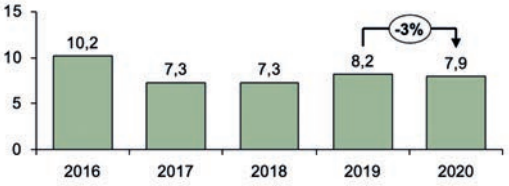
FAITS MARQUANTS

- Signature du contrat de performance entre l'Etat et l'ANADER le 25 mars 2020 ;
- mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Secteur Agricole en Côte d'Ivoire (PURGA COVID 19) dont le coût est de 13 500 millions FCFA ;
- titrisation, rachat puis abandon de la dette sociale de l'ANADER par l'Etat de Côte d'Ivoire pour un montant de 6,2 milliards FCFA.

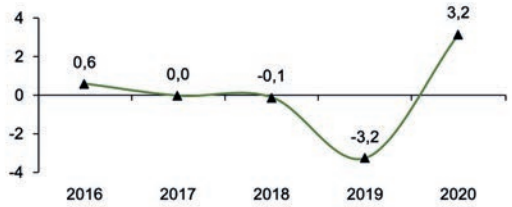
SUBVENTIONS *(en Mds FCFA)*



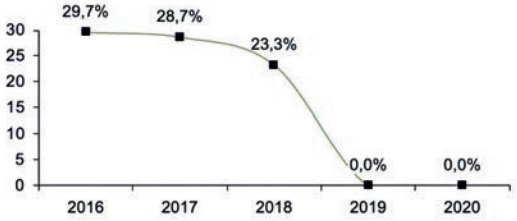
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO D'ENDETTEMENT *(%)*



CIDT

COMPAGNIE IVOIRIENNE POUR
LE DÉVELOPPEMENT DES TEXTILES

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 juin 1974
Capital social 7,2 milliards FCFA
Capitaux propres 6,2 milliards FCFA (+13%)
Part de l'Etat 10%
CA 53,9 milliards FCFA (+11%)
Résultat Net 1,4 milliards FCFA (-44%)

PCA KONE Daouda Soukpafolo
DG SILUE René
Adm Etat FANNY Ibrahima
Effectif 335 (-69%)
Filiales & participations UTEXI (26,60%), OIC (1,66%), ANADER (1,00%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
COIC SA	90
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10

La **Compagnie Ivoirienne pour le Développement du Textile (CIDT)** est une société agro-industrielle exerçant dans la filière coton en Côte d'Ivoire. Elle a pour principale activité l'égrenage du coton graine ainsi que la commercialisation de la fibre et de la graine de coton. La CIDT a aussi la charge de l'encadrement des exploitants agricoles.

L'exercice 2020 a été marqué par la hausse de près de 7% de la production de coton graine, s'établissant à 118 417 tonnes. Cette hausse de la production s'explique principalement par celle de la superficie agricole emblavée de 37%, pour atteindre 90 680 ha en 2020, en dépit de la baisse du rendement moyen des parcelles de 22,4%, passant de 1 682kg/ha au titre de la campagne agricole 2019/2020 à 1 305 kg/ha au terme de la campagne 2020/2021.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 11%, pour se fixer à 53,88 milliards FCFA. Cette progression est due principalement à la hausse de la vente de produits fabriqués de 6,4% (39,2 milliards FCFA en 2020), en dépit de la baisse du prix moyen de vente du coton fibre essentiellement due à la crise de la COVID 19.

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 70,34 milliards FCFA contre 56,45 milliards FCFA en 2019.

De même, les charges d'exploitation sont en hausse de 27,1%, s'établissant à 68,18 milliards FCFA. Cette hausse s'explique principalement par les achats de matières premières qui représentent plus de 57% des charges, pour une valeur de 38,5 milliards FCFA contre 24 milliards FCFA en 2019.

Il en ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 2,17 milliards FCFA, mais en baisse de 23,3% par rapport à l'exercice 2019.

En définitive, **le résultat net ressort excédentaire de 1,44 milliard FCFA,** contre un bénéfice de 2,83 milliards FCFA en 2019.

Les impôts dus à l'Etat au titre de la gestion 2020 s'établissent à 35 millions FCFA, essentiellement issus du poste Impôt sur le revenu.

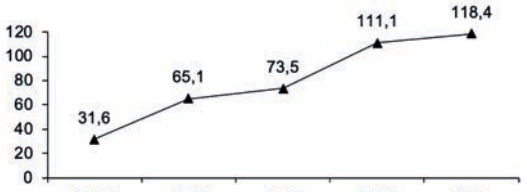
Enfin, le ratio d'endettement de la société CIDT se fixe à 2,4% contre 2,5% en 2019.

En perspectives, la CIDT prévoit au cours du prochain quiquénat 2021-2025, se hisser au premier rang des sociétés cotonnières et accroître sa rentabilité à travers : (i) l'intensification de la production agricole, (ii) amélioration

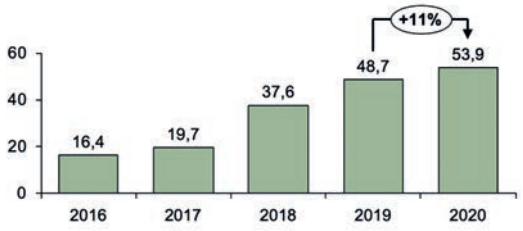
FAITS MARQUANTS

- Réorganisation opérationnelle marquée par la fermeture des Directions Régionales de Mankono et de Séguéla et la relocalisation de la Direction de la Production Agricole à Mankono.

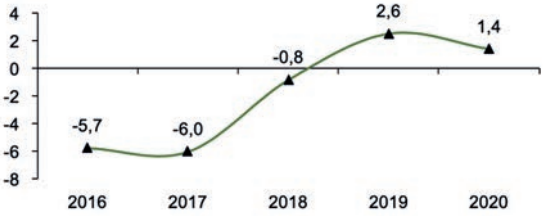
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE COTON
(en milliers de tonnes)



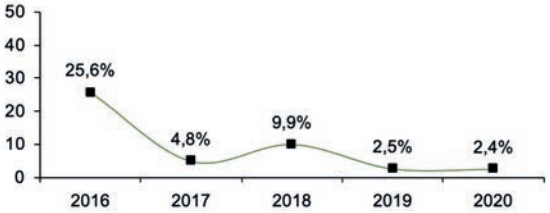
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



CI ENGINEEERING

CÔTE D'IVOIRE ENGINEERING

DONNÉES PROVISOIRES

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1997
Capital social 5,9 milliards FCFA
Capitaux propres 2,4 milliards FCFA (+19%)
Part de l'État 93,6%
CA 364,8 millions FCFA (-32%)
Résultat Net -15 millions FCFA

PCA KOUATELAY Albert
DG TRAORE Koko Carine
Adm MCI KOUATELAY Albert J., ESSE Rodrigue
Adm. MBPE ADOPO Fiacre
Effectif 74 (+10%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	93,60
SILUE N.	2,20
CAGOM	1,80
ELITE	1,80
AUTRES (PERSONNEL CI ENGINEERING)	0,60

Côte d'Ivoire Engineering (CI-ENGINEERING) est une société spécialisée dans la construction métallurgique et la fabrication de pièces mécaniques pour le secteur industriel en Côte d'Ivoire.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de CI-ENGINEERING a chuté de 32% pour se fixer à 364,7 millions FCFA**. Cette baisse s'explique principalement par le repli des revenus tirés de la vente de produits fabriqués, qui sont passés de 384,5 millions FCFA en 2019 à 158,5 millions FCFA en 2020.

En outre, les charges d'exploitation ont baissé de 19%, pour atteindre 1,07 milliard FCFA. Cette tendance se justifie par la baisse globale du montant des postes de charges, «achats de matières premières» (16,71%), «autres achats» (39,85%), «services extérieurs» (20,08%), «impôts et taxes» (36,8%), «autres charges» (36%) et «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» (33,92%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 688,84 millions FCFA contre un déficit de 767,66 millions FCFA enregistré en 2019.

Par ailleurs, le résultat financier est ressorti déficitaire de 128,1 millions FCFA contre un déficit de 862 FCFA en 2019.

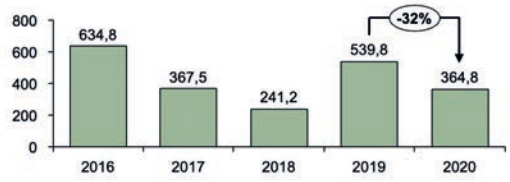
S'agissant du résultat hors activités ordinaires, il s'élève à 804,87 millions FCFA contre 874,29 millions FCFA en 2019. Ce recul s'explique par la régression du poste «autres produits HAO» de 7,69%, passant à 814,5 millions FCFA en 2020.

En définitive, **l'exercice 2020 se solde par un résultat net déficitaire de 15,04 millions FCFA**, contre un excédent de 70,85 millions FCFA en 2019.

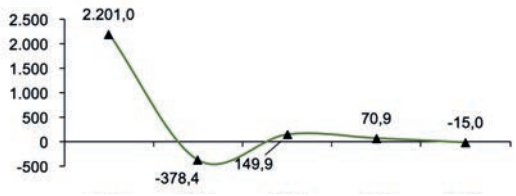
Les impôts dus à l'Etat, en 2020, s'élèvent à 41,02 millions FCFA (38,02 millions FCFA d'impôts et taxes et 3 millions FCFA d'impôt BIC), contre 95,96 millions FCFA en 2019

En perspectives, CI-ENGINEERING prévoit en 2021, la poursuite de la réalisation des projets de développement des zones industrielles avec l'AGEDI, ainsi que la mise en œuvre de projets pour le compte du Centre de Formation Technologique (CFT). Elle envisage également la diversification de ses activités par la réalisation de nouvelles prestations dans d'autres secteurs d'activité, notamment le secteur des hydrocarbures et des mines.

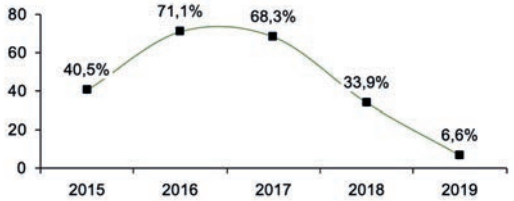
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO D'ENDETTEMENT *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Signature du contrat de performance avec l'Etat de Côte d'Ivoire en date du 2 septembre 2020 ;
- Augmentation du capital de la société passant de 1,30 milliard FCFA à 5,86 milliards FCFA par apport en nature de l'Etat de Côte d'Ivoire d'un terrain d'une valeur de 4,56 milliards FCFA.

CNRA

CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE

DONNÉES PROVISOIRES

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 avril 1998
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres -661,2 millions FCFA (+71%)
Part de l'Etat 40%
CA 6,7 milliards FCFA (+4%)
Résultat Net 1,7 milliard FCFA
Subv d'expl. 8,3 milliards FCFA (+106%)

PCA COULIBALY Nandoh
DG WONGBE Yté
Adm. MBPE AHMED KONET Hussein
Adm. MESRS YAPI Houphouet Félix
Effectif 2 100 (+0%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	40,00
URECOSCI	16,00
UNECA-CI	8,00
ANADER	8,00
ADAM AFRIQUE	6,00
AUTRES PRIVES	22,00

Le **Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)** a pour mission l'accroissement durable de la production et de la productivité agricole et agro-industrielle par la conduite de recherches sur les productions végétales, animales forestières et par l'adaptation des innovations technologiques en milieu rural.

L'année 2020 a été marquée par l'exécution de vingt (20) programmes de recherche dans les filières café-cacao, anacarde, mangue, vivrier et, par la poursuite de la mise en œuvre du plan de restructuration adopté par le Gouvernement, en Conseil des Ministres, le 30 mai 2018.

Le chiffre d'affaires 2020 a progressé de 4%, pour se situer à 6,68 milliards FCFA due principalement au poste «ventes de produits fabriqués» qui a enregistré une progression de 9,8% en se fixant à 4,4 milliards FCFA.

Le CNRA a également bénéficié d'un appui budgétaire sous la forme de subvention d'exploitation de l'Etat de Côte d'Ivoire, d'un montant de 8,29 milliards FCFA contre 6,42 milliards FCFA en 2019. Cette augmentation de la subvention est due à la prise en charge par l'Etat (par voie de titrisation) d'une partie des dettes sociales, pour un montant de 3,29 milliards FCFA, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration de la société.

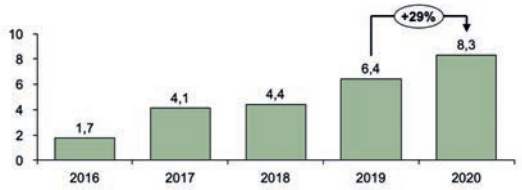
En conséquence, les produits d'exploitation ont progressé de 108,5%, pour se fixer à 18,35 milliards FCFA.
Les charges d'exploitation ont quant à elle baissé de 14,73%, passant à 16,57 milliards FCFA. Cette baisse s'explique par le recul des postes «dotation aux amortissements» (23,65%), «services extérieurs» (11,5%) et «Autres achats» (9,35%). Ainsi, le résultat d'exploitation qui se dégage est excédentaire de 1,77 milliard FCFA contre un résultat déficitaire de 4,23 milliards FCFA en 2019.
Le résultat financier est, quant à lui, ressorti déficitaire de 55,7 millions FCFA contre un déficit de 51,5 millions FCFA en 2019.
En définitive, **le résultat net du CNRA ressort excédentaire de 1,72 milliard FCFA**, contre un déficit de 4,28 milliards FCFA en 2019.
Par ailleurs, les impôts dus à l'Etat au titre de la gestion 2020, essentiellement composés d'impôts et taxes se sont élevés à 192,3 millions FCFA contre 650,9 millions FCFA en 2019, soit une hausse de 70,4%.

En perspectives, pour l'année 2021, le CNRA prévoit la poursuite de la mise en œuvre des programmes et projets de recherche dans les filières majeures citées plus haut ainsi que la mise en œuvre de son plan de restructuration adopté par le Gouvernement lors du Conseil des Ministres du 30 mai 2018.

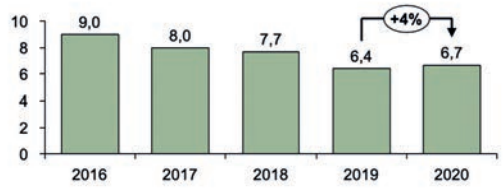
FAITS MARQUANTS

- Non-respect de l'article 664 de l'Acte Uniforme de l'OHADA compte tenu du caractère déficitaire des capitaux propres, consécutif à la forte perte enregistrée en 2019.

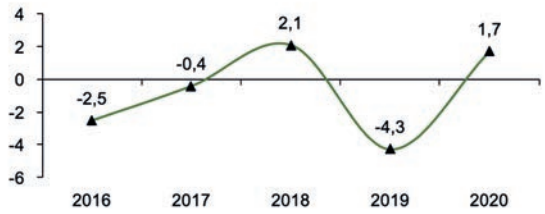
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION *(en Milliards FCFA)*



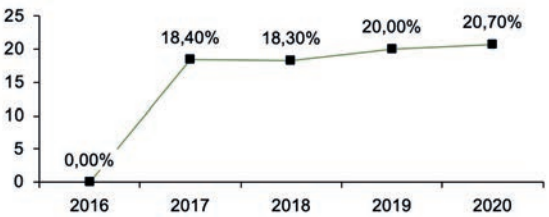
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



I2T

SOCIETE IVOIRIENNE DE
TECHNOLOGIE TROPICALE

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2 octobre 1979
Capital social 250 millions FCFA
Capitaux propres ~~885,8~~ millions FCFA (-25%)
Part de l'Etat 100%
CA 92,9 millions FCFA (+136%)
Résultat Net -205,4 millions FCFA (+62%)
Subv d'expl. 1,1 milliard FCFA (+9%)
Subv d'inv. 356 millions FCFA (-18%)
PCA KONE BRIGHT Brahima
DG DOSSO Lanciné
Adm MBPE COULIBALY El Aziz Nanguin
Adm MCI ATTIA Victorine
Effectif 106 (-4%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	100,00

Créée par décret n°79-720 du 2 octobre 1979, la **Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)** a pour mission la recherche et le développement de technologies visant à optimiser les acquis, et à valoriser et renforcer les capacités des PME/PMI, en vue de la création d'emplois et de richesses. Ainsi, elle accompagne l'Etat de Côte d'Ivoire dans son développement agro-industriel.

Dans ce cadre, elle (i) réalise des études, (ii) conçoit des procédés, (iii) fabrique des prototypes de machines et (iv) réalise des prestations de maintenance d'équipements de transformation des produits agricoles.

En 2020, **I2T a exécuté quatorze (14) projets qui portent généralement sur la valorisation des produits agricoles**. Les principaux résultats obtenus portent sur le développement d'un prototype de séparation de grains d'attiéké, la réalisation de broyeur de fruits et légumes et la conception de plan 2D et 3D de pasteurisateur.

En 2020, **le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 92,9 millions FCFA**, en hausse de 136,3% par rapport à 2019. Cette performance commerciale s'explique principalement par la hausse de 164,9% du poste «produits fabriqués» pour s'établir à 84,6 millions FCFA.
Aussi, la subvention d'exploitation a connu une hausse de 9,1%, passant à 1,14 milliards FCFA. Les produits d'exploitation se fixent à 1,38 milliards FCFA contre 1,33 milliard FCFA en 2019.
Les charges d'exploitation ont, quant à elles, enregistré une baisse de 8,3%, passant à 1,59 milliards FCFA, en raison principalement du poste «autres charges» qui a connu une baisse de 33,5% en s'établissant à 98 millions FCFA.
Le résultat d'exploitation qui en résulte est déficitaire de 208,87 millions FCFA, en amélioration par rapport à celui de 2019 qui était déficitaire de 380,4 millions FCFA.

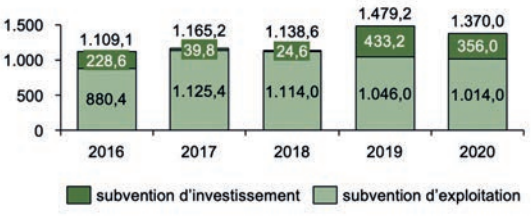
En outre, le résultat hors activités ordinaires est excédentaire de 12,5 millions FCFA contre un déficit de 143,7 millions FCFA en 2019.

En définitive, **la société a enregistré un résultat net déficitaire de 205,4 millions FCFA** contre un déficit de 536,4 millions FCFA en 2019.
Les impôts et taxes dus à l'Etat au titre de l'exercice 2020 s'établissent à 66,6 millions FCFA contre 71,5 millions FCFA en 2019.
Enfin, le ratio dette financière sur bilan de la société se fixe à 6,4%, contre 4,6% en 2019.
En perspectives, la société I2T prévoit en 2021 la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de recherches ainsi que la fabrication et la livraison des 22 dernières unités de transformation de manioc sur les 44 unités prévues.

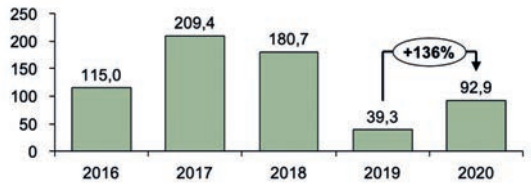
FAITS MARQUANTS

- Démarrage effectif du projet avec le MINADER relatif à la mise en place de 44 unités de transformation de manioc.
- Signature le 03 décembre 2020 du Contrat de Performance (COP) entre I2T et l'Etat de Côte d'Ivoire.

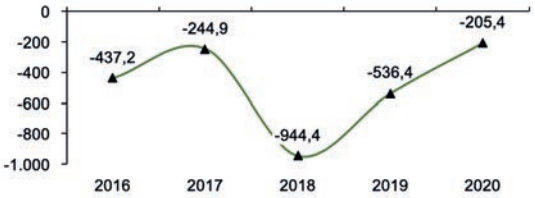
SUBVENTIONS *(en Millions FCFA)*



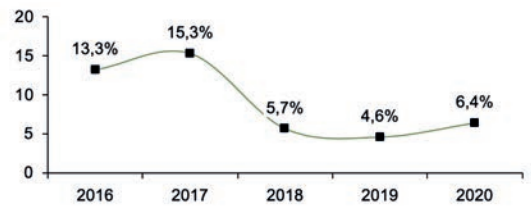
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



IPS (WA)

INDUSTRIAL PROMOTION SERVICES

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 1965
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 21,1 milliards FCFA (+4%)
Part de l'Etat 15%
CA 3 milliards FCFA (+17%)
Résultat Net 4,9 milliards FCFA (-20%)
Divid. bruts 1,6 milliard FCFA
Divid. bruts Etat 241,6 millions FCFA

PCA GODDE Christian
DG SYLLA Mahamadou
Adm MBPE Mme N'GOM née CAMARA Aminata
Adm MCI TOURE Baba
Filiales et Participations FILTISAC (10%), CHIMTEC (10%), CHIMTEC CAMEROUN (10%), 15 AUTRES FILIALES.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
AKFED	40,90
SFI	15,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,00
DEG	9,00
BICICI	8,00
SAPRIM	1,99
SGBCI	1,75
PRIVES ETRANGERS	8,36

Industrial Promotion Services (IPS) (West Africa) est une holding dont l'essentiel des revenus provient des prestations d'assistance et des dividendes distribués par les filiales. Elle intervient principalement dans les domaines tels que les infrastructures, l'emballage et l'agro-industrie.

En 2020, sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société, constitué principalement de revenus d'assistance technique en faveur des filiales, a connu une hausse de 17%, pour atteindre 3 milliards FCFA**. Cette augmentation s'explique par la hausse du poste «travaux, services vendus» qui est passé de 2,56 milliards FCFA en 2019 à 3 milliards FCFA en 2020. Aussi, une reprise de provision d'un montant de 294 millions FCFA a été effectuée, soit une hausse de 23% par rapport à 2019. Ainsi, les produits d'exploitation sont passés de 3,3 milliards FCFA en 2019 à 3,75 milliards de FCFA en 2020.
En outre, les charges d'exploitation sont passées de 3,02 milliards FCFA en 2019 à 3,52 milliards FCFA en 2020, imputable principalement à la hausse du poste «services extérieurs» de 146%, passant à 1,01 milliard FCFA en 2020.

En conséquence, le résultat d'exploitation s'est établi à 233 millions FCFA, contre 275 millions FCFA en 2019.

Le résultat financier est en hausse de 20,7%, s'établissant à 4,83 milliards FCFA, en raison des revenus financiers qui se sont fixés à 4,83 milliards FCFA.

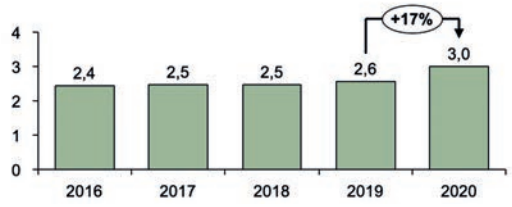
En définitive, **le résultat net s'est soldé par un bénéfice de 4,9 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 6,09 milliards FCFA en 2019.

Les dividendes bruts perçus par l'Etat ont régressé sur la période de 59%, pour se fixer à 241,6 millions FCFA.

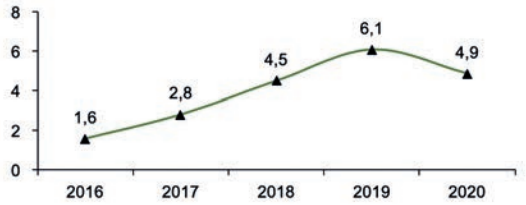
Les impôts dus à l'Etat par la société IPS au titre de la gestion 2020 ont baissé de 19%, passant à 403,2 millions FCFA (200 millions FCFA d'impôts et taxes et 203 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le ratio d'endettement de la société IPS se fixe à 1,56% contre 1,34% en 2019.

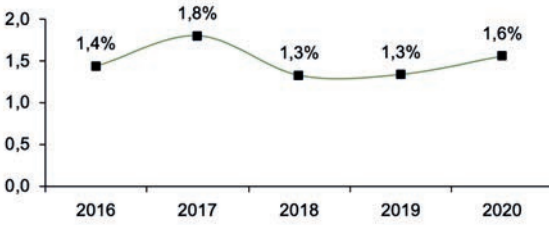
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Recul de l'activité chez la quasi-totalité des filiales d'IPS excepté FILTISAC.

SIVAC

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE D'ABATTAGE
ET DE CHARCUTERIE

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 7 juin 1990
Capital social 38 millions FCFA
Capitaux propres -28,6 millions FCFA (-134%)
Part de l'Etat 31,58%
CA 126,8 millions FCFA (+28%)
Résultat net -109,3 millions FCFA
Subv d'inv. 13,3 millions FCFA (-23%)

PCA DIAKITE Ibrahim
DG Dr KABA Ibrahima
Adm MBPE ANGORA Stéphane
Adm MRAH DAGOU Yapo Guillaume
Effectif 36 (+38%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
URECO	36,84
FERT	31,58
ETAT DE COTE D'IVOIRE	31,58

La **Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC)** est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour mission la gestion de l'abattoir de porc de Yopougon, ainsi que le développement et la modernisation de la filière porcine en Côte d'Ivoire pour la couverture des besoins de consommation nationale en viande porcine.
En 2020, dans le cadre de l'accomplissement de cette mission, **28 657 porcs ont été abattus à l'abattoir de la SIVAC** contre 22 183 porcs en 2019. Les activités de développement ont porté principalement sur la lutte contre les abattages clandestins, l'appui aux organisations professionnelles à travers la formation, le transfert de technologie et le conseil en développement.

Au plan commercial, **la SIVAC a réalisé un chiffre d'affaires de 126,8 millions FCFA** contre 98,8 millions FCFA en 2019. Cependant, les produits d'exploitation ont régressé de 58,8%, s'établissant à 132 millions FCFA, en raison de la suspension sur décision de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) de la subvention d'exploitation régulièrement accordée par l'Etat, dont le montant s'élevait en moyenne à 210 millions FCFA. Cette suspension serait due au solde déficitaire de la SIVAC au Trésor Public, imputable à l'enregistrement de trop-perçu en 2019.

Cependant, les charges d'exploitation ont enregistré une baisse de 14,8%, pour s'établir à 261 millions FCFA, due principalement à la baisse des postes «variation de stock d'autres approvisionnements» (100%), «autres achats» (42,6%) et «charges du personnel» (15,1%).

Il en résulte un résultat d'exploitation déficitaire de 129,2 millions FCFA contre un excédent de 13,5 millions FCFA en 2019.

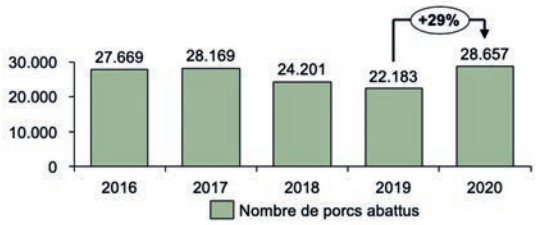
Le résultat financier est, quant à lui, ressorti excédentaire de 22,9 millions FCFA contre un déficit de 3,2 millions FCFA en 2019.
En définitive, **la SIVAC a dégagé un résultat net déficitaire de 109,3 millions FCFA** contre un excédent de 325 846 FCFA en 2019.
Les impôts et taxes dus à l'Etat au titre de la gestion 2020 s'établissent à 6,5 millions FCFA contre 6,1 millions FCFA en 2019.
Enfin, la dette financière, essentiellement constituée de «provisions pour risques et charges», est passée de 24,2 millions FCFA en 2019 à 25 millions FCFA en 2020, induisant un ratio d'endettement de 5,9% contre 9,8% en 2019.

En perspectives, la SIVAC prévoit, en 2021, la poursuite de la formation et de l'encadrement des éleveurs, l'abattage de porcs et la production d'aliments de porcs à la suite de l'exploitation effective de l'unité de fabrication des aliments.

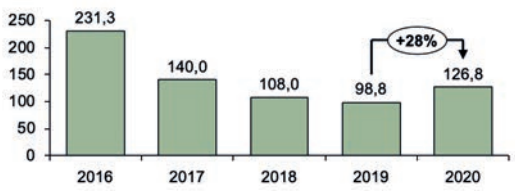
FAITS MARQUANTS

- Nomination d'un nouveau DG, Dr KABA Ibrahima en remplacement de Dr GNANDJI Danielle depuis le 2 avril 2020 ;
- Suspension de la subvention accordée par l'Etat de Côte d'Ivoire sur décision de l'ACCT depuis le 19 septembre 2019.

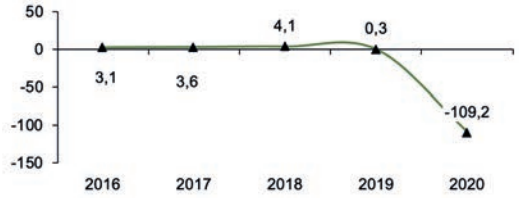
SUBVENTIONS *(en Mds F CFA)*



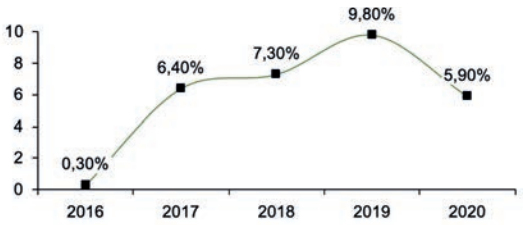
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SODEFOR

INDUSTRIAL PROMOTION SERVICES

DONNÉES PROVISOIRES

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 13 février 1993
Capital social 383,2 millions FCFA
Capitaux propres 2,3 milliards FCFA (-7%)
Part de l'Etat 100%
CA 5,5 milliards FCFA (-3%)
Résultat Net 335,5 millions FCFA
Subv d'expl. 1,22 milliard FCFA (+16%)

DG SANGARE Mamadou
PCA KONE Ousmane
Adm MINEF GBOGOU Didier Lohoury
Adm MBPE DIOMANDE Massanfi

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	100,00

La **Société pour le Développement des Forêts (SODEFOR)** est une société d'Etat chargée, pour le compte de l'Etat, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de protection et de préservation du patrimoine forestier national, de développement de la production forestière, de la valorisation des produits issus des forêts et de la sauvegarde des zones forestières.

Dans le cadre de l'accomplissement de cette mission, plusieurs activités ont été réalisées, notamment (i) la délimitation des forêts, (ii) les aménagements des forêts naturelles, (iii) le reboisement, (iv) les plans d'aménagement, (v) les protections des forêts et (vi) la valorisation des forêts.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la SODEFOR a connu une baisse de 2,93%, pour se fixer à 5,45 milliards FCFA**. En revanche, la subvention d'exploitation s'élève à 1,22 milliard FCFA, en hausse de 16,4% par rapport à 2019. Aussi, la production immobilisée s'élève à 1,04 milliard FCFA, en hausse de 182,51% par rapport à 2019. Ainsi, les produits d'exploitation se sont fixés à 8,71 milliards FCFA contre 8,33 milliards FCFA en 2019.

En outre, les charges d'exploitation s'élèvent à 9,75 milliards FCFA contre 7,29 milliards en 2019. Cette progression s'explique par celle des postes «services extérieurs» (2,1 milliards FCFA ; +21,54%), «charges du personnel» (4,8 milliards FCFA ; +49,23%) et «dotation aux amortissements» (1,47 milliard FCFA ; +15,08%).

Ainsi, le résultat d'exploitation qui en ressort est déficitaire de 1,04 milliard FCFA contre un excédent de 401,9 millions FCFA en 2019.

Le résultat hors activités ordinaires est, quant à lui, ressorti bénéficiaire de 1,361 milliard FCFA contre un déficit de 753 mille FCFA en 2019.

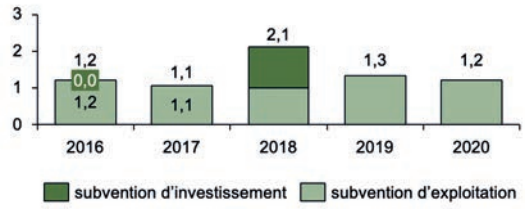
En définitive, **le résultat net 2020 est ressorti bénéficiaire de 335,5 millions FCFA** contre un bénéfice quasi similaire de 335,4 millions FCFA en 2019.

Les impôts dus à l'Etat au titre de la gestion 2020, essentiellement constitués «d'impôts et taxes», s'établissent à 93,57 millions FCFA contre 80,88 millions FCFA en 2019. Enfin, le ratio d'endettement de la SODEFOR est quasi nul car les dettes financières sont principalement constituées des «provisions pour risques et charges» d'un montant de 1,19 milliard FCFA.

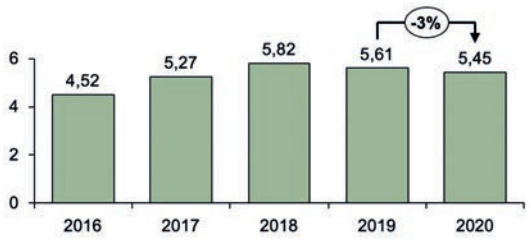
FAITS MARQUANTS

- Tenues des assemblée générales ordinaires des exercices 2017 et 2018.

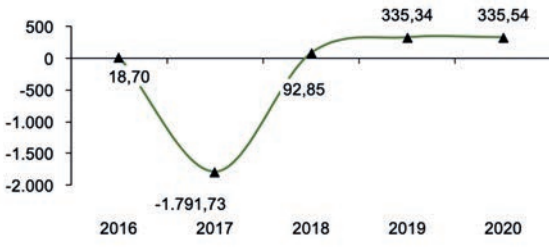
SUBVENTIONS *(en Milliards FCFA)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



TRCI

TROPICAL RUBBER
CÔTE D'IVOIRE

AGRICULTURE & MINES | AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 24 février 1995
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres 4 milliards FCFA
Part de l'État 20%
CA 2,1 milliards FCFA (-84%)
Résultat Net -1,4 milliard FCFA

PDG BILE Joseph Désiré
Adm MBPE OUEDRAGO Salifou
Adm MEMINADER BREDOUMI Soumaila

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ACTIONNAIRES PRIVÉS	80,00
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	20,00

Tropical Rubber Côte d'Ivoire (TRCI) est une société anonyme à participation financière publique créée le 24 juin 1995 pour l'exploitation du Complexe Agro-Industriel (CAI) d'Anguédedou comprenant une usine et une plantation de 1 415 hectares acquises à l'occasion de la privatisation du Domaine Hévéicole de l'Etat (DHE). Elle est spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation de l'hévéa.

Sur le plan agricole, **l'exercice 2020 a été marqué par la baisse de la production de caoutchouc de 17,49% pour s'établir à 1 995 tonnes.** Ce recul s'explique principalement par l'arrêt total de l'achat de caoutchouc auprès des producteurs.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la TRCI a chuté de 83,81%, pour s'établir à 2,11 milliards FCFA.** Cette baisse s'explique principalement par l'arrêt des activités d'exportation. En effet, la vente des produits fabriqués est passée de 9,93 milliards FCFA (production réalisée uniquement sur le premier semestre 2019) à 43 millions FCFA en 2020. Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 2,31 milliards FCFA contre 12,7 milliards FCFA en 2019.

En outre, les charges d'exploitation ont régressé de 74,7%, s'établissant à 3,39 milliards FCFA, imputable à la baisse des postes «autres charges» (163,52 millions FCFA, -85,91%), «achat de matières premières» (18,5 millions FCFA ; -99,57%), «transports» (16,5 millions FCFA ; -93,51%) et «charges du personnel» (1,31 milliard FCFA ; -33,86%). Ainsi, le résultat d'exploitation qui en résulte est en baisse de 54,9%, passant à un déficit de 1,08 milliard FCFA.

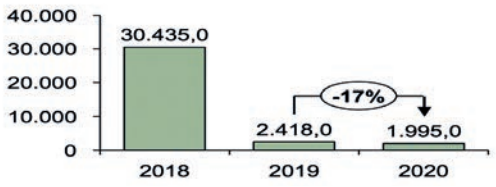
Le résultat financier est également déficitaire de 351,8 millions FCFA contre un déficit de 386,2 millions FCFA en 2019, en raison de la baisse des «frais financiers et charges assimilées» de 9,5%.

En définitive, **l'activité 2020 de la TRCI s'est soldée par un résultat net déficitaire de 1,43 milliard FCFA** contre un déficit de 818,2 millions FCFA en 2019.

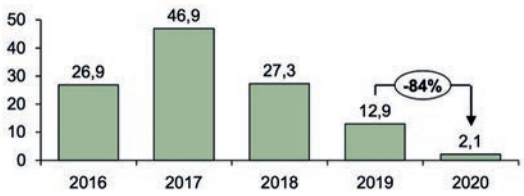
Les impôts dus par la société au titre de la gestion 2020 ont baissé de 72%, pour s'établir à 166,49 millions FCFA (155,92 millions FCFA d'impôts et taxes et 10,57 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le ratio d'endettement de la TRCI s'est fixé à 2,94% en 2020 contre 2,48% en 2019.

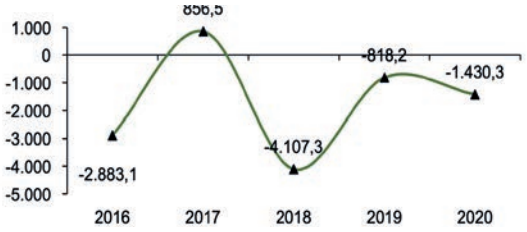
PRODUCTION VENDUE ET PRODUCTION RÉCOLTÉS *(en Tonnes)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards F CFA)*

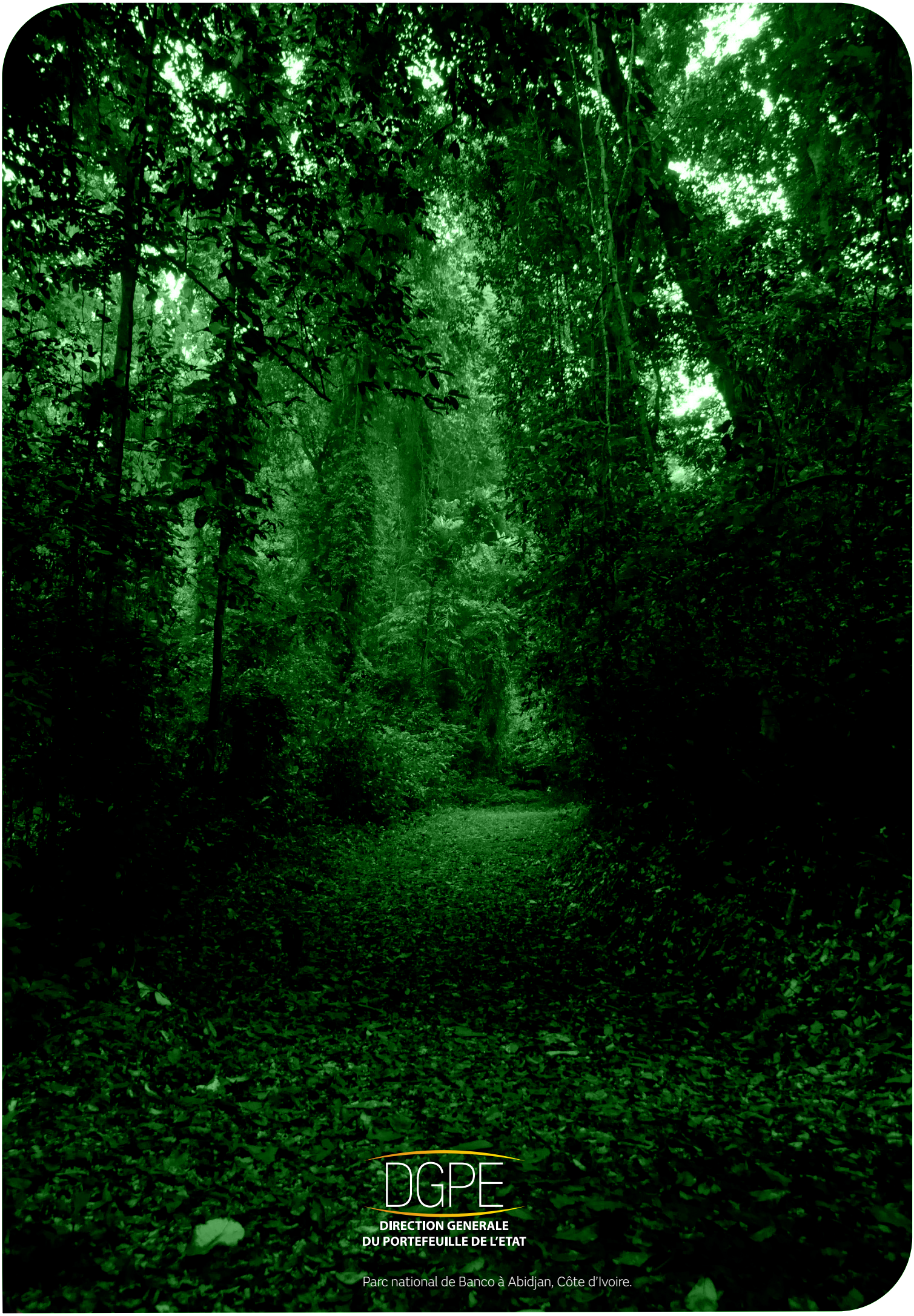


RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Baisse continue des performances commerciales depuis la vente en 2018 de l'usine de transformation de caoutchouc.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

Parc national de Banco à Abidjan, Côte d'Ivoire.

AGRICULTURE & MINES

MINES

La **SODEMI** a bénéficié de revenus financiers d'un montant de 12,05 ainsi que de revenus de cession d'un montant de 15,78 milliards FCFA, lui permettant de dégager un résultat net de 20,78 milliards FCFA en 2020 contre 3,28 milliards FCFA en 2019

DES PERFORMANCES TECHNIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES ENTREPRISES DU SECTEUR MINIER EN FORTE PROGRESSION NONOBSTANT LE CONTEXTE DE CRISE MONDIALE LIÉE À LA PANDÉMIE À CORONAVIRUS

L'essor du secteur minier ivoirien observé ces dernières années est la résultante des réformes engagées par l'administration minière, dont la plus importante est l'adoption de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier. Cette loi a significativement amélioré l'environnement des affaires et sécurisé les investissements réalisés dans ce secteur.

Ainsi, les permis de recherche valides sont passés de cent cinquante-deux (152) en 2014 à cent soixante-huit (168) en 2019 et cent soixante-dix-sept (177) en 2020, soit des hausses respectives de 10,53% et 16,45%. L'or demeure la substance minérale la plus recherchée avec cent soixante-huit (168) permis de recherche en cours de validité contre cent quarante-six (146) en 2019, et représente 94,91% des demandes totales. De même, les permis d'exploitation sont passés de onze (11) en 2014 à dix-huit (18) en 2019 et vingt-trois (23) en 2020, soit des progressions respectives de 63,64% et 109,09%. Le portefeuille 2020 de permis d'exploitation est composé de douze (12) permis pour l'or, quatre (4) permis pour le manganèse, un (1) permis pour la bauxite, un (1) permis pour le nickel, un (1) permis pour la colombo-tantalite et quatre (4) permis pour l'eau minérale. Grâce à ces sociétés, les quantités de minerais produites par la Côte d'Ivoire en 2020 sont estimées comme suit :

- **Or :** 38,269 tonnes contre 32,478 tonnes en 2019, portée principalement par les sociétés Tongon SA (+12%), AGOLD Hiré (+41%) et les sociétés du Complexe d'Ity (SMI et SMD) (+37%) ;
- **Manganèse :** 1 247 516 tonnes contre 1 181 804 tonnes en 2019, portée principalement par la société Shiloh Manganèse (42,04%) ;
- **Nickel :** 1 227 722 tonnes contre 660 144 tonnes en 2019 ;
- **Bauxite :** 272 294,520 tonnes en 2020, première année de production de la société LEB.

Sur un plan commercial, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises du secteur s'élève à 930,34 milliards FCFA contre 724,39 milliards FCFA en 2019. Les produits d'exploitation globaux se sont établis à 1 108,63 milliards FCFA, en hausse de 29,23% par rapport à 2019, contre une progression des charges d'exploitation de 20,67%, se fixant à 790,33 milliards FCFA.

Le résultat d'exploitation des sociétés du secteur est ressorti bénéficiaire de 318,3 milliards FCFA contre un bénéfice de 202,93 milliards FCFA en 2019. Toutefois, l'activité financière des entreprises du secteur se solde par un déficit de 17,73 milliards FCFA contre un bénéfice de 4,5 milliards FCFA en 2019. Le résultat HAO est, quant à lui, bénéficiaire de 17,97 milliards FCFA bien qu'en baisse de 59,25%. Le résultat net cumulé du secteur qui en résulte est bénéficiaire de 245,22 milliards FCFA contre un bénéfice de 207,27 milliards FCFA en 2019.

Cette bonne performance est essentiellement portée par trois (3) sociétés d'exploitation d'or et une (1) société d'exploration ayant cédé des permis de recherche :

- **TONGON SA :** un bénéfice de 90,79 milliards FCFA contre 44,31 milliards FCFA en 2019 ;
- **HGM :** un bénéfice de 35,85 milliards FCFA contre 14,74 milliards FCFA en 2019 ;
- **PMCI :** un bénéfice de 37,46 milliards FCFA contre 5,88 milliards FCFA en 2019 ;
- **SODEMI :** un bénéfice de 20,78 milliards FCFA contre 3,28 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, quatre (4) sociétés dégradent les performances du secteur des Mines. Il s'agit de BGM (-178,14%), LEB (-217,38%), CMB (-158,76%) et IMMSA (-274,08%). Au demeurant, le secteur minier a généré, en 2020, au titre des impôts, un montant de 121,12 milliards FCFA (47,62 milliards FCFA d'impôts et taxes et 73,27 milliards FCFA d'impôt BIC) contre 82,05 milliards FCFA en 2019. En ce qui concerne les dividendes, les sociétés minières ont distribué un montant total brut de 105,68 milliards FCFA dont 10,568 milliards FCFA revenant à l'Etat de Côte d'Ivoire.

SA - AGO

AGBAOU GOLD OPERATIONS

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 janvier 2012
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres 39,5 milliards FCFA (-82%)
Part de l'Etat 15% (y compris SODEMI)
CA 105 milliards FCFA (-6%)
Résultat Net 14,3 milliards FCFA (-57%)

PCA BERNASCONI Pascal
DG KASSOUM Ouattara Ekra
Adm. MBPE DOSSO Adama
Adm. MMG COULIBALY Seydou
Effectif 427 (+41%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ENDEAVOUR MINING	84,98
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SODEMI	5,00
ACTIONNAIRES MINORITAIRES	0,02

AGBAOU Gold Operations SA (AGO) est une société à participation financière publique minoritaire, détenue à hauteur de 85% par le groupe Endeavour Mining. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au titre de l'exercice 2020, la société AGO a traité environ 2,74 millions de tonnes sèches contre 2,70 millions de tonnes sèches en 2019. La moyenne totale de la teneur du minerai usiné s'est fixée à 1,28 g/t en 2020, contre 1,62 g/t en 2019, soit une baisse de 21%. Quant à la production d'or, elle est en recul de 23,41% par rapport à 2020 et s'établit à 104 921 onces contre 137 006 onces en 2019.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société est passé de 112,02 milliards FCFA en 2019 à 105,04 milliards FCFAen 2020.** Ce repli du chiffre d'affaires s'explique par la baisse (de 23%) de la quantité de minerai vendue. Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une baisse de 5,7%, passant à 116 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 91,78 milliards FCFA contre 85,97 milliards FCFA en 2019. Cette augmentation est portée principalement par les achats et variation de stocks qui sont passés de 19,11 milliards FCFA en 2019 à 20,09 milliards FCFA en 2020, en raison de la hausse des tonnes traitées à l'usine.
Il résulte de ce qui précède un résultat d'exploitation excédentaire de 24,26 milliards FCFA contre un excédent de 37,02 milliards FCFA en 2019. A ce résultat, s'ajoute un résultat financier excédentaire de 482 millions FCFA contre un excédent de 6 879 millions FCFA en 2019.

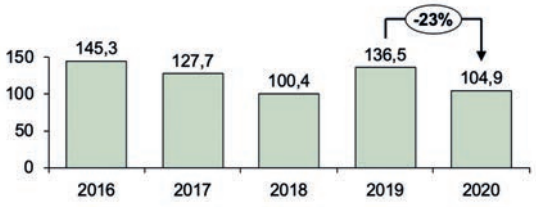
En définitive, **AGO a dégagé un résultat net excédentaire de 14,29 milliards FCFA** contre un excédent de 33,64 milliards FCFA en 2019.
En outre, les impôts dus par la société AGO au titre de l'exercice 2020 ont augmenté, passant de 17,17 milliards FCFA en 2019 à 18,46 milliards FCFA (BIC : 10,45 milliards FCFA ; impôts et taxes : 8,01 milliards FCFA).

Enfin, les dettes financières se chiffrent à 8,62 milliards FCFA contre 5,05 milliards FCFA en 2019, induisant un ratio d'endettement de 8,1% contre 1,8% en 2019.
En perspectives, il est à noter que le Groupe Endeavour Mining a cédé ses 85% d'intérêts dans la mine d'Agbaou à la société Allied Gold Corp. Le nouvel actionnaire majoritaire prévoit le prolongement de la durée de vie de la mine d'or d'Agbaou qui devait initialement fermer en 2022 à travers la mise en œuvre d'un programme ambitieux d'exploration déjà en cours de déploiement, permettant ainsi de préserver les emplois et programme de développement communautaire.

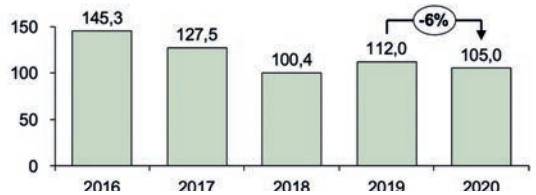
FAITS MARQUANTS

- Financement du Comité de Développement Minier Local (CDLM) de Agbaou à hauteur de 521,76 millions FCFA ;
- Financement à hauteur de 131,68 millions FCFA, dans le cadre, d'une part, d'un appui matériel et financier de AGO aux couches sociales locales et administratives et, d'autre part, de la lutte contre la Covid-19, d'un prix d'excellence scolaire au bénéfice des élèves des écoles primaires des villages impactés par le projet AGO, d'une bourse d'excellence aux 10 meilleurs élèves desdites écoles entrant au secondaire, et d'un programme de développement des compétences de jeunes issus de la communauté (stage professionnel dans différents départements de AGO pour 8 jeunes sans expérience pendant 12 mois).

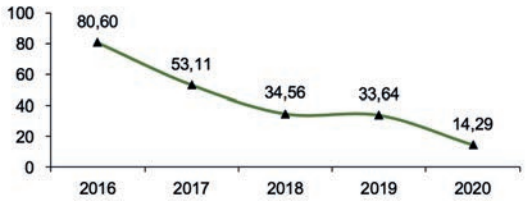
QUANTITÉ D'OR VENDUE *(en milliers d'once)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

BGM

AFRIQUE GOLD / BONIKRO GOLD MINE

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 septembre 2006
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres -21,0 milliards FCFA
Part de l'Etat 10%
CA 17,1 milliard FCFA (+1%)
Résultat Net -22,6 milliards FCFA

PDG DIPLO Gnahoa Jean Claude
Adm. MBPE N'GOM née CAMARA Aminata
Adm. MIG NIANSOUNOU Jean Albert

RÉPARTITION DU CAPITAL

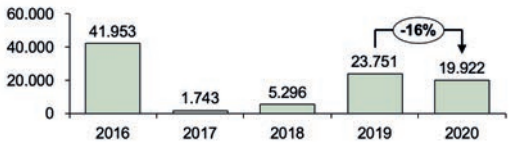
Sociétés	(%)
AFRIQUE GOLD MAURITIUS	89,89
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
MIAN MICHEL	0,11

La **société Afrique Gold / Bonikro Gold Mine (BGM)** a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées de la mine de Bonikro.
BGM n'a pu mener des activités d'extraction de minerai du fait de la fermeture provisoire de la fosse depuis 2015. Toutefois, l'usine a traité 957 000 de tonnes de minerai du stock existant, avec une teneur moyenne de 0,67g/t pour un taux de récupération de 98,9%. Cette quantité de minerai a permis de produire 19 922 onces d'or (619,64 kg), en baisse de 16% par rapport à 2019.
Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a progressé de 1,1% pour s'établir à 17,08 milliards FCFA**, imputable essentiellement à la hausse du prix de l'or passant d'une moyenne annuelle de 1 342 dollars US par once en 2019 à une moyenne de 1 730 dollars US par once en 2020. Les produits d'exploitation ont connu une hausse de 22% pour s'établir à 57,54 milliards FCFA en raison, outre le chiffre d'affaires, de la hausse des revenus liés à la refacturation de l'activité de traitement du minerai provenant des fosses de Hiré et à la facturation des locations d'équipement d'extraction minière et de partage de service à l'entité Hiré Gold Mine, en vertu des contrats de partage liant les 2 entités, ainsi qu'en raison de l'augmentation de l'activité minière a Hiré.
Les charges d'exploitation s'élèvent à 72,9 milliards FCFA contre 58,3 milliards FCFA en 2019. Cette augmentation est principalement portée d'une part par le poste «Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations», qui a augmenté de 9,9 milliards FCFA, et d'autre part par le poste «Services extérieurs» qui a augmenté de 3 milliards en raison de la politique mise en place pour la lutte contre la pandémie de COVID-19, qui a entrainé les déplacements exceptionnels des sous-traitants et consultants dans le strict respect des mesures barrières, et la flambée des coûts de prestations liées au risque de contamination.
Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 15,36 milliards FCFA, contre un déficit de 11,12 milliards FCFA en 2019, soit une dégradation de 38%.
En outre, l'activité financière s'est soldée par un déficit de 6,9 millions FCFA contre un déficit de 1,36 milliard FCFA en 2019, en raison principalement de la hausse des transferts de charges financières de 82%.
En définitive, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 22,6 milliards FCFA** contre un bénéfice de 28,92 milliards FCFA en 2019. Les impôts dus à l'Etat sur 2020 ont connu une baisse de 186%, se fixant à 2,95 milliards FCFA. Enfin, les dettes financières nettes s'élèvent à 16,08 milliards FCFA contre 6,72 milliards FCFA en 2019.
En perspectives, BGM prévoit la poursuite de la mise en œuvre du programme ambitieux d'exploration ainsi que l'extension de la capacité de traitement de l'usine de Bonikro pour en améliorer le rendement.

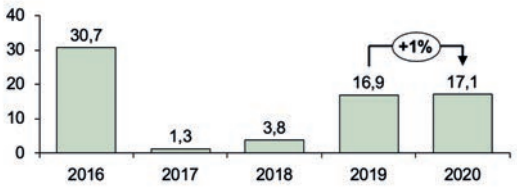
FAITS MARQUANTS

- Appui global de 180 millions de FCFA offert par la société BGM, dont 150 millions FCFA sous forme de chèques à l'attention de l'administration centrale, et 30 millions FCFA sous forme de dons en matériaux médicaux, de vivres et non-vivres, et de formation pour les parties prenantes locales afin d'appuyer le gouvernement dans la lutte contre la Covid-19 ;
- Acquisition de nouveaux équipements (Dump truck, excavateurs, etc.) pour le démarrage des activités du Push Back 5 (PB5) courant premier semestre 2021 ;
- Renouvellement par l'Autorité de radioprotection, de sûreté et de sécurité nucléaires (ARSN) des licences de détention et de stockage valable jusqu'au 22 septembre 2023.

QUANTITÉ D'OR VENDUE *(en once)*

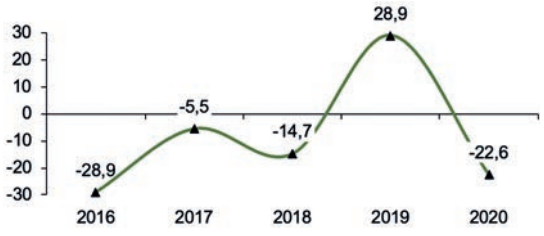


CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*

RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



HGM

AFRIQUE HIRÉ/ HIRÉ GOLD MINE

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 décembre 2014
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 88,6 milliards FCFA (+39%)
Part de l'Etat 10%
CAs 92 milliards FCFA (+138%)
Résultat Net 35,8 milliards FCFA (+143%)
PDG DIPLO Gnahoa Jean Claude
Adm MPMBPE Adama SALL
Adm MIM NIANSOUNOU jean Albert

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
AFRIQUE GOLD MAURITIUS	89,89
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
MIAN MICHEL	0,11

La société **Hiré Gold Mine SA (HGM)** a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au titre de l'activité minière, la quantité de minerai extraite s'élève à 1 450 millions tonnes contre 987 millions tonnes en 2019 avec une teneur moyenne de 2,39 g/t. La production d'or qui en découle s'est établie à 89 801 onces contre 50 479 onces en 2019. Cette embellie de la production s'explique par l'effet conjugué de la hausse du tonnage de minerai traité (18%) et de la teneur (60%).

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a progressé de 137,6%, s'établissant à 91,96 milliards FCFA.** Cette hausse est imputable à la hausse du prix de vente (28%) et de la quantité de minerai vendue (63%).

Les produits d'exploitation ont connu une hausse de 67%, en s'établissant à 119,70 milliards FCFA, en raison de la progression des postes «ventes des produits fabriqués», «produits stockés» et «autres produits » respectivement de 53,25 milliards FCFA, 5,47 milliards FCFA et 5,19 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 20%, se fixant à 72,14 milliards FCFA. Cette hausse est portée principalement par les postes «Services extérieurs», «Impôts et taxes» et «Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» qui ont progressé respectivement de 22%, 126% et 5%.

Le résultat d'exploitation est ressorti bénéficiaire de 47,56 milliards FCFA contre 11,95 milliards FCFA en 2019. A ce résultat s'ajoute un résultat financier qui s'est établi à 36,56 millions FCFA contre 2,79 milliards FCFA en 2019, en raison principalement de la baisse des revenus financiers et assimilés de 98%.

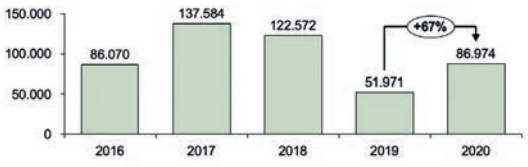
En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 35,85 milliards FCFA** contre un excédent de 14,74 milliards FCFA en 2019.
Par ailleurs, les impôts dus à l'Etat sur 2020 ont connu une hausse de 679%, s'établissant à 17,6 milliards FCFA contre 2,5 milliards FCFA (impôt et taxes) en 2019.
Enfin, les dettes financières se sont maintenues à 5,5 milliards FCFA, entrainant un ratio d'endettement de 4,8 % contre 3,88% en 2019.

En perspectives, HGM prévoit la poursuite de la mise en œuvre du programme ambitieux d'exploration qui a permis d'étendre la durée de vie de la mine jusqu'en 2026 suivant les réserves actuelles. La société HGM entend également poursuivre l'intensification des activités de production et commerciales ainsi que l'optimisation des charges d'exploitation dans l'optique de l'amélioration de ses performances économique et financière.

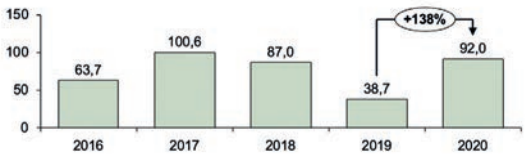
FAITS MARQUANTS

- Les investissements CDLM 2020 se sont établis à hauteur de 694 millions FCFA et ont porté sur les trois domaines d'intervention communautaire de la société HGM que sont respectivement les activités génératrices de revenus (40,5%), la santé (33,9%) et l'éducation (25,6%).

QUANTITÉ D'OR VENDUE *(en once)*

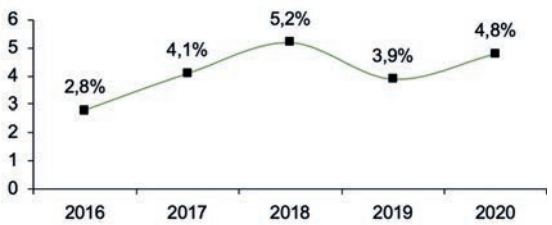


CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*

RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



CMB SA

COMPAGNIE MINIÈRE DU BAFING

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 5 décembre 2016
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres -5,2 milliards FCFA (-43%)
Part de l'Etat 15% (y compris SODEMI)
CA 25,6 milliards FCFA (-9%)
Résultat Net -1,6 milliard FCFA

PCA COULIBALY Dognimé
DG PEPPAS Apostolos
Adm MBPE ANGORA N'Diamoi Stéphane
Adm MMG GOUTHON née KOFFI Affoué Roseline

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
IC NICKEL	85,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SODEMI	5,00

La **Compagnie Minière du Bafing (CMB SA)** est membre du groupe IC NICKEL Ltd. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements de nickel et les substances associées.

Au cours de l'exercice 2020, **la quantité de nickel produite par la CMB s'est établie à 1,35 million tonnes**, en hausse de 102,6%.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 9%, s'établissant à 25,59 milliards FCFA, en raison principalement de la chute du prix de vente de 16,4%, se fixant à 24 000 FCFA/tonne ; et ce en dépit de la hausse de la quantité vendue de 8,9% pour s'établir à 1,07 million tonnes. Aussi, une production stockée d'un montant de 2,79 milliards FCFA a été enregistrée. Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une baisse de 1,7%, en se fixant à 28,46 milliards FCFA.

En outre, les charges d'exploitation s'élèvent à 29,93 milliards FCFA contre 26,17 milliards FCFA en 2019. Cette évolution est liée à la hausse des postes «transports» (16,38 milliards FCFA, +20,6%), «autres charges» (7,82 milliards FCFA, +60,7%) et «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» (3,04 milliards FCFA, +16,7%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 1,47 milliard FCFA contre un excédent de 2,8 milliards FCFA en 2019. A ce résultat, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 90,56 millions FCFA contre un déficit de 135,35 millions FCFA en 2019.

En définitive, **le résultat net est ressorti déficitaire de 1,56 milliard FCFA contre un excédent de 2,66 milliards FCFA 2019**.

Les impôts dus par la société sur 2020, constitués essentiellement d'impôts et taxes, se sont établis à 587,74 millions FCFA contre 763,45 millions FCFA en 2019, soit une baisse de 23%.

Enfin, l'endettement financier de la CMB s'est fixé à 20,52 milliards FCFA contre 23,22 milliards FCFA en 2019.

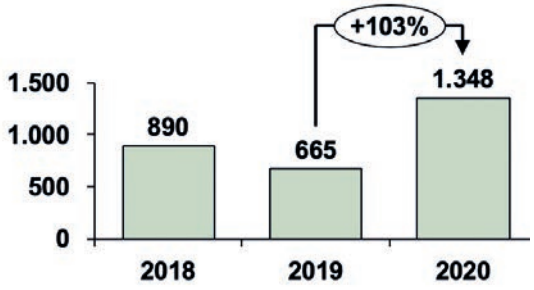
Le ratio d'endettement s'établit à 60,9% contre 62,7% en 2019.

En perspectives, la CMB prévoit l'intensification de ses activités de production et commerciale ainsi que l'optimisation de ses charges d'exploitation dans l'optique de l'amélioration de ses performances économique et financière.

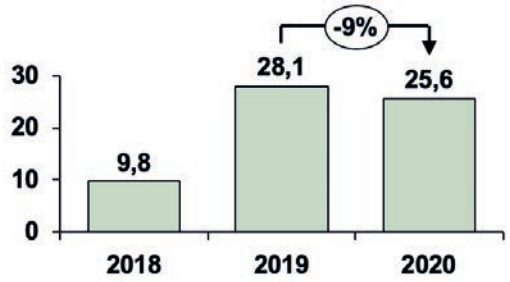
FAITS MARQUANTS

- Résolution des problèmes de congestion au port d'Abidjan, ce qui a permis la mise en œuvre convenable du programme d'exportation

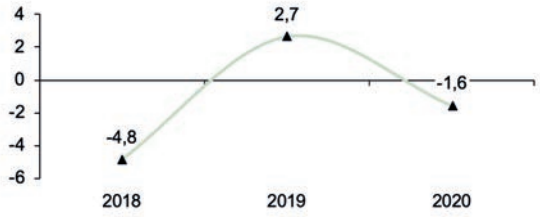
QUANTITÉ PRODUITE *(en Milliers de Tonnes)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



CML

COMPAGNIE MINIÈRE DU LITTORAL

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 juin 2010
Date d'entrée en exploitation 2013
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 3,6 milliards FCFA (-47,04%)
Part de l'Etat 61% (y compris SODEMI)
CA 26 milliards FCFA (-13,65%)
Résultat Net 1,8 milliard FCFA (-69,4%)

PCA LEGRE Dakpa Philippe
DG ZHENG Yuanwen
Adm MBPE KOUASSI K. Fernand
Adm MMG KOFFI Gnahley Marc
Effectif 151 (+23%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SODEMI	51,00
CGM	39,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00

La **Compagnie Minière du Littoral (CML)** est une société à participation financière publique majoritaire qui a pour mission de mettre en valeur le gisement de manganèse de LAUZOUA.

Au cours de l'exercice 2020, la CML a enregistré une production de 423 511 tonnes de minerai de manganèse marchands (355 729 tonnes de grossier et 67 782 tonnes de fine) contre 498 130 tonnes en 2019. Ce recul est principalement dû à la crise sanitaire liée à la COVID-19 ayant entraîné sur la mine des contraintes inhérentes à l'application des mesures de prévention du 17 mars à fin juillet 2020.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a diminué de 13,6% pour s'établir à 26,03 milliards FCFA** contre 30,15 milliards FCFA en 2019. Ce repli de l'activité commerciale est principalement dû à la baisse des quantités vendues de 5,5%, passant à 485 170 tonnes.

Ainsi, les produits d'exploitation se sont fixés à 26,18 milliards FCFA, en baisse de 14,5% par rapport à l'exercice 2019. Les charges d'exploitation ont également enregistré une baisse de 0,9% pour s'établir à 22,56 milliards FCFA. Ce repli est la résultante de la hausse du poste «charges de personnel» de 40,6% en s'établissant à 3,74 milliards FCFA et de la baisse du montant des postes «autres charges» (-14,6%), «autres Achats» (-13,8%), «services extérieurs» (-6,3%) et «impôts et taxes» (-4,9%).

Le résultat d'exploitation qui en découle a chuté de 56,2%, s'établissant à un excédent de 3,62 milliards FCFA. En outre, le résultat financier s'est soldé par un déficit de 837,8 millions FCFA contre un déficit de 469,78 millions FCFA en 2019, dû à l'absence de reprise de provisions financières.

En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 1,57 milliards FCFA** contre un bénéfice de 5,13 milliards FCFA réalisé en 2019.

Par ailleurs, les impôts dus au titre de la gestion 2020 par la CML s'établissent à 2,4 milliards FCFA (BIC : 1,18 milliards FCFA ; impôts et taxes : 1,22 milliard FCFA) contre 3,95 milliards FCFA en 2019.

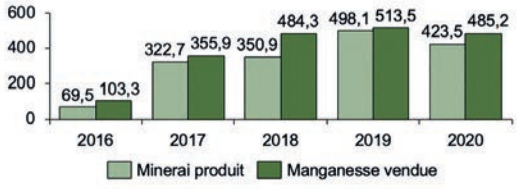
Enfin, les dettes financières se chiffrent à 4,01 milliards FCFA contre 4,64 milliards FCFA en 2019. Il en résulte un ratio d'endettement de 21,6% contre 20% en 2019.

En perspectives, la CML prévoit, en 2021, la mise en œuvre du projet de construction d'une usine de transformation et le renouvellement de son Permis d'exploitation n°36, en vue de garantir la continuité de son exploitation. A cet égard, il est programmé la poursuite des recherches et l'estimation des réserves additionnelles sur ledit permis.

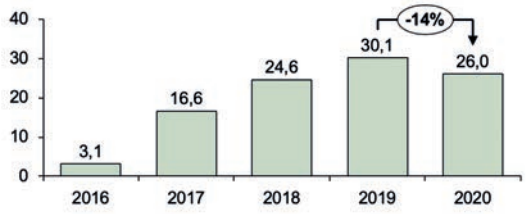
FAITS MARQUANTS

- Démarrage des activités de l'usine d'enrichissement des moyennes et basses teneurs (EMBT) ;
- Démarrage du processus de contractualisation avec l'Etat de Côte d'Ivoire à travers l'adoption du Plan Stratégique de Développement quinquennal.

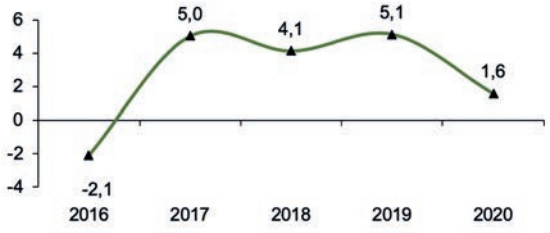
PRODUCTIONS *(en Milliers de tonnes)*



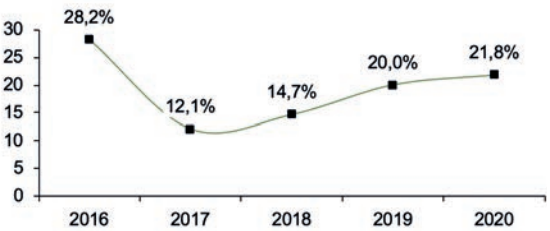
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FOREMI

SOCIÉTÉ DE FORAGE MINIER

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 octobre 1998
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres -2,9 milliards FCFA
Part de l'Etat 49%
CA 5 milliards FCFA (+70%)
Résultat Net -452,9 millions FCFA (+6%)

PCA CHARMENSAT Jean-Pierre
DG SOMONIN Denis
Adm MMG DIABATE Abdramane

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SODEMI	49,00
FORACO CI	45,00
FORACO INTER	4,90
DIVERS PRIVÉS	1,10

La **Société de Forage Minier (FOREMI)** est une société anonyme née de la volonté de la SODEMI de renforcer son expertise dans les activités de forage. Son capital social est reparti entre la SODEMI et la société française FORACO.

Au cours de l'exercice 2020, **la FOREMI a réalisé un total de 208 334 mètres de forage** contre 180 618 mètres en 2019.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la FOREMI a progressé de 70%, se fixant à 5,04 milliards FCFA**. Cette évolution s'explique par la hausse des marchés obtenus auprès des sociétés d'exploration minières. Les produits d'exploitation ont ainsi connu une hausse de 70,9%, en se situant à 5,07 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5,5 milliards FCFA, en hausse de 59,3%. Cette progression est principalement due à celle des postes «autres achats» (2,91 milliards FCFA, +60,3%), «services extérieurs» (1,72 milliard FCFA, +20,4%), et «charges de personnel» (563,04 millions FCFA, +626,3%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 427,27 millions FCFA contre un déficit de 483,66 millions FCFA en 2019.

En définitive, **le résultat net est ressorti déficitaire de 452,95 millions FCFA** contre un déficit de 483,92 millions FCFA en 2019.

En outre, les impôts dus par la FOREMI sur 2020 ont augmenté de 863,1%, passant de 16,68 millions FCFA en 2019 à 160,6 millions FCFA (BIC : 25,68 millions FCFA ; impôts et taxes : 134,92 millions FCFA).

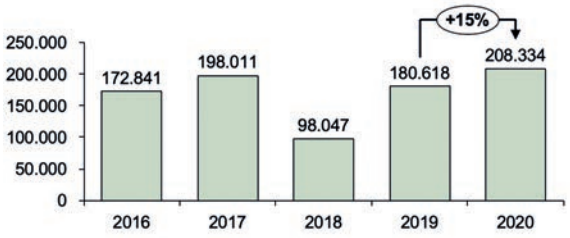
Enfin, l'endettement financier de la FOREMI s'est fixé à 34,91 millions FCFA contre 60,14 millions FCFA en 2019.

Le ratio d'endettement s'établit à 0,18% contre 0,37% en 2019.

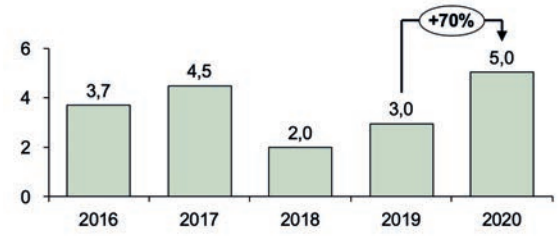
En perspectives, FOREMI prévoit l'intensification de ses activités de forage miniers ainsi que l'optimisation de ses charges d'exploitation dans l'optique de l'amélioration de ses performances économique et financière.

FAITS MARQUANTS

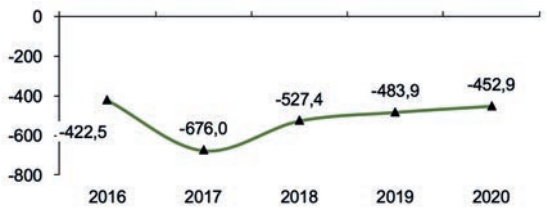
MÉTRAGE (PROFONDEUR FORÉE)
annuel réalisé



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



IMMSA

IVOIRE MANGANÈSE MINES SA

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 juillet 2013
Capital social 610 millions FCFA
Capitaux propres -741,5 millions FCFA (-32%)
Part de l'Etat 10%
CA 711,2 millions FCFA (-33%)
Résultat Net -179,9 millions FCFA

PCA BAJLA SACHIN
DG BARIK N. PRASAD
Adm MBPE SEA Hilaire
Adm MMPE COULIBALY Brahima

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NTDMCC	89,60
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
DIVERS PRIVÉS	0,40

La **société Ivoire Manganèse Mines SA (IMMSA)** est une filiale du groupe TAURIAN MANGANESE. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements de manganèse et les substances associées dans la localité de Kaniasso (Odienné).

Au cours de l'exercice 2020, **IMMSA a produit 19 033 tonnes de manganèses** contre 18 817 tonnes en 2019.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 32,8%, s'établissant à 711,17 millions FCFA**. Cette baisse est principalement imputable au prix de vente qui a régressé en passant de 3,1 dollars US/DMtu en 2019 à 2,7 dollars US/DMtu en 2020. En outre, une production stockée d'un montant de 445,98 millions FCFA a été enregistrée. Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une baisse de 33,2%, en se fixant à 1,16 milliard FCFA.

Les charges d'exploitation s'élèvent, quant à elles, à 1,25 milliard FCFA contre 1,46 milliard FCFA en 2019. Cette évolution est liée à celle des postes «services extérieurs» (269,5 millions FCFA, -15,8%), «impôts et taxes» (53,19 millions FCFA, -64,8%) et «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» (287 millions FCFA, -31,1%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 89,1 millions FCFA contre un excédent de 275,46 millions FCFA en 2019. A ce résultat, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 87,21 millions FCFA contre un déficit de 191,85 millions FCFA en 2019.

En définitive, **le résultat net est ressorti déficitaire de 179,86 millions FCFA** contre un excédent de 103,32 millions FCFA 2019.

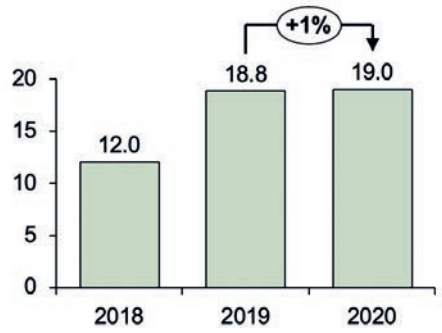
En outre, les impôts dus par la société IMMSA sur 2020 ont baissé de 62,5%, passant à 56,74 millions FCFA (BIC : 3,55 millions FCFA ; impôts et taxes : 53,19 millions FCFA). Enfin, l'endettement financier de IMMSA s'est fixé à 1,08 milliard FCFA contre 1,36 milliard FCFA en 2019.

Le ratio d'endettement s'établit à 31,1% contre 38,2% en 2019.

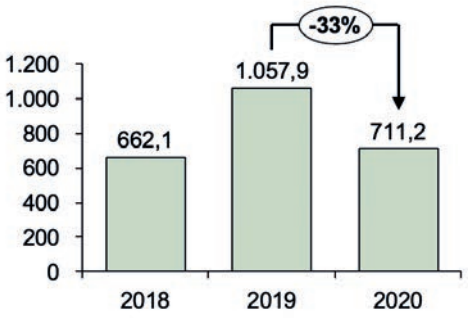
En perspectives, IMMSA prévoit l'intensification de ses activités d'exploitation, de production et de commercialisation des métaux ainsi que l'optimisation de ses charges d'exploitation dans l'optique de l'amélioration de ses performances économique et financière.

FAITS MARQUANTS

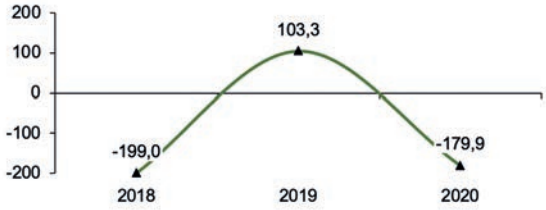
QUANTITÉ PRODUITE *(en Milliers de Tonnes)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



LEB

LAGUNE EXPLOITATION BONGOUANOU

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 mars 2017
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres -1,7 milliard FCFA
Part de l'Etat 10%
CA 726,4 millions FCFA
Résultat Net -2,3 milliards FCFA

PDG BICTOGO MOUMINI
Adm MBPE ASSA Kouassi Georges
Adm MMPE AHOBA Georges

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NTDMCC	89,60
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
DIVERS PRIVÉS	0,40

Lagune exploitation Bongouanou (LEB) est une entreprise minière qui a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation de bauxite.

En 2020, **la quantité de bauxite brute produite par LEB s'est établie à 255 454,26 tonnes** pour une prévision de 1,2 million tonnes, soit un taux de réalisation de 21,30%.

Sur le plan commercial, **LEB a enregistré un chiffre d'affaires de 726,43 millions FCFA**, correspondant à la vente de 71 552 tonnes de bauxite brute. En outre, le montant du poste «production stockée» s'est fixé à 982,71 millions FCFA. Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une hausse de 500,1%, s'établissant à 1,8 milliard FCFA.

Les charges d'exploitation ont également connu une hausse de 299,8%, se fixant à 4,08 milliards FCFA. Cette hausse s'explique principalement par le niveau du poste «transports» qui a enregistré une hausse de 9221%, en passant à 2,01 milliards FCFA.

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 2,28 milliards FCFA contre un déficit de 720,46 millions FCFA en 2019.

En définitive, **le résultat net est ressorti déficitaire de 2,3 milliards FCFA** contre un déficit de 725,21 millions FCFA en 2019.

Par ailleurs, les impôts et taxes dus sur l'exercice 2020 se sont élevés à 111,35 millions FCFA en hausse de 223,2% par rapport à 2019.

Enfin, les dettes financières de LEB se fixent à 993,72 millions FCFA contre 7,99 millions FCFA 2019.

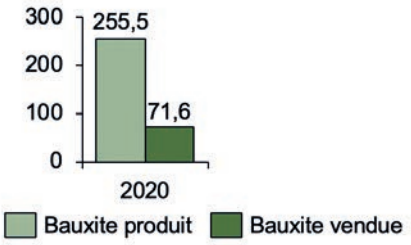
Le ratio d'endettement s'établit à 14,6% contre 0,1% en 2019.

En perspectives, LEB prévoit, avec le relèvement des cours mondiaux en 2021, la production et la commercialisation de 1,25 million de tonnes de bauxite brute et la réalisation d'actions devant concourir, in fine, à la fabrication de bauxite calcinée.

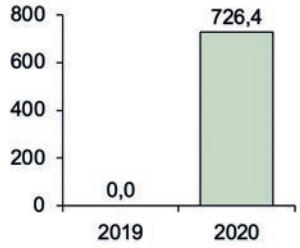
FAITS MARQUANTS

- Démarrage en mars 2020 des activités de production et de commercialisation de la bauxite brute ;
- Suspension, à partir de juin 2020, des activités de production et de commercialisation de bauxite brute, en raison de la non-viabilité de cette activité compte tenu du faible niveau des cours mondiaux.

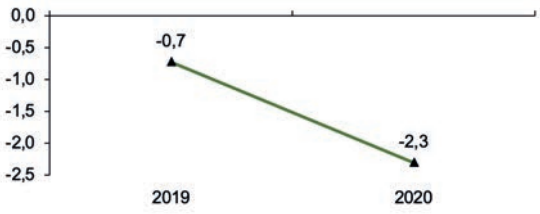
PRODUCTIONS *(en Milliers de tonnes)*



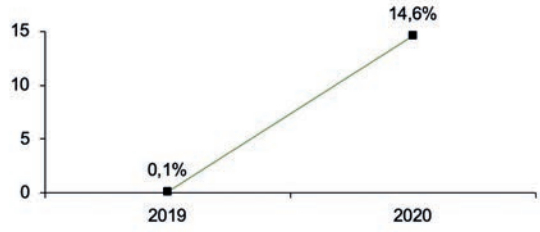
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



PMCI

PERSEUS MINING CÔTE D'IVOIRE

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1 octobre 2012
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres 37,6 milliards FCFA (+17%)
Part de l'Etat 10%
CA 93,6 milliards FCFA (+36%)
Résultat Net 37,5 milliards FCFA (+537%)

PCA Quatermaine JEFFREY
DG Merlin THOMAS
Adm MBPE KOUA Assemien Paul
Adm MMG COULIBALY Ibrahim

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PERSEUS MINING LIMITED	86,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SOCIÉTÉ MINIÈRE DE CÔTE D'IVOIRE (SODMICI)	4,00

Perseus Mining Côte d'Ivoire (PMCI) est membre du **groupe Perseus Mining Limited**. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.
Au cours de l'année 2020, la quantité d'or produite par la PMCI a connu une hausse de 14,5% pour s'établir à 99 267 onces. Cette hausse s'explique par les augmentations constatées respectivement au niveau de la quantité extraite qui s'est établie à 1,68 million tonnes de minerai traité contre 1,65 million tonnes en 2019 et de la teneur qui s'est établie à 2,2 g/t contre 1,36 g/t en 2019.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de PMCI a progressé de 36% pour se fixer à 93,61 milliards FCFA.** Cette hausse s'explique par l'augmentation de la quantité d'or vendue qui est passée de 85 156 onces en 2019 à 97 780 onces en 2020.
Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 110,26 milliards FCFA contre 79,31 milliards FCFA en 2019. Cette augmentation est due principalement à l'évolution des postes «ventes des produits fabriqués» (+24,97 milliards FCFA), «production immobilisée» (+2,08 milliards FCFA) et «production stockée» (+3,93 milliards FCFA).

Les charges d'exploitation ont connu une baisse de 8%, se fixant à 66,64 milliards FCFA. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des postes «achats et variation de stocks» (-1,22 milliard FCFA), «services extérieurs» (-1,35 milliard FCFA) et «impôts et taxes» (-0,82 milliard FCFA).
Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 43,63 milliards FCFA contre un excédent de 7,27 milliards FCFA en 2019. A ce résultat, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 6,17 milliards FCFA contre un déficit de 1,41 milliard FCFA en 2019, en raison du recul des revenus financiers de 84% et de la hausse des charges financières de 290%.

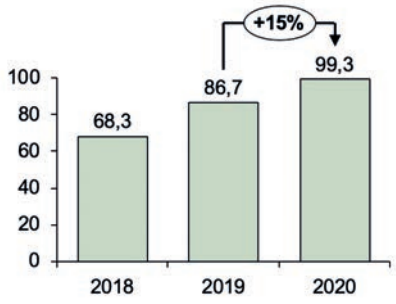
En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 37,46 milliards FCFA** contre un déficit de 5,88 milliards FCFA en 2019.
Les dividendes distribués aux actionnaires, au titre de l'exercice 2020 se fixent à 8 milliards FCFA contre 8,9 milliards FCFA en 2019. Les impôts dus sur 2020, essentiellement constitués d'impôts et taxes, se sont, quant-à-eux, établis à 4,88 milliards FCFA contre 4,05 milliards FCFA en 2019.
Enfin, les dettes financières de PMCI se fixent à 4,03 milliards FCFA contre 2,07 milliards FCFA 2019, entrainant un ratio d'endettement de 6,3% contre 2,5% en 2019.

En perspectives, PMCI prévoit le prolongement de la durée de vie de la mine qui devrait fermer en 2022 sur la base des réserves actuelles. La société entend, à cet effet, développer les gisements de Fimbiasso et de Bagoe.

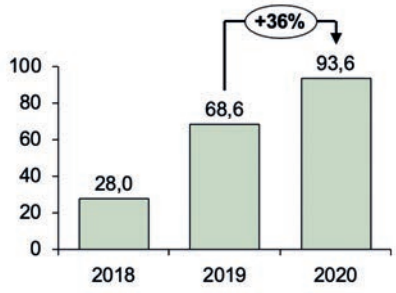
FAITS MARQUANTS

- Réalisation d'un projet d'électrification rurale dans la sous-préfecture de Tengrela pour un montant de 92 millions FCFA ;
- Allocation d'un budget total de 118 millions FCFA à la Côte d'Ivoire suite à l'éclatement de la pandemie du Covid-19 reparti comme suit :
  - 24 millions FCFA pour chacune des deux mines (Mines Yaouré et Sissingué) ;
  - 40 millions FCFA au Ministère de la Santé ;
  - 20 millions FCFA au Ministère des Affaires Sociales ;
  - 10 millions FCFA au Ministère de tutelle (Mines et Géologie) ;
- Contribution de PMCI au CDLM de Sissingué au cours de l'année 2020 à hauteur de 351 millions FCFA.

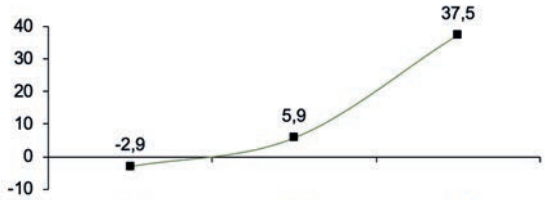
QUANTITÉ D'OR PRODUITE *(en Milliers d'onces)*



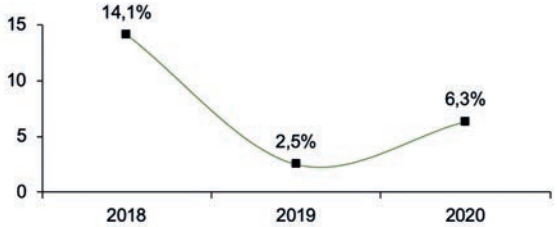
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



PMY

PERSEUS MINING YAOURÉ

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 mai 2019
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 374,8 millions FCFA (-10%)
Part de l'Etat 10%
CA 0 FCFA
Résultat Net -47,6 millions FCFA (+74%)

PCA QUATERMAINE JEFFREY
DG Merlin THOMAS
Adm MBPE DOSSO ADAMA
Adm MMPE KOUASSI Arnaud Gelase

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PERSEUS MINING LIMITED	86,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SOCIÉTÉ MINIÈRE DE CÔTE D'IVOIRE (SODMICI)	4,00

Perseus Mining Yaouré (PMY) est membre du **groupe Perseus Mining Limited**. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Sur le plan économique, aucune activité de production n'a été enregistrée au titre de l'exercice 2020, en raison de la poursuite des actions relatives à la construction de l'usine et des infrastructures auxiliaires.

Ainsi, aucune activité commerciale n'a été réalisée en 2020. Cependant, **les produits d'exploitation ont connu une hausse de 1 018%, s'établissant à 27,96 milliards FCFA.** Cette hausse est due essentiellement à la progression du poste «production immobilisée», qui s'est établi à 27,71 milliards FCFA contre 2,47 milliards FCFA en 2019.

En outre, les charges d'exploitation ont également connu une hausse de 975%, se fixant à 28 milliards FCFA. Cette augmentation est principalement due à la hausse du poste «services extérieurs» qui a progressé de 1 328%, s'établissant à 20,65 milliards FCFA. Il résulte de ce qui précède un résultat d'exploitation déficitaire de 44,85 millions FCFA contre un déficit de 105,43 millions FCFA en 2019.

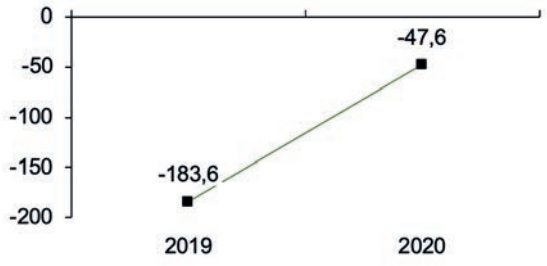
La société a ainsi dégagé un résultat net déficitaire de 47,6 millions FCFA contre un déficit de 183,59 millions FCFA en 2019.

Par ailleurs, les impôts et taxes dus sur 2020 se sont élevés à 448,71 millions FCFA, en hausse de 1789,8% par rapport à 2019.

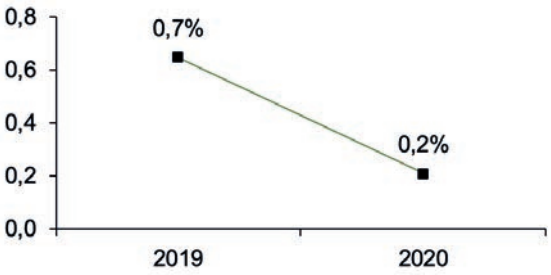
Enfin, les dettes financières de PMY se fixent à 139,32 millions FCFA contre 1,39 million FCFA 2019, induisant un ratio d'endettement de 0,65% contre 0,21% en 2019.

Au titre des perspectives, l'exercice 2021 marquera la fin des travaux de construction des infrastructures de production et le démarrage des activités de production et de commercialisation de l'or.

RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Finalisation de la construction du camp d'hébergement pour le personnel, de la construction de l'usine de traitement et des infrastructures auxiliaires y compris le barrage à résidu (TSF), la canalisation d'eau de la rivière et l'alimentation électrique de haute tension.

SMSA

SHILOH MANGANÈSE SA

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 mars 2016
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 8,6 milliards FCFA (-3%)
Part de l'Etat 10%
CA 20,1 milliards FCFA (-11%)
Résultat Net 136,7 milliards FCFA (-97%)

PCA YEDUGURY S. ANIL REDDY
DG HARIDAS Kannoth
Adm MBPE GRAMBOUTE Soiliho
Admin. MMPE FALHI née Kacou Fleure
Effectif 63

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ORISON MINERALS & RESSOURCES LTD	90,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00

SHILOH MANGANESE SA (SMSA) est une entreprise membre du groupe ORISON MINERALS &RESSOURCES LTD, suite à l'acquisition de la totalité des parts de SHILOH MINERAL-CI, ex-actionnaire majoritaire. La principale activité de SMSA est l'exploitation des ressources minières. SHILOH MANGANESE SA a pour objet l'exploitation du gisement de manganèse dans les départements de Korhogo et de Dikodougou (région du PORO).
La quantité de manganèse produite par la société est passée de 493 795 tonnes en 2019 à 505 000 tonnes en 2020.

Sur le plan commercial, le **chiffre d'affaires de la société s'est établi à 20,13 milliards FCFA**, en baisse de 10,6% par rapport à 2019. Cette baisse s'explique, en dépit de la hausse de la quantité vendue qui s'est établie à 410 000 tonnes (+20,59%), par la baisse des teneurs du minerai (-17%), se fixant à 31%, et le recul du prix de vente sur le marché international, passant à 2,7 dollars US/Mtu en 2020.

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 21,74 milliards FCFA contre 23,76 milliards FCFA en 2019. Cependant, les charges d'exploitation ont progressé de 9%, s'établissant à 21,41 milliards FCFA. Les postes à l'origine de cette hausse sont «autres achats» (+0,78 milliard FCFA), «transports» (+0,51 milliard FCFA), et «services extérieurs» (+0,49 milliard FCFA).

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 323 millions FCFA contre 4,12 milliards FCFA en 2019. A ce résultat, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 186,86 millions FCFA contre un déficit de 88,54 millions FCFA en 2019.

En définitive, **le résultat net est ressorti bénéficiaire de 136 millions FCFA** contre un bénéfice de 4,03 milliards FCFA en 2019.

Les impôts et taxes dus au titre de la gestion 2020 se sont élevés à 394,6 millions FCFA, en baisse de 40%.

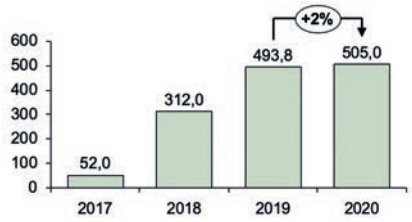
Enfin, l'endettement financier de SMSA s'est fixé à 1,25 milliard FCFA contre 1,48 milliard FCFA en 2019, induisant un ratio d'endettement de 7,3% contre 9,4% en 2019.

En perspectives, SHILOH MANGANESE SA prévoit l'intensification des activités de production et de commercialisation, ainsi que l'optimisation des charges d'exploitation dans l'optique de l'amélioration de ses performances économique et financière.

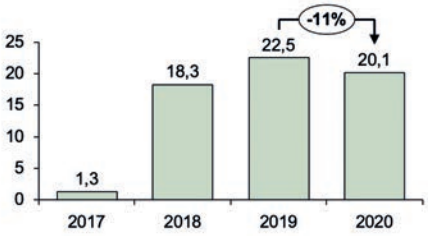
FAITS MARQUANTS

- Changement du contrôle de cette société au profit de la société ORISON MINERALS &RESSOURCES LTD qui a acquis la totalité des parts de SHILOH MINERAL-CI, ex-actionnaire majoritaire ;
- Adoption par le Conseil d'Administration tenu le 30 juin 2021 de l'opération relative à l'augmentation du capital social de 550 millions FCFA.

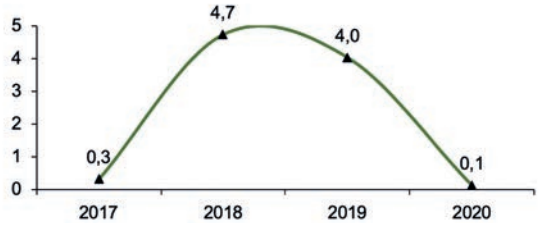
EVOLUTION DES QUANTITÉS PRODUITES
(en Milliers de tonnes)



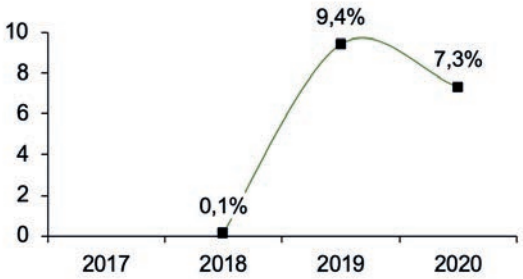
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SMD

SOCIÉTÉ DES MINES DE DAAPLEU

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 juillet 2018
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 45 milliards FCFA (+79%)
Part de l'Etat 15% (y compris la SODEMI)
CA 60,5 milliards FCFA (+50%)
Résultat Net 22,3 milliards FCFA (-10%)
PCA BERNASCONI Pascal
DG MAHAMADOU Issiyakou
Adm MBPE DOSSO Adama

RÉPARTITION DU CAPITAL

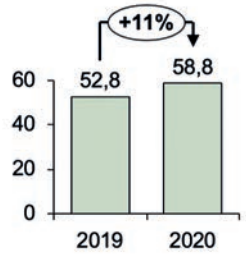
Sociétés	(%)
GROUPE ENDEAVOUR MINING	85,00
SODEMI	5,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00

La **Société des Mines de Daapleu (SMD)** a été créée le 10 juillet 2018 avec pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.
Au cours de l'année 2020, SMD a extrait de la fosse 8,04 millions de tonnes de minerai avec une teneur de 1,44 g/t contre 5 millions de tonnes avec une teneur de 1,45 g/t en 2019. Ce minerai a permis d'approvisionner l'usine de traitement avec 1,78 million de tonnes en 2020 contre 0,8 million de tonnes en 2019. La moyenne totale de la teneur du minerai usiné est de 1,57 g/t en 2020 contre 2,23 g/t en 2019. Quant au rendement de l'usine, il est de 63% en 2020 contre 85% en 2019. La production d'or s'est fixée à 59 830 onces, en baisse de 23% par rapport à 2019.
Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 60,45 milliards FCFA** contre 40,33 milliards FCFA en 2019. Cette embellie s'explique par la hausse conjuguée de la quantité vendue de 11,25%, s'établissant à 58 787 onces et du prix moyen de vente de l'or de 23%, se fixant à 1,05 million FCFA l'once. Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 63,95 milliards FCFA en hausse de 38,5% par rapport à 2019. Les charges d'exploitation ont connu une hausse de 102,1% pour se fixer à 44,16 milliards FCFA. Cette forte progression s'explique principalement par l'augmentation du montant alloué au poste «sous-traitances générales» (+25,23 milliards FCFA), en cohérence avec la hausse des activités minières totalement sous-traitées à la société SMI dans le cadre d'un contrat commercial.
Ainsi, le résultat d'exploitation a régressé de 20%. Il se fixe à 19,21 milliards FCFA contre 24,03 milliards FCFA en 2019. Par ailleurs, l'activité financière de la société s'est soldée par un résultat excédentaire de 3,1 milliards FCFA en hausse de 417,1% par rapport à 2019. La SMD a dégagé, au terme de l'exercice, **un résultat net excédentaire de 22,27 milliards FCFA** contre 24,62 milliards FCFA en 2019.
Les dividendes distribués, au titre de l'exercice 2020 se fixent à 6,68 milliards FCFA contre 2,45 milliards FCFA en 2019.
Les impôts dus sur 2020, essentiellement constitués d'impôts et taxes, se sont, quant-à-eux, établis à 3,69 milliards FCFA contre 1,72 milliard FCFA en 2019, soit une baisse de 113,2%. Enfin, les dettes financières se chiffrent à 87,4 millions FCFA en 2019 contre 50,9 millions FCFA en 2019. Quant au ratio d'endettement, il s'est fixé à 0,17% contre 0,1%.
En perspectives, SMD envisage (i) d'assurer la sécurité des employés, (ii) de veiller à ce que les sous-traitants soient engagés dans des projets communautaires, (iii) de poursuivre le maintien de bonnes relations avec les communautés locales, (iv)de développer des talents locaux et de promouvoir des nationaux au sein des postes à responsabilité et (v) de sensibiliser les mineurs illégaux installés sur le permis de Daapleu.

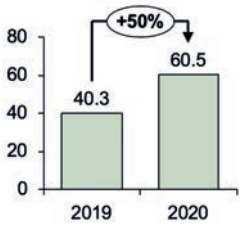
FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre de l'étude sur les options de traitement des réfractaires de Daapleu ;
- construction du bâtiment de stockage des réactifs en vrac ;
- modernisation du laboratoire de métrologie, pour faciliter l'amélioration des délais d'exécution des travaux d'essai et des capacités d'essai sur le site ;
- amélioration de la zone du cyclone (installation d'un échantillonneur de trop-plein de cyclone et augmentation de la capacité du cyclone) ;
- programme d'amélioration des travaux de génie civil des digues de confinement et de l'usine ;
- entreprendre des essais d'amélioration de l'oxygénation du CIL (peroxyde et oxygène liquide) pour faciliter les améliorations de la récupération avant les travaux d'expansion du circuit de lixiviation.

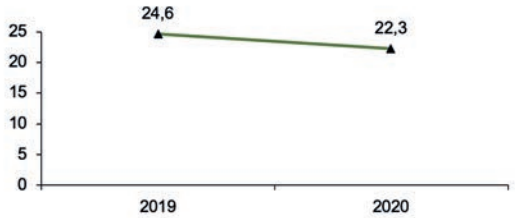
QUANTITÉ D'OR VENDUE *(en Milliers d'onces)*



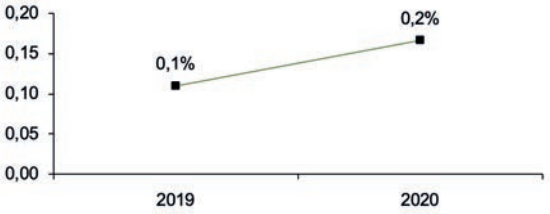
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SMI

SOCIÉTÉ DES MINES D'ITY

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1er juin 1983
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 175 milliards FCFA (+39%)
Part de l'Etat 15% (y compris SODEMI)
CA 193,9 milliards FCFA (+41%)
Résultat Net 49,2 milliards FCFA (+19%)

PCA KONE Abdoulaye
DG ISSIYAKOU Mahamadou
Adm MBPE BAMBA Seydou

RÉPARTITION DU CAPITAL

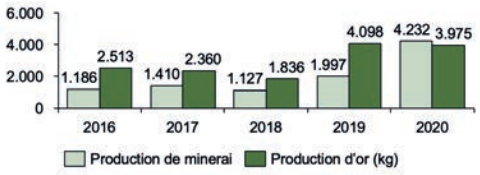
Sociétés	(%)
GROUPE ENDEAVOUR MINING	85,00
SODEMI	5,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00

La **Société des Mines d'Ity (SMI)** a pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.
En 2020, la quantité d'or produite a diminué de 3%, passant à 140 218 onces, en raison notamment de la baisse du taux de récupération qui s'est établi à 80% en 2020 contre 86% en 2019. Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la SMI a progressé de 41% en se fixant à 193,88 milliards FCFA.** Cette hausse s'explique par l'effet conjugué de la hausse de la quantité d'or vendue (+8 278 onces) et du cours mondial de l'or.
Ainsi, les produits d'exploitation ont été mobilisés à 215,81 milliards FCFA contre 141,63 milliards FCFA en 2019. Cette augmentation est due, outre le chiffre d'affaires, à l'augmentation du montant reçu au titre des «transferts de charges d'exploitation et fournitures liées» (+13,13 milliards FCFA), en cohérence avec la hausse des activités minières totalement cédées en sous-traitance par la SMD à la SMI dans le cadre d'un contrat commercial.
Les charges d'exploitation ont connu une hausse de 70,9%, se fixant à 141,63 milliards FCFA. Cette augmentation s'explique par la hausse des postes «services extérieurs» (+15,32 milliards FCFA), «impôts et taxes» (+4,16 milliards FCFA) et «autres achats» (+11,23 milliards FCFA), en cohérence avec les hausses constatées au niveau des quantités de minerai extraites et traitées, et au niveau de la quantité d'or vendue.
Ainsi, le résultat d'exploitation s'est établi à 74,18 milliards FCFA, en hausse de 13,1% par rapport à l'exercice 2019. L'activité financière s'est soldée par un résultat financier déficitaire de 6,59 milliards FCFA contre un déficit de 12,21 milliards FCFA, en raison de la hausse du poste «revenus financiers et assimilés» (+8,27 milliards FCFA). En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 49,20 milliards FCFA contre un bénéfice de 41,36 milliards FCFA** en 2019. Les dividendes bruts distribués, au titre de l'exercice 2020, se fixent à 10 milliards FCFA dont 1 milliard pour l'Etat de Côte d'Ivoire. Les impôts dus à l'Etat sur 2020 se sont, quant-à-eux, élevés à 27,08 milliards FCFA (impôts et taxes : 9,96 milliards FCFA et BIC : 17,12 milliards FCFA) contre 21,05 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 28,68%. Enfin, les dettes financières de la SMI se fixent à 12,29 milliards FCFA contre 28,53 milliards FCFA 2019, induisant un ratio d'endettement de 3,3% contre 7,7% en 2019.
En perspectives, SMI entend (i) assurer la sécurité des employés, (ii) veiller à ce que les sous-traitants soient engagés dans des projets communautaires, (iii) poursuivre le maintien de bonnes relations avec les communautés locales, (iv) développer des talents locaux et promouvoir des nationaux au sein desrelations avec les communautés locales, (iv) développer des talents locaux et promouvoir des nationaux au sein des postes à responsabilité et (v) sensibiliser les mineurs illégaux installés sur le permis de la SMI.

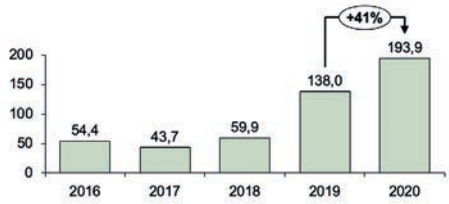
FAITS MARQUANTS

- Achèvement du niveau 3 et finalisation de la conception du barrage à résidu de la durée de vie de la mine ;
- Début du projet de modernisation du concasseur primaire ;
- Amélioration continue de la fragmentation des explosifs, ce qui a permis d'améliorer la productivité et de réduire considérablement les cas de surdimensionnement et de blocage des concasseurs ;
- Construction du bâtiment de stockage des réactifs en vrac ;
- Modernisation du laboratoire de métrologie, pour faciliter l'amélioration des délais d'exécution des travaux d'essai et des capacités d'essai sur le site ;
- Amélioration de la zone du cyclone (installation d'un échantillonneur de trop-plein de cyclone et augmentation de la capacité du cyclone) ;
- Programme d'amélioration des travaux de génie civil des digues de confinement et de l'usine.

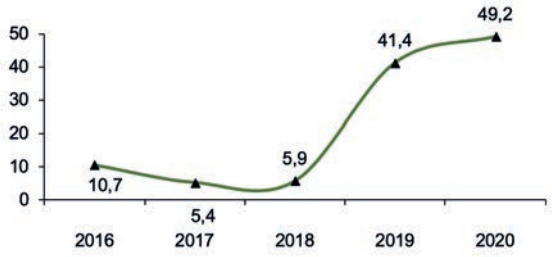
ÉVOLUTION DES PRODUCTIONS



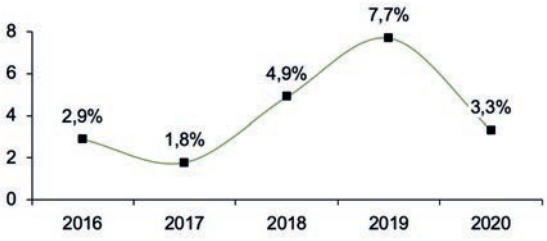
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SODEMI

SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT MINIER DE LA CÔTE D'IVOIRE

AGRICULTURE & MINES | MINES | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1962
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 49,8 milliards FCFA (+68,03%)
Part de l'Etat 100%
CA 66 millions FCFA (-13%)
Résultat Net 20,8 milliards FCFA (+534%)

PCA BAMBA Yacouba
DG KADJO KOUAME
Adm. MIM DAOUDA YA Bertin
Adm. MBPE OYENIYE Fatayu
Filiales et Participations CML (51%), FOREMI (49%), EPC CI (25%), SMI (5%), SMD (5%), AGO (5%), CMB (5%)
Effectif 114

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI)** est une société d'Etat dont la mission est de promouvoir la recherche et l'exploitation des substances minérales naturelles utiles (à l'exception des hydrocarbures), et d'étudier les problèmes inhérents à la quête minière avec d'autres organismes publics, parapublics ou privés. Dans ce cadre, la SODEMI comptabilise six (6) permis de recherche en interne, dix-sept (17) permis de recherche en partenariat, cinq (5) permis d'exploitation opérés en partenariat et trois (3) demandes d'autorisation d'exploitation semi-industrielle pour l'or.

Les activités de la société, au cours de l'exercice 2020, ont porté sur (i) la mise en œuvre des projets de diamant de Séguéla et de Tortiya, de Colombo-tantalite d'Issia, de Nickel/Cuivre de Samapleu et d'or de Fêtèkro, (ii) les prestations de service avec le laboratoire d'analyses minérales, (iii) l'encadrement des coopératives de production de diamants et (iv) le suivi des activités des chantiers écoles installés.

Sur le plan financier**, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 12,7%, s'établissant à 65,99 millions FCFA**, en raison principalement de la baisse du poste «travaux, services vendus» de 52,4% (-8,44 millions FCFA). De même, les produits d'exploitation ont connu une baisse de 52,5%, passant à 1 026 millions FCFA. Ce recul est principalement dû au poste « production immobilisée » qui s'est établi à 209,1 millions FCFA, en baisse de 72,8%.

Toutefois, les charges d'exploitation ont augmenté de 28,9%, s'établissant à 6,69 milliards FCFA. Elles sont principalement composées des charges du personnel (2,31 milliards FCFA, +36,5%), des services extérieurs (2,33 milliards FCFA, +130,9%), des autres charges (9344,36 millions FCFA, -7,1%), des autres achats (238,68 millions FCFA, +9,5%) et des dotations aux amortissements et provisions (683,12 millions FCFA, -37,6%).

Il découle de ce qui précède un résultat d'exploitation déficitaire de 5,67 milliards FCFA contre un déficit de 3,69 milliards FCFA en 2019. En outre, le résultat financier a connu une hausse de 609% pour se fixer à 11,42 milliards FCFA, en raison de la hausse de 64,3% des revenus financiers qui se sont établis à 12,05 milliards FCFA.

A ce résultat, s'ajoute un résultat hors activité ordinaire excédentaire de 15,81 milliards FCFA principalement imputable aux produits de cession dont le montant s'élève à 15,78 milliards FCFA. En définitive, **la SODEMI a dégagé un résultat net bénéficiaire de 20,78 milliards FCFA** contre un bénéfice de 3,28 milliards FCFA en 2019.

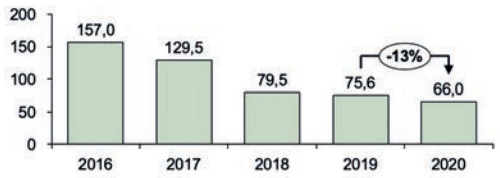
Les impôts dus sur 2020 enregistrent une hausse de 340,5% en s'établissant à 915,2 millions FCFA (impôts et taxes : 141,36 millions FCFA ; BIC : 773,86 millions FCFA) contre un montant de 207,76 millions FCFA en 2019.

En perspectives, la SODEMI envisage intensifier en 2021 l'activité d'exploration en mettant un accent particulier sur les travaux de prospection des projets or d'Hana-Lobo et de Fer de Monogaga et ceux relatifs à l'ouverture de trois (3) nouveaux chantiers-écoles.

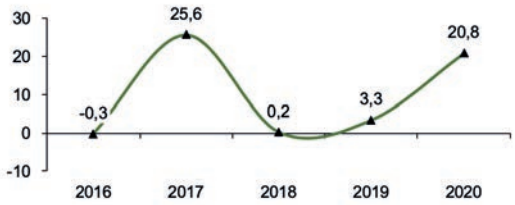
FAITS MARQUANTS

- Cession du permis de recherche sur le projet d'or-Fêtêkro au Groupe Endeavour pour un montant de 10 000 millions FCFA ;
- Adoption du Plan Stratégique 2020-2024, dénommé «HORIZON D'OR», dont la vision est de faire de la SODEMI, d'ici 2024, le premier porteur des ambitions de la Côte d'Ivoire dans le secteur minier.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

TONGON SA

AGRICULTURE & MINES | MINES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 mai 2009
Capital social 10 millions FCFA
Capitaux propres 117,98 milliards FCFA (+9%)
Part de l'Etat 10%
CA 290,03 milliards FCFA (+29%)
Résultat Net 90,79 milliards FCFA (+105%)

PCA BRISTOW Denis Mark
DG BRISTOW Denis Mark
Adm MEF DADIE Sylvie
Adm MIM DIABATE Abdramane

RÉPARTITION DU CAPITAL

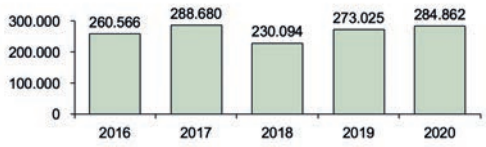
Sociétés	(%)
RANGOLD R.	89,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
NEW MINING	1,00

La société **TONGON SA** a pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.
En 2020, la quantité d'or produite a augmenté de 4,3% passant à 284 862 onces. Cette évolution s'explique par la disponibilité de l'ensemble des moulins et par le bon taux de broyage du minerai favorisé par une bonne alimentation de la mine en courant électrique.
Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires s'est établi à 290,03 milliards FCFA** contre 224,95 milliards FCFA en 2019, en raison de l'augmentation combinée de la quantité vendue de 4,3% et du cours moyen de l'or de 4%.
Les produits d'exploitation s'élèvent à 312,09 milliards FCFA, en hausse de 30,14% par rapport à l'exercice 2019. Outre l'augmentation du chiffre d'affaires, la hausse des produits d'exploitation est imputable à la hausse du poste «reprises d'amortissements, provisions et dépréciations» dont le montant est passé de 11,38 milliards FCFA en 2019 à 14,24 milliards FCFA en 2020.
Les charges d'exploitation ont connu une baisse de 2%, se fixant à 181,23 milliards FCFA. Cette performance s'explique essentiellement par la diminution de 5,13 milliards FCFA constatée au niveau du poste «variation de stocks d'autres approvisionnements» qui est passé de 34,38 milliards FCFA en 2019 à 25,81 milliards FCFA en 2020. **Le résultat d'exploitation qui en découle est excédentaire de 130,87 milliards FCFA**, en hausse de 126,5% par rapport à 2019.
En outre, l'activité financière s'est soldée par un résultat déficitaire de 11,83 milliards FCFA contre un excédent de 3,13 milliards FCFA en 2019, en raison de la baisse de 52,8% des revenus financiers, se fixant à 7,45 milliards FCFA et de la hausse de 52,4% des charges financières, s'établissant à 19,28 milliards FCFA.
Le résultat hors activités ordinaires est excédentaire de 3,72 milliards FCFA contre un déficit de 0,57 milliard FCFA en 2019. En définitive, l'exercice 2020 s'est soldé par **un résultat net bénéficiaire de 90,79 milliards FCFA** contre 44,32 milliards FCFA en 2019.
Les dividendes bruts distribués, au titre de l'exercice 2020, se fixent à 81 milliards FCFA dont 8,1 milliards pour l'Etat de Côte d'Ivoire. En outre, les impôts dus par la société TONGON SA sur 2020 ont augmenté de 72%, passant de 24 milliards FCFA en 2019 à 41,39 milliards FCFA en 2020 (BIC : 31,96 milliards FCFA ; impôts et taxes : 9,43 milliards FCFA). Enfin, les dettes financières se chiffrent à 14,5 milliards FCFA contre 11,79 FCFA en 2019, induisant un ratio d'endettement de 2,5% contre 2,9% en 2019.
En perspectives, TONGON SA prévoit l'intensification des activités de production et commerciales ainsi que l'optimisation des charges d'exploitation dans l'optique de l'amélioration de ses performances économique et financière.

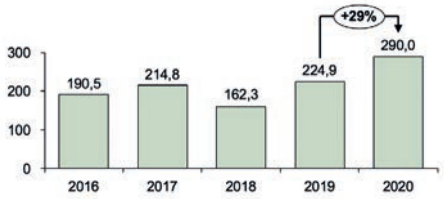
FAITS MARQUANTS

- Accord conclu entre TONGON SA et l'Etat de Côte d'Ivoire relativement au remboursement du coût de construction de la ligne électrique Korhogo-Tongon. L'apurement de la créance devrait se faire par compensation de dividendes sur trois (3) exercices à compter de 2019 ;
- Signature d'un protocole transactionnel entre Tongon SA et CIAPOL suivi du paiement de la somme de 350 millions FCFA pour le règlement définitif d'un litige entre les deux parties susmentionnées sur la taxe d'inspection des installations ;
- Soutien d'environ 1,2 million FCFA accordé à l'administration locale et au gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 ;
- Migration du système de Santé et Sécurité au Travail de la norme OHSAS 18001 :2007 à la norme ISO 45001:2018.

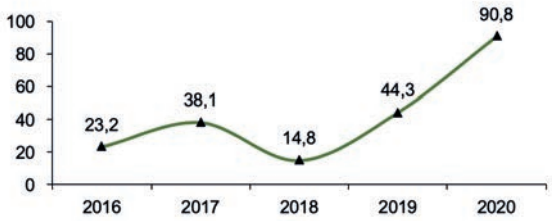
MINERAI PRODUIT *(en onces)*



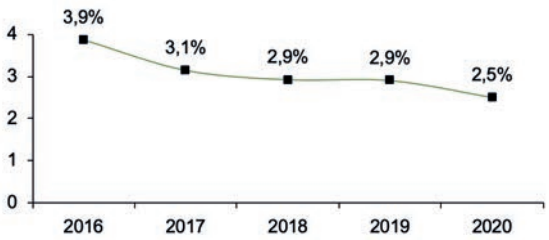
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT

EAU ET ASSAINISSEMENT

En 2020, l'**ONEP** a favorisé l'approvisionnement en eau potable des villes de l'Est, Gagnoa, Sinfra et des localités environnantes, ainsi que le renforcement de la capacité de production en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière Mè

PRÈS DE 263 MILLIARDS FCFA D'INVESTISSEMENTS, POUR AMÉLIORER L'ACCÈS DES POPULATIONS AU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT, CONTRIBUANT À UNE PROGRESSION DE 48% DU RÉSULTAT NET CUMULÉ DES ENTREPRISES DUDIT SECTEUR

En 2020, conformément à la politique sectorielle, les entreprises publiques du secteur eau et assainissement ont poursuivi leurs efforts en matière d'amélioration de l'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement et de drainage.

En ce qui concerne le secteur de l'eau potable, les investissements ont été financés à hauteur de 253 milliards FCFA pour le développement des infrastructures hydrauliques, avec notamment la réhabilitation et le remplacement d'environ 9 000 Pompes à Motricité Humaine (PMH) sur les 21 000 prévues dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv), le renforcement de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) d'Adzopé et ses localités environnantes à partir du fleuve Comoé et le renforcement de la capacité de production en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière Mé.

Ces investissements ont permis d'augmenter la production d'eau potable de 6% par rapport à l'année 2019 pour atteindre à 302 millions m^3. Quant au nombre d'abonnés, il a progressé de 16% pour s'établir à 1,45 million à fin 2020. Le taux d'accès à l'eau potable a été porté à 77% en milieu rural et 67% en milieu urbain.

Au niveau du secteur de l'assainissement et du drainage, les investissements ont été financés à hauteur de 10 milliards FCFA.

Au titre du volet de l'assainissement autonome, ces investissements ont permis notamment d'acquérir une unité compacte de traitement des boues de vidange qui servira à valoriser les produits issus des Stations de Traitement de Boues de Vidange (STBV) afin de les commercialiser. Par ailleurs, la construction de la STBV de Bouaké a été achevée, portant ainsi le nombre de STBV exploitable à 4 à fin 2020. La STBV de Yamoussoukro est en cours de construction.

Au titre du volet de l'assainissement collectif et du drainage, les financements ont permis d'achever la construction des canaux d'eaux pluviales de la rue ministre à Cocody, Abidjan. Aussi, les travaux de curage et d'ouverture des exutoires des ouvrages de drainage primaire, des canaux et dalots dans le District d'Abidjan ont été effectués. En outre, les travaux de remplacement des grilles du barrage écrêteur d'Agban, Dokui-Ouest et des trois (3) bassins tampons de l'Indénié (CIE, Lycée Technique et Fraternité Matin) ont été entamés, mais la fourniture des barres de fer en inox a connu un retard du fait de la pandémie.

Sur le plan commercial, les sociétés du portefeuille de l'Etat opérant dans le secteur Eau et Assainissement (ONAD, ONEP et SODECI) ont enregistré une progression significative de leur chiffre d'affaires global (+35%) qui se fixe à 137 milliards FCFA en 2020. Cette performance est portée principalement par la SODECI, seule entreprise évoluant dans le secteur marchand dont le chiffre d'affaires (CA) s'est établi à 127 milliards FCFA en 2020, en progression de 32% par rapport à 2019. Pour rappel, la SODECI porte à elle seule 93% du CA du portefeuille de secteur « Eau et Assainissement ».

De même, le résultat net global a enregistré une forte hausse (+48%), passant à 4,41 milliards FCFA en 2020, en raison essentiellement de la hausse du résultat net de la SODECI de 46%.

La SODECI, forte de ce résultat (4,30 milliards FCFA), compte distribuer des dividendes d'un montant brut de 3,38 milliards FCFA en 2021. A cet effet, l'Etat devrait percevoir un montant de dividende net d'IRVM de 98,86 millions FCFA.

ONAD

OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DRAINAGE

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | EAU ET ASSAINISSEMENT | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 décembre 2011
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 2,1 milliards FCFA (-11%)
Part de l'Etat 100%
Chiffre d'Affaires 937 millions FCFA (-12%)
Résultat Net nul
Subv d'inv. 322 millions FCFA (-42%)
Subv d'équilibre 1,06 milliard FCFA
PCA BAMBA Mamadou
DG SANOGO Amara
Adm MBPE ASSI Franck Arnaud
Adm MCLAU DJIGBENOU Firmin

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

L'**Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)** est une société d'Etat, créée par décret N°2011-482 du 28 décembre 2011, dont la mission est d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale. A cet effet, il assure la maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) et la maîtrise d'œuvre (MOE) des projets liés aux ouvrages et aux infrastructures d'assainissement et de drainage.

En 2020, l'ONAD a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration du réseau d'assainissement et de drainage. Ainsi, au titre de l'assainissement autonome, l'ONAD a acquis une unité compacte de traitement des boues de vidange et achevé la construction de la station de traitement des boues de vidange de Bouaké. Concernant l'entretien et l'exploitation des infrastructures d'assainissement, l'ONAD a procédé au curage de plusieurs ouvrages, de drainage primaire dans le District d'Abidjan, notamment la cuvette de Bonoumin, le dalot du Golf et les exutoires des ouvrages de drainage primaire, des canaux et dalots.

Quant au développement des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage, l'ONAD a achevé les travaux de construction des canaux d'eaux pluviales de la rue Ministre, Cocody-Abidjan. L'office a également entamé les travaux de remplacement des grilles du barrage écrêteur d'Agban, Dokui-Ouest et des trois (3) bassins tampons de l'Indénié (CIE, Lycée Technique et Fraternité Matin), dont la fourniture des barres de fer en inox a connu un retard du fait de la pandémie.

Au plan financier, **le niveau d'exécution du chiffre d'affaires s'établit à 937 millions FCFA en 2020, en baisse de 12% par rapport à l'exercice 2019.** Cette baisse résulte principalement des retards liés aux processus de passation des marchés et à l'exécution des travaux, impactant les décomptes.

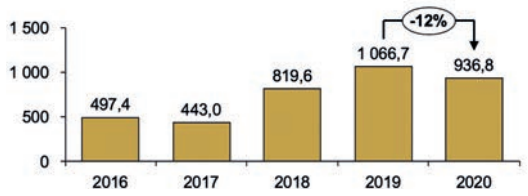
Les produits d'exploitation connaissent une baisse de 57% en s'établissant à 1,27 milliard FCFA, en raison du reclassement de la subvention d'exploitation en subvention d'équilibre (produits HAO). En outre, les charges d'exploitation ont régressé de 13%, se situant à 2,31 milliards FCFA. **Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 1,05 milliard FCFA.** Toutefois, ce déficit est neutralisé par le résultat HAO représenté par la subvention d'équilibre (1,06 milliard FCFA).

Après la prise en compte de l'impôt BIC, l'ONAD achève l'exercice 2020 avec un résultat net nul, en phase avec les prévisions (réalisées à 75%).

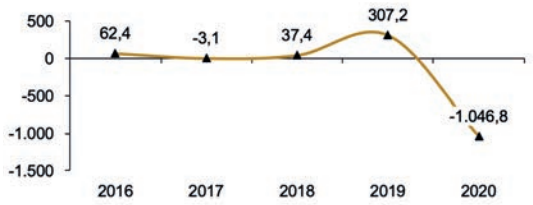
Les impôts dus sur 2020 se fixent à 52 millions FCFA (impôts et taxes 40 millions FCFA, impôts BIC 12 millions FCFA) contre 675 millions FCFA en 2019.

En perspectives, l'ONAD envisage de réaliser une étude d'aménagement du canal d'Anoumabo, de construire des canaux d'eaux pluviales à Séguéla et Soubré pour lutter contre les inondations dans ces villes et curer les ouvrages de drainage des villes de Grand-Bassam, Gagnoa et Man.

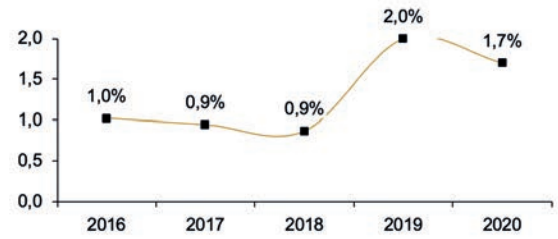
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT D'EXPLOITATION *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Achèvement de la construction de la station de traitement des boues de vidange de Bouaké ;
- démarrage des travaux de construction de la station de traitement de boue de vidange de Yamoussoukro ;
- achèvement des travaux d'élargissement des canaux de la rue Ministre et réalisation du barrage écrêteur du génie 2000 ;
- réalisation du bilan de pollution par l'analyse physico-chimique et microbiologique des effluents et des boues de la station de traitement des boues de vidange de Korhogo et San Pédro.

ONEP

OFFICE NATIONAL
DE L'EAU POTABLE

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | EAU ET ASSAINISSEMENT | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 23 août 2006
Capital social 150 millions FCFA
Capitaux propres 1,3 milliards FCFA (+3%)
Part de l'Etat 100%
CA 8,3 milliards FCFA (+138%)
Résultat Net 101,2 millions FCFA (+225%)
Subv d'expl. 1,7 milliard FCFA (-18%)

PCA HABONOUAN Kouakou Louis
DG BERTHE Ibrahiman
Adm MBPE GBENDE Kouadio Saint Clair
Adm MH TCHIMOU N'gbocho Lucien

RÉPARTITION DU CAPITAL

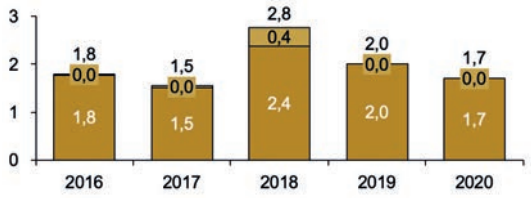
Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

L'**Office National de l'Eau Potable** est une société d'Etat, chargée d'apporter à l'Etat et aux collectivités territoriales, son assistance pour assurer à l'ensemble de la population, l'accès à l'eau potable de manière durable et à des coûts compétitifs. Il assure également la maîtrise d'ouvrage déléguée et la maîtrise d'œuvre des travaux liés à l'eau potable.
Au cours de l'année 2020, l'ONEP a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations ivoiriennes à travers la supervision et la réalisation de plusieurs projets. Ainsi, **au plan opérationnel, le suivi et le contrôle des travaux hydrauliques ont porté sur 268 localités dont 97 achevées** et 171 pour lesquelles les travaux sont en cours d'exécution, avec un taux moyen d'avancement de 46%. S'agissant de la gestion des ressources en eau, les travaux ont porté sur la prospection des eaux dans 32 localités et le contrôle de 43 forages. Concernant le suivi et le contrôle de l'exploitation de la distribution urbaine d'eau potable, **l'ONEP a visité 544 systèmes d'AEP** (Alimentation en Eau Potable) sur 591 existants et relevé 5 187 dysfonctionnements contre 8 114 en 2019. Quant à l'approvisionnement en eau potable par camion-citerne, 46 946 m3 d'eau ont été gratuitement distribués contre 46 178 m^3 en 2019.
Au titre du suivi des dépenses d'eau de l'Etat, **les travaux de réduction des consommations d'eau dans 18 établissements publics ont pu faire chuter leur consommation de 35% contre une prévision de 15%**. En ce qui concerne le suivi et le contrôle de la qualité de l'eau, 196 campagnes de contrôle de la qualité sur 200 (96%) ont été effectuées à Abidjan et banlieues contre 48 campagnes sur 50 (98%) à l'intérieur du pays. Quant à la situation des systèmes HVA (Hydraulique Villageoise Améliorée) et HV (Hydraulique Villageoise), l'on note des taux de couverture du territoire respectivement de 20% en HVA et 68,5% en HV).
Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de l'ONEP a augmenté de 137,7%, passant à 8,27 milliards FCFA**. Cette hausse s'explique par un accroissement des activités de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée de 138%. Ainsi, les produits d'exploitation ont progressé de 78,5% se situant à 10,02 milliards FCFA. Les charges d'exploitation ont progressé de 77% se fixant à 9 743 millions FCFA, imputable à l'augmentation des charges de personnel et des honoraires. Le résultat d'exploitation qui en découle est en hausse de 106,8%, pour se fixer à 275 millions FCFA.
En définitive, les activités de **l'ONEP se sont soldées par un résultat net de 101,19 millions FCFA contre 31,13 millions FCFA** en 2019. Les impôts dus sur 2020 ont connu une hausse de 8,29%, se fixant à 149,62 millions FCFA (impôts et taxes 124,62 millions FCFA, impôts BIC 25 millions FCFA).
En perspectives, l'ONEP envisage de superviser et de réaliser plusieurs projets, notamment le renforcement de la capacité de production en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière Mé et la réhabilitation des 21 000 PMH. De même, l'ONEP projette de renforcer le cadre juridique du secteur de l'eau.

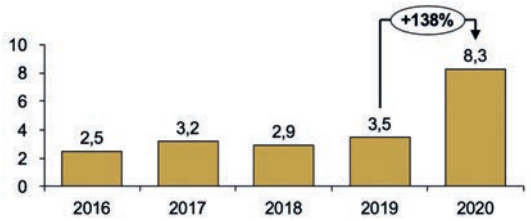
FAITS MARQUANTS

- Approvisionnement en eau potable des villes de l'est, de Gagnoa, Sinfra et des localités environnantes ;
- renforcement de l'Alimentation en Eau Potable d'Adzopé et ses localités environnantes à partir du fleuve COMOE, ainsi que de Bingerville et douze (12) villes du centre ouest et du nord ;
- réhabilitation de 9000 pompes à motricité humaine (PMH) sur les 21 000 prévues dans le cadre du programme social du Gouvernement (PS-Gouv), soit un taux de réalisation de 59% ;
- renforcement de la capacité de production en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière Mé.

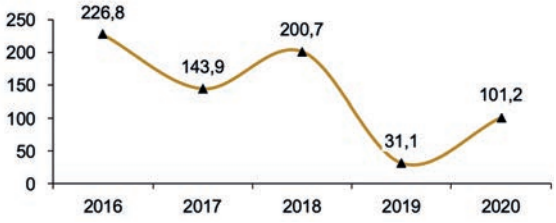
SUBVENTIONS *(en Milliards FCFA)*



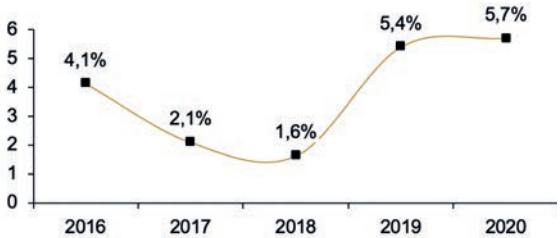
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SODECI

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION D'EAU
DE LA CÔTE D'IVOIRE

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | EAU ET ASSAINISSEMENT | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1959
Capital social 4,5 milliards FCFA
Capitaux propres 16,2 milliards FCFA (+12%)
Part de l'Etat 3,25%
CA 127,5 milliards FCFA (+32%)
Résultat Net 4,3 milliards FCFA (+46%)
Dividendes 3,4 milliards FCFA
Dividendes nets Etat 98,7 millions FCFA (+15%)
PCA EBAH Basile
DG BAKAYOKO Ahmadou
Adm representant l'Eat BEHIBRO Fidèle
Filiales et Participations LOGIVOIRE (85%), GS2E (33%), SGA2E (17%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

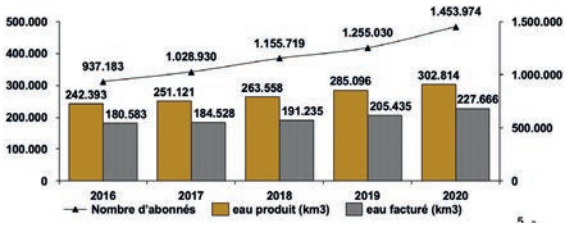
Sociétés	(%)
ERANOVE	46,07
FCP SODECI	6,72
SIDIP	4,81
ETAT DE COTE D'IVOIRE	3,25
DIVERS PRIVES	39,15

La **Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI)** est une société privée de service public chargée de l'exploitation des infrastructures de l'hydraulique urbaine à travers deux (2) contrats d'affermage signés avec l'Etat de Côte d'Ivoire à savoir le contrat d'affermage eau potable et le contrat d'affermage assainissement.
En 2020, **la production totale d'eau a augmenté de 6% pour s'établir à 302 814 km³**, grâce à la mise en service de nouvelles unités de production et le renforcement de la production des villes de l'intérieur du pays. Le nombre d'abonnés a évolué de 16% en se fixant à 1 453 974 abonnés.
La facturation annuelle en volume a progressé de 11% passant à 227 666 km³, en raison de l'augmentation de la production et de la hausse du nombre de clients. De même, le ratio de facturation (volume facturé/volume produit) est en hausse de 3 points de pourcentage pour s'établir à 75%, en raison des actions de lutte contre la fraude.
En conséquence, **le chiffre d'affaires de la SODECI a augmenté de 32%, se fixant à 127,48 milliards FCFA**. Cette hausse s'explique par l'accroissement du nombre d'abonnés (+16%) et du volume d'eau facturé (+11%) d'une part, et la hausse du poste «travaux, services vendus» (+80%) d'autre part. Ainsi, les produits d'exploitation ont progressé de 30% pour se fixer à 132,6 milliards FCFA.
En outre, les charges d'exploitation ont progressé de 28%, s'établissant à 126,25 milliards FCFA, à cause de l'augmentation des charges de sous-traitance (+151%) et des achats de matières consommables (+65%) liée aux projets en cours. Le résultat d'exploitation qui en découle s'établit à 6,37 milliards FCFA contre 3,54 milliards FCFA en 2019.
Le résultat net s'est soldé par un excédent de 4,31 milliards FCFA, en progression de 45% par rapport à l'exercice 2019.
Grâce à ce résultat et au report à nouveau antérieur créditeur, le bénéfice disponible s'est porté à 5,28 milliards FCFA, permettant ainsi à la société de distribuer un dividende global de 3,38 milliards FCFA. Au regard de sa participation de 3,25%, l'Etat a perçu des dividendes d'un montant net de 98,72 millions FCFA, en hausse de 15% par rapport à 2019.
Les impôts et taxes dus sur 2020 par la SODECI sont en hausse de 81%, en se fixant à 5,08 milliards FCFA (2,86 milliards FCFA d'impôts et taxes et 2,22 milliards FCFA d'impôts BIC) contre 2,8 milliards FCFA en 2019.
Par ailleurs, la dette de l'Etat envers la SODECI, engendrée par l'écart de tarif, sur la période allant du 31 mars 2017 au 31 décembre 2020 s'élève à 54,6 milliards FCFA, tandis que l'encours de la dette financière de la SODECI se situe à 58,9 milliards FCFA à fin 2020, correspondant à un ratio d'endettement de 24,2% contre 17% en 2019.

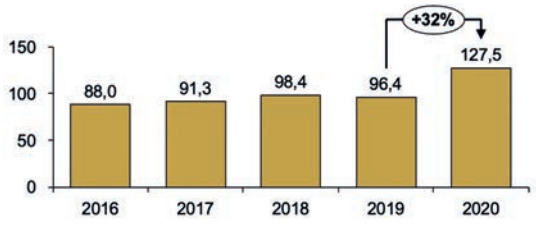
FAITS MARQUANTS

- Progression de 6% de la production totale grâce à la mise en services de nouvelles unités de production et le renforcement de la production des villes de l'intérieur du pays ;
- hausse de 10,82% de la facturation annuelle en raison de l'augmentation de la production et de la hausse du nombre de client, ainsi que des actions de lutte contre la fraude ayant permis l'amélioration du ratio de facturation (+3,1%) ;
- mise à niveau en cours des 21 000 pompes à motricité humaine (PMH) dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv).

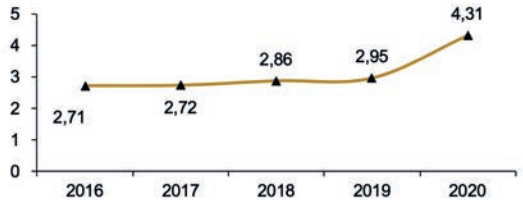
QUELQUES INDICATEURS D'ACTIVITÉS



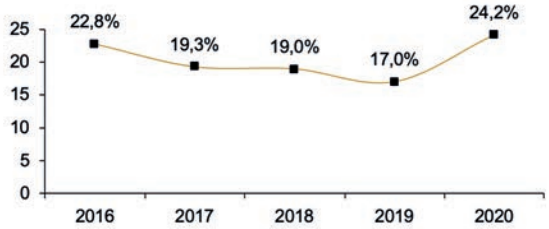
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT

ÉLECTRICITÉ

En 2020, la société **CI-ENERGIES** a contribué à l'électrification de 922 nouvelles localités, portant le nombre total de localités électrifiées à 6781 sur un total de 8531 localités soit un taux de couverture nationale de 79,6%, en hausse de 10,8 points par rapport à 2019

GLOBALEMENT LE PORTEFEUILLE ÉLECTRICITÉ A FAIT PREUVE DE RÉSILIENCE, DANS UN CONTEXTE DE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE LIÉ À LA COVID 19, EN AFFICHANT UN RÉSULTAT NET ET UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN PROGRESSION DE RESPECTIVEMENT 28% ET 6%

L'année 2020 a été particulièrement marquée par la situation de crise sanitaire à COVID-19 qui a perturbé la plupart des secteurs économiques du pays, induisant un ralentissement de la croissance économique nationale à 2%1 contre 6,2% en 2019.

Le secteur énergie a enregistré une croissance de 5,6% portée par la consommation nationale brute d'électricité qui a progressé de 6,3% pour se fixer à 10 020 GWh. Cette progression de la consommation interne est favorisée par la poursuite des différents programmes du secteur électricité, notamment le Programme Electricité Pour Tous (PEPT), le Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) des localités de plus de 500 habitants et le Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv) relatif à la baisse du tarif social au profit des ménages vulnérables.

Ainsi, le nombre total de clients s'est accru de 15% pour s'établir à 2,92 millions. Quant au nombre d'abonnés issu du PEPT, il a augmenté de près de 33% par rapport à 2019, se fixant à 1,02 million. En ce qui concerne le programme PRONER, il a permis de connecter au réseau électrique 922 localités supplémentaires en 2020, portant le nombre total de localités électrifiées à 6 791 en 2020 sur un total de 8 531, induisant ainsi un taux de couverture national de 80% et un taux d'accès à l'électricité de 98%.

Pour satisfaire la demande en énergie, l'offre d'énergie électrique s'est établie à 11 210 GWh, en hausse de 5,70% par rapport à 2019. Cette hausse est attribuable à la croissance de la production de source thermique de 10% et de la baisse de production hydraulique de 3%.

L'impact des investissements et des travaux réalisés en 2020 d'un montant estimé à 429 milliards FCFA s'est traduit par une amélioration du temps moyen de coupure (TMC) global de 02h12 minutes pour s'établir à 16h22 min en 2020 contre 18h34min en 2019.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires cumulé des sociétés du portefeuille électricité, à savoir CI-ENERGIES, CIE et CIPREL, s'est amélioré de 6% pour se fixer à 837,5 milliards FCFA, grâce aux effets conjugués de la hausse des ventes nationales (+5,31%) et des ventes export d'énergie (+8,15%).

Le résultat net cumulé desdites entreprises s'est soldé par une hausse de 28% pour atteindre 49,6 milliards FCFA, soutenue par les hausses des résultats nets de la CIE (+147%) et de la CI-ENERGIES (+203%).

Quant aux dividendes distribués, les entreprises CIPREL et CIE, qui opèrent dans le secteur marchand, ont distribué des dividendes d'un montant global de 46,7 milliards FCFA contre 31,8 milliards FCFA en 2019, soit un gain de 47% par rapport à 2019. Les dividendes bruts à percevoir par l'Etat de Côte d'Ivoire en 2021, au titre de l'exercice 2020, se fixent à 6,9 milliards FCFA (5,94 milliards net d'IRVM), en hausse de 55% par rapport à 2019.

Source : MEF/DGE/DPPSE

CIE

COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ELECTRICITÉ

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | ELECTRICITÉ | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 24 août 1990
Capital social 14 milliards FCFA
Capitaux propres 32,97 milliards FCFA (+38%)
Part de l'Etat 15%
CA 722,6 milliards FCFA (+8%)
Résultat Net 16,2 milliards FCFA (+147%)

PCA KAKOU Dominique
DG BAKAYOKO Amadou
Adm MPEER TRAORE Amidou
Filiales et Participations GS2E (67%), AWALE (51,2%), SGA2E (17%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

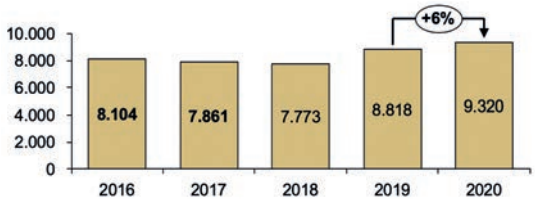
Sociétés	(%)
ERANOVE	54,02
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,00
FCP CIE	5,19
MAISON DES ACTIONNAIRES	1,08
DIVERS PORTEURS	21,14
SIDIP	2,49
FCP SODECI	1,08

La **Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)** est chargée de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire ivoirien. Le **bilan technique 2020 fait ressortir une légère baisse du rendement global du système électrique de 0,6 point, passant à 82,5%,** en raison de la baisse du rendement «Transport» due à l'indisponibilité des lignes pour travaux de renforcement. Quant au temps moyen de coupure (TMC), il s'est amélioré de 2h12 min pour s'établir à 16h22 min.
En termes d'accès à l'électricité, **le nombre total de clients s'est accru de 14,9% en s'établissant à 2 915 688**, grâce, notamment à l'intensification des branchements du Programme Electricité pour Tous (PEPT), avec 254 836 nouveaux branchements. Ainsi, les volumes de vente nationale d'électricité ont progressé de 5,3% pour se fixer à 8 045 GWh. De même, les ventes «Export» connaissent une amélioration de 8,2%, passant de 1 178 GWh en 2019 à 1 275 GWh en 2020, tirée par le client malien EDM, **soit une vente globale de 9 320 GWh** contre 8 818 GWh en 2019.
Au plan commercial, les ventes globales d'énergies ont enregistré une hausse de 4,8% par rapport à 2019 pour se fixer à 640,84 milliards FCFA, **induisant une augmentation de 8,4% du chiffre d'affaires qui ressort à 722,63 milliards FCFA**. En somme, les produits d'exploitation s'établissent à **777,50 milliards FCFA, en hausse de 13,11% par rapport à 2019** grâce à une dotation de subvention d'exploitation de 5,28 milliards FCFA et autres produits de 34,19 milliards FCFA.
Les charges d'exploitation se sont établies à **754,73 milliards FCFA** contre 676,18 milliards en 2019, en raison de l'augmentation des dotations aux amortissements (+17,6%) liées aux investissements et aux provisions dues aux pertes sur créances en zone CNO (+2074,9%).
En conséquence, le résultat d'exploitation s'est établi à 22,70 milliards FCFA contre 10,33 milliards FCFA en 2019. Quant au résultat financier, bien que déficitaire, il s'améliore de 20% pour se fixer à -2,04 milliards FCFA.
En définitive, **l'exercice 2020 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 16,17 milliards FCFA**, en hausse de 147% par rapport à 2019. L'amélioration du résultat net a induit une hausse des dividendes bruts de 59,2%. Les dividendes bruts distribués s'élèvent à 10,4 milliards FCFA dont 1,56 milliard FCFA pour l'Etat. La situation des impôts et taxes sur 2020 est ressortie à 55,06 milliards FCFA, dont 50 milliards FCFA d'impôts et taxes et 5 milliards FCFA d'impôts BIC, contre 47,58 milliards FCFA en 2019.
Au niveau du secteur, l'équilibre financier s'est consolidé avec une redevance excédentaire. En effet, le solde des produits d'exploitation sur les dépenses de catégories A et B (rémunération CIE et achats de combustibles et d'énergies), est ressorti excédentaire, en s'établissant à 43,9 milliards FCFA contre 38,8 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 13,1%.
En perspective, la CIE envisage de poursuivre sa politique de branchements et la mise en œuvre du PEPT, en phase avec la politique du Gouvernement, et de poursuivre sa politique de digitalisation des processus.

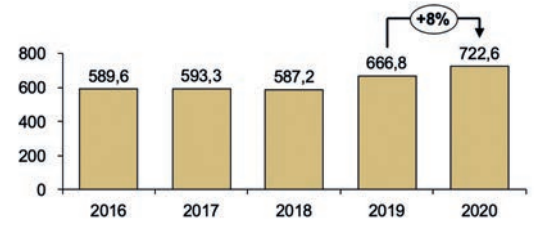
FAITS MARQUANTS

- Amélioration du Délai Moyen de Dépannage (DMD) passant de 3h58mn à fin décembre 2019 à 3h 35 min contre, soit une amélioration de 9,7% ; l'objectif visé était de 3h ;
- reconduction du contrat de concession pour une nouvelle période de 12 ans (soit de 2021-2032) ;
- 254 836 nouveaux branchements au prépaiement dans le cadre du PEPT, qui porte le nombre de branchements PEPT à 1 020 879 abonnés au 31 décembre 2020.

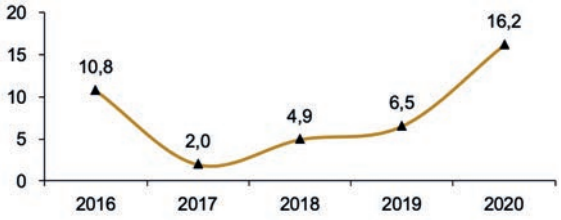
VENTE D'ÉNERGIE *(en GWh)*



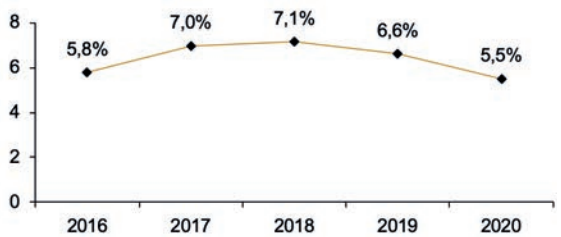
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



CI- ENERGIES

CÔTE D'IVOIRE ENERGIES

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | ELECTRICITÉ | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 décembre 2011
Capital social 20 milliards FCFA
Capitaux propres 1 756 milliards FCFA (+2%)
Part de l'Etat 100%
Chiffre d'Affaires 53,1milliards FCFA (-7%)
Résultat Net 4,5 milliards FCFA (+203%)
Subv d'expl. 56,8 milliards FCFA (-16%)
Subv d'inv. 156,3 milliards FCFA (+39%)
PCA CISSE Ibrahima
DG TRAORE Amidou
Adm MBPE DIOMANDE Massanfi
Adm MPEER CISSE Sabati
Filiales SOCIETE TRANCO-CLSG (25%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) est une société d'Etat chargée du suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique, de la maîtrise d'œuvre des travaux pour le compte de l'Etat de Côte d'Ivoire, en tant qu'autorité concédante et du contrôle de l'équilibre financier du secteur de l'électricité.

En 2020, le rendement global du système électrique a régressé de 0,6 point pour se situer à 82,5%, en raison de la dégradation du rendement sur le réseau transport, suite à l'indisponibilité des lignes pour travaux de renforcement. En outre, le Temps Moyen de Coupure (TMC) s'est amélioré de 2h12 minutes par rapport à 2019, en s'établissant à 16h22 minutes.

En ce qui concerne l'adéquation entre l'offre et la demande, la production totale brute et la consommation totale brute d'électricité ont progressé de 6% pour s'établir respectivement à 11 210 GWh et 10 020 GWh. Par ailleurs, **le taux de couverture nationale s'est amélioré de 10,8 points, s'établissant à 79,6%**, à la suite de la mise sous tension de 922 localités supplémentaires induisant le nombre total de localités électrifiées à 6 781.

Au niveau de CI-ENERGIES, **le chiffre d'affaires enregistre un recul de 7,5% par rapport à 2019, se fixant à 53,09 milliards FCFA**. Cette évolution est liée essentiellement à la baisse de la vente de l'électricité issue du barrage hydroélectrique de Soubré.

Les produits d'exploitation ont baissé de 2,1%, se situant à 201 milliards FCFA, et les charges d'exploitation ont enregistré une hausse de 5,6% pour s'établir à 175,59 milliards FCFA. La hausse des charges d'exploitation est imputable à celle des dotations aux amortissements (+5%, +6,27 milliards FCFA) en lien avec les investissements du secteur. Le résultat d'exploitation qui en découle s'est dégradé de 34,8%, s'établissant à 25,43 milliards FCFA. Quant au résultat financier, il a connu une amélioration de 16,635 milliards FCFA passant à -20,93 milliards FCFA, imputable aux transferts de charges financières liées aux levées de fonds pour financement de différents travaux du Secteur.

En définitive, **le résultat net ressort excédentaire de 4,47 milliards FCFA**, en hausse de 203% par rapport à 2019.

Par ailleurs, l'encours de la dette a augmenté de 7,1% pour s'établir à 1 127 milliards FCFA correspondant à un ratio d'endettement de 34,3%.

Les impôts dus sur 2020 ont progressé de 32,9% en se fixant à 1,04 milliard FCFA (impôts et taxes 1,01 milliard FCFA, impôts BIC 35 millions FCFA) contre 785 millions FCFA en 2019.

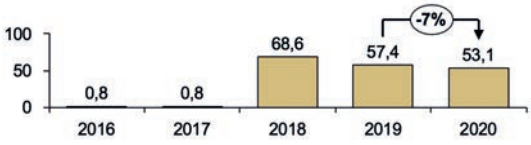
En perspectives, CI-ENERGIES envisage de poursuivre et finaliser les travaux de construction du barrage de Gribo Popoli, des postes 225/33 d'Akoupé-Zeudji et de Boundiali. Elle envisage également d'entamer la création de plusieurs nouveaux départs issus des postes sources et l'électrification des localités rurales restantes (environ 1 000 localités).

FAITS MARQUANTS

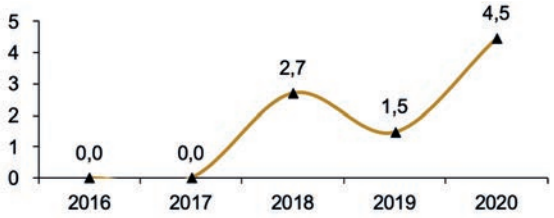
- Mobilisation d'un crédit relais de 15 milliards FCFA auprès d'Orabank et NSIA Banque pour le paiement des avances de démarrage pour la construction du réseau d'évacuation des centrales thermiques de CIPREL V et AZITO IV ;
- Approbation par le Conseil d'Administration de la BAD d'un prêt de 62,35 millions d'euros à la Côte d'Ivoire pour le financement de la 1ère phase du Projet de Renforcement des Ouvrages du Système Electrique et d'accès à l'électricité (PROSER I) ;
- Signature de la Convention de prêts avec la BOAD et la BIDC pour le financement de la construction du réseau d'évacuation des centrales thermiques CIPREL V et AZITO IV ;
- Inauguration des postes sources 225/20-15 kV de Bingerville et d'Anani par le Premier Ministre Hamed BAKAYOKO ;

RENDEMENT GLOBAL DU RÉSEAU *(en %)*

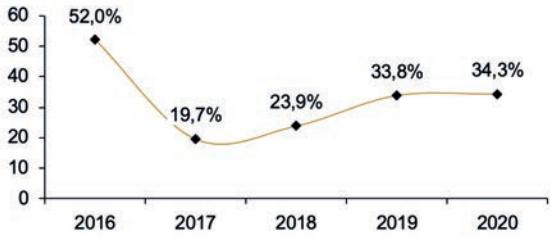
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



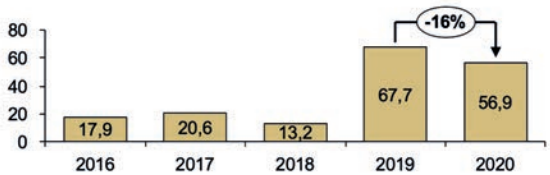
RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SUBVENTIONS D'EXPLOITATION
(en Milliards FCFA)



CIPREL

COMPAGNIE IVOIRIENNE
DE PRODUCTION D'ELECTRICITÉ

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | ELECTRICITÉ | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 juillet 1994
Capital social 29,2 milliards FCFA
Capitaux propres 113,49 milliards FCFA (+3%)
Part de l'Etat 14,7%
CA 61,8 milliards FCFA (-7 %)
Résultat Net 29 milliards FCFA (-5%)

PCA N'GUESSAN Kouassi
DG Mme DIALLO Kadidjatou
Adm MPEER CISSE Sabati

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ERANOVE	83,30
ETAT DE COTE D'IVOIRE	14,7
BOAD	2,00

La **Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL)** a pour objet la production d'électricité d'origine thermique à partir du gaz naturel essentiellement, avec une puissance installée de 543 MW.

En 2020, la CIPREL a livré au réseau électrique 3 382 GWh contre 3 196 GWh en 2019. Cette quantité d'énergie est en dessous de l'engagement contractuel de production (Take or Pay ou TOP) qui est fixé à 3 810 GWh. Toutefois, l'énergie disponible de l'exercice a été de 4 342 GWh, se situant à 10% au-dessus du TOP. La disponibilité moyenne des machines s'est fixée à 92,3% contre 88,4% en 2019.

Cependant, **le chiffre d'affaires de la Compagnie enregistre une baisse de 6,55%, pour se fixer à 61,76 milliards FCFA**. Cette baisse s'explique par la révision du prix de cession de l'énergie de CIPREL induite par la chute du déflateur du PIB contenu dans la formule du prix.

Les charges d'exploitation enregistrent également une baisse de 18,58% et se chiffrent à 28,64 milliards FCFA, en raison de la consommation des stocks des pièces de rechange lors de travaux de maintenance et d'inspection effectués.

Le résultat d'exploitation qui en découle est en baisse de 5,9% et se chiffre à 36,95 milliards FCFA. De même, le résultat financier enregistre une baisse de 9,1% imputable à la faible mobilisation des revenus financiers (-34%).

En définitive, **le résultat net a suivi cette tendance baissière et ressort avec une baisse de 5,55%** par rapport à 2019, s'établissant à 28,98 milliards FCFA.

Le report à nouveau créditeur de 49,47 milliards FCFA porte le bénéfice disponible à 78,45 milliards FCFA. Grâce à ce niveau de bénéfice, la CIPREL a distribué des dividendes d'un montant global de 36,32 milliards FCFA contre 25,28 milliards FCFA en 2019. L'Etat devrait percevoir un montant brut de 5,34 milliards FCFA contre 4,5 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 18,7%.

Par ailleurs, les impôts dus par la société sur l'exercice 2020 s'élèvent à 2,82 milliards FCFA (2,613 milliards FCFA d'impôts et taxes et 207,94 millions FCFA d'impôts BIC), contre 1,47 milliard FCFA en 2019, soit une hausse de 91,69%. Cette évolution est imputable à un redressement fiscal subi par la société couvrant la période 2016-2019 et le paiement des patentes des années antérieures à 2020.

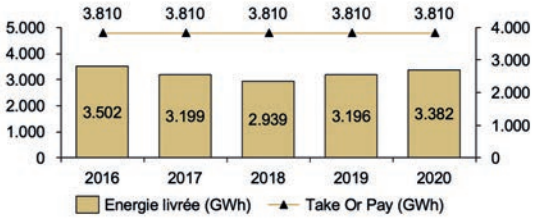
Le ratio d'endettement de la société se chiffre à 44,4%, contre 47,1% en 2019. Cette baisse se justifie par un recul des dettes financières (-12%) comparé à l'augmentation des capitaux propres (+3%).

En perspectives, la CIPREL entend poursuivre sa politique de maintenance de ses équipements afin d'améliorer son niveau de performance.

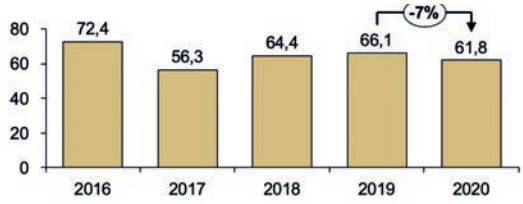
FAITS MARQUANTS

- Signature d'un accord de financement de la construction de la centrale thermique à cycle combiné CIPREL V d'un montant de 404 millions d'euros avec ERANOVE, actionnaire majoritaire de CIPREL, la Société Financière Internationale et l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- Don de vivres et d'équipements sanitaires au centre de santé communautaire de Vridi et vers les populations riveraines ainsi qu'un don de matériels médicaux et sanitaires au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique en lien avec la lutte contre la COVID 19 ;
- Renouvellement des actions d'aide à l'éducation des enfants, en réalsant en septembre 2020, pour la cinquième année consécutive, un don de kits scolaires pour contribuer à la réussite de la rentrée scolaire 2020-2021.

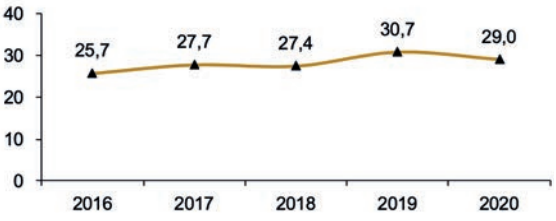
DONNÉES TECHNIQUES



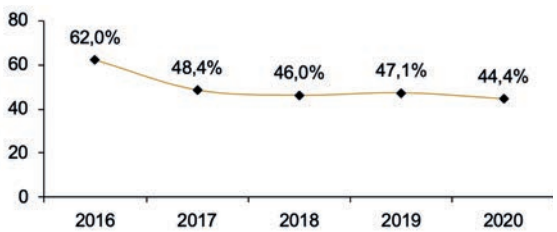
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT

HYDROCARBURES

En 2020, la **PETROCI** a renoué avec un résultat excédentaire de 9,6 milliards FCFA contre un déficit de 15 milliards FCFA en 2019, grâce à une meilleure maitrise des charges

EN DÉPIT DU RECUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU PORTEFEUILLE HYDROCARBURES (-28%) INDUIT PAR LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19, LE RÉSULTAT NET CUMULÉ DU SECTEUR ENREGISTRE UNE HAUSSE IMPORTANTE (+734%, +42,6 MILLIARDS FCFA) PORTÉE PAR LA SIR ET PETROCI

Au niveau international, le marché pétrolier en 2020 a été marqué par les effets de la pandémie de COVID-19 qui se sont traduits par la chute du cours du baril de pétrole brut de 35% (42 USD/Bbl en moyenne contre 64 USD/Bbl en 2019).

Dans ce contexte, le secteur des hydrocarbures en Côte d'Ivoire a enregistré une baisse de la production de pétrole brut du fait de la déplétion naturelle des champs pétrolifères et de l'arrêt de deux (2) puits du plus grand champ du basin ivoirien (Baobab).

En effet, la production nationale de pétrole brut s'est établie à 10,64 millions de barils contre 13,19 millions de barils en 2019. Quant à la production du gaz naturel, elle enregistre une baisse de 3% pour s'établir à 71,42 millions de MMBTU. En ce qui concerne la consommation nationale de produits pétroliers, notamment le carburant fourni par la SIR, elle s'est contractée de 3% pour se fixer à 2,09 millions TM. Quant à l'importation du gaz butane (activité exclusive de PETROCI), le volume importé enregistre une hausse de 10% pour atteindre 413 447 TM en 2020, en lien avec l'accroissement de la consommation des ménages.

En somme, le portefeuille hydrocarbures affiche un chiffre d'affaires global en baisse de 27% pour se fixer à 1 450 milliards FCFA. Cette baisse est principalement tributaire de la contraction de 37% du chiffre d'affaires de la SIR qui est passé de 1 355 milliards FCFA en 2019 à 848 milliards FCFA en 2020. Pour rappel, la SIR contribue à 58% à la formation du chiffre d'affaires global du portefeuille hydrocarbures.

Toutefois, le résultat net du portefeuille enregistre une hausse de 735%, passant à 48,5 milliards FCFA. Cette performance est soutenue, d'une part, par la SIR du fait notamment de la comptabilisation de l'indemnité d'assurance1 au titre de la couverture des pertes d'exploitation suite au sinistre du DHC survenu en 2017 et, d'autre part, par PETROCI Holding qui a renoué avec un résultat excédentaire de 9,5 milliards FCFA en 2020 contre un déficit de 15 milliards FCFA en 2019, grâce à une meilleure maîtrise des charges provisionnées.

Les sociétés de distribution (VIVO ENERGY et SIFAL) affichent, quant à elles, un résultat net cumulé déficitaire de 4,7 milliards FCFA en 2020 contre un excédent de 5,6 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 184% sous l'effet conjugué du repli des volumes vendus et du prix moyen de vente comparativement à 2019.

En revanche, dans la branche du stockage de produits pétroliers, la société GESTOCI a dégagé un résultat net bénéficiaire de 266 millions FCFA, mais en baisse de 48% par rapport à l'exercice 2019 du fait notamment du recul des activités sur le marché export.
En définitive, l'activité des entreprises du portefeuille évoluant dans le secteur hydrocarbures a généré des impôts et taxes dus à l'Etat, au titre de l'exercice 2020, quasi-identiques (+1%) à ceux de l'exercice 2019, qui s'élèvent à 48,3 milliards FCFA dont 34,5 milliards FCFA d'impôts BIC.

L'indemnité d'assurance encaissée par la SIR s'élève à 82 milliards FCFA.

GESTOCI

SOCIÉTÉ DE GESTION DES STOCKS PÉTROLIERS DE CÔTE D'IVOIRE

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | HYDROCARBURES | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 septembre 1983
Capital social 240 millions FCFA
Capitaux propres 34 328 millions FCFA (+7%)
Part de l'Etat (PETROCI) 12,5%
CA 18 milliards FCFA (+1%)
Résultat Net 266,5 millions FCFA (-48%)

Subv d'expl. 668 millions FCFA
Subv d'inv. 26 643 millions FCFA (+5%)
PCA M. TAI Glahou
DG DOUMBIA Ibrahima
Adm MBPE SEA Hilaire
Adm MPEER NIAMIEN Kouassi Ambroise

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
TOTAL CI	37,50
VIVO ENERGY	25,00
PETROCI	12,50
LIBYA OIL CI	12,50
CORLAY CI	12,50

La **Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire (GESTOCI)** est une société à participation financière publique minoritaire, ayant pour mission la gestion des dépôts, des stocks pétroliers de sécurité et des moyens de transport massifs de produits pétroliers entre ces dépôts.

En 2020, l'entreprise a réalisé une performance opérationnelle appréciable sur les activités d'enlèvement de produits pétroliers par rapport à 2019, malgré le contexte de crise de sanitaire qui a impacté le secteur du transport.

En effet, les enlèvements de produits blancs (super, gasoil, pétrole, jet A1) ont progressé de 4,5% en passant à 2 130 606 m^3, portée par le marché «local» (+7,2%) qui représente 63% des activités de GESTOCI. Les produits au poids (DDO, fuel, butane, bitume) ont connu une baisse de 4,7% pour se fixer à 113 161 TM, due principalement au recul des activités du marché export (-30%) représentant 34,6% des activités de GESTOCI en 2020.

Ainsi, **le chiffre d'affaires s'est maintenu à un niveau équivalant à celui de 2019 (17,97 milliards FCFA contre 17,79 milliards FCFA** en 2019), en raison de la compensation entre le marché «local» en hausse et le marché export en baisse.

Les produits d'exploitation ont baissé de 3,8% en s'établissant à 22,68 milliards FCFA, du fait de la baisse des reprises de provisions (-61%) liées aux risques d'exploitation encourus.

Les charges d'exploitation ont régressé de 2% en se situant à 20,21 milliards FCFA, en raison de la réduction des provisions pour risques, se limitant aux provisions sur pénalités patente 2020 et sur perte d'exploitation.

Il en découle un résultat d'exploitation excédentaire de 2,47 milliards FCFA, en régression de 16% par rapport à 2019.

Cependant, GESTOCI enregistre un résultat HAO déficitaire de 1,26 milliard FCFA, mais en amélioration de 16% par rapport à 2019, principalement due à la baisse des achats de produits pétroliers pour compenser les pertes d'exploitation.

En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 267 millions FCFA**, contre 517 millions FCFA en 2019, soit une baisse de 48%.

Par ailleurs, les impôts et taxes payables à l'Etat au titre de la gestion 2020 se chiffrent à 2,92 milliards FCFA (144 millions FCFA d'impôts BIC, 2,78 milliards FCFA d'impôt taxes), contre 2,74 milliards FCFA en 2019.

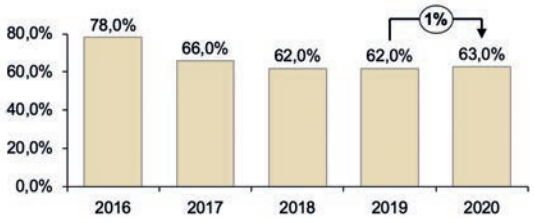
Le ratio d'endettement est passé de 17% en 2019 à 24,2% en 2020, en raison du stock de la dette qui s'est accru de 69%.

En perspectives, la GESTOCI prévoit de faire passer le nombre de jours de consommation du stock de sécurité d'environ 13 jours en 2020 à 30 jours en 2025, en effectuant des investissements conséquents en termes de capacités.

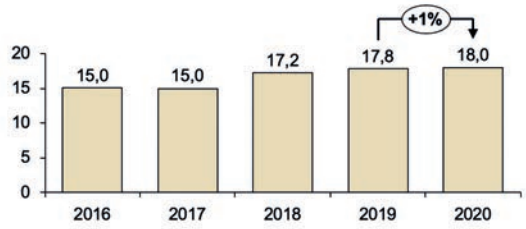
FAITS MARQUANTS

- Transfèrement des enlèvements de pétrole lampant du dépôt de Yamoussoukro au dépôt d'Abidjan ;
- Suppression de la quote-part péréquation transport adossée sur le transfert de pétrole lampant d'Abidjan à Yamoussoukro ;
- Activation en mars 2020 du Plan de Continuité des Activités à la suite de la pandémie à COVID-19.

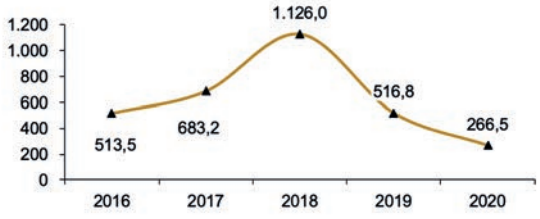
CHARGES DE PERSONNEL /VALEUR AJOUTÉE



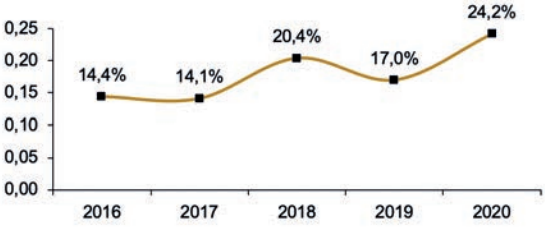
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



PETROCI

SOCIETE NATIONALE D'OPERATIONS PETROLIERES DE COTE D'IVOIRE

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | HYDROCARBURES | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 octobre 1975
Capital social 20 milliards FCFA
Capitaux propres 337 milliards FCFA (-1,6%)
Part de l'Etat 100%
CA 253,4 milliards FCFA (-5,8%)
Résultat Net 9,5 milliards FCFA (+163,3%)
PCA BEUGRE Joachim
DG BAMBA Vamissa
Adm MBPE DOSSO Adama
Adm MPEER Mme ADO Gossan Viviane
Filiales PETROCI-USA (100%), PETRO-CI-CI-11 (100%), LION GPL (100%), PETRO SANTE (100%), SIAP (50%), SIR (45,74%), PETRO SOUTES (35%), SIFAL (32,14%), SPMCI (25%), GESTOCI (12,5%),

RÉPARTITION DU CAPITAL

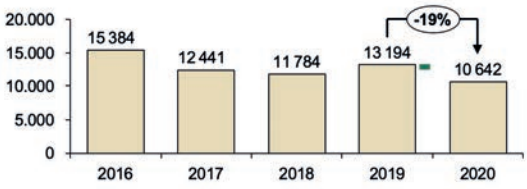
Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société Nationale d'Opérations Pétrolières de la Côte d'Ivoire,** en abrégé PETROCI, est une société d'Etat créée le 21 octobre 1975. Elle a pour mission la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures ainsi que la prise de toutes mesures propres à assurer la continuité des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en hydrocarbures et produits dérivés.
Au titre de l'exercice 2020, les activités de la société se sont déroulées dans un contexte économique international marqué par les effets de la pandémie à COVID-19 et la chute du cours du baril de pétrole brut qui s'est établi à 41,5 USD/Bbl en moyenne contre 64,34 USD/Bbl en 2019, soit une baisse de 35%.
Au niveau national, la production s'est établie à 10,64 millions de barils contre 13,19 millions de barils en 2019, du fait de la déplétion naturelle des champs pétroliers et de l'arrêt de deux (02) puits pétroliers.
En outre, le trading (importation de gaz butane) et la vente de gaz naturel aux industries ont enregistré des revenus en hausse respectivement de 2% et 12%. La hausse de l'activité de trading est due à l'augmentation de la consommation nationale de gaz butane. En somme, **les activités de l'entreprise ont généré un chiffre d'affaires global de 253,4 milliards FCFA en 2020** contre 268,8 milliards FCFA en 2019, impacté par la baisse des revenus pétroliers.
Les charges d'exploitation ont, quant à elles, baissé de 14% pour s'établir à 228,4 milliards FCFA en 2020, grâce principalement au repli de 30% observé au niveau du poste «amortissements et provisions» qui s'est établi à 42,98 milliards FCFA contre 61,01 milliards en 2019 du fait notamment du recul des provisions pour abandons de blocs dont une grande proportion a été comptabilisée en 2019.
Ainsi, le résultat d'exploitation qui en découle s'établit à 40,6 milliards FCFA en 2020, en baisse de 8% par rapport à l'exercice 2019. Le résultat financier s'est nettement amélioré, passant de -23,5 milliards FCFA en 2019 à -931 millions FCFA en 2020, soit une amélioration de 96% essentiellement due à l'effet conjugué de la baisse des provisions pour démantèlement des blocs en production et la hausse des revenus sur titres. Le résultat hors activités ordinaires (HAO) est en hausse en 2020, se chiffrant à 4 milliards FCFA, soit une hausse de 225% par rapport à 2019. En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 9,5 milliards FCFA, en 2020 contre -15 milliards FCFA en 2019.** Les dividendes bruts distribués au titre de l'exercice 2020 se fixent à 7,059 milliards FCFA. Par ailleurs, les impôts et taxes payables à l'Etat au titre de l'exercice 2020 se chiffrent à 34,2 milliards FCFA contre 32,2 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 6%.
Le ratio d'endettement s'élève à 9,8% contre 11,4% grâce, essentiellement, au règlement de la dette worldwide qui a chuté de 69%.
En perspectives, pour l'exercice 2021, PETROCI prévoit d'augmenter la capacité de transport du pipeline entre Abidjan et Yamoussoukro (passage de 1 600 000 m^3 à 2 500 000 m^3 et de forer trois (3) puits.

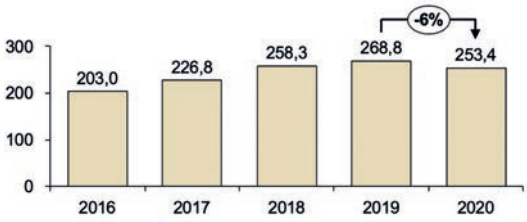
FAITS MARQUANTS

- Incidence de la COVID-19 avec ses effets sur le plan international, notamment la baisse du cours du pétrole brut de 35% ;
- Arrêt de deux (2) puits, P20 et P24 réalisés au cours de la phase 4 de développement du gisement Baobab (CI-40) ;
- Signature d'un accord pour le développement du projet Nouveaux Consommateurs (NC) AZITO 4 et Ciprel 5 ;
- Exécution des travaux d'inspection et maintenance sous-marine des risers (Bloc CI-11).
- Mise en service de la ligne 90 kV Ity-Toulepleu et les ouvrages 90 kV du poste 225 kV de Toulepleu.

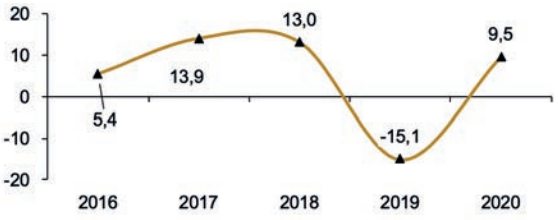
PRODUCTION NATIONALE *(en Milliers Bbl)*



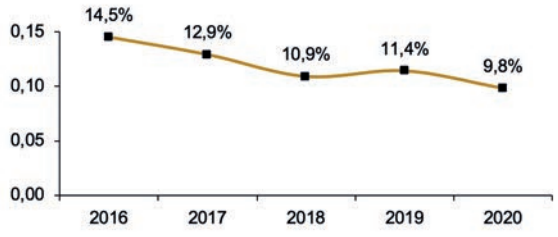
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SIFAL

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE FABRICATION DE LUBRIFIANTS

DONNÉES PROVISOIRES

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | HYDROCARBURES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1966
Capital social 560 millions FCFA
Capitaux propres 2,2 milliards FCFA
Part de l'Etat (PETROCI) 32%
CA 17,4 milliards FCFA (-25%)
Résultat Net 151 millions FCFA (-3%)

PCA TOUNGARA Mamadou Latif
DG CHAABOUNI Mohammed
Adm PETROCI TOUNGARA Mamadou, FOFANA Bakary et NEMIN Patrice

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
TOTAL CI	35,00
SHELL & VIVO L.	33,00
PETROCI	32,00

La **Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiants (SIFAL)** a pour mission principale l'exploitation d'une usine de fabrication de lubrifiants ainsi que toutes autres activités connexes pouvant être exercées à partir de ses équipements, de son savoir-faire ou de son fonds de commerce.

En 2020, sur le plan international, le marché des lubrifiants a connu une évolution stable tandis que le cours des huiles de base est passé d'environ 650 USD/tonne en début du premier semestre à près de 800 USD/tonne en fin d'exercice.

Sur le marché national, les ventes de lubrifiants ont connu une légère croissance de 1%. Toutefois, la SIFAL a enregistré une contre-performance aussi bien sur le marché local (-21%) que sur le marché export (- 5%), induisant une baisse de 17% des volumes vendus qui se sont établis à 16 799 TM en 2020 contre 20 206 TM en 2019. Ce repli est essentiellement dû aux effets de la pandémie à COVID 19 se traduisant par la baisse de ses activités.

Il en résulte **un chiffre d'affaires en retrait de 25%, passant de 23,06 milliards FCFA en 2019 à 17,40 milliards FCFA en 2020**. Le marché local affiche une contribution de 68% dans la formation du chiffre d'affaires généré en 2020.

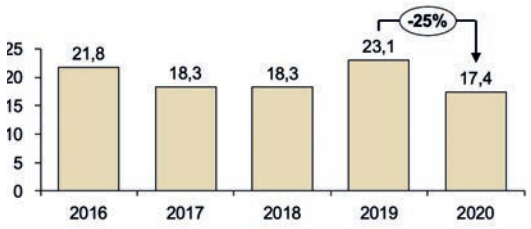
L'activité d'exploitation s'est soldée en 2020 par un résultat positif de 405 millions FCFA, en baisse de 28% comparativement à l'exercice précédent, imputable principalement à la baisse des volumes et la rigidité des charges d'exploitation.

Quant aux activités financières de l'entreprise, elles se sont soldées par un résultat déficitaire de 201 millions FCFA contre -334 millions FCFA en 2019, en raison de la baisse des frais financiers de 31% liée au repli du besoin en fonds de roulement.

En définitive, **l'exercice s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 151 millions FCFA, contre 156 millions FCFA en 2019**, soit une légère baisse de 3%.
Les impôts et taxes payables à l'Etat au titre de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 146 millions FCFA (dont 56 millions FCFA d'impôts BIC), contre 168 millions FCFA en 2019, soit une baisse de 13%.

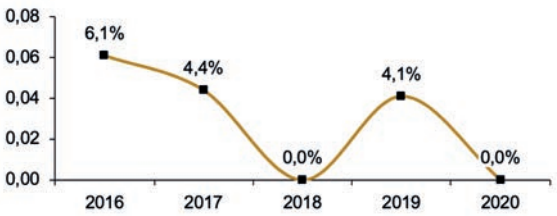
Le ratio d'endettement, quant à lui, est nul en raison de la forte propension de la SIFAL à recourir à des crédits courts termes pour financer ses activités.
En perspectives, pour l'exercice 2021, la SIFAL anticipe une croissance des volumes de plus de 30 % et par conséquent une amélioration du résultat net comparativement à l'exercice 2020.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*

RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Reprise progressive des activités à plein régime dans un contexte marqué par la pandémie à COVID 19 ;
- Maitrise de deux incidents dont un départ de feu survenu le 27 mars 2020 lors de travaux de réhabilitation d'un des réservoirs ;
- Distribution de dividendes bruts de 150 millions FCFA.

SIR

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE RAFFINAGE

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | HYDROCARBURES | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 octobre 1962
Capital social 39 milliards FCFA
Capitaux propres -29,6 milliards FCFA (+59%)
Part de l'Etat 47,28%
CA 848,1 milliards FCFA (-36%)
Résultat Net 43,3 milliards FCFA (+194,6%)

PCA BAKAYOKO Soumaïla
DG CAMARA Thomas
Adm MBPE OUATTARA Issa
Adm MPEER AKA Jean Baptiste et DADIE Cyrille
Filiales et Participations SMB (72,52%), VITIB (10%), SIAP (15%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PETROCI HOLDING	45,74
SONANGOL	20,00
TOTAL CI	15,35
SAHARA ENERGY	6,98
SONABHY	5,39
TOTAL OUTRE MER	5,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	1,54

La **Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)** a pour mission le raffinage du pétrole brut et l'approvisionnement en produits pétroliers de la Côte d'Ivoire et de certains pays de la sous-région.

En 2020, l'environnement économique du secteur du raffinage a été impacté par la COVID-19. En effet, la marge brute de raffinage s'est établie à -3 dollars US/bbl contre 4,8 dollars US/bbl en 2019, et le cours du dollar a connu une chute de 2% pour se fixer, en moyenne, à 576 FCFA.

Au niveau opérationnel, le taux d'utilisation de la raffinerie a chuté de 21,08% pour se fixer à 52,8% en lien avec le recul de la quantité de brut. Cependant, les taux de disponibilité et de fiabilité enregistrent une amélioration respectivement de +10,4% et +4,9%. La production qui en résulte affiche une baisse de 10%, se situant à 3 494KT en 2020.

Au niveau commercial, **l'activité de la SIR est en baisse de 8,4% des volumes vendus, se situant à 3 537 KT.** Cette baisse est imputable aux mesures restrictives de déplacement liées à la COVID-19. Ainsi, les marchés Côte d'Ivoire et Export Mer affichent des baisses respectives de 3% et 31%. Cependant, le marché Export Terre a connu une hausse de 9% des volumes vendus, en raison de la reconquête du marché de l'hinterland.

Au niveau financier, la marge brute comptable s'est dégradée de 63% passant à 32,2 milliards FCFA en raison de la baisse des prix sur les différents marchés. En somme, **la SIR enregistre un chiffre d'affaires de 848 milliards FCFA en 2020, en baisse de 36% consécutivement au recul des ventes sur les segments Côte d'Ivoire (-34%) et Export Mer (-55%)**.

Néanmoins, le résultat d'exploitation de la SIR a connu une amélioration de 273% pour s'établir à 36,6 milliards FCFA, grâce à la comptabilisation du remboursement effectué par les assureurs, pour un montant de 82 milliards FCFA, au titre du dédommagement de la SIR pour les pertes d'exploitation suite au sinistre enregistré au niveau du DHC en 2017.

Les activités financières se sont soldées par un résultat déficitaire de 19 milliards FCFA, en amélioration de 17% par rapport à 2019, grâce essentiellement aux dividendes versés par la SMB et aux intérêts créditeurs perçus sur le placement des indemnités d'assurance. En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 43,3 milliards FCFA en 2020, contre 14,7 milliards FCFA en 2019**.

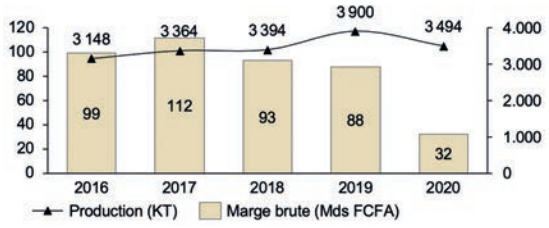
Par ailleurs, les capitaux propres demeurent déficitaires (-29,6 milliards FCFA) mais s'améliorent de 59%. Les emprunts et dettes financières hors provisions enregistrent une baisse de 12% pour s'établir à 326,9 milliards FCFA avec un ratio d'endettement de 50%. Enfin, les impôts et taxes payables à l'Etat au titre de l'exercice 2020 se chiffrent à 4,5 milliards FCFA contre 4,8 milliards FCFA en 2019.

En perspectives, pour l'année 2021, la SIR compte finaliser l'acquisition du dépôt de PUMA ENERGY d'une capacité totale de 150 000 m³ et un quai pour un coût total d'environ 46 milliards FCFA.

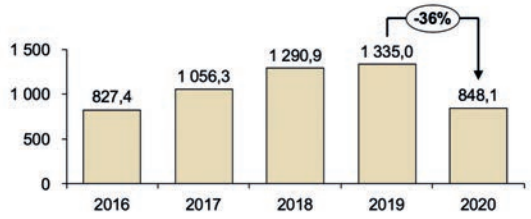
FAITS MARQUANTS

- Dégradation du cours du baril (-35%) et de la marge de raffinage (-163%) ;
- Arrêt de plusieurs unités de la raffinerie pour des raisons économiques (faibles marges) ;
- Arrêté interministériel n°23/MPEER/MEF/MCI/MPMBPE du 31 mars 2020 relatif à la fixation du taux de prélèvement pour la Conformité aux Normes de Qualités (CNQ) du Prix Maxima de Cession des fournisseurs de produits pétroliers.

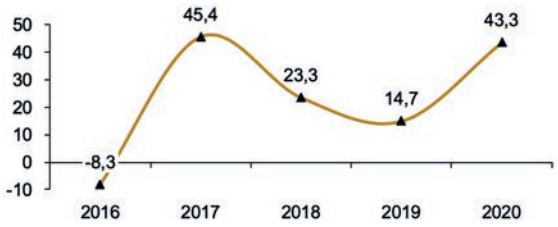
MARGE BRUTE DE RAFFINAGE ET PRODUCTION



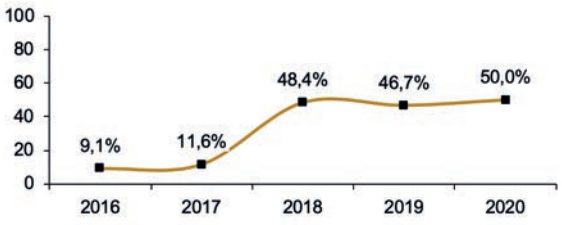
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



VECI

VIVO ENERGY CÔTE D'IVOIRE

DONNÉES PROVISOIRES

HYDRO., ELECT., EAU ET ASSAINISSEMENT | HYDROCARBURES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2012 (date de rachat de Shell-CI par VIVO)
Capital social 3,2 milliards FCFA
Capitaux propres 18,525 milliards FCFA (-33%)
Part de l'Etat (PETROCI) 5%
CA 313,6 milliards FCFA (-11%)
Résultat Net -4,8 milliards FCFA
PCA KONAN-YAHAUT Franck
DG CHAABOUNI Mohamed
Adm MPEER DIAKITE Mariam Coulibaly
Adm PETROCI DOSSO Inza

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
VIVO ENERGY CI	66,67
BRVM (PETITS PORTEURS)	28,33
PETROCI HOLDING	5,00

VIVO ENERGY Côte d'Ivoire (VECI), titulaire de la franchise SHELL depuis 2012, commercialise les carburants et lubrifiants sous la marque Shell sur le territoire national.
En 2020, au plan national, l'activité de commercialisation et de distribution de produits pétroliers a été perturbée par la pandémie de la Covid-19, à travers les restrictions au niveau du trafic aérien et du trafic routier, enregistrant une contre-performance en volume de 6% sur les ventes de produits pétroliers.

Les ventes en volume de la société ont enregistré une baisse de 11% sur l'ensemble des marchés, pour se fixer à 596 000 M3/TM en 2020.

Ainsi, **le chiffre d'affaires a connu une baisse de 11%, pour s'établir à 313,56 milliards FCFA,** sous l'effet conjugué de la baisse des volumes de vente et du prix moyen de vente comparativement à 2019.

Le résultat d'exploitation est ressorti déficitaire de 3,65 milliards FCFA contre un excédent de 8,09 milliards FCFA l'exercice précédent, en raison de cette baisse du chiffre d'affaires et de la hausse des charges d'exploitation liée notamment à la comptabilisation de provisions pour litiges et droits de douane.

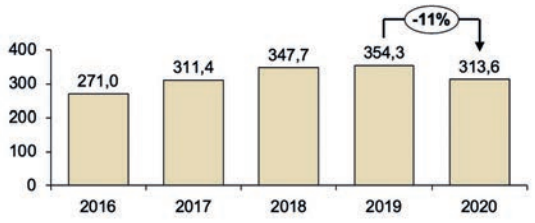
Quant au résultat financier, il s'est soldé par un déficit de 1,11 milliard FCFA contre un déficit de 575 millions FCFA en 2019. Ce constat résulte essentiellement de la hausse des charges financières (+193%) liée à l'augmentation de la dette bancaire.

En définitive, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 4,79 milliards FCFA en 2020,** contre un excédent de 5,46 milliards FCFA en 2019.

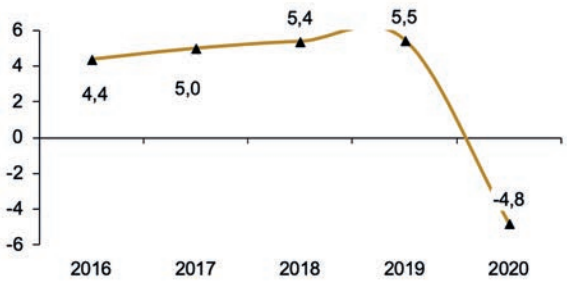
Les impôts et taxes dus à l'Etat au titre de l'exercice 2020 se chiffrent à 3,21 milliards FCFA (y compris 35 millions FCFA d'impôt BIC) contre 5,33 milliards FCFA en 2019.
Le ratio d'endettement s'établit à 23%, contre 12% en 2019.

En perspectives, pour l'année 2021, la société devrait renouer avec un résultat net excédentaire. En effet, le plan d'acquisition de nouveaux sites devrait se poursuivre ce qui permettrait d'accroître la part de marché de VIVO sur le marché national conformément à son ambition de se positionner comme leader sur le marché réseau.

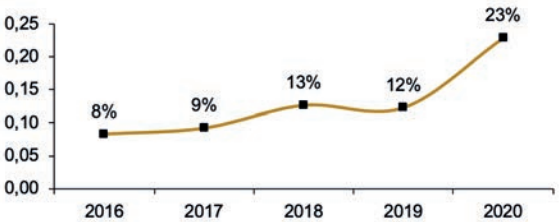
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Création de cinq (5) nouveaux sites de stations-services ;
- Baisse du titre de Vivo Energy Côte d'Ivoire de 25%, clôturant à 600 FCFA au 31 décembre 2020 contre 800 FCFA au 31 décembre 2019.

DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

MÉDIA

En dépit de la crise sanitaire, les activités de la **SNPECI** se sont soldées par une hausse de 7,4% de son chiffre d'affaires qui s'est établit à 4,5 milliards FCFA....

TENDANCE BAISSIÈRE DES ACTIVITÉS DU SECTEUR MÉDIA DUE AUX EFFETS NÉFASTES DE LA COVID 19

Depuis quelques années, d'importants changements au niveau des habitudes des ivoiriens ont bouleversé la configuration du paysage médiatique. Ces bouleversements sont à la fois la conséquence des difficultés lat*entes du secteur et de ses efforts d'adaptation à un environnement où les réseaux sociaux jouent un rôle majeur.

Au 31 décembre 2020, la communication en Côte d'Ivoire se trouve structurée principalement autour de la presse et de l'audiovisuel.

La presse écrite, régulée par l'Autorité Nationale de Presse (ANP), représentant l'un des secteurs médiatiques les plus prolifiques, est largement développée et reflète une large palette d'opinion publique et de mouvement d'idées. Elle propose une vingtaine de quotidiens, une trentaine d'hebdomadaires, de nombreux magazines, plusieurs sites d'informations et plusieurs agences de presse dont les principales sont l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) et Alertes Info. Au niveau de l'audiovisuel, le processus de déploiement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT), poursuit sa marche. Le paysage télévisuel comprend quatre (4) télévisions de service public (RTI 1, RTI 2, RTI 3 et RTI BOUAKE), quatre (4) télévisions commerciales sur le réseau TNT (LIFE TV, SORANO CI, OPTIMUM MEDIA CI et SACI), et six (6) réseaux de distribution de services de radiodiffusion sonore et de télévision par satellite et/ou par câble (CANAL+, STARTIMES, AKWABA TELE SA, TV-COM CI, TNT SAT AFRICA et SAT IVOIRE).

Le portefeuille de l'Etat est représenté dans ce secteur par quatre (4) sociétés, à savoir la RTI, IDT, SNPECI et EDIPRESSE.

En 2020, les activités commerciales des entreprises publiques du secteur ont baissé, avec un chiffre d'affaires cumulé de 18,19 milliards FCFA, contre 18,57 milliards FCFA en 2019. Le résultat net d'ensemble s'est dégradé davantage en passant d'un déficit de 888 millions FCFA en 2019 à un déficit de 1,17 milliard FCFA en 2020 ; soit une dégradation de 285 millions FCFA. Cette dégradation du résultat net du secteur Média est due, au déficit subi par la RTI de 956 millions en 2020, contre un bénéfice de 70 millions FCFA en 2019 et du déficit de 800 millions FCFA subi par EDIPRESSE en 2020 contre un déficit de 586 millions FCFA en 2019.

En ce qui concerne la RTI, la tendance baissière observée suite aux réformes intervenues au sein de l'espace audiovisuel s'est poursuivie cette année, avec la COVID 19 et les tensions liées aux élections présidentielles. Cette situation a abouti à une baisse de son chiffre d'affaires de 9,8% occasionnant une régression de 1,03 milliard FCFA de son résultat net, qui s'établit à un déficit de 956 millions FCFA contre 70 millions FCFA en 2019.

Concernant la société IDT, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 3,48 milliards FCFA, contre 2,11 milliards FCFA en 2019. Cette augmentation s'explique principalement par l'évolution de 58,84% des «travaux et services vendus» qui se sont établis à 3,35 milliards FCFA ,contre 2,11 milliards FCFA en 2019. La subvention d'exploitation s'élève à 2,95 milliards FCFA. Au final, IDT a enregistré des produits globaux d'un montant de 6,56 milliards FCFA. En tenant compte des charges qui s'élèvent à 5,84 milliards FCFA, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 525 millions FCFA contre un bénéfice de 128 millions FCFA en 2019.

Quant à la SNPECI, la performance affichée par les «produits accessoires» et les «ventes de produits fabriqués», due à l'acquisition des équipements prévus au titre du plan de restructuration, a impacté les activités commerciales de la société. Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 7,4% par rapport à 2019, passant à 4,49 milliards FCFA en 2020. Par ailleurs, l'enregistrement d'un produit exceptionnel (1,89 milliard FCFA), au titre de la titrisation des dettes sociales par l'Etat, a permis à la société de réaliser un résultat net de 58 millions FCFA, contre un déficit de 501 millions FCFA, en 2019.

La situation d'EDIPRESSE s'est dégradée davantage en 2020 avec un déficit de 800 millions FCFA, contre un déficit de 586 millions en 2019 soit une aggravation de 214 millions FCFA. Cette situation s'explique par la baisse du chiffre d'affaires qui est passé de 3,63 milliards en 2019 à 2,41 milliards en 2020 ; soit une baisse de 33,61%.

IDT

IVOIRIENNE DE TELEDIFFUSION

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | MÉDIA | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 Décembre 2017
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 41,9 milliards FCFA (+82%)
Part de l'Etat 100%
CA 3,5 milliards FCFA (+65%)
Résultat Net 525,3 millions FCFA (+309%)
Subv d'expl. 2,9 milliards FCFA (-78%)
Subv. d'invest. 18,4 milliards FCFA
PCA Mathieu DARET Badaud
Directeur Général YEO Adama Benoit
Adm. Min de la Commu DIEKE Yao Bertin
Adm. MBPE TAHI Fabrice

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

La **société Ivoirienne de Télédiffusion (ITD)** a été créée par décret n° 2017-844 du 20 décembre 2017 suite à la volonté de l'Etat de Côte d'Ivoire de mettre en place un opérateur national de diffusion, distinct des entreprises éditrices de programmes, pour la mise en œuvre du processus de migration vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT). Cette société d'Etat est l'opérateur public de diffusion audiovisuelle qui a pour mission principale, d'assurer la diffusion des programmes radiophoniques et télévisuels sur le territoire ivoirien.

En 2020, les activités commerciales d'IDT se sont soldées par une hausse de 65% du chiffre d'affaires, pour atteindre 3,48 milliards FCFA. Cette augmentation s'explique principalement par l'évolution de 58,84% des «travaux et services vendus», passant de 2,11 milliards FCFA en 2019 à 3,35 milliards FCFA à la suite de la facturation des droits de diffusion.
Les produits d'exploitation se sont établis à 6,51 milliards FCFA, contre 6,49 milliards FCFA en 2019, malgré les baisses respectives de la «subvention d'exploitation» de 30,5% (-1,3 milliard), et des «reprises d'amortissements et provisions» de 42,3% (-49,1 millions) par rapport à 2019.

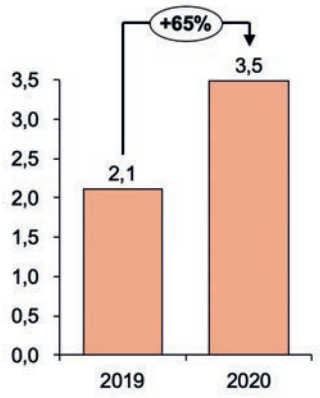
Les charges d'exploitation de la société ont, quant à elles, régressé de 6,56% pour se fixer à 5,84 milliards FCFA. Cette baisse résulte de la maîtrise des «charges de personnel» et des «frais de communication autour du projet TNT» qui ont respectivement baissé de 216 millions FCFA et de 355 millions FCFA.
Il ressort de ce qui précède un résultat d'exploitation bénéficiaire de 672 millions FCFA, contre un bénéfice de 245 millions FCFA en 2019.
En définitive, après l'impôt sur le résultat de 197 millions FCFA, le résultat financier et le résultat HAO déficitaires respectivement de 46 millions FCFA et de 5 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 525,3 millions FCFA, contre un bénéfice de 128,5 millions FCFA en 2019.**

En perspective, pour l'année 2021, la société IDT prévoit de (i) finaliser le projet de déploiement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) et assurer son exploitation, (ii) achever l'extinction de la diffusion analogique TV, (iii) intensifier la campagne de communication autour de la TNT pour assurer l'adhésion de la population au projet, (iv) construire un back up de réseau secours, (v) créer l'extension du Mutiplex (MUX) anciennement dédiée à l'opérateur de bouquet STARTIMES pour en faire un MUX gratuit, (vi) trouver des sources de financement de l'étude relative à la couverture des zones blanches, et (vii) solliciter l'appui de l'Etat afin d'emmener les éditeurs de chaines (NCI, LIFE TV et la RTI) à s'acquitter de leurs droits de diffusion.

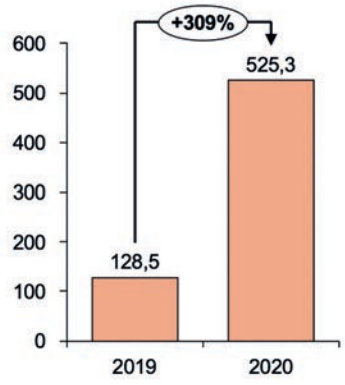
FAITS MARQUANTS

- Ralentissement du projet de déploiement de la TNT compte tenu de la Covid-19 ;
- Réduction de moitié des droits de la TNT, précédemment fixés, afin de faciliter l'entrée des éditeurs de chaines dans la TNT ;
- Arrivée d'un éditeur de chaîne gratuite (LIFE TV) et d'un opérateur de bouquet payant (STATIMES) dans le multiplex TNT ;
- «Non-entrée» de la chaîne 7info dans le multiplex TNT ;
- Lancement de la TNT à KORHOGO le 23 janvier 2020 ;
- Mise en fonction de la TNT dans les villes de BECOUEFIN, ZOUKOUGBEU et MAN.

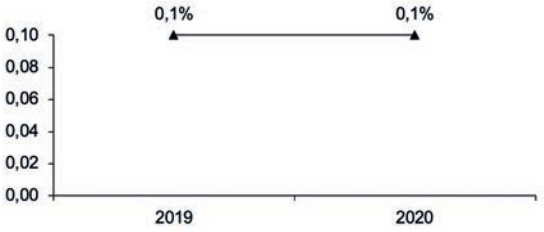
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



EDIPRESSE SARL

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | MÉDIA | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963
Capital social 25 millions FCFA
Capitaux propres -1,5 milliard FCFA
Part de l'Etat (SNPECI) 65%
CA 2,4 milliards FCFA (-33%)
Résultat Net -570,5 millions FCFA

Gérant SANGARE Ibrahim Séga
Directeur Bertrand HOLL
Filiales et Participations NEI CI

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SNPECI	65,00
SNEDAI	35,00

EDIPRESSE est une société à participation financière publique majoritaire, ayant pour missions la distribution de la presse locale et étrangère et la vente en gros de librairie générale et scolaire.

EDIPRESSE dispose d'un réseau de clients à travers toute la Côte d'Ivoire. Son approvisionnement est assuré, en ce qui concerne la presse, par Prestalis pour l'international et par les éditeurs locaux pour le national.

En 2020, **les activités commerciales de la société se sont soldées par un chiffre d'affaires de 2,44 milliards FCFA**, contre 3,62 milliards FCFA en 2019. Cette baisse s'explique par la chute de 32,7% des ventes de marchandises (quotidiens et publications locales, presse importée et ventes en librairie). Elle traduit les effets du changement d'habitude des populations vers les réseaux sociaux, des différentes formes de fraudes sur les livres et de la concurrence des autres entreprises de distribution de presse.

La baisse des activités commerciales a induit une baisse de ses produits d'exploitation de 34,04%, passant à 2,46 milliards FCFA en 2020.

Les charges d'exploitation de la société ont chuté de 30,04%, passant à 3,01 milliards FCFA en 2020. Cette situation s'explique principalement par la baisse des «autres charges (-91,72%)» et des «charges de personnel (-19,7%)».

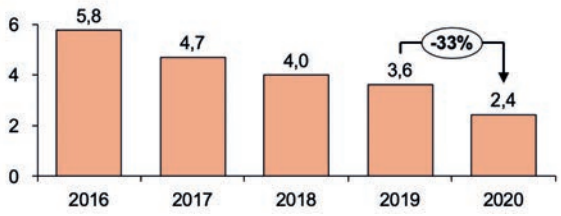
Il résulte de ce qui précède une amélioration de 23,87 millions FCFA du résultat d'exploitation, qui s'établit à un déficit de 551,56 millions FCFA, contre un déficit de 575,43 millions FCFA en 2019.

En définitive, après le résultat financier de -18,84 millions FCFA et le résultat HAO de -79 165 FCFA, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 570,48 millions FCFA,** contre un déficit de 585,84 millions FCFA en 2019.

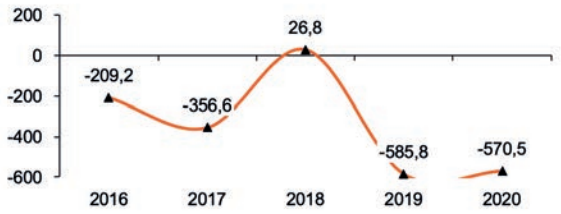
FAITS MARQUANTS

- Suspension des dirigeants (Directeur, Directeur Adjoint et Responsable financier) en septembre 2020 ;
- Désignation d'un nouveau gérant ;
- Signature d'une convention d'assistance technique avec la SNPECI en septembre 2020.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

RTI

RADIO DIFFUSION TÉLÉVISION IVOIRIENNE

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | MÉDIA | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 octobre 1962
Capital social 6 milliards FCFA
Capitaux propres 6,5 milliards FCFA
Part de l'Etat 100%
CA 7,8 milliards FCFA (-10%)
Résultat Net -955,8 millions FCFA
Subv d'expl. 11,37 milliards FCFA
- *Subvention Etat 991 millions FCFA*
- *Redevance CIE 10,38 milliards FCFA*

Subv d'invest. 80,92 millions FCFA
PCA AKA Sayé Lazare
DG DEMBELE Fausseni
Adm MBPE KAMAGATE Daouda

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

La **Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)** a été créée par la loi n° 62-401 du 26 octobre 1962 portant création d'un établissement public dénommé **«Radio Télévision Ivoirienne»**. Après plusieurs mutations, elle est devenue une sociétéanonyme en vertu du décret n°2005-163 du 28 avril 2005. Cette société d'Etat apour principales missions de répondre aux aspirations de la population en matière d'information, de culture, d'éducation, d'illustration des valeurs de la civilisation et de contribuer à la consolidation de l'unité nationale.

L'examen de la situation financière de l'exercice clos au 31 décembre 2020 de la RTI fait apparaître :

- une régression des activités commerciales, avec **le chiffre d'affaires qui est passé de 8,65 milliards FCFA en 2019 à 7,80 milliards FCFA en 2020**. Cela s'explique, d'une part, par la récession économique mondiale causée par la crise sanitaire du Covid-19. Ainsi, les «travaux et services vendus» et les «produits accessoires» ont régressé respectivement de 430 millions FCFA et 416 millions FCFA ;
- une baisse de 3,18 milliards FCFA des produits d'exploitation induite par le recul des activités commerciales et les baisses respectives de 1,61 milliard FCFA de la «reprise d'amortissements, provisions et dépréciations», de 337 millions FCFA de la «subvention d'exploitation» et de 252 millions FCFA des «autres produits accessoires» ;
- une augmentation de 3,67% des charges d'exploitation qui sont passées de 22,76 milliards FCFA en 2019 à 23,60 milliards FCFA en 2020. Cette augmentation résulte essentiellement de la hausse des «services extérieurs» (+512 millions FCFA), des «autres charges» (+180 millions FCFA) et des «charges de personnel» (+704 millions FCFA). Il résulte de ce qui précède un résultat d'exploitation déficitaire de 2,76 milliards FCFA en 2020 contre un bénéfice de 1,26 milliard FCFA en 2019, et un résultatdes activités ordinaires déficitaires de 2,84 milliards FCFA contre un bénéfice de1,28 milliard FCFA en 2019. Par ailleurs, les activités exceptionnelles se sontsoldées par un résultat bénéficiaire de 1,92 milliard FCFA, dû essentiellement aux autres produits HAO (+1,5 milliard FCFA de subvention d'équilibre), contre une perte de 1,21 milliard FCFA, en 2019.

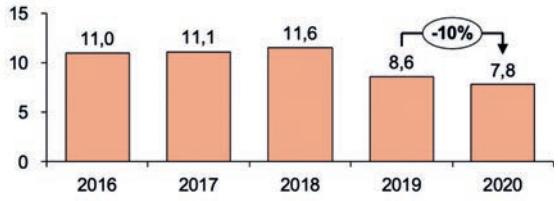
En définitive, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 955,8 millions FCFA, contre un bénéfice de 70,2 millions FCFA en 2019**. Les impôts dus au titre de la gestion 2020 se sont fixés à 708 millions FCFA (673 millions FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 35 millions FCFA d'impôt sur le résultat) contre 1,02 milliard FCFA en 2019.

En perspectives, l'année 2021 sera consacrée à consolider le positionnement du groupe RTI dans le secteur audiovisuel. A cet effet, le lancement de la chaine «RTI 3» et le passage prochain à la Haute Définition posent les bases de cette volonté affichée.

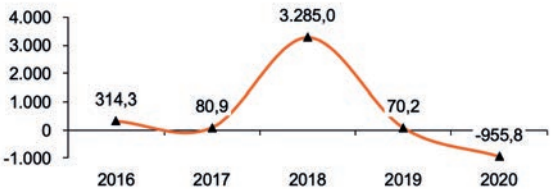
FAITS MARQUANTS

- Récession mondiale occasionnée par la crise sanitaire liée à la Covid-19 ;
- Couverture de la Campagne Présidentielle en octobre 2020 ;
- Lancement de RTI3 (3ème TV du groupe RTI) ;
- Lancement du projet de construction des studios BABIWOOD ;
- Réalisation de la 1ère phase du projet de passage en qualité haute définition (installation du Play out et équipement en HD du studio B) ;
- Réorganisation des directions commerciale, marketing et communication.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



SUBVENTIONS *(en Milliards FCFA)*

RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

SNPECI

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE PRESSE ET D'EDITION DE CÔTE D'IVOIRE

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | MÉDIA | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993
Capital social 821 millions FCFA
Capitaux propres 583,9 millions FCFA (-37%)
Part de l'Etat 100%
CA 4,5 milliards FCFA (+7%)
Résultat Net 57 millions FCFA

PCA SANGARE Ibrahima Sega
DG KONAN Venance Kouassi
Adm Présidence TOURE Masséré
Adm MBPE TRAORE Siaka
Adm MEF DIABY Moustafa
Filiales et Participations EDIPRESSE (65%), Ivoire Media (33%), NEI CI (4%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SNPECI	65,00
SNEDAI	35,00

La **Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI)** est une société d'Etat créée à la suite de la dissolution de la Société d'Imprimerie Ivoirienne (SII) et de la Société de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SPECI), ayant pour mission essentielle l'édition, la création, l'acquisition et l'exploitation de journaux, d'écrits périodiques, de magazines, de revues et de supports publicitaires de tous genres. Elle mène aussi des activités d'acquisition et de vente de droits d'auteurs, ainsi que toute activité d'imprimerie.

En 2020, **les activités commerciales de la SNPECI se sont soldées par une hausse de 7,4% du chiffre d'affaires, pour s'établir à 4,50 milliards FCFA.** Cette performance s'explique principalement par les évolutions favorables des «produits accessoires» (+1130%) et des «ventes de produits fabriqués» (+35%).

Ainsi, les produits d'exploitation se sont établis à 5,45 milliards FCFA en 2020 contre 5,1 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 6,82%.

Les charges d'exploitation de la société ont augmenté de 5,7 milliards FCFA en 2019 à 6,97 milliards FCFA en 2020. Cette situation s'explique principalement par l'accroissement des «autres achats» (103,40%) et les «dotations aux amortissements aux provisions et aux dépréciations» (55%).

Cette hausse des charges d'exploitation a induit un déficit d'exploitation de 1,52 milliard FCFA contre un déficit de 556 millions FCFA en 2019.

En définitive, après un déficit de 186 millions FCFA du résultat financier et un résultat Hors Activités Ordinaires de 1,79 milliard FCFA, occasionné par la titrisation par l'Etat des dettes sociales de la société d'un montant 1,88 milliard FCFA, **la SNPECI a dégagé un résultat net bénéficiaire de 58 millions FCFA**, contre un déficit de 501 millions FCFA en 2019.

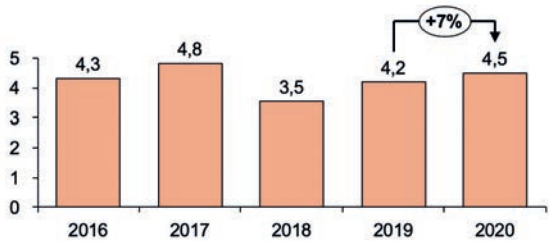
Les impôts dus au titre de l'exercice 2020 par la SNPECI se sont élevés à 210 millions FCFA (essentiellement constitués des impôts et taxes d'exploitation), contre 130 millions FCFA en 2019.

En perspectives, pour l'exercice 2021, la société prévoit de : (i) consolider sa politique de communication à 360 degrés, (ii) relancer des offres all-in-one pour l'imprimerie et la régie, (iv) renforcer le canal indirect pour la vente des espaces publicitaires et des travaux d'imprimerie à travers des sociétés, des apporteurs d'affaires, et (v) mettre en place un customer relationship management pour fidéliser les clients.

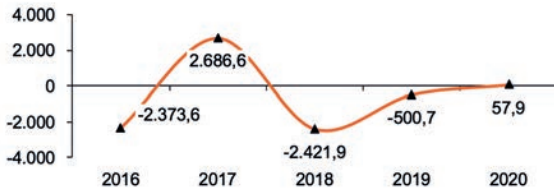
FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre effective de la politique nationale du ministère de la communication et des médias (PONACOM) ;
- Impact de la pandémie de la COVID-19 ;
- Tenue des élections présidentielles fin octobre 2020 ;
- Continuité d'exécution du plan de restructuration de la SNPECI adopté en conseil des ministres le 16 novembre 2017.

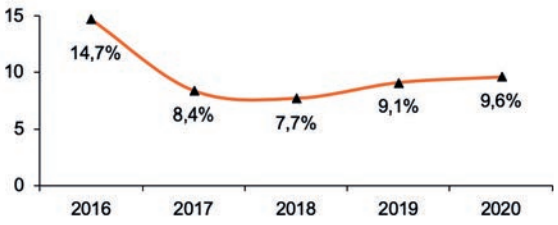
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

AUTRES SERVICES

Le **BNETD** a dégagé un résultat net excédentaire de 26,76 milliards FCFA en 2020, en hausse de 458% par rapport à 2019, bénéficiant ainsi d'une hausse de 30% de son chiffre d'affaires et de produits exceptionnels de 20,43 milliards FCFA...

EN DÉPIT DE LA COVID 19, LE SECTEUR «AUTRES SERVICES» A CONNU UNE HAUSSE DE 35% DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES ET UNE AMÉLIORATION REMARQUABLE DE SON RÉSULTAT NET

Le secteur «Autres services» du portefeuille de l'Etat est à la fois étendu et hétéroclite, au regard des secteurs d'activités concernés, du poids de l'État au sein des entreprises et de leurs formes juridiques. Le secteur comporte cinq (5) sociétés, dont deux (2) sociétés d'Etat (BNETD et INS), deux (2) sociétés à participation financière publique majoritaire (INIE et LONACI) et une (1) société à participation financière publique minoritaire (ADCI).

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de la COVID-19 qui a eu des répercussions majeures sur l'ensemble des secteurs.

Toutefois, la performance financière globale du secteur «Autres services» est en nette amélioration. En effet, le chiffre d'affaires global du secteur s'est établi à 330 milliards FCFA, contre 244 milliards FCFA en 2019, grâce principalement à l'accroissement du chiffre d'affaires de la LONACI de plus de 77 milliards FCFA.

Le résultat net global est également en hausse de 347,98% pour atteindre 28,94 milliards FCFA en 2020. Cette augmentation est portée essentiellement par le résultat du BNETD (+462%) qui est passé de 4,76 milliards FCFA en 2019 à 26,76 milliards FCFA en 2020 grâce à l'apurement de son passif vis-à-vis de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (20,93 milliards FCFA) qui a permis à la société de réaliser un résultat HAO de 21,43 milliards FCFA.

En termes d'activités, l'ADCI a procédé aux recrutements de sept (7) entreprises dans le cadre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau de la Côte d'Ivoire (PNRMN) et a procédé à la certification de dix (10) entreprises au système de management de la qualité.

Par ailleurs, l'INIE a procédé à la signature de trois (3) conventions de financement avec la coopération allemande (GIZ), couplées d'un accord de financement avec la BIDC pour le renforcement de 716 promoteurs. En outre, l'institut a accompagné 358 porteurs de projets, dont 38 projets de PME et 320 projets de TPE, et formé 520 promoteurs tout-venants.

L'INS a, quant à lui, mené plusieurs activités notamment (i) des évaluations de l'impact de la COVID-19 sur l'économie et les ménages, (ii) la mise en œuvre du document cadre de gestion des projets, (iii) la réalisation du 2ème pré-test du recensement de la population de 2019, (iv) le démarrage du programme de changement de l'année de base des comptes nationaux et du passage au Système Comptable National 2008, (v) la réalisation des Enquêtes Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) 2018, (vi) la réalisation des comptes nationaux annuels définitifs 2018, (vii) la réalisation des comptes nationaux trimestriels du 3ème trimestre 2020, (viii) la réalisation de certains indicateurs conjoncturels d'activités (IHPC base 2014, ENE 2019, EMSI 2019, etc.).

Le BNETD a contribué à la réalisation de plusieurs projets, notamment dans les domaines du bâtiment, des infrastructures routières et des projets liés à l'environnement. Les plus emblématiques sont les travaux des infrastructures sportives et d'hébergement de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, le suivi et le contrôle des travaux de bitumage des voiries dans les villes de la Côte d'Ivoire et du suivi et contrôle des travaux de réhabilitation et d'aménagement de la voirie de Yamoussoukro (41 km dont 4,4 km à bitumer et 36,9 km à réhabiliter), etc.

La LONACI, en vertu des missions de responsabilité sociétale qui lui ont été assignées par le Gouvernement, a réalisé en 2020 des œuvres sociales d'un montant de 2,5 milliards FCFA dans les domaines de la santé, de l'éducation, sportif et culturel au profit des populations défavorisées. Au titre de ces réalisations, elle a offert notamment 5 respirateurs de réanimation COVID-19 au CHU de Cocody, 500 000 masques réutilisables à la Primature, construction de bureau et pharmacie au district sanitaire de Béoumi, construction d'un hôpital + logement à TOURANO à TOUBA, la construction d'un foyer polyvalent à Madinani, achat de 3 ambulances pour LOGBAKRO, LINGUEKORO et NASSIAN et la construction de classes+bureaux+latrines à NAGASSEREGUE à Korhogo etc...

ADCI

AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ DES INDUSTRIES DE CÔTE D'IVOIRE

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | AUTRES SERVICES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Octobre 2014
Capital social 50 millions FCFA
Capitaux propres -31,3 millions FCFA
Part de l'Etat 40%
CA 7,5 millions FCFA (-96%)
Résultat Net -54,7 millions FCFA
Subv d'expl. 150 millions FCFA

PCA BILEY Joseph Désiré
DG DIABATE Mamadi
Adm MBPE AHMED KONET Hussein
Adm CGECI ACKAH Jean-Marie Philippe

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	40,00
CCI-CI	20,00
CGECI	20,00
FIPME	10,00
FNISCI	10,00

L'**Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire (ADCI)** est une société à participation financière publique minoritaire créée en octobre 2014. Elle a pour mission la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles en vue du développement de la production et de la compétitivité industrielle par le service, l'assistance et le conseil. L'ADCI assure également la gestion de programme publique et de programmes connexes.

Ainsi, au titre des programmes publics, l'ADCI exécute actuellement le Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN), en tant qu'organe d'exécution de la composante 1 : appui direct aux entreprises.
L'ADCI participe également à l'exécution du Projet d'Appui à la Compétitivité et à l'Intégration Régional (PACIR), complémentaire au PNRMN.

Au titre de sa mission publique, l'exercice 2020 de l'ADCI a été marqué essentiellement par (i) le recrutement de sept (7) entreprises, (ii) la conduite de vingt et une (21) missions de diagnostic pour évaluer les capacités opérationnelles et financières des unités de transformation de l'anacarde, (iii) la certification de dix (10) entreprises accompagnées à la mise en place de leur système de management de la qualité, (iv) l'accompagnement de cinq (5) entreprises dans le cadre de la facilitation à l'accès au crédit (deux des cinq entreprises ont pu obtenir un financement), (v) le départ de quatre (4) commerciaux et le recrutement d'un (01) spécialiste en management ainsi que d'un (01) expert en financement.

Sur le plan financier, les produits d'exploitation de l'ADCI se sont situés à 174,89 millions FCFA, contre 378,89 millions FCFA en 2019, en raison essentiellement de la **chute du chiffre d'affaires qui est passé de 207,72 millions FCFA en 2019 à 7,45 millions FCFA.** De même, les charges d'exploitation de la société ont connu une baisse de 27,96%, pour se fixer à 272,88 millions FCFA, résultant essentiellement de la baisse des services extérieurs (-139,93 millions FCFA) et des charges de personnel (-15,63 millions FCFA).
Il résulte de ce qui précède un résultat d'exploitation déficitaire de 97,98 millions FCFA en 2020 contre un bénéfice de 92,95 mille FCFA en 2019.

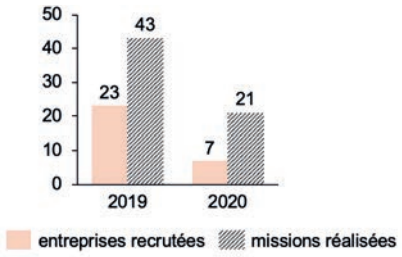
En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 43,26 millions FCFA, l'**exercice 2020 de l'ADCI s'est soldé par un déficit de 54,71 millions FCFA**, contre un déficit de 857 000 CFA en 2019.

En perspectives, pour l'année 2021, l'ADCI envisage (i) de poursuivre l'accompagnement de la mise à niveau industrielle des entreprises ivoiriennes dûment fragilisées par la COVID-19 et (ii) d'accompagner la Côte d'Ivoire à attaquer le marché africain grâce à l'entrée en vigueur de la ZLECAF (Zone de Libre Echange Continentale Africaine).

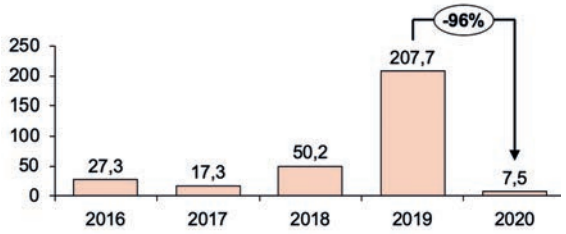
FAITS MARQUANTS

- Dix (10) entreprises accompagnées par l'ADCI ont obtenu leur certification dans le cadre du Système de Management de la Qualité (SMQ) ;
- Obtention d'un financement de 2 millions d'euros pour l'exécution de la composante 1 du PACIR 2 sur une période de trois (03) ans ;
- Adhésion de l'ADCI au comité de pilotage d'UKAID sur le programme UKTP ;
- Recrutement d'un (01) Expert en financement et un (01) chargé de projet spécialisé en SMQ ;
- Départ des quatre (04) commerciaux et de l'Expert de mise à niveau.

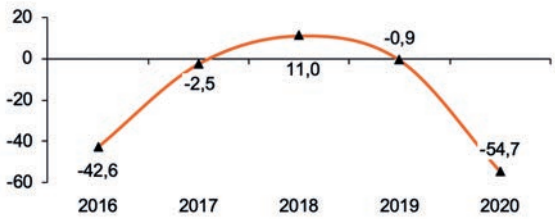
ENTREPRISES RECRUTÉES ET MISSIONS RÉALISÉES



CHIFFRES D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



SUBVENTION D'EXPLOITATION
(en Millions FCFA)

BNETD

BUREAU NATIONAL D'ETUDES
TECHNIQUES ET DÉVELOPPEMENT

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | AUTRES SERVICES | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 04 septembre 1964
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres 46, 8 milliards FCFA
Part de l'Etat 100%
CA 42,1 milliards FCFA (+31%)
Résultat Net 26, 8 milliards FCFA (+458%)

PCA COULIBALY Samba
DG COULIBALY Kinapara
Adm Présidence COULIBALY Samba
Adm MBPE KEHO Yaya

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Le **Bureau National d'Etudes Techniques et Développement (BNETD)** est une société d'Etat créée le 4 septembre 1964. Il a pour mission d'assister le Gouvernement dans l'identification et la formulation d'objectifs de développement à moyen et long terme et dans la prise de décisions. Le BNETD contribue, également, à optimiser l'utilisation des ressources de l'État et à garantir la pérennité des acquis. Enfin, le BNETD collecte, analyse, centralise et diffuse les informations techniques, économiques et financières.

Au cours de l'exercice 2020, la société a contribué à la réalisation de plusieurs projets dont les plus significatifs sont : (i) la poursuite de la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le contrôle d'études, le suivi et le contrôle d'exécution des travaux de réalisation des infrastructures sportives et d'hébergement de la CAN 2023 ; (ii) la poursuite de l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière de la Mé ; (iii) l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour la construction de la tour F de la cité administrative à Abidjan ; (iv) le suivi et contrôle des travaux de réhabilitation et d'aménagement de la voirie de Yamoussoukro (41 km dont 4,4 km à bitumer et 36,9 km à réhabiliter).

L'examen de la situation financière de l'exercice 2020, a fait apparaître une amélioration du **chiffre d'affaires qui est passé de 32,18 milliards FCFA en 2019 à 42,08 milliards FCFA**, en raison de l'envergure des investissements réalisés par la Côte d'Ivoire. Ainsi, les produits d'exploitation se sont situés à 43,99 milliards FCFA contre 34,25 milliards FCFA en 2019.
Les charges d'exploitation ont progressé de 13%, pour se situer à 32,78 milliards FCFA, en raison du niveau des activités réalisées en 2020.

L'activité d'exploitation s'est soldée en 2020 par un résultat positif de 5,16 milliards FCFA, en baisse de 34,73% comparativement à l'exercice précédent. Il faut noter également le résultat HAO bénéficiaire de 21,43 milliards FCFA issu principalement d'un produit exceptionnel comptabilisé à la suite de l'apurement du passif du BNETD vis-à-vis de l'ACCT, d'un montant de 20,43 milliards FCFA.
En définitive, la société a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 26,76 milliards FCFA**, en hausse de 458% par rapport à 2019.
Les impôts dus à l'Etat au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à 6,58 milliards FCFA (1,43 milliard FCFA d'impôts et taxes et 5,15 milliards FCFA d'impôts sur le résultat), contre 934 millions FCFA en 2019.

En perspectives, le BNETD envisage (i) de contribuer au développement de la Côte D'Ivoire en proposant des solutions innovantes et durables, (ii) de poursuivre l'excellence opérationnelle par l'amélioration des méthodes de travail, (iii) de prôner l'éthique au sein du personnel et (iv) d'assurer sa rentabilité et la diversification de ses sources de financement.

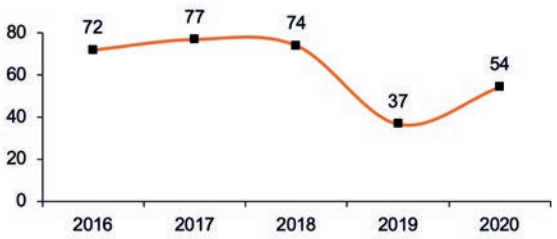
FAITS MARQUANTS

- Poursuite de la mise en œuvre progressive du plan stratégique 3.0 et du nouvel organigramme du BNETD avec la saturation des postes de direction dudit organigramme ;
- Adoption de la procédure de cession des véhicules réformés du BNETD et le suivi de la mise en œuvre de ladite procédure ;
- Renouvellement de la certification du BNETD à la norme ISO 9001 version 2015 ;
- Elaboration du nouveau plan stratégique 2021-2023 du BNETD (BNETD 3.5).

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*

RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*

RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



INIE

INSTITUT IVOIRIEN DE L'ENTREPRISE

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | AUTRES SERVICES | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 31 juillet 1997
Capital social 120 millions FCFA
Capitaux propres 1,7 milliard FCFA (+14%)
Part de l'Etat 62,5%
CA 0 (-100%)
Résultat Net 8,9 millions FCFA (-60%)
Subv d'expl. 1,2 milliard FCFA (+59%)
Subv d'inv. 170 millions FCFA

DG FOFANA Mouramane
PCA DOUCOURE Aissata
Adm MBPE ASSI Franck Arnaud
Adm MCAPPME DOUCOURE Aissata
Effectif 55

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	62,50
AUTRES OPÉRATEURS	37,5

L'**Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE)** est une société anonyme, à participation financière publique majoritaire. Il a pour mission la conception et la mise en œuvre de projets et programme gouvernementaux destinés à l'insertion des jeunes et à la création des PME.
Le plan d'actions 2020 de l'INIE se déclinait comme suit : (i) améliorer l'attractivité de l'entreprise, (ii) susciter 10 000 nouveaux promoteurs par an, (iii) appuyer la création de 5 000 nouvelles entreprises par an, et (iv) contribuer à la réduction du taux de mortalité des nouvelles entreprises à 10% par an.

Ainsi, au titre des nouveaux promoteurs, **l'INIE a obtenu un financement de la part de GIZ à hauteur de 785 millions FCFA qui a servi à l'accompagnement de 200 promoteurs TPE.** La société a aussi bénéficié d'un accord de prêt entre l'Etat et la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), d'un montant de 6,05 milliards FCFA, pour le financement des PME. L'institut a en outre obtenu l'occupation d'un terrain de 50 ha avec l'INPH de Yamoussoukro pour y installer des PME.

Par ailleurs, l'INIE a bénéficié d'une subvention exploitation de 1,21 milliard FCFA contre 762 millions FCFA en 2019.

L'INIE n'a pas réalisé de chiffre d'affaires en 2020 contrairement à 2019 où le chiffre d'affaires se chiffrait à 64,1 millions FCFA.

Malgré l'absence de chiffre d'affaires, les produits d'exploitation de l'INIE ont augmenté de 45,97%, pour atteindre 1,21 milliard FCFA, en raison de l'augmentation de la subvention d'exploitation de 452 millions FCFA en 2020.

Les charges d'exploitation de la société ont augmenté de 981 millions FCFA en 2019 à 1 338 millions FCFA, tirées par les honoraires et commissions versés aux tiers (+120 millions FCFA) et les charges externes diverses (+356 millions FCFA).

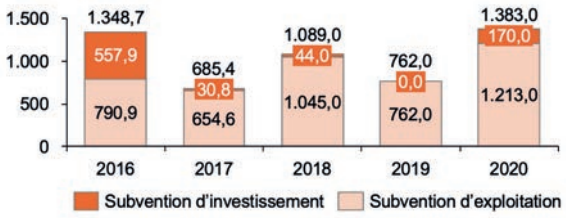
Il en résulte un résultat d'exploitation déficitaire de 125 millions FCFA, contre un déficit de 150 millions FCFA en 2019,
En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 3 millions FCFA, du résultat financier bénéficiaire de 6,25 millions FCFA et du résultat HAO bénéficiaire de 130 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 8,90 millions FCFA** contre un bénéfice de 22,02 millions en 2019.

En perspective, pour l'année 2021, les objectifs stratégiques se déclinent comme suit : (i) améliorer l'attractivité de l'INIE, (ii) susciter de plus en plus de nouveaux promoteurs à l'entreprenariat, (iii) appuyer la création de 2000 entreprises par an, et (iv) œuvrer à la réduction du taux de mortalité précoce des nouvelles entreprises de 4% par an.

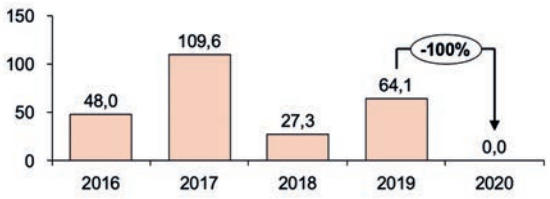
FAITS MARQUANTS

- Avance de financement de 5,5 milliards FCFA décaissé par le bailleur de fonds international AIGF-CANDY Group International non encore reçue après plusieurs démarches ;
- Signature d'un accord de prêt de 6,05 milliards entre l'Etat de Côte d'Ivoire et la BIDC pour le financement partiel du projet d'appui au développement des PME le 18 septembre 2020 et ratifié par décret le 30 novembre 2020 ;
- Financement de l'accompagnement de 90 promoteurs de TPE par le GIZ à hauteur de 785 millions FCFA ;
- Accord d'occupation d'un terrain de 50 ha sur le site de technopole de l'INPHB de Yamoussoukro pour l'installation de PME.

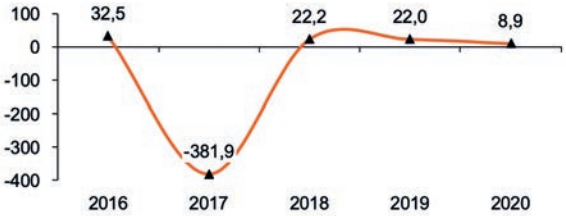
SUBVENTIONS *(en Millions FCFA)*



CHIFFRES D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



INS-SODE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | AUTRES SERVICES | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1996
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres -8,6 milliards FCFA
Part de l'Etat 100%
CA 3 milliards FCFA (-40%)
Résultat Net -520,95 millions FCFA (+29%)
Subv. d'expl. 2,8 milliards FCFA (-1%)

PCA KAMISSOKO Mamadouba
DG DOFFOU N'Guessan
Adm Primature KOFFI Jean Marc Brou
Adm MPD YEO Nahoua
Adm MBPE ADOPO Fiacre

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

L'**Institut National de la Statistique (INS-SODE)** est une société d'Etat et la structure centrale du Système Statistique National (SSN). Il a pour principales missions la production et la diffusion des statistiques officielles ainsi que la coordination des activités du SSN. Les activités de l'INS peuvent se décomposer en deux grands groupes, à savoir les activités de production statistiques routinières et périodiques, pour le compte de l'Etat, et les études et projets demandés par diverses entités.

L'examen de la situation financière de l'INS au cours de l'exercice 2020 a fait ressortir **une baisse de 40,28% du chiffre d'affaires pour se fixer à 2,96 milliards FCFA**, en raison de la COVID-19 qui a occasionné la baisse des frais et honoraires perçus sur les projets demandés par diverses entités.

En outre, la subvention d'exploitation a également connu une légère réduction de 2,82 milliards FCFA en 2019 à 2,78 milliards FCFA. En conséquence, les produits d'exploitation se sont situés à 5,8 milliards de FCFA en 2020 contre 7,81 milliards FCA l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont également connu une baisse de 26,51% pour atterrir à 6,31 milliards FCFA, grâce à la maîtrise des postes «transports» (-54,58 millions FCFA), «services extérieurs» (-1425 millions FCFA) et «autres achats» (- 313,67 millions FCFA). **Il en découle un résultat d'exploitation déficitaire de 507,09 millions FCFA** en 2020 contre un déficit de 775,17 millions FCFA en 2019.

Tenant compte du résultat HAO bénéficiaire de 973 mille FCFA et de l'impôt sur le résultat de 14,83 millions FCFA, l'**INS a enregistré un résultat net déficitaire de 520,95 millions FCFA**, contre un déficit de 742,25 millions FCFA en 2019.

Par ailleurs, concernant la structure financière de l'INS, il convient de noter que les capitaux propres sont négatifs (-8,57 milliards FCFA) pour la quatorzième année consécutive, pour un capital social de 2 milliards FCFA. De plus, les dettes fiscales s'élèvent à 8,26 milliards FCFA et les dettes sociales à 1,30 milliard FCFA.

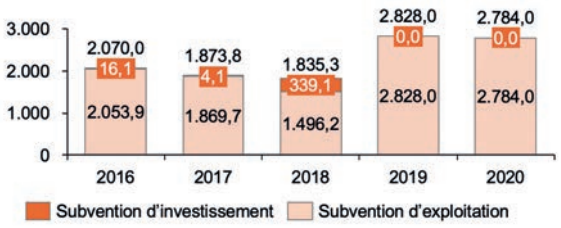
Quant aux impôts dus à l'Etat par l'INS, au titre de l'exercice 2020, ils se sont élevés dans l'ensemble à 81 millions FCFA (constitués des impôts et taxes d'exploitation d'une valeur de 66,17 millions FCFA et des impôts sur le résultat de 14,83 millions FCFA), contre 117,81 millions FCFA en 2019.

En perspectives, pour l'exercice 2021, l'INS envisage de réaliser le Recensement de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2020, publier les résultats du Recensement Economique des Entreprises Industrielles et leurs Etablissements de Côte d'Ivoire (REEIE-CI) et finaliser le rebasage des comptes annuels avec la production des comptes rétropolés de 1996-2014.

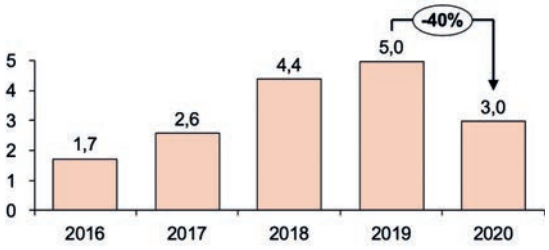
FAITS MARQUANTS

- Publication des comptes trimestriels du 1er semestre 2021 ;
- Evaluations de l'impact de la COVID-19 sur l'économie et les ménages.
- Projet de transformation de l'INS en Agence d'exécution
- Changement de l'année de base des comptes nationaux et du passage du Système de Comptabilité Nationale 2008.

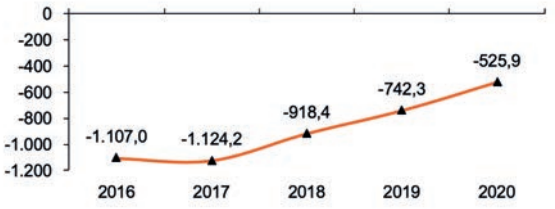
SUBVENTIONS *(en Millions FCFA)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

LONACI

LOTERIE NATIONALE DE COTE D'IVOIRE

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | AUTRES SERVICES | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 mars 1970
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres 7,2 milliards FCFA (+21%)
Part de l'Etat 80%
CA 285 milliards FCFA (+38%)
Résultat Net 2,7 milliards FCFA (+14%)

PCA COULIBALY Lenissongui
DG COULIBALY Dramane
Adm MEF GOLI Bertrand, ACKA Aké Virginie, CISSE Abdoul Kader
Adm MBPE TAYORO Dominique, Mme M'BAHIA Bamba Maférima

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	80,00
CNPS	15,00
LONACI	5,00

La **Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI)** a été créée par la loi n° 70-209 du 20 Mars 1970 avec la mission de (i) mettre à la disposition de l'ivoirien attiré par les jeux de hasard, une structure lui permettant de satisfaire son envie de jouer et d'être récompensée dans des conditions optimales de transparence et de fiabilité et (ii) promouvoir à travers l'institution, une politique de mobilisation de l'épargne publique volontaire en vue de réaliser des investissements sociaux économiques.

L'année 2020 a été marquée par une bonne performance commerciale qui représente le retour sur les investissements réalisés depuis 2014 pour le renouvellement et la redynamisation des systèmes d'exploitation des produits de paris PMU, SPORTCASH et LOTO.
En effet, l'examen des états financiers de l'exercice 2020 fait ressortir :

- **une hausse de 37,92% du chiffre d'affaires, pour se fixer à 285,02 milliards FCFA,** tiré par le poste «LOTO» qui a été réalisé à hauteur de 218 milliards FCFA, pour une prévision de 194 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 112% ;
- une augmentation de 43,40% des produits d'exploitation, pour atteindre 303,97 milliards FCFA ;
- une hausse similaire de 44,49% des charges d'exploitation, pour s'établir à 299,84 milliards FCFA, due essentiellement aux postes «autres achats» (+42,06%), «services extérieurs» (+48,39%) et «autres charges» (+119,92%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 4,13 milliards FCFA, contre un bénéfice de 4,44 milliards FCFA en 2019.

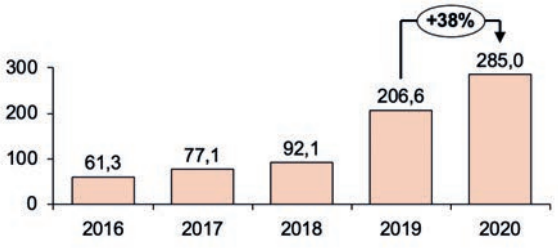
En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 1,68 milliard FCFA, du résultat financier bénéficiaire de 226,71 millions FCFA et du résultat HAO bénéficiaire de 74 millions FCFA, **la LONACI enregistre un résultat net bénéficiaire de 2,75 milliards FCFA, contre 2,42 milliards FCFA en 2019**.

Par ailleurs, les impôts dus à l'Etat sur l'exercice 2020 se sont fixés à 5,2 milliards FCFA (1,7 milliard FCFA d'impôt BIC et 3,5 milliards FCFA d'impôts et taxes), contre 4,01 milliards FCFA en 2019.

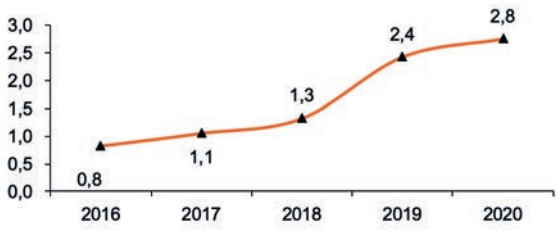
En vertu des missions qui lui ont été assignées par l'Etat, la LONACI a réalisé des œuvres sociales dans les domaines de la santé et de l'éducation au profit des populations défavorisées, d'un montant de 2,56 milliards FCFA, contre 1,54 milliard FCFA en 2019.

En perspectives, la LONACI prévoit (i) d'optimiser l'exploitation de ses produits, (ii) de renforcer et sécuriser son patrimoine, (iii) d'optimiser la gestion de son réseau commercial, (iv) de certifier ses activités aux normes en vigueur, (v) d'optimiser la politique des œuvres sociales, (vi) de renforcer sa contribution à la création d'emplois directs et indirects.

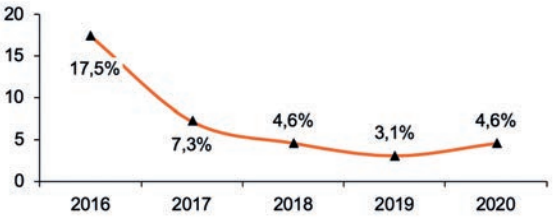
CHIFFRES D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Accroissement du chiffre d'affaires de plus de 77 milliards FCFA (+37,61%) malgré l'impact de la COVID-19 ;
- Investissements à hauteur de 2,56 milliards FCFA dans les œuvres sociales, contre 1,54 milliard FCFA en 2019

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

TOURISME & HÔTELLERIE

Le Chiffre d'affaires de la **SODERTOUR- LACS** a régressé de 47% pour se fixer à 2,6 milliards FCFA, du fait du ralentissement d'activité puis de la fermeture complète des réceptifs hôteliers entre juin et aout 2020...

BAISSE DE 57% DES ACTIVITÉS COMMERCIALES EN RAISON DE LA COVID 19

L'essor du secteur du tourisme a été freiné en 2020 par la pandémie à Coronavirus, qui a entraîné une baisse de 74% des arrivées internationales de touristes dans le monde en raison des restrictions généralisées de voyage et de la baisse massive de la demande.

La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays du monde, n'a pas échappé à cette crise dans le secteur touristique. Le tourisme qui occupait 7,3% du PIB en 2019, et qui visait à atteindre 8% en 2025 à travers le plan stratégique «Sublime Côte d'Ivoire», verra sa part comprise entre 3% et 4% en 2020 selon le Ministère du Tourisme et des Loisirs. Le nombre de touristes s'est situé à 1,7 million contre 4 millions en 2019.

Dans le secteur touristique, le portefeuille de l'Etat est représenté par la SPDC (société d'Etat) et la SODERTOUR-LACS (société à participation financière majoritaire avec 90% du capital).

Ainsi, les activités commerciales de SPDC et SODERTOUR-LACS se sont fortement dégradées. En effet, leur chiffre d'affaires consolidé s'est situé à 10,8 milliards FCFA en 2020, contre 25,1 milliards FCFA en 2019. Leur résultat net cumulé est, par conséquent, ressorti déficitaire de 10,4 milliards FCFA contre un bénéfice de 664,5 millions FCFA en 2019.

Plus spécifiquement, le taux d'occupation global du groupe SPDC s'est situé à 29%, contre 46% en 2019. Le Sofitel Abidjan qui représente la majorité de l'activité d'hébergement de la société a réalisé un taux d'occupation de 20,3% pour une prévision de 43%. Le revenu moyen par chambre (RevPar), quant à lui, s'est situé à 23 199 FCFA pour le Sofitel Abidjan, contre 63 264 FCFA en 2019.

Ainsi, le chiffre d'affaires est passé de 20,03 milliards FCFA en 2019 à 8,2 milliards FCFA. Cette dégradation des performances commerciales a induit une forte baisse du résultat net qui est déficitaire de 8,11 milliards FCFA, contre un bénéfice de 545 millions FCFA en 2019.

Tout comme la SPDC, les performances opérationnelles de la SODERTOUR-LACS ont fortement été impactées par la crise sanitaire. Ainsi, les nuitées ont connu une forte baisse (-46,7%) en 2020, pour se situer à 47 958 contre 90 000 en 2019. Par ailleurs, le nombre de chambres occupées a connu une régression de 54,3%, et les ventes de nourriture et de boisson ont régressé de 51% et 48% respectivement.

Le chiffre d'affaires de la société a, par conséquent, baissé de 47,4%, pour se fixer à 2,6 milliards FCFA. Dans le même temps, le total des charges a connu une hausse de 10% pour se fixer à 7,9 milliards FCFA, tiré par les créances provisionnées à hauteur de 1,9 milliard FCFA. Le résultat net ressort ainsi déficitaire de 2,3 milliards FCFA, contre un bénéfice de 119,2 millions FCFA en 2019.

SODERTOUR -LACS

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA REGION DES LACS

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | TOURISME ET HÔTELLERIE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 Avril 2008
Capital social 10 milliards FCFA
Capitaux propres 6,1 milliards FCFA
Part de l'Etat 100% (y compris part du district Yamoussoukro)
CA 2,6 milliards FCFA (-47%)
Résultat Net -2,3 milliards FCFA
Subv d'expl. 531,7 millions FCFA
Subv d'inv. 62 millions FCFA

PCA DJIBO Nicolas
DG CONDE MOURAD Malekah
Adm. MBPE VALLET-COULIBALY Francoise
Adm. MEF KANTE Karim
Adm. Min Tourisme APHING Kouassi

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00
DISTRICT AUTONOME DE YAMOUSSOUKRO	10,00

SODERTOUR-LACS est une société à participation financière publique qui a pour mission de gérer une partie du patrimoine hôtelier et touristique de l'Etat de Côte d'Ivoire, composé de l'Hôtel PRESIDENT, l'Hôtel HP RESORT, le PRESIDENT GOLF CLUB, l'Hôtel CARREFOUR Séguéla, les Berges du barrage de KOSSOU et la Réserve de faune d'ABOKOUAMEKRO.

La crise sanitaire de la COVID-19 a impacté négativement le secteur touristique, induisant une chute des performances de la SODERTOUR-LACS. Le nombre de nuitées est passé de 90 000 à 47 958 en 2020, et le nombre de chambres occupées est passé de 43 996 à 20 086. Par ailleurs, l'hébergement a connu une réalisation de 1,41 milliard FCFA contre 2,54 milliards FCFA en 2019. La nourriture a été réalisée à hauteur de 797,6 millions FCFA contre une réalisation de 1,63 milliard FCFA en 2019. Enfin, la boisson a connu une réalisation de 216 millions FCFA contre 450,4 millions FCFA en 2019.

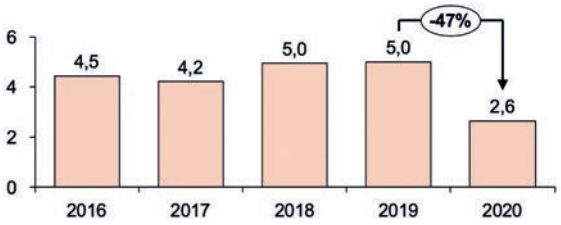
Le chiffre d'affaires de la société a, par conséquent, réressé de 47,4%, pour se fixer à 2,64 milliards FCFA. Cette chute s'explique principalement par le ralentissement de l'activité, suivi de la fermeture complète des réceptifs hôteliers entre les mois de juin et août 2020, en raison de la COVID-19. Le total des produits a ainsi connu une baisse de 23% pour se situer à 5,6 milliards FCFA. Cependant, le total des charges a connu une hausse de 10% pour atterrir à 7,9 milliards FCFA, en raison des pertes et charges sur créances provisionnées à hauteur de 1,9 milliard FCFA.

En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 119,4 millions FCFA, **les activités de la SODERTOUR-LACS se sont soldées par un résultat net déficitaire de 2,3 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 119,2 millions FCFA en 2019.

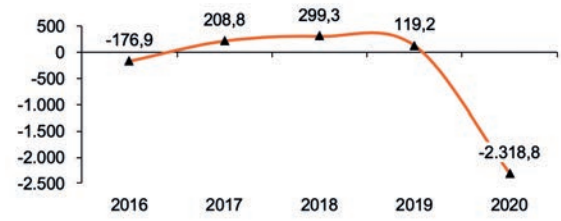
Les impôts dus au titre de la gestion 2020 par la SODERTOUR-LACS s'élèvent à 642,2 millions FCFA (504,8 millions FCFA d'impôts et taxes et 119,4 millions FCFA d'impôts BIC), contre 589,4 millions FCFA en 2019.

En perspectives, la SODERTOUR-LACS compte poursuivre et améliorer sa politique commerciale qui est de fournir un meilleur rapport qualité/prix en vue d'améliorer son chiffre d'affaires. Elle compte poursuivre, également, les travaux de rénovation des chambres, des salles et de la piscine afin d'offrir une bonne qualité d'accueil aux clients.

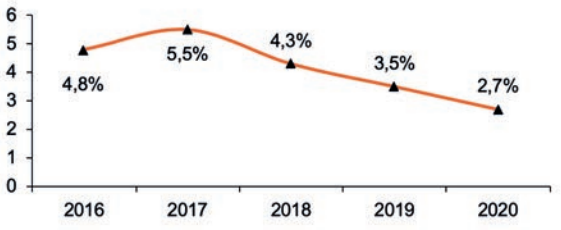
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Apparition de la COVID-19 entrainant un ralentissement de l'activité, suivi d'une fermeture totale sur la période allant de juin à août 2020 ;
- Engagement de plusieurs procédures judiciaires contre la SODERTOUR-LACS (ex-employés licenciés, demande l'expulsion de l'Hôtel Président et du Président Golf Club des parcelles abritant ces édifices) ;
- Niveau élevé de la dette fiscale de la SODERTOUR-LACS qui pèse sur les comptes de la société.

SPDC

SOCIÉTÉ DES PALACES
DE COCODY

MÉDIA,TOURISME & AUTRES SERVICES | TOURISME ET HÔTELLERIE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre1993
Capital social 7,14 milliards FCFA
Capitaux propres 100,2 milliards FCFA (-7%)
Part de l'Etat 100%
CA 8,2milliards FCFA (-59%)
Résultat Net -8,1 milliards FCFA
Subv d'expl. 701,5 millions FCFA
Subv d'inv. 150 millions FCFA

PCA FOFANA Zémogo
DG DIARRASSOUBA Maférima
Adm MBPE TAMBLA Cinaly
Adm MEF ADOU Kobena
Adm MTO DEMBELE Abdoulaye

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société des Palaces De Cocody (SPDC)** est une société d'Etat qui a pour objet la gestion hôtelière, la promotion et le développement touristiques. Au 31 décembre 2020, le portefeuille de la SPDC se compose de trois (3) unités hôtelières : (i) le Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire (sous contrat de Management), (ii) l'Hôtel de la Paix de Daoukro et (iii) l'Hôtel Hambol de Katiola. Elle dispose également de l'Ivoire Golf Club, du Casino Eléphant d'Or (mis sous concession avec le Groupe Lucien Barrière), de l'Agence Lagoona Tours et du Golf Hôtel (mis sous concession avec la Société des Lagunes).

Les objectifs de la gestion 2020 de la SPDC ont été fixés en tenant compte du programme d'actions prioritaires du Ministère chargé du Tourisme. Pour rappel, ce programme gouvernemental ambitionne de (i) diversifier et améliorer l'offre touristique, (ii) positionner le littoral ivoirien comme destination touristique, (iii) lancer un vaste projet de requalification du patrimoine en le mettant aux normes de confort et de sécurité.

Cependant, la crise du secteur touristique occasionnée par la pandémie de la Covid-19 a entraîné une baisse des principaux indicateurs techniques de la société. Le taux d'occupation global du groupe SPDC s'est situé à 29% contre 46% en 2019. Le Sofitel Abidjan qui représente la majorité de l'activité d'hébergement de la société a réalisé un taux d'occupation de 20,3% pour une prévision de 43%. Le revenu moyen par chambre (RevPar), quant à lui, s'est situé à 23 199 FCFA pour le Sofitel Abidjan contre 63 264 FCFA en 2019.

Ainsi, les activités commerciales de SPDC se sont fortement dégradées, caractérisée par **une baisse de 59% du chiffre d'affaires, s'établissant à 8,2 milliards FCFA.**

La baisse des activités commerciales a induit une baisse de 53,4% des produits d'exploitation, passant à 9,7 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation ont également baissé de 14%, se situant à 17,4 milliards FCFA.

Nonobstant un appui exceptionnel de l'Etat pour faire face aux effets de la crise sanitaire, l'activité d'exploitation s'est soldée par un résultat déficitaire de 7,7 milliards FCFA contre un bénéfice de 576 millions FCFA en 2019.

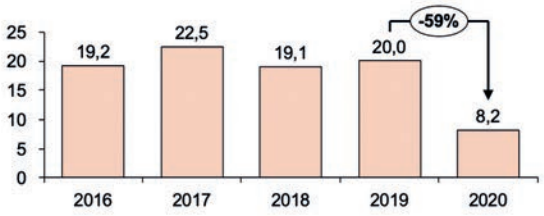
En définitive, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 8,1 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 545,3 millions FCFA en 2019. Les impôts dus à l'Etat au titre de la gestion 2020 se sont élevés à 320,8 millions FCFA (285,83 millions FCFA d'impôts et taxes, et 35 millions FCFA d'impôts BIC) contre 514 millions FCFA en 2019.

En perspectives, la SPDC envisage (i) maintenir l'outil de production et relancer les activités des centres de profits, (ii) finaliser les travaux d'étude cadastrales, (iii) mettre en œuvre les projets inscrits au Plan Stratégique, (iv) solliciter auprès des tutelles la signature de la convention-cadre pour l'aménagement et la gestion du littoral à des fins touristiques, (v) entreprendre des démarches auprès de la tutelle financière pour obtenir des mesures fiscales et sociales, et (vi) poursuivre la mise en œuvre des mesures d'accompagnement prévues par le Gouvernement.

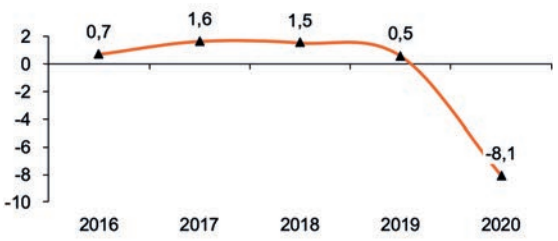
FAITS MARQUANTS

- Non perception depuis l'année 2015 des redevances relatives à la convention de concession du Golf Hôtel (manque à gagner estimé à 753 millions FCFA) ;
- Non atteinte des objectifs de revenus, en raison de la COVID-19 ;
- Allocation exceptionnelle d'une compensation financière de l'Etat pour la période d'avril à décembre 2020 ;
- Fermeture de la Tour (Sofitel hotel Ivoire) depuis mars 2020 pour des raisons d'économie d'énergie et de rénovation.

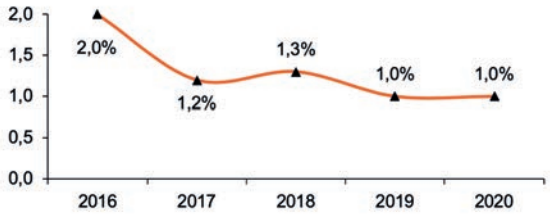
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES

FINANCES

En 2020, La **BNI** affiche une embellie de ses performances avec une hausse de 16,64 milliards FCFA de son produit net bancaire (PNB) qui s'établit à 51,97 milliards FCFA...

LE SECTEUR BANCAIRE PUBLIC A CONNU UNE AMÉLIORATION DE SES PERFORMANCES, MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE

En 2020, le secteur bancaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) était composé de 152 établissements de crédit agréés dont 131 banques et 21 établissements financiers à caractère bancaire, contre 153 en 2019. Cette variation s'explique par le retrait de l'agrément de la Banque Internationale du Bénin (BIBE)[1]. En dépit du contexte difficile occasionné par la pandémie de la COVID-19, l'activité du système bancaire de l'Union a poursuivi sa croissance. En effet, les emplois clientèles se sont accrus de 8,3% pour s'établir à 24 981 milliards FCFA, portés par les crédits à court terme (+9,7%) et à long terme (9%). Quant aux ressources clientèles, elles ont progressé de 4 803 milliards FCFA pour se situer à 33 007 milliards FCFA à fin décembre 2020, portées par les dépôts à vue (+18,1%) et les dépôts à terme (15,8%). Cette croissance de l'activité a été accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille des assujettis (taux brut de dégradation de portefeuille (TBDP) en baisse de 0,9 point). Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques s'est établi à 14 781 milliards FCFA à fin décembre 2020 contre 13 666 milliards FCFA au 31 décembre 2019. Plus de la moitié (80%) de l'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques en 2020 provient des concours consentis aux branches «Commerce de gros» (25,2%), «Services fournis à la collectivité» (20,3%), «Industries manufacturières» (14,5%), «transports et communications» (11,5%) ainsi que «Bâtiments et travaux publics» (11,3%), soit 12 239 milliards FCFA. Les performances réalisées par le système bancaire de l'Union malgré la crise sanitaire s'expliquent aussi bien par les mesures de relance économique prises par les Etats que par les mesures prises par la BCEAO pour atténuer l'impact de la pandémie sur le système bancaire et le financement de l'activité économique dans l'Union. Les autorités monétaires ont notamment réduit les deux principaux taux directeurs de la BCEAO. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité est ainsi passé de 2,5% à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal ramené de 4,5% à 4%[2].

La Côte d'Ivoire demeure le pays détenant le plus d'établissements de crédit dans l'UEMOA en 2020, avec 31 établissements dont 29 banques et 2 établissements financiers (soit 20,39% du nombre d'établissements), et une part de marché (total bilan) de 33,4%. Environ 23 établissements de crédit sont conformes au dispositif prudentiel. L'évolution du taux de bancarisation, évalué à 24,4%, laisse entendre qu'une grande part de marché peut être conquise par les banques du pays. L'intervention du portefeuille de l'Etat dans ce secteur se fait par le biais de sept (7) établissements, dont cinq (5) banques et une participation dans les institutions en charge de l'activité boursière régionale. En ce qui concerne les banques publiques majoritaires[3], les emplois clientèles ont connu une hausse de 29% pour se fixer à 693 milliards FCFA, représentant une part de marché de 8% contre 7% en 2019. Quant aux ressources clientèles, elles ont connu une progression de 170 milliards FCFA (+16%) pour s'établir à 1 229,6 milliards FCFA en 2020. La part de marché des banques publiques en termes de ressources clientèles, est demeurée relativement stable à 11%. En outre, le Produit Net Bancaire global des banques publiques a augmenté de 53,77 milliards FCFA à 75,50 milliards FCFA en 2020. Cette progression est due à la bonne performance de la BNI, de la BPCI et de la Versus Bank. De même, le résultat net global de ces banques s'est amélioré de 4,63 milliards FCFA pour s'établir à un excédent de 11 milliards FCFA, grâce aux bonnes performances de la BNI et de Versus Bank. S'agissant de l'activité boursière régionale en 2020, elle a été caractérisée par une situation mitigée des principaux indicateurs. La capitalisation boursière s'est élevée à 10 419 milliards FCFA contre 8 973 milliards FCFA à fin 2019, grâce à la bonne tenue de l'activité sur le compartiment des obligations. En effet, la capitalisation sur ce compartiment a progressé de 43% pour s'établir à 6 051 milliards FCFA au 31 décembre 2020, tandis que celle du marché des actions a enregistré un recul de 7,9%. Au titre de l'exercice 2020, les dividendes bruts collectés par l'État se sont élevés à 1,03 milliard FCFA, dont 1 milliard FCFA issus des dividendes de la SIB (détenue à 5% par l'État ivoirien) et 28 millions FCFA issus des dividendes de BRVM et du DC/BR (détenue respectivement à 1,84% et à 1,82% par l'État).

1 BCEAO, Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2020.
2 BCEAO, Rapport annuel CBU 2020.
3 Il s'agit ici des banques où l'État de Côte d'Ivoire est un actionnaire majoritaire : BNI, Versus Bank, BHCI et BPCI.

BHCI

BANQUE DE L'HABITAT DE CÔTE D'IVOIRE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | FINANCES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 Avril 1993
Capital social 6,8 milliards FCFA
Fonds propres effectifs 37,007 milliard FCFA
Part de l'Etat 41,32%
Produit Net Bancaire 6,6 milliards FCFA (-23%)
Résultat Net -10,5 milliards FCFA (+10%)

PCA COULIBALY Soungalo
DG YACE Désirée Eliane
Adm. MBPE OUEDRAOGO Salifou
Adm. MEF FANNY Wotoumo Mélessi
Effectif 641 (+8%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	41,32
SCI DEMACK	35,20
SOMAVIE	9,87
BNI	5,49
SICOGI	4,80
BOAD	2,21
NSIA-VIE	1,11

Créée en 1993, la **Banque de l'habitat de Côte d'Ivoire (BHCI)** a pour mission le financement de l'habitat et des opérations immobilières avec pour objectif de favoriser l'accession à la propriété des populations à revenus modestes. En 2017, l'Etat avait procédé à la cession de sa participation (51,6%). Cependant, suite aux difficultés de trésorerie rencontrées par l'institution en 2019, cette opération a été annulée et l'Etat a repris en main le contrôle de l'établissement.

Dans ce contexte, plusieurs actions ont été déployées en 2020 par l'Etat et la banque dans le but d'améliorer sa gouvernance, de permettre la continuer de son activité et d'assumer son rôle de banque de financement de l'habitat. Il s'agit notamment (i) du renouvellement des principaux dirigeants, (ii) de l'élaboration d'un plan de relance d'urgence et d'un plan stratégique, (iii) de la cession d'actifs hors exploitation et de l'injection par l'Etat de fonds (6,5 milliards FCFA). Les résultats enregistrés par la BHCI dans cet environnement de restructuration sont les suivants.

Un recul de son activité commerciale se traduisant par la baisse de 6,9% des ressources collectées, qui s'établissent à 90,97 milliards FCFA, et la régression de 25,4% des emplois, qui se situent à 50,38 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les dépôts et les crédits respectivement de 0,78% (20ème) et de 0,66% (22ème).

Une baisse de 1,96 milliard FCFA du Produit Net Bancaire (PNB) pour se situer à 6,61 milliards FCFA due principalement à la baisse des encours de crédits (17 milliards FCFA milliards FCFA contre 8,57 milliards FCFA en 2019) consécutive à l'injonction de la Commission Bancaire sur la distribution de crédits et au déclassement de diverses créances.

Les frais de généraux sous-jacents ont également connu une baisse de 1,78 milliard FCFA pour se fixer à 7,64 milliards FCFA, en partie imputables à la réduction du personnel en lien avec les départs volontaires initiés par la banque (effectif de 236 en 2020 contre 266 en 2019). Le coefficient d'exploitation induit s'est établi à 198,2% contre 119,4% en 2019, pour une moyenne du secteur de 62,3%. Il en découle, après des dotations aux amortissements de 5,48 milliards FCFA, un résultat brut d'exploitation (RBE) déficitaire de 6,5 milliards FCFA, contre un déficit de 1,66 milliard FCFA en 2019.

Le coût net du risque est passé de 9,99 milliards FCFA en 2019 à 5 milliards FCFA en 2020, et le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 78,56% en 2020, contre 51% en 2019, pour une moyenne nationale de 8,7%.

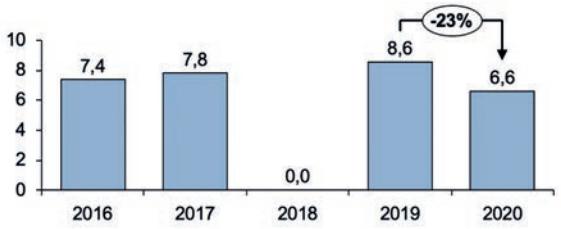
En définitive, **la BHCI achève l'exercice 2020 sur un résultat net déficitaire de 10,53 milliards FCFA**, contre un déficit de 11,65 milliards FCFA en 2019. Par ailleurs, les fonds propres de la banque ressortent négatifs de 37 milliards FCFA au 31 décembre 2020, pour une norme de 10 milliards FCFA.

Au titre des perspectives, la BHCI devrait connaître une hausse des crédits en 2021 grâce à la reprise de l'activité de distribution de crédits en lien avec la levée de l'injonction de la Commission Bancaire et l'opération de recapitalisation encours. De même, elle entend poursuivre ses efforts d'économie de frais généraux afin d'améliorer son coefficient d'exploitation.

FAITS MARQUANTS

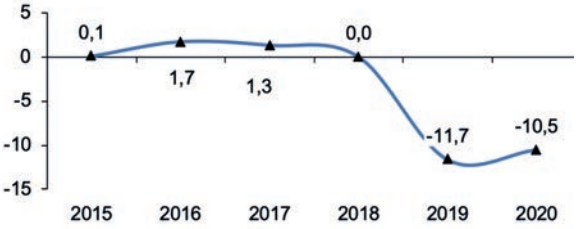
- Nomination de Mme Eliane Désirée YACE, en qualité de Directeur Général ;
- Elaboration d'un plan de redressement d'urgence de la banque ;
- Mise en place d'un nouveau Comité de Direction (CODIR) ;
- Retour de la banque sur le marché des titres publics ;
- Cession du village BHCI ;
- Approbation du besoin de recapitalisation de la banque.

PRODUIT NET BANCAIRE *(en Milliards FCFA)*



COEFFICIENT D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



BNI

BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | FINANCES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 fév. 2004 (ex-CAA créée en 1959)
Capital social 25,359 milliards FCFA
Fonds propres effectifs 28,4 mds FCFA
Part de l'Etat 80,84%
Produit Net Bancaire 51,97 mds FCFA (+47%)
Résultat Net 17,4mds FCFA (+64%)
PCA CISSE Souleymane
DG YOUSSOUF Fadiga
Adm. MBPE TOURE Y. Prosper, DOUMBIA Thiékoro
Adm. MEF FANNY W. Mélessi, MIMBA K. Antoine
Effectif 641 (+ 8%)
Filiales et Participations la BNI détient des participations dans 15 sociétés, dont les plus importantes sont : BNI–FINANCES (100%) ; BNI-GESTION (55%), ACE CI (25%), LA LOYALE VIE (25%) et BIVAC-SCAN CI (20%).

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	80.84
IPS-CNPS	19,16

Née de la transformation de la Caisse Autonome d'Amortissement le 19 février 2004 en banque, la **Banque Nationale d'Investissement (BNI)** dispose à fin 2020 de 44 agences et emploie 641 personnes.

En 2020, malgré la situation de crise sanitaire, la BNI a maintenu sa trajectoire positive, démontrant ainsi sa résilience face à des événements défavorables majeurs.

En effet, la banque affiche de bonnes performances commerciales traduites par la progression de 22% des emplois clientèle, qui s'établissent à 489,38 milliards FCFA, et l'augmentation de 14,3% des ressources clientèle pour s'établir à 881,75 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les crédits et les dépôts respectivement de 5% (8ème) et de 8% (6ème). L'accroissement des dépôts est tiré principalement par les dépôts de l'Etat.

Le Produit Net Bancaire (PNB) augmente de 16,64 milliards FCFA, pour s'établir à 51,97 milliards FCFA, en raison des bonnes performances sur les commissions.

Les frais de généraux sous-jacents connaissent une augmentation de 6,59 milliards FCFA pour se situer à 27 milliards FCFA en 2020, imputable principalement au renforcement de l'effectif de la banque et à l'ouverture de six (6) nouvelles agences. Le coefficient d'exploitation induit s'est amélioré de 6 points de pourcentage pour se fixer à 61% en 2020, pour une moyenne du secteur de 62,3%.

Il en découle, après les dotations aux amortissements, un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 20,1 milliards FCFA, contre 11,47 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, **le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 14,4% en 2020 contre 18,2% en 2019,** traduisant une amélioration de la qualité du crédit distribué de 3,8 points de pourcentage. Cela s'explique par la bonne gestion du portefeuille de crédit. Quant au coût net du risque, il est passé de 2,02 milliards FCFA en 2019 à 2,66 milliards FCFA au 31 décembre 2020.

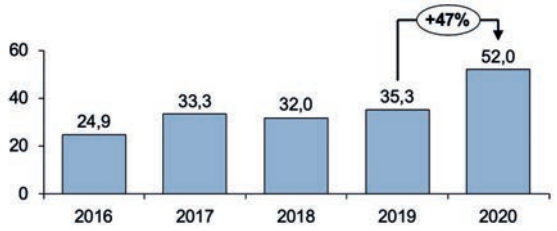
En définitive, **les activités au titre de l'exercice 2020 de la BNI se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 17,4 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 10,59 milliards FCFA en 2019.

Au titre des perspectives, la banque entend poursuivre la mise en œuvre du plan stratégique excellence 2021 et la validation du plan stratégique 2022-2026.

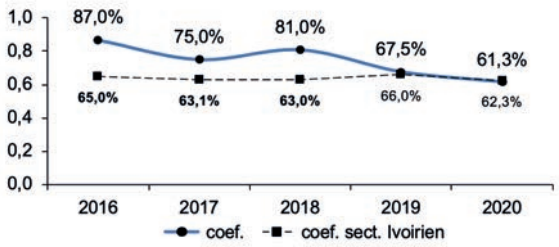
FAITS MARQUANTS

- Ouverture de six (6) nouvelles agences (Soubré, Bonon, Grand Bassam, Riviera 3, M'pouto et agence Pacte) ;
- Finalisation des travaux de construction du centre intégré ;
- Lancement du plan de continuité d'activité suite à la COVID-19 ;
- Finalisation des formalités juridiques d'augmentation du capital de la banque ;
- Prise en compte des mesures BCEAO suite à la COVID-19 ;

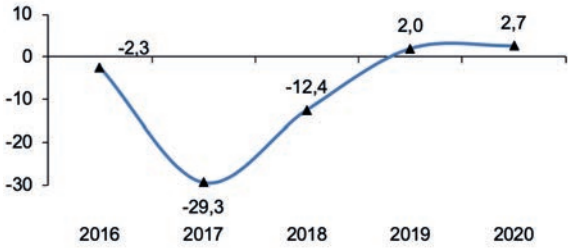
PRODUIT NET BANCAIRE *(en Milliards FCFA)*



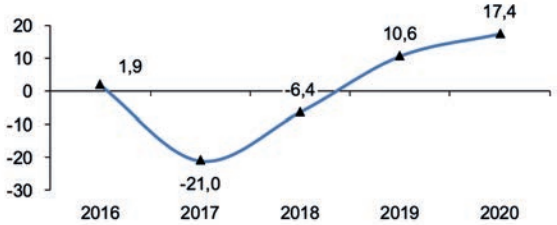
COEFFICIENT D'EXPLOITATION *(%)*



COÛT DU NET RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



BPCI

BANQUE POPULAIRE DE CÔTE D'IVOIRE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | FINANCES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 décembre 2009
Capital social 53 milliards FCFA
Fonds propres effectifs -84,14 milliards FCFA (-0,3%)
Part de l'Etat 100%
Produit Net Bancaire 6,9 milliards FCFA (+158%)
Résultat Net 1,7 milliards FCFA (-74%)
PCA AMAN AYAYE Jean Baptiste
DG FADIGA Issa
Adm. MBPE TOURE Prosper, KONET A Hussein
Adm. MEF DIOMANDE Gondo et FANNY Siaka
Effectif 554 (+19%)
Filiales et participations LOYALE Vie (13%), BNI Gestion (10%), GIM UEMOA (6%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Née de la scission de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE), la **Caisse Nationale des Caisses d'Epargnes (CNCE)** est devenue, depuis 28 juin 2019, la « **Banque Populaire de Côte d'Ivoire** », en abrégé **BPCI**. Elle dispose d'un réseau de 75 agences et emploie environ 554 personnes.

En 2020, les activités de la BPCI se sont inscrites dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique 2019-2022 approuvé par le Conseil d'Administration, en considération des décalages constatés dans l'implémentation du plan de restructuration adopté par le Conseil des Ministres du 24 mai 2017.

Conformément à cette nouvelle trajectoire, la BPCI à maintenue en 2020 sa dynamique positive de redressement.

En effet, la banque affiche de bonnes performances commerciales traduites par la progression de 162% des emplois clientèle, qui s'établissent à 61 milliards FCFA, et l'augmentation de 36% des ressources clientèle pour s'établir à 153,08 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les crédits et les dépôts respectivement de 0,72% (20ème) et de 1,32% (17ème).

Le Produit Net Bancaire (PNB) augmente de 4,21 milliards FCFA, pour se fixer à 6,87 milliards FCFA.
Les frais de généraux sous-jacents connaissent une réduction de 5,36 milliards FCFA pour atterrir à 15,13 milliards FCFA en 2020. Le coefficient d'exploitation induit s'améliore pour se fixer à 220% en 2020, contre 641% en 2019, pour une moyenne du secteur de 62,3%. Il en découle, après dotations aux amortissements, un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) déficitaire de 8,26 milliards FCFA contre un déficit de 17,83 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, **le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 19,8% en 2020** (pour une moyenne nationale de 8,7%) contre 49% en 2019, soit une amélioration de la qualité du crédit distribué de 29,2 points de pourcentage. Quant au coût net du risque, il est passé de 4,72 milliards FCFA en 2019 à 5 millions FCFA au 31 décembre 2020. Cette baisse s'explique par l'efficacité de la politique de recouvrement de la banque.

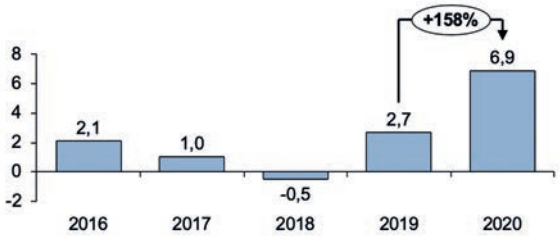
En définitive, **l'exercice 2020 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 1,68 milliard FCFA**, en baisse de 74,35% par rapport à 2019. Ce résultat positif est le fait des plus-values réalisées sur la cession de terrains.

Les fonds propres effectifs étant négatifs de 84,14 milliards FCFA, pour une norme de 10 milliards FCFA, **la Banque Populaire ne respecte aucun des ratios prudentiels**.
En perspectives, la BPCI entend redoubler d'efforts pour garantir sa pérennité à travers notamment la mobilisation de nouvelles ressources d'un montant de 53,9 milliards FCFA, le lancement de la nouvelle offre commerciale, la maîtrise de ses charges et la mise en œuvre de sa recapitalisation.

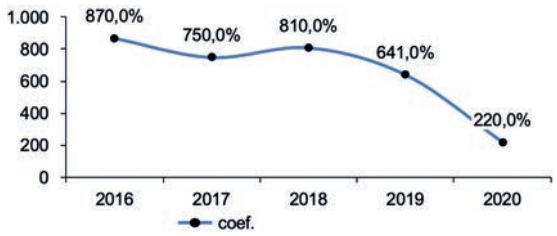
FAITS MARQUANTS

- Signature d'une convention de partenariat avec le Secrétariat d'Etat auprès de la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant chargé de l'Autonomisation de la Femme ;
- Signature d'une convention de partenariat avec le Fonds de Garantie de crédits aux PME ;
- Signature d'un contrat de performance avec l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- Double signature de convention de partenariat avec la Plateforme des Services de Côte d'Ivoire ;
- Réorganisation de la banque par la mise en œuvre d'un nouvel organigramme.

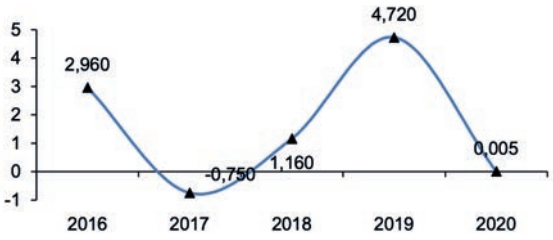
PRODUIT NET BANCAIRE *(en Milliards FCFA)*



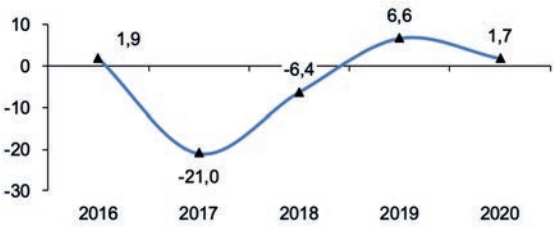
COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT NET DU RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



BRVM

BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | FINANCES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre1996
Capital social 3 milliards FCFA
Capitaux propres 6,4 milliards FCFA (+4%)
Part de l'Etat 1,74%
CA 4,1 milliards FCFA (+15%)
Résultat Net 865 millions FCFA (+157%)
Dividendes bruts 760 millions FCFA (+25%)
Dividendes Etat 11,9 millions FCFA
PCA KOUASSI Kouadio Parfait
DG AMENOUNVE Edoh Kossi
Adm Etats UEMOA BALDE Mamadou (DGTCP-GBS)
Effectif 59

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SGI	31,12
INSTITUTIONS SOUS-RÉGIONALES	27,70
SPCIÉTÉS	12,72
ETATS DE L'UEMOA	12,59
CHAMBRE DE COMMERCE	10,38
PARTICULIERS	5,48

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a pour principales missions : (i) l'organisation du marché boursier ; (ii) la cotation et la négociation des valeurs mobilières ; (iii) la diffusion des informations boursières ; et (iv) la promotion ainsi que le développement du marché. En 2020, les activités du marché de la BRVM ont principalement porté sur :

- l'indice BRVM 10 qui a reculé de 12,23%, passant à 130,88 points ;
- l'indice BRVM Composite a suivi la même tendance avec une baisse de 8,71% se situant à 145,37 points ;
- la capitalisation boursière du marché des actions et droits s'est établie à 4 367,68 milliards FCFA au 31 décembre 2020, enregistrant une baisse de 7,87% par rapport à son niveau de fin décembre 2019 (4 740,60 milliards FCFA) ;
- la capitalisation boursière du compartiment des obligations s'est élevée à 6 051,41 milliards FCFA contre 4 232,65 milliards FCFA en 2019. Cette hausse est consécutive à l'admission à la côte de 28 emprunts obligataires dont 22 de l'Etat de Côte d'Ivoire intervenue durant la période sous revue.

La situation financière de la BRVM, au 31 décembre 2020, fait ressortir une hausse de ses produits de 5,36% pour s'établir à 4,6 milliards FCFA. Cette augmentation est consécutive à celle du chiffre d'affaires (15%), mais également aux revenus sur les Dépôts A Terme (DAT) en hausse de 43 millions (+43 %). Les charges ont connu une baisse de 7,32% pour se situer à 3,73 milliards FCFA, en raison de la diminution de 316 millions FCFA des charges de personnel.

Ainsi, en dépit du **contexte de crise sanitaire, les activités de la BRVM en 2020 se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 865 millions FCFA**, contre 336 millions FCFA en 2019.

Par ailleurs, les fonds propres sont passés de 6,16 milliards FCFA en 2019 à 6,38 milliards FCFA en 2020, en raison principalement du résultat de la période sous revue en progression de 529 millions FCFA (+157%), ainsi que du niveau de dividende distribué l'année antérieure, pour 280 millions FCFA.

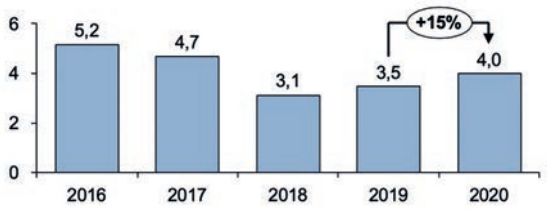
La BRVM n'a pas eu recours à des financements externes en raison de sa situation de trésorerie nette positive.

En perspectives, pour l'exercice 2021, à la lumière de toutes les analyses et bilan de marché, la BRVM prévoit l'élargissement de la cote par l'attraction de nouvelles valeurs notamment technologiques, le lancement d'un basket bonds, l'organisation de road show et de J-BRVM digitaux, le lancement de BRVM TV, le lancement de BRVM Academy, l'ouverture de la Bourse des Matières Premières Agricoles (BMPA CI), etc. Toutes ces actions permettraient à la BRVM de rester innovante et compétitive.

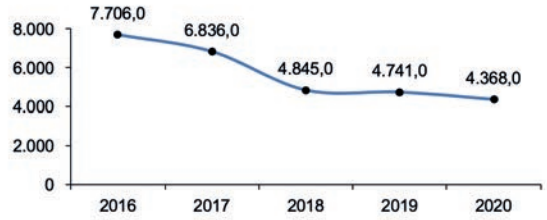
FAITS MARQUANTS

- Projet de mise en place d'un plan de Continuité d'Activités en cours de finalisation ;
- Renouvellement de la concession de service public entre le conseil régional et les structures centrales pour une durée de vingt (20) ans à compter du 1er janvier 2020 ;
- Mise en œuvre du Plan de Contrôle Interne ;
- Emprunts obligataires de SONATEL à hauteur de 100 milliards FCFA ; constituant la plus importante émission obligataire privée jamais réalisée à la BRVM.

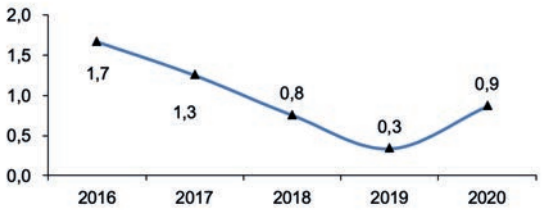
PRODUITS SUR TITRES *(en Mids FCFA)*



CAPITALISATION BOURSIÈRE- MARCHÉ DES ACTIONS *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



DC/BR

DÉPOSITAIRE CENTRALE BANQUE DE RÈGLEMENT

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | FINANCES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre1996
Capital social 1,6 milliard FCFA
Part de l'Etat 1,82%
Capitaux propres 4,1 milliards FCFA (+ 8%)
CA 3,1 milliards FCFA (+23%)
Résultat Net 958 millions FCFA (+27%)
Dividendes bruts 770,3 millions FCFA (+25%)
dont part Etat de CI 12,6 millions FCFA (+25%)
PCA KOUASSI Kouadio Parfait
DG AMENOUNVE Edoh Kossi
Adm Etats UEMOA SAMAKE Siaka (Mali)
Effectif 9

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SGI	29,49
INSTITUTIONS	28,03
SOCIÉTÉS	12,83
ETATS DE L'UEMOA	12,56
CHAMBRE DE COMMERCE	10,90
PARTICULEIRS	6,18

Le **Dépositaire Centrale Banque de Règlement (DC/BR)** est une société anonyme de droit privé, qui a pour mission : (i) la centralisation de la conservation des comptes courants des valeurs mobilières ; (ii) le règlement et la livraison des opérations de bourse ; (iii) le règlement des soldes de compensations et le paiement des produits attachés à la détention des valeurs mobilières ; et (iv) la mise en action du Fonds de Garantie.

En 2020, les activités sur titres du DC/BR ont principalement porté sur :
- l'enregistrement de 37 nouvelles admissions de titres, affichant une valorisation globale des titres en conservation de 10 961,4 milliards FCFA, contre 9 531,8 milliards FCFA en 2019 ;
- le traitement des Evènements sur valeurs (ESV), au total 162 ESV traités, portant sur un montant total de 1 055,3 milliards FCFA, reversés aux adhérents du Marché Financier Régional (MFR) contre 848,9 milliards FCFA en 2019 ;
- le traitement des Règlements/Livraisons (R/L) a affiché une progression des opérations de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) passant de 269,5 milliards FCFA en 2019 à 493,4 milliards FCFA en 2020.

La situation financière du DC/BR, au 31 décembre 2020, fait ressortir une progression de ses produits de 24,89% pour s'établir à 3,5 milliards FCFA. Cette variation est consécutive non seulement à celle du chiffre d'affaires et aux reprises de provision respectivement en progression de 577 millions FCFA (+23%) et 106 millions FCFA (+157%), mais également aux revenus sur les Dépôts à Terme (DAT) en hausse de 27 millions FCFA (+25%). Les charges d'exploitation s'élèvent à 2,5 milliards FCFA contre 2,1 milliards FCFA en 2019, imputable à l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions (+24%).

Ainsi, les activités du DC/BR de **l'exercice 2020 se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 958 millions FCFA**, contre 753 millions FCFA en 2019, soit une hausse de 27,27%, s'expliquant par la bonne maîtrise de ses charges.

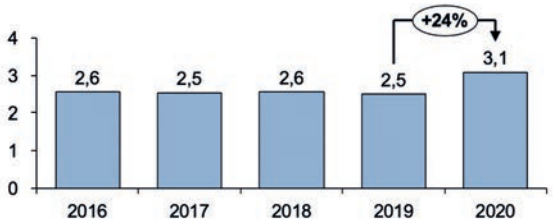
Par ailleurs, les fonds propres sont passés de 3,81 milliards FCFA en 2019 à 4,13 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 322 millions FCFA (+8 %). Le DC/BR n'a pas eu recours à des financements externes 2020 en raison de sa situation de trésorerie nette positive.

En perspectives, pour l'exercice 2021, le DC/BR prévoit (i) la digitalisation de ses opérations, (ii) l'élargissement de l'offre de services sur une base hautement technologique (iii) l'autonomisation progressive de ses activités, etc. Toutes ces actions permettraient au DC/BR d'«Être une infrastructure de marché de classe mondiale pour la gestion des titres et le dénouement des transactions».

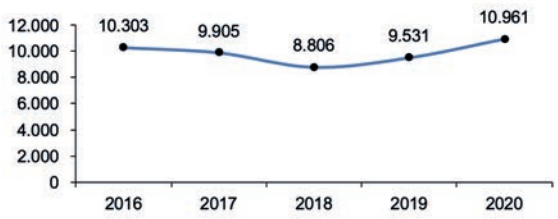
FAITS MARQUANTS

- Enregistrement de 37 nouvelles admissions sur le marché obligataire, pour un montant total 10 961,4 milliards FCFA ;
- Renouvellement de la concession de service public entre le Conseil Régional et les structures centrales pour une durée de vingt (20) ans à compter du 1er janvier 2020 ;
- Règlement total de 1 190 milliards FCFA en faveur des adhérents du Marché Financier Régional.

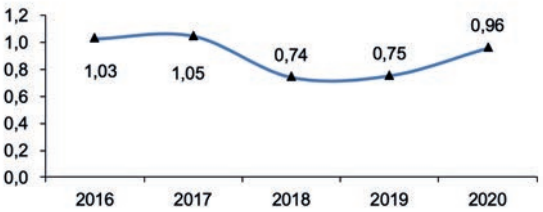
PRODUITS SUR TITRES *(en Milliards FCFA)*



VALORISATION TITRES DE CONSERVATION
(en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



SIB

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE BANQUE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | FINANCES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 juin1962
Capital social 10 milliards FCFA
Part de l'Etat 5%
Fonds Propres Effectifs 111 milliards FCFA (+8%)
Produit Net Bancaire 74,47 milliards FCFA (+4%)
Résultat Net 30,26 milliards FCFA (+8%)
Dividendes 20 milliards FCFA (+33%)
Dividendes nets Etat 900 millions FCFA (+32%)
PCA et Adm.MEF N'DIA Coffi Georges Léon
DG COULIBALY Daouda
Effectif 950(+2%)
Filiales et Participations Africaine de bourse (81,7%), SIPRIM (7,45%), BRINKS (7,5%), GIM-UEMOA (0,2%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SGI	31,12
INSTITUTIONS SOUS-RÉGIONALES	27,70
SPCIÉTÉS	12,72
ETATS DE L'UEMOA	12,59
CHAMBRE DE COMMERCE	10,38
PARTICULIERS	5,48

Créée le 18 juin 1962, la **Société Ivoirienne de Banque (SIB)** a une vocation de banque universelle et de réseau. Avec soixante-sept (67) agences au 31 décembre 2020, la SIB poursuit sa dynamique de croissance, dans un environnement fortement concurrentiel avec 31 établissements de crédit en activité, dont 29 banques et 2 établissements financiers, et occupe la 5ème place dans l'espace UMOA.

En 2020, les activités de la SIB se sont inscrites dans le cadre de la mise en application de son Plan Stratégique (2018-2023), baptisé «IMPACT 2023». A ce titre, plusieurs réalisations sont à noter (cf. Faits marquants). Cependant, les résultats attendus en 2020 n'ont pu être atteints en raison notamment de la pandémie de la COVID 19 qui a impacté l'activité économique. La Banque a, toutefois, poursuivi sa croissance grâce à ses solides fondamentaux et sa politique de crédit.

En effet, la banque affiche de bonnes performances commerciales traduites par la progression de 10% des emplois clientèle, qui s'établissent à 854,86 milliards FCFA, et l'augmentation de 15% des ressources clientèle pour s'établir à 965,94 milliards FCFA. Ces montants représentent des parts de marché sur les crédits et les dépôts respectivement de 10% (4ème) et de 8,4% (4ème).

Le Produit Net Bancaire (PNB) augmente de 2,57 milliards FCFA, pour se fixer à 74,47 milliards FCFA, imputable à la bonne performance de la marge d'intérêts clientèle (+13%).

Les frais de généraux sous-jacents connaissent une augmentation de 762 millions FCFA, se situant à 33,412 milliards FCFA. Le coefficient d'exploitation induit s'est amélioré de 0,55 point de pourcentage en se situant à 44,8% en 2020, pour une moyenne du secteur de 62,3%, en raison de la bonne maîtrise des charges d'exploitation. Il en découle, après dotations aux amortissements, un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 41,05 milliards FCFA contre 39,24 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, **le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 6,3% en 2020 pour une moyenne nationale de 8,7%** contre 6,2% en 2019. Quant au coût net du risque, il est passé de 5,61 milliards FCFA en 2019 à 6,15 milliards FCFA.

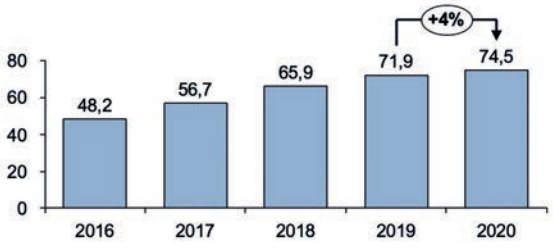
En définitive, **les activités au titre de l'exercice 2020 de la SIB se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 30,26 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 28,06 milliards FCFA en 2019.

En perspectives, l'activité de la banque devrait poursuivre sa progression avec la mise en œuvre de son plan «Impact 2023». Ce qui lui permettra de continuer à jouer son rôle de banque leader.

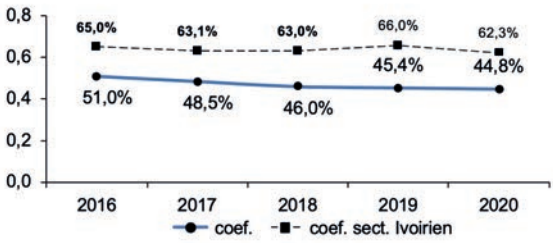
FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre du plan stratégique 2018- 2023 ;
- Ouverture du premier Centre Entreprises sur la Zone Industrielle de Yopougon ;
- Mise en place du nouveau modèle relationnel en Agences en s'appuyant sur l'expertise du Groupe ;
- Mise en place d'un cadre d'appétence aux risques ;
- Mise en service imminente de nouveaux packages.

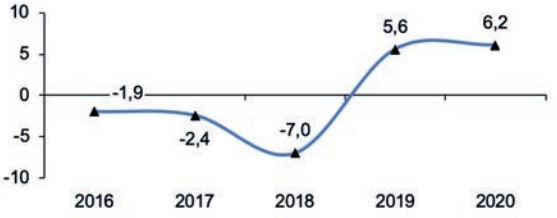
PRODUIT NET BANCAIRE *(en Milliards FCFA)*



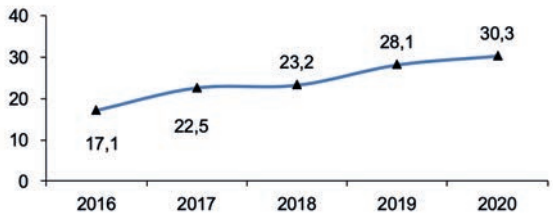
COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT NET DU RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



VERSUS BANK

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | FINANCES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1er décembre 2003
Capital social 10 milliards FCFA
Part de l'Etat 52,89%
Fonds propres effectifs 15,15 milliards FCFA (24%)
Produit Net Bancaire 10,05 milliards FCFA (+39%)
Résultat Net 3,11 milliards FCFA (+105%)
PCA LOHOUES Essoh Vincent
DG EHUI Jerôme
Adm. MBPE BAMBA Seydou
Adm. MEF TANO Kouakou Bruno
Adm. IPS-CGRAE BERTE Abdrahamane Tiémoko
Effectif 142 (+9,25%)
Participation GIM-UEMOA (1,12%), SCIF (0,95%), SWIFT (0,0002%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	52,89
IPS CGRAE	47,11

Créée en 2003, la **Versus Bank** a démarré ses activités en 2004. En 2008, la banque est reprise totalement par l'Etat de Côte d'Ivoire, suite à des difficultés qu'elle a rencontrées. Avec trois (3) agences au 31 décembre 2020, la banque a pour vocation le financement des PME/PMI.

En 2020, en dépit d'un contexte difficile lié à la pandémie de la COVID-19 et de la forte concurrence sur le marché bancaire ivoirien, la Vesus Bank a maintenu sa dynamique de croissance et de performance observée ces dernières années.

En effet, la banque affiche de bonnes performances commerciales traduites par la progression de 44,35% des emplois clientèle, qui s'établissent à 92,59 milliards FCFA, et l'augmentation de 34% des ressources clientèle pour s'établir à 103,79 milliards FCFA, tirée par les dépôts à vue et les dépôts de garantie. Ces montants représentent des parts de marché sur les crédits et les dépôts respectivement de 1,08% (15ème) et de 0,9% (10ème).

Le Produit Net Bancaire (PNB) augmente de 2,84 milliards FCFA, pour se fixer à 10,05 milliards FCFA, grâce à la bonne performance réalisée sur la marge d'intérêts.

Les frais de généraux sous-jacents connaissent une augmentation de 531 millions FCFA pour se fixer à 5,11 milliards FCFA en 2020. Le coefficient d'exploitation induit s'est amélioré de 12,5 points de pourcentage pour se fixer à 55,2% en 2020, pour une moyenne du secteur de 62,3%.

Il en découle, après dotations aux amortissements, un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 4,5 milliards FCFA, contre 2,33 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, **le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 2,7%, contre 3,1% en 2019.** Cette amélioration s'explique par la bonne gestion du portefeuille crédit. En outre, le coût net du risque est passé de 279 millions FCFA en 2019 à 318 millions FCFA au 31 décembre 2020.

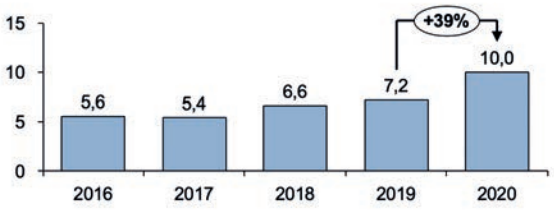
En définitive, **les activités au titre de l'exercice 2020 de la Versus Bank se sont soldées par un résultat net bénéficiaire de 3,11 milliards FCFA** contre un bénéfice de 1,51 milliard FCFA en 2019.

En perspectives, le Conseil d'Administration, malgré la crise de la COVID-19, continuera de veiller au fonctionnement efficient des outils de gouvernance actuellement en place, en cohérence notamment avec le nouveau cadre réglementaire Bâle II & III.

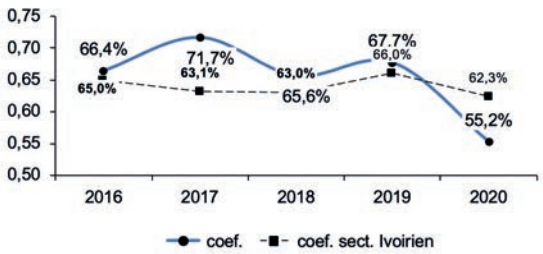
FAITS MARQUANTS

- Signature d'un contrat de performance avec l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- Réorganisation de la banque par la mise en œuvre d'un nouvel organigramme ;
- Fin des travaux de l'agence d'Abatta ;
- Levée de la surveillance rapprochée par la Commission Bancaire.

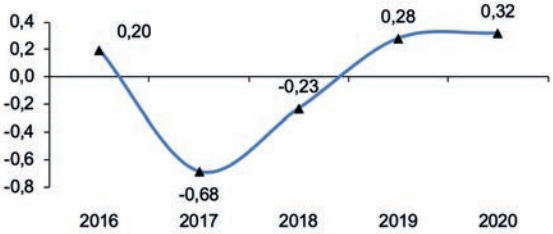
PRODUIT NET BANCAIRE *(en Milliards FCFA)*



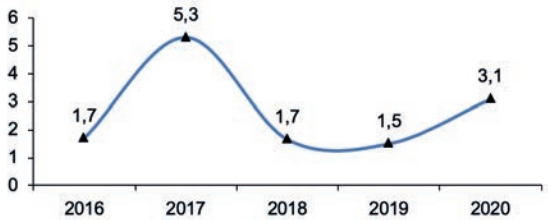
COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT NET DU RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE

Créé le 6 mai 2020, la **société Guichet Unique du Commerce Extérieur Côte d'Ivoire (GUCE CI)** est détenue à 70% par l'Etat de Côte d'Ivoire, avec pour objectif, la reprise en main totale de la gestion et de l'exploitation du GUCE...

LE SECTEUR EST EN PLEINE CROISSANCE, FAVORISÉE EN PARTIE PAR LES RESTRICTIONS LIÉES À LA PANDÉMIE À COVID 19

En 2020, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), plus de la moitié de la population mondiale était connectée, soit environ 4,1 milliards de personnes utilisant l'Internet ; ce qui traduit une avancée importante dans le sens d'une société mondiale de l'information plus inclusive. De plus, la quasi-totalité de la population mondiale vit aujourd'hui dans une zone desservie par un signal mobile cellulaire. Cependant, l'UIT révèle que l'accessibilité financière et le manque de compétence numérique sont les principaux obstacles à l'utilisation de l'Internet.

Au niveau national, la présence de deux entreprises publiques (l'ANSUT et l'AIGF) dans le secteur de la télécommunication qui couvre la téléphonie fixe et mobile en passant par l'Internet, démontre l'importance de ce secteur dans la stratégie d'émergence de la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire compte environ 38,8 millions[1] d'abonnés mobile sur une population globale de près de 26,4 millions d'habitants, avec un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 145,5%, un taux de pénétration de l'Internet mobile de 73,2% et un taux de pénétration du mobile money de 75,9%.

Le marché des télécoms, un des seuls secteurs d'activité en progression sur l'année 2020 marquée par la crise sanitaire, s'est montré résilient notamment à cause des mesures sanitaires qui ont forcé les entreprises au télétravail et par conséquent à une surconsommation des services Internet et de téléphonie mobile.

L'année 2020 a enregistré la mise en œuvre de plusieurs projets structurant, chiffrés à environ 55,39 milliards FCFA, dont : (i) le développement de la gouvernance électronique de l'Etat (Education, Santé, Etat civil, Justice, etc.), (ii) l'amélioration de l'environnement des affaires par la dématérialisation des procédures administratives, ainsi que (iii) la vulgarisation des outils et services TIC par le projet «1 citoyen, 1 ordinateur» et ses démembrements.

Tous ces projets ont contribué efficacement au développement du secteur de la télécommunication et de l'économie numérique qui affiche une part importante dans l'économie nationale.

Selon les prévisions de l'ARTCI, la contribution de l'économie numérique à la croissance devrait se situer à 11% en 2020.
Les performances financières du portefeuille du sous-secteur «Technologie» sont marquées par un chiffre d'affaires global qui s'est amélioré de 133% pour se fixer à 51,34 milliards FCFA. Le résultat du secteur s'est également amélioré de 507,69%, s'établissant à un bénéfice de 2,45 milliards FCFA. Cette performance s'explique principalement par l'entrée de GUCE CI dans le portefeuille d'entreprises de ce secteur.

Les entreprises du portefeuille du sous-secteur des «Télécommunications» présentent un chiffre d'affaires global de 528,32[2] milliards FCFA, en croissance de 1,93% par rapport à 2019. De même, le résultat net s'est fortement accru de 51,39% pour se fixer à 79,36 milliards FCFA. Les performances de ce secteur sont portées par la société ORANGE CI qui contribue à hauteur de 92,80% au chiffre d'affaires du secteur.

Quant au secteur de la Poste, auparavant dominé par un opérateur historique, la Poste de Côte d'Ivoire, il enregistre depuis les années 80, l'arrivée d'opérateurs privés qui exercent leurs activités sur tous les segments du marché postal à savoir les segments «Courrier et colis» et «transferts d'argent». La performance financière de la Poste CI demeure assez mitigée. En effet, pendant que le chiffre d'affaires baisse de 6,98 milliards FCFA à 5,70 milliards FCFA en 2020, le résultat net s'améliore de 55,63%, pour se situer à -1,93 milliard FCFA.

Globalement, au titre de l'exercice 2020, les sociétés publiques du secteur «Technologie, Télécom et Poste» enregistrent un chiffre d'affaires cumulé de 585,56[3] milliards FCFA, contre 545,1 milliards FCFA, porté essentiellement par la hausse des activités commerciales de la société ORANGE CI. Quant au résultat net, il s'est amélioré de 64,79% pour se fixer à 79,89 milliards FCFA, du fait de la même société. Les dividendes issus de ce secteur s'élèvent à un montant brut de 70 milliards FCFA, uniquement porté par la société Orange CI.

1 Orange CI, Rapport annuel 2020
2 Chiffre d'affaire sans l'ANSUT
3 Données provisoires pour la PCI, GUCE CI, la SNDI et le VITIB

AIGF

AGENCE IVOIRIENNE DE GESTION DES FRÉQUENCES RADIOÉLECTRIQUES

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 mars 2012
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 17,4 milliards FCFA (+3%)
Part de l'Etat 100%
CA 9,5 milliards FCFA (-4%)
Résultat Net 275,5 millions FCFA (-55%)

DG COULIBALY Yacouba
Adm MBPE SISSOKO Ali
Adm MEF KEITA Zakarya
Participation RASCOM (3,41%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Créée en 2012, l'**Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radioélectriques**, en abrégé **AIGF**, a pour mission principale d'assurer la planification, l'attribution et le contrôle des fréquences radioélectriques en veillant aux besoins des administrations et des autorités affectataires de fréquences radioélectriques.

En 2020, l'AIGF a mené plusieurs activités dans le cadre de ses missions dont la réalisation de 1 922 mesures dans le cadre de la surveillance de l'exposition de la population aux champs électromagnétiques et, l'autorisation d'implantation de stations et sites radioélectriques.

A fin 2020, la situation financière de la société AIGF est caractérisée par :

- **une baisse de 364 millions FCFA du chiffre d'affaires pour se fixer à 9,51 milliards FCFA,** expliquée essentiellement par la fin, en 2019, de l'échéancier de règlement de la licence globale de 6 milliards FCFA des trois (3) opérateurs de téléphonie ;
- une baisse de 3,573 milliards FCFA des produits d'exploitation qui se situent à 10,570milliards FCFA liée à la diminution de 2,633 milliards des autres produits ;
- une réduction de 34% des charges d'exploitation s'établissant à 9,99 milliards FCFA, liée principalement à la limitation des activités d'autorisation, d'installation et de contrôle annuel des stations radioélectriques.

Il en découle un résultat d'exploitation bénéficiaire de 584 millions FCFA, contre un déficit de 1 million FCFA en 2019.

En définitive, après un résultat financier négatif de 216 millions FCFA et l'impôt sur le résultat d'un montant de 92 millions FCFA, l'**AIGF a dégagé un résultat net bénéficiaire de 276 millions FCFA**, contre un bénéfice de 608 millions FCFA en 2019.

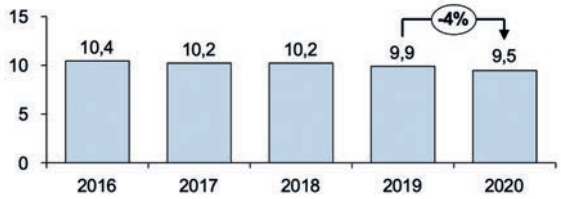
A fin décembre 2020, la dette fiscale de l'AIGF a augmenté de 570 millions FCFA, pour se situer à 3,91 milliards FCFA.

En perspectives, pour l'exercice 2021, l'AIGF compte mener plusieurs actions, dont : (i) l'établissement des Accords de coordination aux frontières avec le Libéria et le Ghana pour la téléphonie mobile ; (ii) la participation de façon plus active à la mise en œuvre des programmes de coopérations internationales avec les structures sœurs; (iii) l'obtention des outils additionnels pour l'autorisation d'implantation des stations radioélectriques ; (iv) l'obtention et la mise en service d'un logiciel de gestion des servitudes radioélectriques ; (v) l'obtention d'un outil de gestion du spectre.

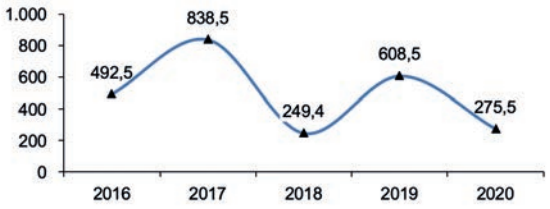
FAITS MARQUANTS

- Traitement de 315 demandes d'autorisation d'implantation des stations et sites radioélectriques dans le cadre du programme de déploiement des opérateurs pour l'année 2020 ;
- Surveillance de l'exposition de la population aux champs électromagnétiques par la réalisation de 1 922 mesures dont 674 à Abidjan et 1 248 à l'intérieur ;
- Mise à jour du Tableau National de Répartition du Spectre de Fréquences (TANARES) conformément aux recommandations du Règlement des Radiocommunications 2020 ;
- Coordination sur les fréquences des réseaux du service de radiodiffusion sonore avec Ghana pour 375 stations, dont 38 susceptibles de créer des brouillages en Côte d'Ivoire.

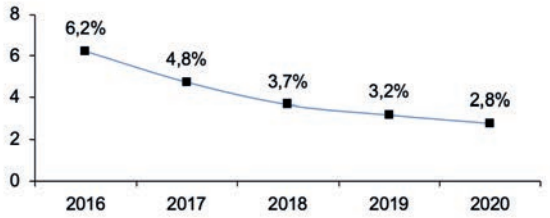
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



ANSUT

AGENCE NATIONALE DU SERVICE UNIVERSEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS/TIC

DONNÉES PROVISOIRES

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 mars 2012
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 101 milliards FCFA (-3%)
Part de l'Etat 100%
CA 26 milliards FCFA (-5%)
Résultat Net -483 millions FCFA (+480%)

PCA KONE Lassina
DG SORO-KIPEYA Jean Euloge
Adm. MBPE FOFANA Epse DIARA Mariame
Adm. MEF FOFANA Na Mafingue Epse TOURE
Participations VITIB (6,89%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Créée par le décret n°2012-949 du 26 septembre 2012, l'**Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC (ANSUT)** a pour principales missions : (i) l'élaboration des cahiers de charges des Programmes de Service Universel des Télécommunications/TIC (PSUTTIC) ; (ii) la mise en œuvre des PSUTTIC pour le compte de l'Etat ; (iii) le financement des PSUTTIC ; (iv) la gestion des opérations d'investissement financées par l'Etat dans le domaine des Télécommunications/TIC.

En 2020, l'ANSUT s'est attelée à réaliser ses missions en se focalisant sur les projets majeurs que sont le Backbone National, le programme « Un Citoyen, un Ordinateur » et la maturité numérique.

A fin décembre 2020, la situation financière de l'ANSUT est caractérisée par :

- **une baisse de 5% des produits d'exploitation, pour se fixer à 28,23 milliards FCFA.** Cette baisse s'explique essentiellement par la réduction de 1,42 milliard FCFA des loyers sur le Postel 2001. Ces loyers passent de 5,60 milliards FCFA en 2019 à 4,19 milliards FCFA ;

- **une réduction de 29% des charges d'exploitation, pour atterrir à 22,05 milliards FCFA,** imputable aux services extérieurs et aux achats qui diminuent respectivement de 5,06 milliards FCFA et de 1,59 milliard FCFA.

Il en découle un résultat d'exploitation bénéficiaire de 6,18 milliards FCFA, contre un déficit de 1,23 milliard FCFA en 2019.

Par ailleurs, le résultat financier est déficitaire de 6,64 milliards FCFA, contre un déficit de 1,70 milliard FCFA en 2019.

En définitive, les activités de l'ANSUT se sont soldées par une perte de 483 millions FCFA en 2020, contre un déficit de 2,93 milliards FCFA en 2019, soit une amélioration de 2,5 milliards FCFA.

Les impôts et taxes dus au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à 440 millions FCFA, contre 869 millions FCFA en 2019.

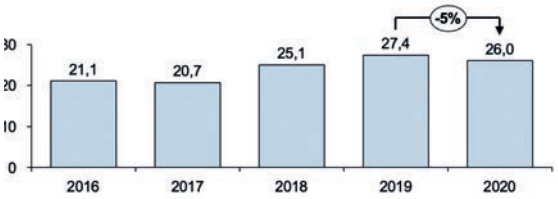
Pour l'exercice 2021, la société envisage de mener plusieurs actions, à savoir :

- le refinancement de la dette RNHD à travers un emprunt ;
- la poursuite des travaux de construction de la fibre optique ;
- la réduction des charges d'exploitation de l'Agence.

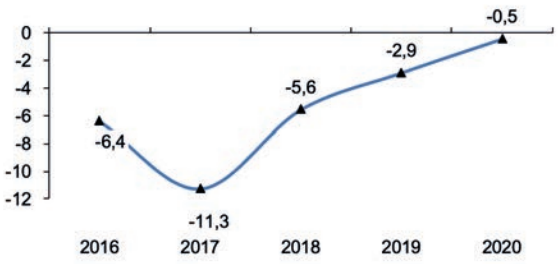
FAITS MARQUANTS

- Avance de trésorerie de l'Etat pour un montant de 4,17 milliards FCFA pour la couverture des échéances de l'emprunt « Ecobank facilité 2015 » ;
- Remboursement du service de la dette en capital pour un montant de 20,04 milliards FCFA (Emprunt Ecobank (17,98 milliards FCFA) et BOAD (1,20 milliard FCFA))

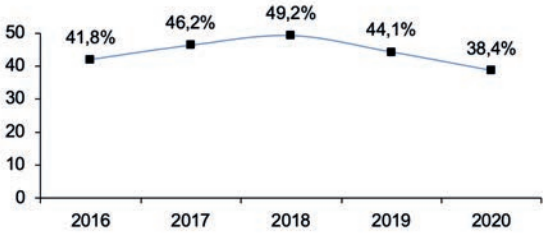
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



GUCE-CI

GUICHET UNIQUE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR CÔTE D'IVOIRE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1 juillet 2019
Capital social 10 millions FCFA
Capitaux propres 1,8 milliard FCFA
Part de l'Etat 70%
CA 34,21 milliards FCFA
Résultat Net 1,7 milliard FCFA

PCA FADIGA Issouf
DG MANOUAN Guy Serge
Adm. MBPE KADIO Albert Louis
Effectif 81

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	70,00
WEBB FONTAINE GROUP	30,00

Le **Guichet Unique du Commerce Extérieur Côte d'Ivoire (GUCE CI)** est une société anonyme à participation publique majoritaire, créé par le décret n° 2020-446 du 6 mai 2020. Elle est détenue à 70% par l'Etat de Côte d'Ivoire et à 30% par la société WEBB FONTAINE GROUP, avec pour objectif, la reprise en main totale de la gestion et de l'exploitation du GUCE.

A ce titre, la société GUCE CI a pour mission (i) l'exploitation technique du GUCE aux fins de la fourniture des services associés aux participants, incluant la conception, la réalisation et l'implémentation de nouveaux modules pour la fourniture de services additionnels permettant de couvrir les nouveaux besoins identifiés par l'Etat et notamment la mise en place d'un guichet unique intégral national qui interconnecte autour d'une plateforme unique ou des mécaniques d'interfaçage, tous les acteurs intervenant dans les formalités douanières, portuaires, aéroportuaires, logistique et tout autre ; (ii) le traitement de tous les flux d'informations et de contrôle des entrées et sorties de marchandises ; (iii) l'appui à l'administration des douanes.

Ces missions ont été consignées dans deux (2) contrats de concession signés avec l'Etat de Côte d'Ivoire.

Les premiers états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2020 prennent en compte la période allant du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2020 soit 18 mois d'exercice.

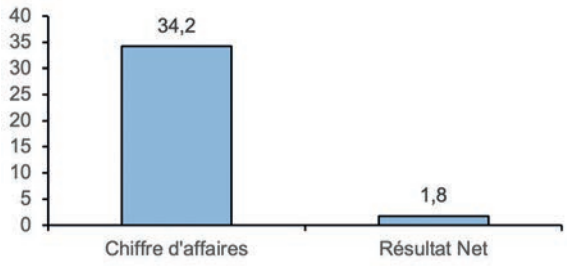
L'examen de ces états financiers fait ressortir (i) des capitaux propres de 1,67 milliard FCFA, (ii) **un chiffre d'affaires de 34,21 milliards FCFA** porté par «les travaux et services vendus», (iii) des charges d'exploitation qui s'élèvent à 25,42 milliards FCFA, dominées par les «redevances pour brevets, licences, logiciels» de 21,55 milliards FCFA, les «charges du personnel» de 1,68 milliard FCFA et des «dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations» de 556 millions FCFA, (iv) un EBE ressorti bénéficiaire de 9,35 milliards FCFA, ainsi qu'un résultat d'exploitation bénéficiaire de 8,79 milliards FCFA au 31 décembre 2020.

En définitive, après la prise en compte d'un résultat financier nul, d'un résultat HAO positif de 184 millions FCFA et des impôts sur le résultat de 7,32 milliards FCFA, **le résultat net est bénéficiaire de 1,84 milliard FCFA.**

Les investissements se sont établis à 230 millions FCFA composés majoritairement par l'acquisition de matériel de transport à hauteur de 168 millions FCFA.

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTATS NETS 2020

(en Milliards FCFA)



FAITS MARQUANTS

- Transfert des activités de la société Webb Fontaine CI à la société GUCE-CI à compter du 1er juillet 2019 ;
- Désignation d'un Commissaire aux Apports (GRANT THORNTON) en vue de la matérialisation du transfert des biens de reprise de Webb Fontaine et de l'établissement du bilan d'ouverture de la société

OCI

ORANGE CÔTE D'IVOIRE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 octobre 1996
Capital social 6 milliards FCFA
Capitaux propres 495,5 milliards FCFA (+14%)
Part de l'Etat 14,95%
CA 518,8 milliards FCFA (+8%)
Résultat Net 79,1 milliards FCFA (+44%)
Dividendes bruts 70 milliards FCFA (+2500%)
Dividendes bruts Etat 10,5 milliards FCFA
PCA METTLING Bruno
DG BAMBA Mamadou
Adm. MBPE TAHI Fabrice
Adm. MENUTI GUIBESSONGUI Séverin
Filiales et Participations Orange Libéria (100%), Orange Burkina Faso (50%), OCIP (100%), Afrimarket (6,48%), TELENUM (49%), Côte d'Ivoire Câbles (40%), Groupement Orange Service (22,65%), OMCI (99,99%), VITIB (2%), SICABLE (1,28%), RASCOM (10,08%), CANAL+CI (5%), SEDACI (13,40%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ATLAS COUNTRIES SUPPORT	58,65
FRANCE CABLES RADIO-CI	15,80
ETAT DE COTE D'IVOIRE	14,95
SIFCOM	10,35
EMPLOYÉS ET EX-EMPLOYÉS DE CIT	0,17

Orange Côte d'Ivoire est un opérateur de téléphonie mobile, devenu un opérateur de téléphonie fixe et mobile depuis sa fusion absorption avec la société Côte d'Ivoire Télécom le 1er juillet 2016. Sa mission est l'établissement de réseaux et la fourniture de services de télécommunications en Côte d'Ivoire.

Au niveau de la performance opérationnelle, on note une faible croissance du parc Mobile de 0,3%.

A fin décembre 2020, la situation financière de la société Orange CI est caractérisée par :

- **une amélioration de 7,9% du chiffre d'affaires, pour se fixer à 518,81 milliards FCFA ;**
- un résultat d'exploitation bénéficiaire de 110,19 milliards FCFA, contre un bénéfice de 97,98 milliards FCFA en 2019, en raison principalement de la hausse du chiffre d'affaires ;
- une amélioration de l'activité financière, qui passe d'un déficit de 10,32 milliards FCFA en 2019 à un bénéfice de 8,14 milliards FCFA, due essentiellement aux dividendes reçus des entités Orange Money Côte d'Ivoire et Orange Côte d'Ivoire Participation respectivement de 10,5 milliards FCFA et de 8 milliards FCFA ;
- une détérioration de 668 millions FCFA du résultat HAO qui passe de - 2,444 milliards FCFA en 2019 à -3,112 milliards FCFA en 2020, imputable principalement aux dotations aux amortissements HAO.

En définitive, après la prise en compte de l'impôt sur le résultat de 36,14 milliards FCFA, **le résultat net est bénéficiaire de 79,09 milliards FCFA,** contre 54,75 milliards FCFA en 2019.

Les impôts dus sur l'exercice 2020 s'élèvent à 89,61 milliards FCFA, contre 77,23 milliards FCFA en 2019.

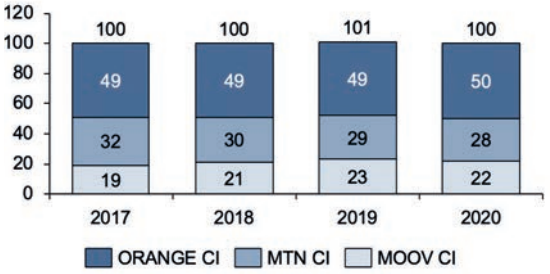
En perspectives, pour l'exercice 2021, Orange CI prévoit l'opérationnalisation de son nouveau Plan Stratégique «ENGAGE 2025», qui tourne autour de cinq (5) axes stratégiques, à savoir :

(i) réinventer le métier d'opérateur ;
(ii) placer la Data et l'Intelligence Artificielle au cœur du modèle d'innovation ;
(iii) accélérer sur les relais de croissance ;
(iv) construire ensemble l'entreprise de demain ;
(v) s'engager durablement.

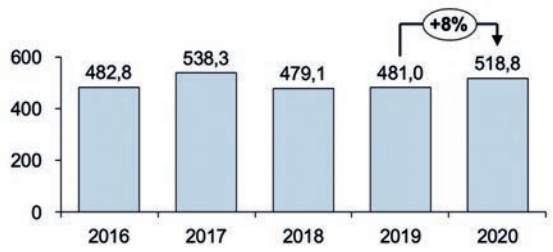
FAITS MARQUANTS

- Adoption par l'ARTCI d'un nouveau plan de numérotation passant de 8 à 10 chiffres ;
- Signature, le 17 juillet 2020, d'un contrat entre Orange Côte d'Ivoire, Orange Money Côte d'Ivoire et Orange Banque lié à la fourniture de services de crédit et d'épargne ;
- Hausse de 12,5% du parc de clients Orange Côte d'Ivoire ;
- Rachat des parts des actionnaires minoritaires de l'entité Côte d'Ivoire Câbles (CIC) par Orange Côte d'Ivoire qui détient à ce jour 100% de CIC.

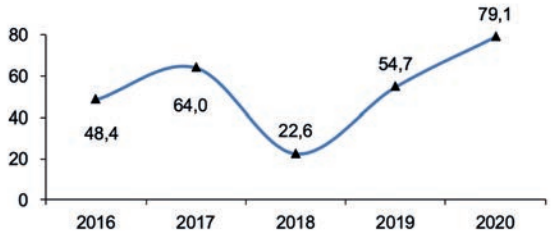
PARTS DE MARCHÉ *(en pourcentage)*



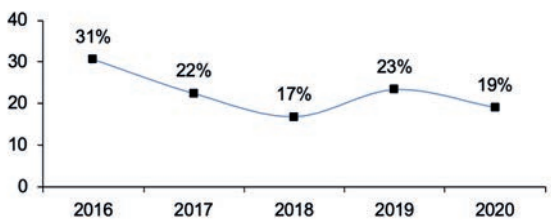
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



PCI

POSTE DE CÔTE D'IVOIRE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 juin 1998
Capital social 5,4 milliards FCFA
Capitaux propres 16,2 milliards FCFA (+12%)
Part de l'Etat 100%
CA 5,4 milliards FCFA (-18%)
Résultat Net -3,11 milliard FCFA (+56%)
Subv d'exploitation 2,3 Milliards FCFA

PCA N'GOAN Aka Mathias
DG GNAMBA-YAO Isaac
Adm MEF SOUMAHORO Mory
Adm MBPE DAGO Jacob
Filiales CHRONOPOST (50%)
Effectif 841

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Sous sa forme actuelle, la **Poste de Côte d'Ivoire (PCI)** a été créée par le décret n°98-377 du 30 juin 1998. Société d'Etat, elle est née de la dissolution de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE). Elle a pour mission d'exploiter le service public des postes à travers l'acheminement par voie terrestre, aérienne ou maritime de tout type de courriers et paquets tant sur le territoire national, qu'à destination et en provenance des pays étrangers. Le secteur est dominé par l'entreprise CODITRANS suivie de la Poste Côte d'Ivoire, qui détiennent respectivement environ 40% et 20% de parts de marché.

A fin décembre 2020, la situation financière de la PCI est caractérisée par :

- une baisse des activités commerciales : **le chiffre d'affaires a diminué de 1,57 milliard FCFA, pour se fixer à 5,41 milliards FCFA ;**
- une hausse de 6,62% des produits d'exploitation, s'établissant à 12, 14 milliards FCFA, en raison de l'augmentation de 239 millions FCFA des reprises d'amortissements, provisions et dépréciations et de 2,4 milliards FCFA des autres produits HAO ;
- une réduction de 0,19% des charges d'exploitation, pour atterrir à 15 038 millions FCFA, due essentiellement à la baisse des achats de marchandise (-91 millions FCFA) et des services -extérieurs (-309 millions FCFA).

Le résultat d'exploitation ressort déficitaire de 5,4 milliards FCFA, contre un déficit de 4,19 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, le résultat financier est déficitaire de 154 millions FCFA, contre un déficit de 243 millions FCFA en 2019.

En définitive, après le résultat HAO bénéficiaire de 2,50 milliards FCFA, **la Poste a dégagé un résultat net déficitaire de 3,11 milliard FCFA**, contre un déficit de 4,35 milliards FCFA en 2019.
Les dettes fiscales et sociales de la société sont évaluées à 10,2 milliards FCFA, contre 10,51 milliards FCFA en 2019.

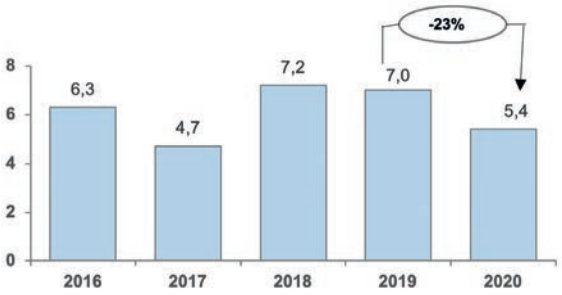
En perspectives, pour l'année 2021, la PCI compte (i) renforcer sa plateforme technologique par l'acquisition de matériels informatiques et de logiciel intégré, (ii) construire un nouveau centre de tri adapté aux exigences actuelles et futures du traitement du courrier, (iii) renforcer sa plateforme commerciale par le relooking des agences postales existantes et l'extension du réseau postal, (iv) mettre en œuvre le Service Postale Universel (SPU), et (v) procéder à la restructuration financière de la société.

Par ailleurs, au regard des difficultés que connaît la PCI, le Ministère de tutelle financière, en rapport avec le Ministère de tutelle technique et la Direction Générale, entend accélérer la dynamique de transformation enclenchée par le nouveau plan stratégique de la société en mettant l'accent sur le développement des principaux axes de diversification de ses activités.

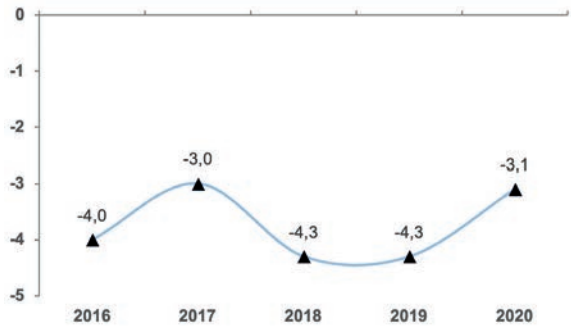
FAITS MARQUANTS

- Adoption en Conseil des Ministres de la Communication relative à la mise en œuvre du Service Postal Universel ;
- Démarrage du processus de contractualisation.

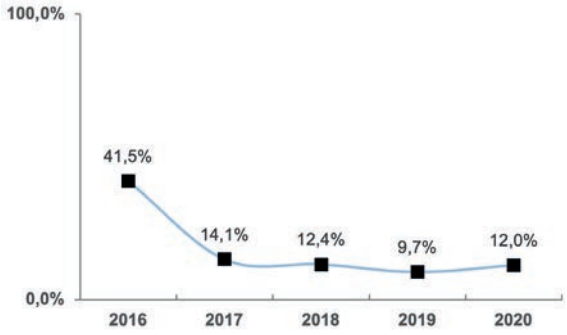
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



QUIPUX

QUIPUX-AFRIQUE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 25 juillet 2013
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 1,23 milliard FCFA (+28%)
Part de l'Etat (SNDI) 35%
CA 10,5 milliards FCFA (-1%)
Résultat Net 270,1 millions FCFA

PCA GOMEZ Oscar David Pinéda
DG KONE Ibrahima
Adm. SNDI SORO Nongolougo
Adm MBPE OUEDRAOGO Salifou

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
QUIPUX INNOVA	65,00
SNDI	35,00

QUIPUX Afrique S.A est une société de droit ivoirien qui s'affirme à travers le développement de solutions technologiques appliquées aux systèmes de transports terrestres. QUIPUX Afrique est une filiale de QUIPUX Innova qui a mis en place plus de 50 projets dans le monde. Depuis 2014, suivant la convention de concession pour la conception, l'ingénierie, le financement, la mise en place et l'exploitation d'un Système de Gestion Intégrée de l'ensemble des activités du transport routier en Côte d'ivoire (renouvelée en 2020), Quipux Afrique a constitué une base de données unique, fiable et sécurisée qui regroupe les registres des CONDUCTEURS (permis de conduire), des VEHICULES (carte grise) et des TRANSPORTEURS (carte de transport et carte de transporteur).

Cette plateforme technologique mise en place et les services qui en découlent, sont gérés par la société à travers un réseau de Centres de Gestion Intégrée. Cette solution assure la dématérialisation des processus relatifs à l'ensemble des documents administratifs du transport routier en Côte d'Ivoire.

Dans le cadre du renouvellement de la convention sus-évoquée, il a été convenu d'étendre les missions de QUIPUX Afrique pour la mise en place d'un Système de Transport Intelligent. Le volet STI de la convention consiste en un système de détection électronique des infractions et de gestion automatisée des amendes dans la zone du Grand Abidjan, permettant notamment l'appui à la constatation des infractions et à l'identification des auteurs des infractions, la notification des infractions aux auteurs de celles-ci, la mise en recouvrement et la collecte pour le compte de l'autorité concédante des amendes et majorations relatives aux infractions ainsi constatées et notifiées.

A fin 2020, la situation financière de la société QUIPUX est caractérisée par :

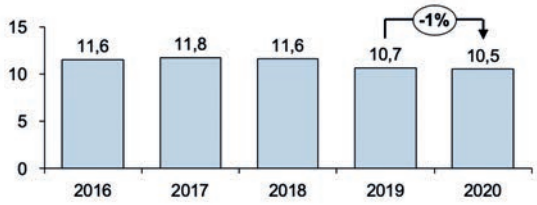
- une légère baisse des activités commerciales, **avec un chiffre d'affaires de 10,54 milliards FCFA**, contre 10,69 milliards FCFA en 2019 ;
- un résultat d'exploitation bénéficiaire de 615 millions FCFA, contre un déficit de 174 millions FCFA en 2019 ;
- un résultat financier déficitaire de 201 millions FCFA, contre un déficit de 218 millions FCFA en 2019.
- un résultat hors activités ordinaires également déficitaire à hauteur 63 millions FCFA, contre un bénéfice de 281 millions FCFA en 2019.

En définitive, après le paiement de l'impôt sur le résultat de 81 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 271 millions FCFA**, contre un déficit de 243 millions FCFA en 2019.

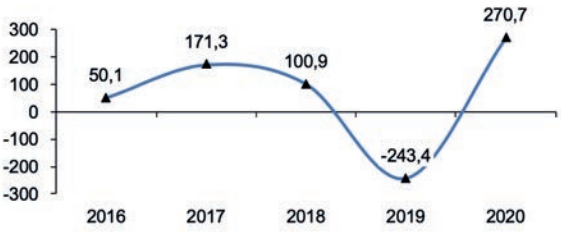
A fin 2020, la dette fiscale et sociale de la société a connu une hausse de 17,68%, se fixant à 1,18 milliard FCFA.

En perspectives, pour l'exercice 2021, QUIPUX Afrique envisage (i) mettre en œuvre un certain nombre de diligences pour l'optimisation de la gestion et des revenus de sa convention avec l'Etat et (ii) procéder au démarrage du STI.

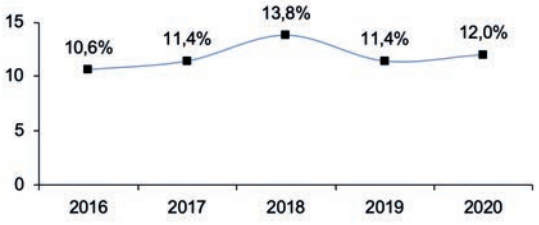
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Finalisation des négociations et signature de la nouvelle convention de Concession pour la conception et le financement de l'ensemble des activités des transports routiers en Côte d'Ivoire, d'un système de transport intelligent et d'une fourrière administrative ;
- Mise en place d'un programme d'investissement relatif au renforcement des mesures sanitaires ;
- Réaménagement des horaires de travail impliquant une baisse de la masse salariale ;
- Instauration du télétravail pour le Comité de Direction, les personnes âgées et vulnérables ;
- Présentation et adoption par le Conseil d'Administration d'un plan de gestion de crise.

SNDI

SOCIETE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

DONNÉES PROVISOIRES

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 mars 1999
Capital social 1,13 milliard FCFA
Capitaux propres 3,8 milliards FCFA (+8%)
Part de l'Etat 100%
CA 5,4 milliards FCFA (-25%)
Résultat Net 290 millions FCFA (-38%)

PCA et Adm Présidence NIAMIEN Yahaut T
Directeur Général SORO Nongolougo
Adm. MBPE TRAORE Tiedié
Participations et Filiales QUIPUX (35%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Créée par décret n° 99-220 du 10 mars 1999, la **Société Nationale de Développement Informatique (SNDI)** a pour principales missions d'effectuer dans le domaine de l'informatique des prestations de gestion, de conseil et de formation à la demande de l'État, des communes et des entreprises.

A fin décembre 2020, la situation financière de la SNDI est caractérisée par :
- **une baisse de 24,89% du chiffre d'affaires, se situant à 5,36 milliards FCFA ;**
- une baisse de 23,57% des produits d'exploitation, se fixant à 5,45 milliards FCFA en raison, principalement, de la baisse du chiffre d'affaires ;
- une réduction de 21,91% des charges d'exploitation, passant à 5,03 milliards FCFA.

Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution de 399 millions FCFA des autres achats et de 587 millions FCFA des services extérieurs.

Il en ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 423 millions FCFA, contre un bénéfice de 693 millions FCFA en 2019, soit une dégradation de 270 millions FCFA.

En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 115 millions FCFA et le résultat financier de 18 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 290 millions FCFA**, contre un bénéfice de 465 millions FCFA en 2019.

Les impôts et taxes dus au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à 210 millions FCFA, contre 306 millions FCFA en 2019.

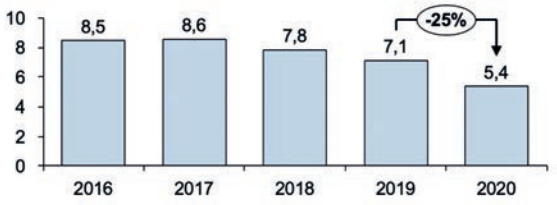
Par ailleurs, les dettes fiscales et sociales de la SNDI se situent à 7,96 milliards FCFA au 31 décembre 2020, contre 6,52 milliards FCFA fin 2019.

En perspectives, pour l'exercice 2021, plusieurs actions seront menées par la société, dont (i) la mise en œuvre effective de la première phase du nouveau plan stratégique 2020-2022,, (ii) le démarrage des travaux de construction du nouveau Datacenter de l'Administration ivoirienne, (iii) la poursuite du renforcement des capacités des fonctionnaires et agents de l'Etat, (iv) la titrisation d'une partie des créances de la société sur l'Etat afin de pouvoir apurer une partie des dettes fournisseurs, fiscales et sociales.

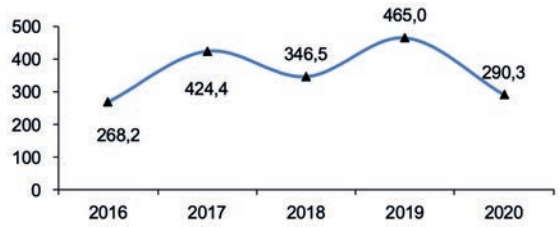
FAITS MARQUANTS

- Renouvellement du mandat des membres du Conseil d'Administration ;
- Signature du contrat de performance 2020-2022 ;
- Exécution satisfaisant des projets étatiques DGBF ;
- Prise en compte des nouvelles directives communautaires UEMOA dans le SIGFIP.

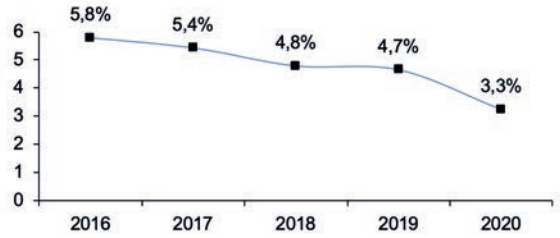
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



VITIB

VILLAGE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA BIOTECHNOLOGIE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCES | TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 2004
Capital social 2,2 milliards FCFA
Capitaux propres -1,1 milliard FCFA (+17%)
Participation publique 25,93%
CA 1,4 milliard FCFA (+18%)
Résultat Net 236 millions FCFA (+30%)
Subv d'expl. 280 millions FCFA

PCA MESSE WOI Alphonse
DG PANGO Philippe
Adm MBPE DOUMBIA Thiékoro
Adm MENTI Mme FOFANA

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PRESTIGE TELECOM	20,70
NSIA	13,80
ETAT DE COTE D'IVOIRE	8,30
MTN COTE D'IVOIRE	7,60
ANSUT	6,90
CNDI	6,90
AUTRES	35,80

Le **Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie (VITIB)** est une société anonyme à participation financière publique minoritaire au capital de 2 176 millions FCFA, avec une participation publique totale de 27,50%.

Il a pour mission, l'aménagement des sites, la construction d'infrastructures immobilières, techniques et technologiques, l'exploitation et la promotion de la Zone Franche.

A fin décembre 2020, la situation financière du VITIB est caractérisée par :

- une amélioration des activités commerciales : **le chiffre d'affaires est passé de 1,21 milliard FCFA en 2019 à 1,43 milliard FCFA** en raison de l'augmentation de 228 millions FCFA des revenus issus de l'installation de nouvelles entreprises ;
- une baisse de 158 millions FCFA des produits d'exploitation pour se fixer à 1,64 milliard FCFA ;
- une réduction de 82 millions FCFA des charges d'exploitation, passant à 1,55 milliard FCFA.

Il en ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 89 millions FCFA contre un déficit de 164 millions FCFA en 2019.

En définitive, après un résultat financier de 3 millions FCFA, **il se dégage un bénéfice de 237 millions FCFA** contre un bénéfice de 182 millions FCFA en 2019.

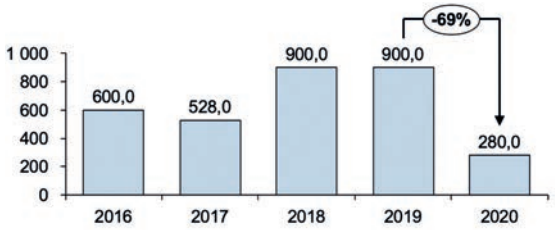
La dette fiscale de la société est évaluée à 1 229 millions FCFA en 2020, contre 1 186 millions FCFA en 2019.

En perspectives, pour l'exercice 2021, la société VITIB envisage de mener plusieurs actions, notamment (i) la recapitalisation afin de mettre l'entreprise à l'abri de risques liés à ses fonds propres négatifs, (ii) l'accroissement de la clientèle du Data Center, (iii) la conception et le lancement de nouveaux produits et services, (iv) l'accélération des partenariats en vue de la création de nouveaux espaces d'accueil d'entreprises agréées, notamment la construction de tours à bureaux, (vi) le renforcement du pôle Biotechnologie ; (vii) la recherche d'une solution pérenne à la question du remblai complémentaire (terrain constamment inondé, rendant difficile les efforts de promotion de VITIB SA).

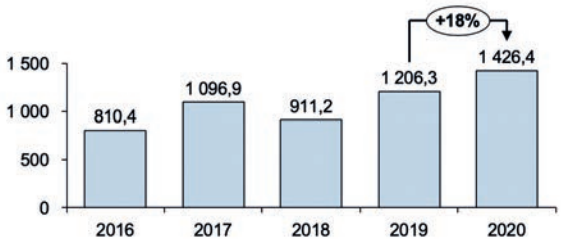
FAITS MARQUANTS

- Construction du 1er bâtiment de près de 3000 m² de bureaux commerciaux sur la nouvelle zone en cours d'aménagement ;
- Déploiement et mise en exploitation de six (6) projets technologiques.

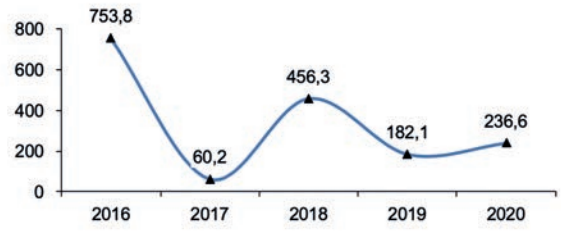
SUBVENTION D'EXPLOITATION *(en Millions FCFA)*



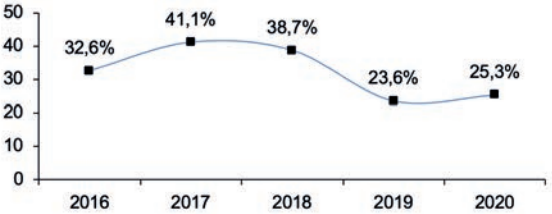
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*

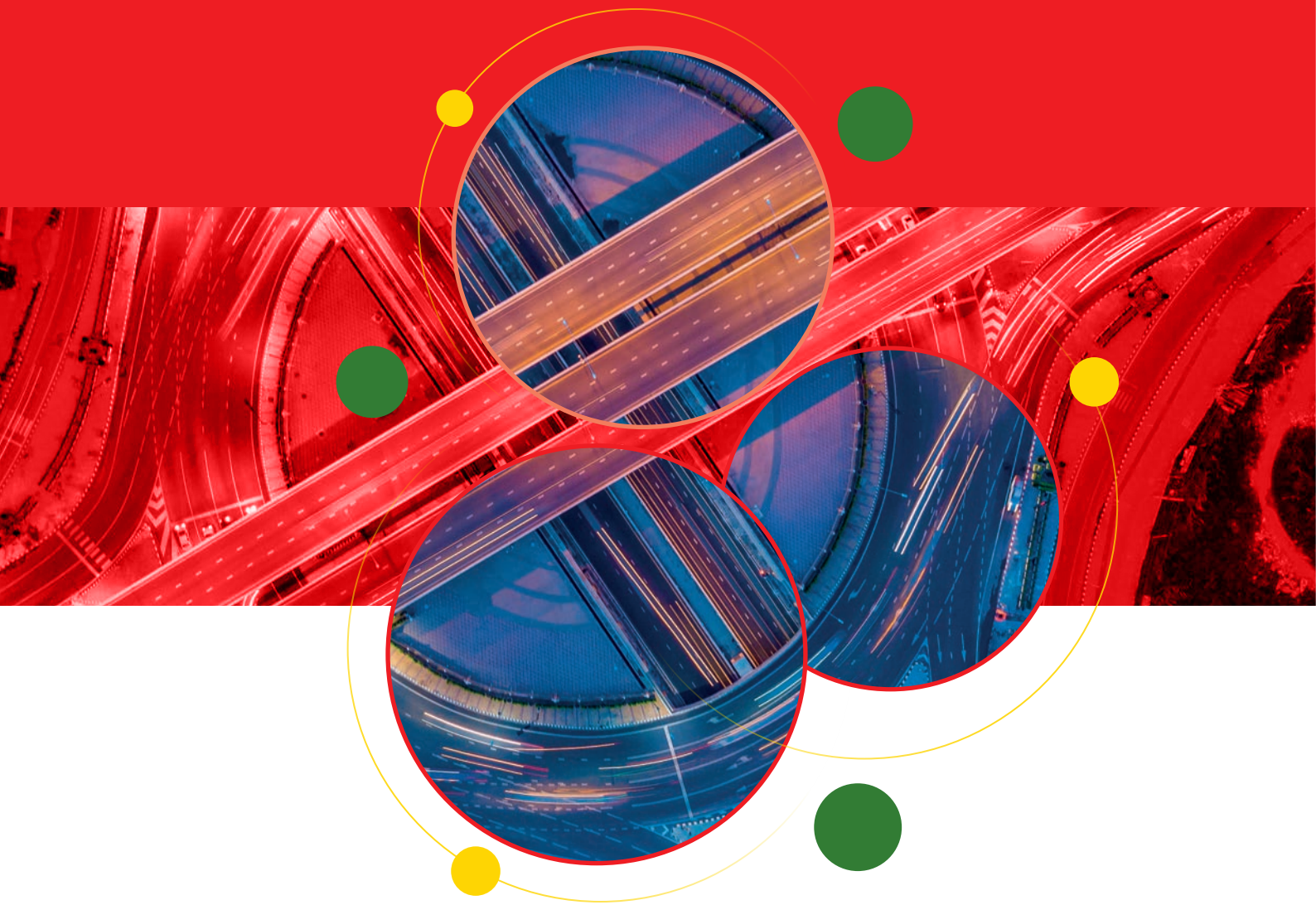


RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES



La **SICOGI**, dans le cadre de sa restructuration a amélioré sa performance financière avec un résultat net passant d'un déficit de 1,7 milliards FCFA en 2017 à un bénéfice de 957 millions FCFA en 2020...

UN SECTEUR RÉSILIENT MALGRÉ LA BAISSE BRUTALE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ENTRAÎNÉE PAR LES RESTRICTIONS LIÉES À LA PANDÉMIE À CORONAVIRUS

Le secteur du BTP, avec un taux de croissance moyen de l'ordre de 26% entre 2012 et 2020, connaît une forte croissance et s'affiche comme l'un des plus dynamiques de la Côte d'Ivoire.

Cependant, en 2020, les activités des entreprises du secteur « BTP et Autres Infrastructures » du portefeuille de l'Etat ont connu une baisse significative, en raison essentiellement de la pandémie de COVID 19. Les mesures prises en vue de freiner la propagation de cette pandémie, notamment la fermeture des frontières terrestres et maritimes, a entraîné un ralentissement de la mise en œuvre de la plupart des projets ainsi qu'un retard dans le démarrage de nouveaux projets de construction. Il convient de rappeler que le secteur « BTP et Autres Infrastructures » comprend deux (2) sous-secteurs : le sous-secteur BTP et celui des Infrastructures industrielles et commerciales.

Ainsi, le sous-secteur BTP - composé du Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP), de l'Agence de Gestion Foncière (AGEF[1]), de la Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA[1]) et de la Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI) - a vu son chiffre d'affaires cumulé chuté de 25,16%, passant de 40,45 milliards FCFA en 2019 à 30,28 milliards FCFA. Cette situation est consécutive à la baisse d'intensité des activités commerciales de la SICOGI qui ont regressé de 10,38 milliards FCFA pour se fixer à 6,54 milliards FCFA (170 remises de clés en 2020 contre 514 en 2019).

Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement porté par le LBTP (13,18 milliards FCFA) et la SICOGI (6,54 milliards FCFA). Toutefois, contrairement à la tendance générale, la SONITRA a réalisé la plus forte croissance au niveau du chiffre d'affaires, traduite par une hausse de 95,7% (de 2,61 milliards FCFA en 2019 à 5,10 milliards FCFA).

Le résultat net cumulé du sous-secteur BTP s'établit à un bénéfice net de 2,54 milliards FCFA, en baisse de 10,58%, en dépit des hausses de 14,81% et 32,94% réalisées respectivement par les sociétés LBTP et SICOGI. Cette situation est imputable au déficit de 648,71 millions FCFA enregistré par la SONITRA, contre un déficit de 21,17 millions FCFA obtenu en 2019.

Le sous-secteur infrastructures industrielles et commerciales - constitué du Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI), de la Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT) et de la Société d'Exploitation du Marché de Gros de Bouaké (SEMGB) - a vu son chiffre d'affaires cumulé augmenté de 5,07%, pour se fixer à 1,56 milliard FCFA. Plus spécifiquement, les redevances industrielles collectées par le FODI sont en baisse de 7% par rapport à 2019 et s'établissent à 13,38 milliards FCFA. Quant aux dépenses réalisées dans le cadre du développement des zones industrielles, elles se fixent globalement à un montant de 16,90 milliards FCFA, dont 1,76 milliard FCFA au titre des purges des droits coutumiers, 14,68 milliards FCFA pour les études et travaux des infrastructures industrielles et 460 millions FCFA pour la gestion des zones industrielles.

Par ailleurs, conformément à son plan de restructuration, l'actionnariat de la SEMGB a connu une modification à travers une augmentation de son capital qui est passé de 100 millions FCFA à 700 millions FCFA et l'entrée de nouveaux actionnaires afin de redynamiser les activités du MGB.

En outre, au niveau de la SGMT, l'on enregistre l'accroissement des loyers de box de 12 000 FCFA à 15 000 FCFA et la recherche de ressources additionnelles.

Ainsi, leur résultat net consolidé s'est fortement amélioré, passant d'un déficit net de 793,32 millions FCFA en 2019 à un bénéfice net de 294,68 millions FCFA. Cette amélioration est due essentiellement au résultat net bénéficiaire de 240,93 millions FCFA enregistré par la SGMT.

1 Données provisoires

AGEF

AGENCE DE GESTION FONCIÈRE

DONNÉES PROVISOIRES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 6 mai 1999
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres 5,9 milliards FCFA (+2%)
Participation publique 57,15%
CA 5,5 milliards FCFA (-34%)
Résultat Net 141 millions FCFA (-56%)
Subv Invest. 1 410 millions FCFA

PCA DANHO Pierre Nandjui
Directeur Général COULIBALY Lamine
Adm MBPE TRAORE Seydou
Adm Min de la Construction DJOMAN Henri

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	35,09
SICOGI	18,05
SIPIM	10,03
CGRAE	7,02
SATCI-IAU	5,76
SCI LES ROSIERS	5,76
BATIM	5,76
HABITAT POUR TOUS	5,76
SAHAM-EX COLINA	5,76
SCI LES LAURIERS	0,5
IAU	0,5

L'**Agence de Gestion Foncière (AGEF)** est une société à participation financière publique majoritaire ayant pour missions principales : (i) la constitution de réserves foncières pour son propre compte et celui de l'Etat, (ii) la vente des terrains aménagés, sécurisés et viabilisés, (iii) la vente de parcelles brutes, et (iv) l'ingénierie foncière. Elle assure également la gestion des activités des ex SETU, portant essentiellement sur la production d'Arrêtés de Concession Définitive (ACD), le recouvrement des créances détenues sur les réservataires des lots, et le règlement des litiges et contentieux.

En 2020, au titre des activités d'aménagement urbain, l'AGEF a procédé, au démarrage de l'opération dénommée « plateau vert » d'une superficie de 22 ha située à Bingerville. S'agissant de la constitution de réserves foncières en compte propre, l'AGEF a pu mobiliser une superficie totale de 2 ha, représentant une valeur totale de 210 millions FCFA. Toutefois, aucune purge de droits coutumiers n'a été effectuée sur cette parcelle en raison des difficultés de trésorerie rencontrées par la société.

Par ailleurs, les réserves foncières constituées pour le compte de l'Etat s'établissent à une superficie de 1042,69 ha pour un montant total d'acquisition de 31,9 milliards FCFA, dont 9,12 milliards FCFA payés. Dans ce cadre, elle a reçu de l'Etat une subvention d'investissement de 140 millions FCFA qui a été utilisée entièrement pour la purge des droits coutumiers d'une parcelle située à Yamoussoukro (123 ha).

Au titre des activités commerciales, le chiffre d'affaires a connu une baisse de 34%, pour se fixer à 5,45 milliards FCFA. Cette situation est essentiellement due à l'absence de commercialisation de parcelles aménagées en raison du manque de ressources pour le financement des projets d'aménagement. Prenant en compte le déstockage opéré pour un montant -723 millions FCFA, les produits d'exploitation s'établissent à 4,730 milliards FCFA

En outre, les charges d'exploitation ont connu une chute de 55% pour s'établir à 4,27 milliards FCFA. Le résultat d'exploitation ainsi dégagé ressort bénéficiaire de 460,29 millions FCFA, contre un bénéfice de 496,53 millions FCFA en 2019.

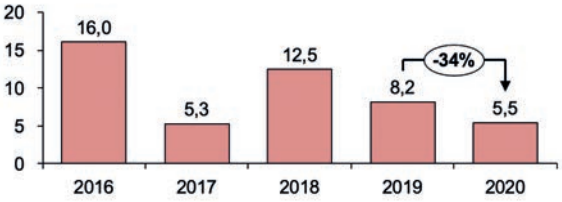
En définitive, prenant en compte l'impôt sur le résultat de 74,75 millions FCFA, le résultat financier (-386 millions FCFA) et le résultat HAO (141,21 millions FCFA), **le résultat net s'établit à un bénéfice de 140,69 millions FCFA**, contre 319,63 millions FCFA en 2019. Les impôts dus sur l'exercice 2020 sont en baisse de 63%, s'établissant à 105 millions FCFA, dont 30,86 millions FCFA d'impôts et taxes et 74,75 millions FCFA d'impôt BIC. Le passif du bilan fait ressortir des capitaux propres d'un montant de 5,90 milliards FCFA, en progression de 2,44% par rapport à l'exercice précédent. Quant aux dettes financières, elles n'ont pas évolué, se situant à 6,66 milliards FCFA au 31 décembre 2020.

En perspectives, l'AGEF entend (i) poursuivre ses efforts de mobilisation des réserves foncières et de commercialisation de parcelles brutes et aménagées, (ii) accroître l'assiette de recouvrement des créances détenues sur ses clients (recours éventuel à un commissaire de justice), et (iii) élaborer un plan d'actions du comité interne de gestion de la trésorerie, en vue d'une gestion optimale de la trésorerie.

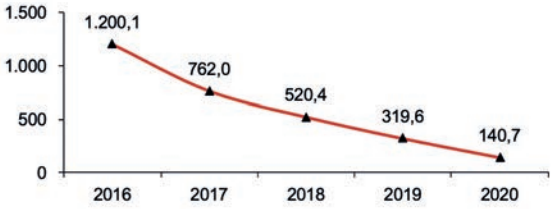
FAITS MARQUANTS

- Démarrage de l'opération « plateau vert » d'une superficie de 22 Ha située à Bingerville ;
- Mission de contrôle effectuée par la DGPE en décembre 2020.

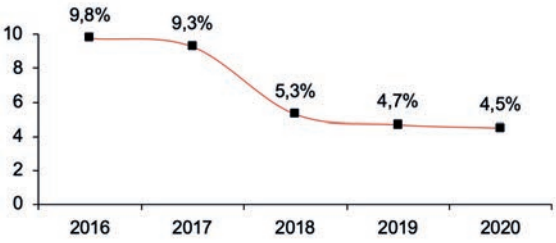
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FODI

FONDS DE DÉVELOPPEMENT
DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 22 octobre 2014
Capital social 10 millions FCFA
Capitaux propres 144,15 millions FCFA (+16%)
Part de l'Etat 100%
CA 535,1 millions FCFA (-7%)
Résultat Net 19,5 millions FCFA (-61%)

PCA GNIZAKO Bouabré Antoine
DG BLEY Felix
Adm. MMG BOMBO Mathurin
Adm. MBPE TAHI Fabrice

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	35,09

Dans le souci de faciliter l'implantation des entreprises industrielles en Côte d'Ivoire, l'Etat a créé, par Ordonnance n°2014-633 du 22 octobre 2014, le **Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI)**. Cette société d'Etat a pour missions principales de mobiliser les ressources et de procéder au règlement des dépenses relatives aux opérations et activités liées aux infrastructures industrielles. Pour financer ses activités, le FODI a essentiellement recours aux ressources provenant des redevances d'occupation des terrains industriels et aux emprunts.

Au terme de l'exercice 2020, les ressources relatives aux redevances d'occupation des terrains industriels collectées sont en baisse de 7% par rapport à 2019 et s'établissent à 13,38 milliards FCFA, pour un taux de recouvrement de 91%.

Ces redevances ont été affectées à hauteur de 95% (12,71 milliards FCFA) au financement des Opérations (travaux, purge des droits coutumiers et remboursement de la dette du FODI), de 4% (535 millions FCFA) au financement du budget de fonctionnement de la société et de 1% (133 millions FCFA) pour le renforcement des capacités. En ce qui concerne les ressources d'emprunt, le FODI a effectué des tirages d'un montant cumulé de 32,72 milliards FCFA, portant le montant total des tirages effectués à un montant de 82,22 milliards FCFA.

En ajoutant les produits de placement d'un montant de 1,65 milliard FCFA, le total total, les ressources mobilisées en 2020 pour le financement des Opérations s'élèvent à 47,08 milliards FCFA, affectées comme suit :

- 14,20 milliards FCFA au remboursement de la dette ;
- 1,76 milliards FCFA à la purge des droits coutumiers ;
- 14,68 milliards FCFA aux études et travaux d'aménagement.

Les ressources non affectées s'élèvent à 16,44 milliards FCFA.

De façon spécifique, le FODI à procédé en 2020 à (i) l'aménagement partielle des 62 ha de la nouvelle zone industrielle sise à PK 24 pour un montant de 13,72 milliards FCFA et (ii) la purge des droits coutumiers de la parcelle de Yamoussoukro pour un montant de 1,14 milliard FCFA.

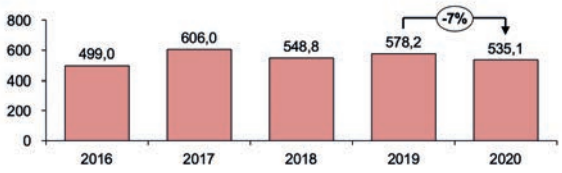
Au plan financier, les charges de fonctionnement du FODI se sont fixées à un montant de 569 millions FCFA contre 567 millions FCFA en 2019. Le résultat d'exploitation dégagé est déficitaire de 28,49 millions FCFA contre un bénéfice de 17,65 millions FCFA en 2019. Prenant en compte le résultat financier de 40,78 millions FCFA, le résultat HAO de 10,22 millions FCFA et l'impôt sur le résultat de 3 millions FCFA, **le résultat net ressort bénéficiaire de 19,50 millions FCFA**, contre 50,69 millions FCFA en 2019.

En perspectives, le FODI prévoit, pour l'amélioration de ses performances, de (i) mettre en exploitation des applications informatiques pour la gestion de la redevance, des purges et des décomptes et poursuivre la dématérialisation des paiements, (ii) développer un système d'information intégré (ERP) CEPICI-AGEDI-FODI, de la demande à l'attribution de lot et de la gestion de la redevance et (iii) organiser des journées de promotion des zones industrielles.

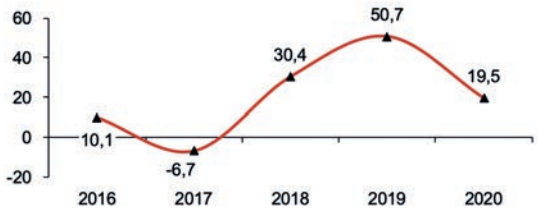
FAITS MARQUANTS

- Tirage de 32,72 milliards FCFA sur l'emprunt de 83,5 milliards FCFA obtenu en octobre 2018 portant l'ensemble des tirages effectués et mis à la disposition du FODI à un montant de 82,22 milliards FCFA ;
- Baisse de 7% de la collecte des redevances due à la crise sanitaire de COVID-19 ;
- Classement au rang de 3ème au prix de la performance économique et financière catégorie «entreprises non commerciales».

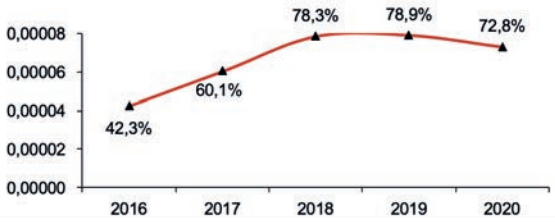
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO ENDETTEMENT *(%)*



LBTP

LABORATOIRE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1954
Capital social 1 milliard FCFA
Part de l'Etat 95,2%
Capitaux propres 9,7 milliards FCFA (+27%)
CA 13,2 milliards FCFA (+4%)
Résultat Net 2,1milliards FCFA (+15%)

PCA BITTY Kokora Daniel
DG KOUASSI Kouassi Jean-Claude
Adm MBPE AHUELIE Manouan
Adm MIE EKPINI Gilbert

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT-COTE D'IVOIRE	95,20
SIPE	2,00
CEBTP	1,00
CETE-APAVE	1,00
ORIGNY-SERVICE	0,50
PERSONNEL LBTP	0,30

Dans le but d'accompagner l'Etat et le secteur privé dans la réalisation d'infrastructures viables, de qualité et durables dans les secteurs du BTP et de l'énergie, le **Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)** a été créé en 1954. Ainsi, ses activités demeurent orientées vers les études de sols, les études énergétiques, le contrôle des travaux et l'expertise technique dans le domaine des matériaux de construction.

En 2020, en dépit des effets de la COVID-19, les activités de la société ont pu conserver leur dynamique de croissance. En effet, hormis le Département Contrôle Industriel et Energétique (DCIE) qui n'a pas atteint son objectif commercial (82,73%), les autres départements que sont «SECUREL», «Génie Civil» et «Recherche et Formation» ont dépassé leurs cibles annuelles avec des taux de réalisation respectifs de 126,09%, 103,75% et 122,70%.

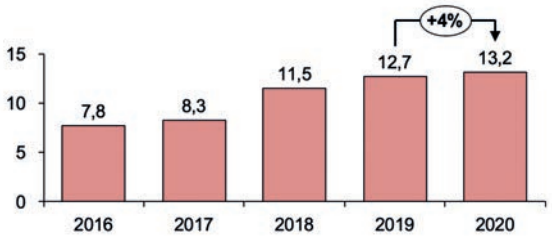
Le chiffre d'affaires s'est fixé à 13,18 milliards FCFA, en hausse de 3,69% par rapport à l'exercice antérieur. Cette croissance est imputable aux actions combinées du marketing et des retombées de la certification du Laboratoire. Ce chiffre d'affaires est constitué de 62,24% des activités réalisées pour le compte de l'Etat et ses démembrements et 37,76% pour le compte du secteur privé. A l'instar des activités commerciales, les charges d'exploitation ont connu une hausse de 4% pour se situer à 13,60 milliards FCFA, contre 13,09 milliards FCFA en 2019.

Le résultat d'exploitation dégagé est bénéficiaire de 2,812 milliards FCFA, contre 2,538 milliards FCFA en 2019, soit une progression de 10,79%. **En définitive, le résultat net a franchi la barre de 2 milliards FCFA, s'établissant à un bénéfice, pour la première fois, de 2,09 milliards FCFA,** contre 1,82 milliard FCFA en 2019, soit un accroissement de 14,8%.

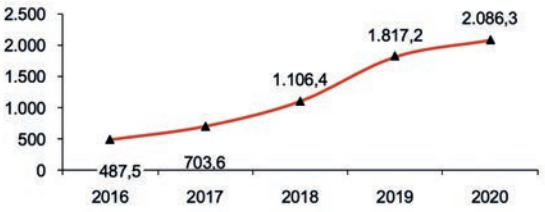
En conséquence, les capitaux propres se sont améliorés davantage, se hissant à un niveau de 9,68 milliards FCFA, contre 7,59 milliards FCFA en 2019. Par ailleurs, les créances clients sont passées de 15,10 milliards FCFA à 18,48 milliards FCFA. Elles sont composées des créances sur l'Etat et ses démembrements (67%) et le secteur privé (33%). En ce qui concerne les impôts dus au titre de l'exercice 2020, elles sont en hausse de 28% par rapport à 2019 et se chiffrent à 860,99 millions FCFA, dont 179,73 FCFA d'impôt et taxes et 681,26 millions FCFA d'impôt sur le résultat.

En perspectives, le LBTP vise plusieurs objectifs à savoir : (i) le recrutement de personnel de laboratoire suivant la demande croissante des entreprises de travaux, (iii) la relance des activités de recherche à travers la signature de la convention de recherche entre le LBTP et l'AGEROUTE en collaboration avec le FER, (iv) la mise en œuvre de la convention de contrôle qualité extérieur avec le FER, (v) la réalisation des études de formulation d'enrobés jusqu'au niveau 3, (vi) l'ouverture de nouvelles délégations SECUREL (Aboisso et Boundiali).

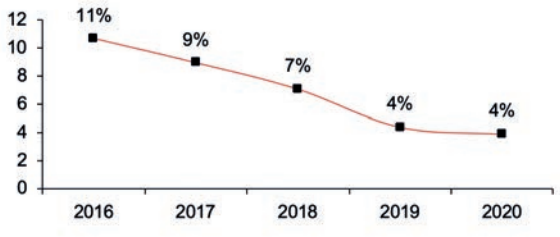
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Investissement sur fonds propres à hauteur de 2,465 milliards FCFA.
- Classement au rang de 2ème au prix de la performance économique et financière catégorie «entreprises commerciales».
- Signature du contrat de performance entre l'Etat de Côte d'ivoire et le LBTP le 14 février 2020.

SEMGB

FONDS DE DÉVELOPPEMENT
DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 octobre 1997
Capital social 700 millions FCFA (+600 millions FCFA)
Part de l'Etat 10%
Capitaux propres 638 millions FCFA (+634 millions FCFA)
CA 312 millions FCFA (+0,27%)
Résultat Net 34 millions FCFA (-94%)

Subv d'exploitation 60 millions FCFA
PCA OUATTARA Souleymane
DG SAGANOGO Mohamed
Adm MBPE Col. KOUASSI Haccandy
Adm MC SAUHI Raymond

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
CCI	51,00
COMMUNE DE BOUAKE	20,00
ENTREPRISES	13,50
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
ASSOCIATION	5,00

Créée en 1997, la Société d'Exploitation du Marché de Gros de Bouaké (SEMGB) est une société à participation financière publique minoritaire qui a pour rôle de servir de plateforme logistique et de commercialisation des produits vivriers et agroalimentaires en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

Malgré la relance et la redynamisation des activités entreprises par la société depuis 2018, le niveau de ses activités commerciales est resté quasi-stagnant. En effet, le chiffre d'affaires a connu une légère amélioration de 0,27% et s'établit à 312 millions FCFA. Il est constitué essentiellement des redevances de location de magasins qui se chiffrent à 285,7 millions FCFA. Quant aux produits d'exploitation, ils se sont fixés à 372 millions FCFA contre 312 millions FCFA en 2019.

S'agissant des charges d'exploitation, elles ont connu une augmentation de 12,95%, passant à 414 millions FCFA.

Le résultat d'exploitation dégagé est déficitaire de 41,96 millions FCFA contre un déficit de 54,87 millions FCFA obtenu en 2019.

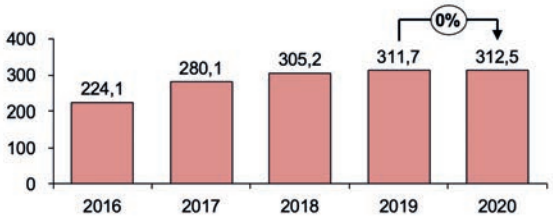
Prenant en compte le résultat financier bénéficiaire de 1,15 million FCFA, de l'impôt sur le résultat de 11,42 millions FCFA et du résultat HAO de 86,48 millions, le résultat net est bénéficiaire de 34,25 millions FCFA contre 548 millions FCFA en 2019. Il est à noter que le résultat de 2019 était essentiellement dû à la reprise de provisions pour grosses réparations d'un montant de 529 millions FCFA opérée cette année.

En outre, les impôts dus à l'Etat au titre de l'exercice 2020 ont connu une hausse de 197% par rapport à 2019 et se chiffrent à 37,78 millions FCFA, dont les impôts et taxes (26,36 millions FCFA) et l'impôt sur le résultat (11,42 millions FCFA).

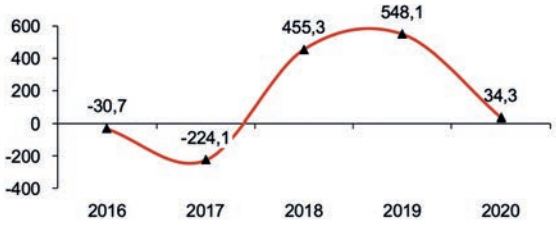
Par ailleurs, les capitaux propres de la société ont augmenté de 634 millions FCFA et s'établissent à 638 millions FCFA, en raison de l'augmentation (+ 600 millions FCFA) du capital social de la société intervenue dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration.

En perspectives, la SEMGB envisage de (i) se doter de tous les organes de gouvernance nécessaires à son bon fonctionnement, (ii) mettre en œuvre la nouvelle convention de concession et (iii) effectuer de nouveaux investissements, notamment, acquérir des ponts-bascules neufs dotés de technologies numériques modernes.

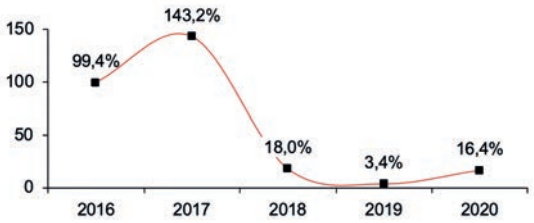
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO ENDETTEMENT *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Révision et signature de la convention de concession entre l'Etat et la SEMGB ;
- Augmentation du capital social de la société de 100 millions FCFA à 700 millions FCFA.
- Signature du contrat de performance entre l'Etat de Côte d'Ivoire et le FODI le 30 décembre 2020.

SGMT

SOCIÉTÉ DE GESTION DU GRAND MARCHE DE TREICHVILLE

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2003
Capital social 250 millions FCFA
Capitaux propres - 2,9 milliards FCFA
Participation publique 85,76%
CA 710 millions FCFA (+20%)
Résultat Net 240 millions FCFA
PCA BOUAKE Fofana
Directeur Général KOFFI André

Adm SICOGI BOUAKE Fofana et AHOUA Carlton
Adm MBPE OUATTARA Sié
Effectif 32 (+6%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SICOGI	90,00
MAIRIE DE TREICHVILLE	10,00

Créée en 2003 par la Mairie de Treichville et la SICOGI, la **Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT)** est une société à participation financière publique majoritaire dont les principales missions sont l'exploitation et l'entretien du nouveau marché de Treichville, née d'une convention «Build Own Operate and Transfer (BOOT)», signée entre les deux actionnaires.

Cette convention qui détermine le cadre juridique et contractuel de l'opération de reconstruction, d'exploitation et du transfert de propriété du nouveau marché de Treichville prend fin au terme de l'exercice 2021.

L'année 2020 a enregistré une baisse du taux de recouvrement des loyers (58,82% contre 80,62% en 2019), traduit par des encaissements d'un montant de 418,07 millions FCFA, contre 478,36 millions FCFA en 2019. Toutefois, **le chiffre d'affaires a connu une hausse de 19,8%, passant à 710 millions FCFA**, en raison de l'augmentation des loyers des box (15 000 FCFA contre 12 000 FCFA en 2019).

En outre, les produits d'exploitation ont progressé de 33%, pour se situer à 1,35 milliard FCFA en 2020.

Les charges d'exploitation ont connu une réduction de 54%, pour atterrir à 1,10 milliard FCFA (les comptes de 2019 intégraient des provisions pour créances douteuses à hauteur de 1 milliard FCFA). Le résultat d'exploitation qui en résulte est bénéficiaire de 245,08 millions FCFA contre une perte de 1,39 milliard FCFA en 2019.

Après la prise en compte du résultat financier déficitaire de 602 230 FCFA, et de l'impôt sur le résultat de 3,553 millions FCFA, la **SGMT enregistre un résultat net bénéficiaire de 240,92 millions FCFA**, contre un déficit de 1 392 millions FCFA en 2019.

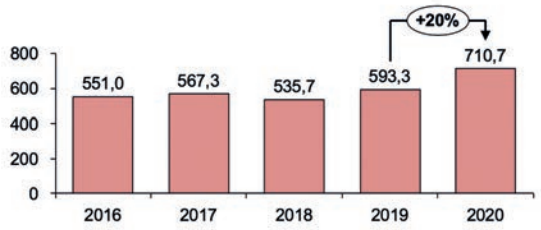
Par ailleurs, les impôts dus sur l'exercice 2020 ont connu une hausse de 38% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 22,8 millions FCFA, dont les impôts et taxes (19,25 millions FCFA) et l'impôt sur le résultat (3,55 millions FCFA).

En raison des résultats déficitaires enregistrés lors des exercices antérieurs, les capitaux propres de la SGMT se trouvent fortement dégradés, se fixant à un montant négatif de 2,87 milliards FCFA. Cette situation constitue une menace pour la continuité de l'exploitation de la société, au regard des dispositions des articles 664 à 665 de l'Acte Uniforme de l'OHADA.

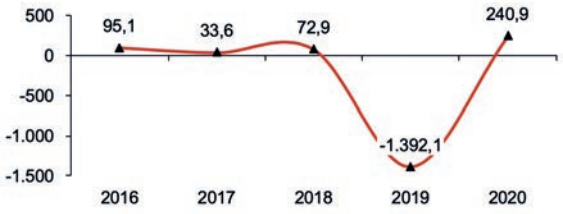
Il faut noter, par ailleurs, le taux d'endettement important de la société (105,7%), essentiellement constitué du solde des dettes SICOGI (1,11 milliard FCFA) et BNI (1,532) contractées dans le cadre de la construction du Marché.

En perspectives, la SGMT envisage (i) la révision de la convention de concession, (ii) l'augmentation du capital social par compensation avec les créances des deux (2) actionnaires, (iii) l'augmentation de l'assiette de recouvrement des clients, en portant le taux d'occupation à plus de 90% et (iv) le renforcement du recouvrement des loyers tant au niveau des emplacements exploités que non exploités.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

FAITS MARQUANTS

- Réduction des dettes liées à l'impôt foncier, antérieurement provisionnées de 265 millions FCFA à 57 millions FCFA y compris les pénalités grâce au concours et à l'expertise du cabinet MOAHE ;
- Réalisation d'un résultat net bénéficiaire après plusieurs années de déficits ;
- Fin de la concession de gestion du marché en 2021 ;
- Augmentation des loyers des box de 12 000 FCFA à 15 000 FCFA.

SICOGI

SOCIETE IVOIRIENNE DE CONSTRUCTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 22 mars 1962
Capital social 4,57 milliards FCFA
Capitaux propres 14,93 milliards FCFA (+6,86%)
Participation publique 84,18% (y compris le District d'Abidjan)
CA 6,54 milliards FCFA (-61%)
Résultat Net 957,76 millions FCFA (+33%)

PCA BAKAYOKO Ibrahim
DG BOUAKE Fofana
Adm. MBPE CISSE Makhète
Adm. MCLAU KOALLA O. Célestin, DJIG-BENOU Firmin, KOIDOU Djagoran Constant
Filiales SGMT (90%), AGEF (18%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	83,65
CNPS	11,78
CDC PARTICIPATION	2,98
DISTRICT D'ABIDJAN	0,53
CHAMBRE DE COMMERCE	0,20
DIVERS ACTIONNAIRES	0,85

La **Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI)** est une société à participation financière publique majoritaire détenue à 84,18% par l'Etat et ses démembrements. Elle a pour missions essentielles la promotion immobilière, l'aménagement foncier, la maîtrise d'ouvrage déléguée et l'intermédiation immobilière.

Les objectifs 2020 de la SICOGI s'inscrivaient dans une dynamique de relance des activités opérationnelles à travers l'exécution de plusieurs partenariats avec des opérateurs étrangers. Toutefois, la mise en œuvre des différents partenariats n'a pas été effective en raison de la pandémie de COVID-19.

Ainsi, comparativement à l'exercice précédent, **les activités commerciales ont connu une baisse, matérialisée par le recul de 61% du chiffre d'affaires** pour se fixer à 6,54 milliards FCFA en 2020.

Cependant, les produits d'exploitation ont connu un accroissement de 71%, se fixant à 14,01 milliards FCFA, dû essentiellement à la reprise de la production de logements sur les programmes Azito et Concorde 3 et du démarrage de nouveaux projets (Concorde 4 et résidence Corail), l'obtention d'une subvention de 1,65 milliard de l'Etat pour la réalisation des VRD de l'opération AZITO 2 et l'impact des travaux d'apurement des dettes fournisseurs pour un montant de 1,1 milliard FCFA.

Les charges d'exploitation se sont établies à 12,65 milliards FCFA, contre 7,55 milliards FCFA en 2019, soit une augmentation de 68% en raison des travaux de construction réalisés sur les opérations CONCORDE 3 & 4, AZITO 2 et de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au niveau des programmes ADJAME SUD et KONG.
Le résultat d'exploitation ainsi dégagé est en hausse de 119% et s'établit à un bénéfice de 1 365 millions FCFA.

En définitive, prenant en compte le résultat financier déficitaire de 756,65 millions FCFA, le résultat HAO bénéficiaire de 382 millions FCFA et l'impôt sur le résultat de 32,68 millions FCFA, **le résultat net ressort bénéficiaire de 957,76 millions FCFA**, contre 720,47 millions FCFA en 2019.

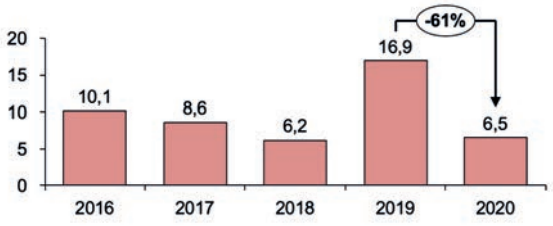
En ce qui concerne les impôts dus au titre de l'exercice 2020, ils sont en hausse de 235%, s'établissant à 328 millions FCFA et se composent des impôts et taxes (295 millions FCFA) et de l'impôt sur le résultat (33 millions FCFA).

En perspectives, la SICOGI vise principalement, (i) le lancement de nouveaux programmes immobiliers, (ii) le renforcement de la qualité des programmes à travers un suivi et une évaluation technique périodique et (iii) la mise en place d'une cartographie des risques en vue d'optimiser son système de contrôle interne et de gestion des risques.

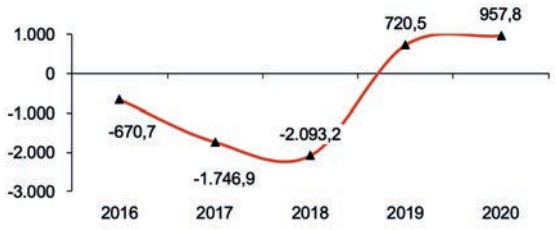
FAITS MARQUANTS

- Reprise tardive de certains chantiers (AZITO et Concorde 3) en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19 ;
- Obtention d'une subvention de 1,6 milliard FCFA de l'Etat de Côte d'Ivoire pour la réalisation des VRD de l'opération AZITO 2.

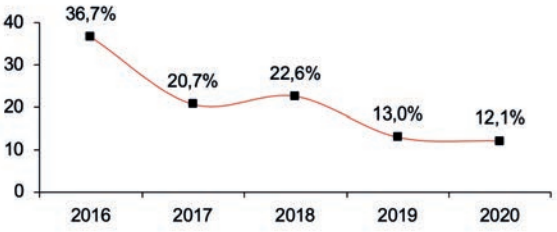
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO ENDETTEMENT *(%)*



SONITRA

SOCIÉTÉ NATIONALE IVOIRIENNE
DE TRAVAUX

DONNÉES PROVISOIRES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963
Capital social 2,3 milliards FCFA
Capitaux propres 873 millions FCFA (-43%)
Part de l'État 55%
CA 5,1 milliards FCFA (+96%)
Résultat Net -648,7 millions FCFA (-30%)

PCA GOMIS Jean-Baptiste
DG KOLTUNOFF Daniel
Adm MEER COULIBALY Fabrice Béchir
Adm MBPE COULIBALY Drissa

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	55,00
SBI INTER HOLDING	45,00

Créée en 1963, la **Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA)** est une société à participation financière publique majoritaire dont les principales missions sont l'étude, la construction des bâtiments, des routes et toutes réalisations relatives au génie civil. Elle est le fruit d'un partenariat entre l'Etat ivoirien et l'Etat israélien représenté par la société SBI.

L'activité commerciale de la société, au titre de l'exercice 2020, a connu une hausse de 95,68% du chiffre d'affaires pour atteindre 5,10 milliards FCFA. Cette croissance est due essentiellement à la réalisation des travaux de construction de la cité Calisto à Bassam pour un montant de 2,85 milliards FCFA et la réparation de la route «Daoukro-Krégbé» pour un montant de 1,69 milliard FCFA.

Suivant la même tendance, les charges d'exploitation ont également connu une hausse de 64,88% pour se fixer à 5,63 milliards FCFA, en raison de l'accroissement du poste «achat de matières premières» (+1,89 milliard FCFA).

Malgré la dynamique de croissance observée au niveau des activités commerciales, le résultat d'exploitation dégagé est déficitaire de 513,46 millions FCFA contre un déficit de 668,62 millions FCFA en 2019.

Prenant en compte le résultat financier déficitaire de 135,26 millions FCFA, **le résultat net ressort déficitaire de 648,71 millions FCFA**, contre un déficit de 21,17 millions FCFA en 2019.

Ce résultat a réduit le niveau des capitaux propres qui est passé de 1,52 milliard FCFA en 2019 à 873,82 millions FCFA. Cette situation constitue une menace pour la continuité de l'exploitation de la société, au regard des dispositions des articles 664 à 665 de l'Acte Uniforme de l'OHADA.

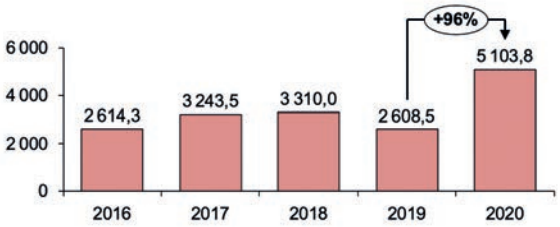
En ce qui concerne l'impôt dû au titre de la gestion 2020, elles sont en hausse de 38% par rapport à l'exercice précédent et se chiffrent à 146,73 millions FCFA, constitués uniquement des impôts et taxes.

En perspectives, la SONITRA envisage (i) la poursuite des travaux de construction de 444 logements économiques et de standing à Grand Bassam, pour le compte du BNETD, (ii) la reprise des travaux de Voiries et Réseaux Divers (VRD) à Grand Bassam, et (iii) le démarrage des travaux de réparation de surface de la route Guiglo-Blolequin.

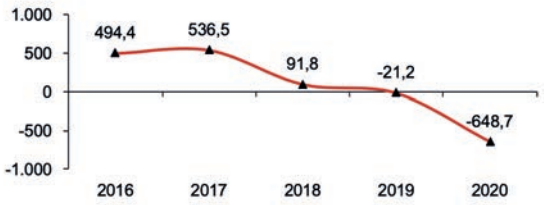
FAITS MARQUANTS

- Renversement de la tendance baissière du chiffre d'affaires depuis trois (3) ans ;
- Démarrage et achèvement des travaux de réparation de la route «Daoukro-Krégbé», non prévus au budget 2020 ;
- Mission de contrôle de la SONITRA, effectuée par la DGPE du 11 au 12 juin 2020 ;
- Procédure judiciaire intentée par la SONITRA contre son actionnaire privé SBI-AG, visant à obtenir l'indemnisation d'un montant total, hors intérêts, évalué provisoirement à 109 518 300 068 FCFA.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*

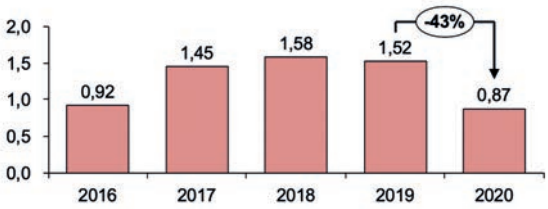


RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES
(en Milliards FCFA)



DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

TRANSPORTS

Le **PAA** a procédé à l'approfondissement et à l'élargissement du canal de Vridi, à la construction du nouveau terminal roulier et du deuxième terminal à conteneur, au remblaiement de la baie de Vridi et à l'approfondissement des quai 13 et 14

LE SECTEUR DU TRANSPORT A ÉTÉ FORTEMENT IMPACTÉ, MAIS L'ÉLAN DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES CONTINUE MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE

Au cours de la dernière décennie, les entreprises publiques du secteur du transport ont joué un rôle catalyseur en matière de développement d'infrastructures et de mobilité des biens et des personnes. En 2020, malgré la COVID-19, les sociétés publiques évoluant dans le secteur du transport terrestre ont continué leur élan d'investissement. Ainsi, le portefeuille de projets d'investissements de l'AGEROUTE, en hausse de 8,66% (1 643 milliards FCFA) par rapport à 2019, a connu un taux d'avancement physique de 78%, avec entre autres, la poursuite des travaux de 133 km d'autoroute (Yamoussoukro-Tiébissou (37 km), Tiébissou - Bouaké (96 km)). Quant aux Programmes d'Entretien Routier (PER), celui de 2018 (d'un coût de 93 milliards FCFA) a été exécuté à 84%, et celui de 2019-2020 (d'un coût de 412,3 milliards FCFA) a été exécuté à hauteur de 30%, contre une consommation de délais de 60%.

Au niveau du transport urbain, le renforcement de la capacité opérationnelle de la SOTRA, entamé depuis 2017, a permis d'accroître le parc d'autobus en ligne qui est passé de 758 autobus en ligne en 2019 à 953 autobus en 2020. Le nombre de passagers transportés a également augmenté de 15% pour atteindre 238 millions en 2020. Ces sociétés ont, en outre, réalisé un résultat net cumulé de 9,8 milliards FCFA contre 37,60 milliards FCFA 2019. Cette baisse est consécutive à un changement de traitement comptable de la SOCOPRIM, qui n'a pas comptabilisé en 2020 de créance financière (contrairement à 2018 et 2019) en raison de l'absence d'un accord formel sur une garantie des revenus de 2028 à 2044. Il est à noter, par ailleurs, concernant la SOTRA, que le bon niveau de résultat observé est aussi le fait de l'appui de 11,3 milliards FCFA reçu de l'Etat dans le cadre du plan de soutien aux entreprises pour l'atténuation des effets de la crise sanitaire. En effet, du fait de l'application des mesures barrières, notamment la limitation du nombre de passagers par bus, la SOTRA a vu ses charges d'exploitation augmenter (hausse du nombre de courses et des charges y relatives telles que le carburant et les lubrifiants, etc.).

Quant au secteur du transport maritime, il a été l'un des plus résilients face à la crise sanitaire à COVID-19. En effet, le trafic global de marchandises réalisé par les ports d'Abidjan et de San Pedro n'a baissé que de 2,3% par rapport à 2019, en raison de la chute de la demande mondiale de produits pétroliers. Le trafic de marchandises générales, représentant 71% du trafic du PAA, a augmenté de 6,6% par rapport à 2019.

Par ailleurs, les ports ivoiriens ont bien avancé sur plusieurs grands travaux d'extension et de modernisation. Le port d'Abidjan a finalisé l'approfondissement et l'élargissement du canal de Vridi, la réalisation des travaux d'infrastructure du nouveau terminal roulier et du deuxième terminal à conteneurs, le remblaiement de la baie de Vridi et l'approfondissement des quais 13 et 14. En outre, il poursuit avec la construction d'un terminal céréalier, d'un troisième terminal à conteneurs et envisage la construction d'un terminal minéralier avec l'appui des partenaires financiers. De même le Port de San Pedro entend poursuivre et mettre un accent particulier sur l'exécution des travaux d'extension avec pour objectif d'atteindre en fin d'année 2021 un taux d'exécution global de 20%.

Ainsi, nonobstant la pandémie de la COVID-19 qui a fortement impacté les échanges commerciaux, les entreprises du secteur portuaire ont vu leur chiffre d'affaires croître de 1,53 milliard FCFA, pour se fixer à 104 milliards FCFA. Cette progression est principalement le fait de l'augmentation des redevances sur concessions et sur domaine perçues par le PAA (en raison notamment des nouvelles conventions signées et de la mise en location des nouveaux espaces créés après le remblaiement de la baie de Vridi), qui ont compensé le fléchissement des revenus issus des échanges commerciaux.

Toutefois, le résultat net consolidé du sous secteur maritime s'établit à 10,17 milliards FCFA et est en baisse de 39% par rapport à l'exercice 2019 en raison des résultats du PAA, qui a vu ses dotations aux amortissements augmenter de 7 milliards FCFA avec la réception de nouvelles infrastructures portuaires.

Il faut noter par ailleurs que les ports ont bénéficié d'un soutien de l'Etat pour l'atténuation des effets de la pandémie. Cet appui a apporté une réponse aux tensions de trésorerie auxquelles ces structures ont dû faire face durant le premier semestre de l'année à la suite de la propagation de la maladie à coronavirus.

Contrairement aux deux premiers secteurs qui ont plus ou moins résisté aux effets négatifs de la pandémie, les sociétés opérant dans le secteur du transport aérien ont été fortement impactées par la crise. La Compagnie nationale Air Côte d'Ivoire a enregistré une baisse de 56% de son trafic passagers et l'aéroport d'Abidjan, son hub, a vu son trafic global de passagers baisser de 59% en 2020. En conséquence, le chiffre d'affaires de la Compagnie a baissé de 54% et les redevances aéronautiques, commerciales et diverses, au niveau de l'aéroport d'Abidjan, ont baissé respectivement de 57%, 61% et 46,9%.

Au regard de cette situation de crise, et pour compenser la réduction des revenus, l'Etat de Côte d'Ivoire, dans son plan de soutien aux entreprises dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, a accordé un appui financier à hauteur de 2 milliards FCFA à la société AERIA, une subvention d'équilibre de 3,5 milliards FCFA à la SODEXAM et 18 milliards FCFA à la Compagnie Air Côte d'Ivoire.

Ainsi, ce sous secteur affiche un chiffre d'affaires cumulé qui s'établit à 64,95 milliards FCFA et un résultat net déficitaire de 30,34 milliards FCFA, en raison de la baisse du trafic occasionnée par les mesures prises dans le cadre de la COVID-19.

ACI

AIR CÔTE D'IVOIRE D'IVOIRE

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 mai 2012
Capital social 130 milliards FCFA
Capitaux propres 16,57 milliards FCFA (-62%)
Part de l'Etat 57,54%
CA 47,64 milliards FCFA (-56%)
Résultat Net -26,80 milliards FCFA
Subv. d'equilibre 2 milliards FCFA

PCA Gal COULIBALY Abdoulaye
DG DECUREY Rene Louis
Adm MT SIDIBE Noumory
Adm MBPE TAHI Fabrice
Effectif 601 (-7%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	57,54
GOLDENROD INVEST	23,41
AIR FRANCE FINANCE	11,11
BOAD	7,94

Organisée autour du hub de l'Aéroport International d'Abidjan, la Compagnie **Air Côte d'Ivoire** dispose d'une flotte de dix (10) avions constitués d'une part, de quatre (4) Airbus A319 en location opérationnelle, deux (2) Airbus A320 en location financière, et d'autre part, de quatre (4) Bombardiers Q400 en location financière. La société opère à destination de dix-neuf (19) villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre et, depuis novembre 2014, elle effectue également des vols domestiques à destination de San Pedro, Bouaké, Korhogo, Man et Odienné.

En 2020, en raison de la COVID-19, **le trafic passagers a globalement chuté de 56%, pour se fixer à 332 492 passagers.**

Au niveau régional, le nombre de passagers transportés a baissé de 58%, s'établissant à 279 903 passagers. Cette régression s'explique par la fermeture des frontières dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, les décisions de limitation des fréquences de vols sur les différentes escales et l'arrêt des vols à destination de Bamako dans le cadre du respect des sanctions prises par la CEDEAO concernant le Mali.

Le réseau domestique a également enregistré une baisse de 40%, avec un trafic de passagers de 52 589, contre 88 206 passagers en 2019, en raison de l'arrêt des vols sur le réseau domestique, à partir du 11 mars 2020.

La baisse d'activité a fortement impacté **le chiffre d'affaires qui est passé de 109,29 milliards FCFA en 2019 à 47,64 milliards FCFA en 2020**. Aussi, les charges d'exploitation ont également baissé de 36%, s'établissant à 65,82 milliards FCFA.

Il en résulte un Résultat d'Exploitation déficitaire de 23,93 milliards FCFA, contre un déficit de 4,93 milliards FCFA en 2019.

Par conséquent, après un résultat financier déficitaire de 3,23 milliards FCFA, un résultat HAO bénéficiaire de 400 millions FCFA et l'impôt sur le résultat de 38 millions FCFA, **la Compagnie a dégagé un résultat net déficitaire de 26,80 milliards FCFA**, contre un déficit de 7,33 milliards FCFA en 2019.

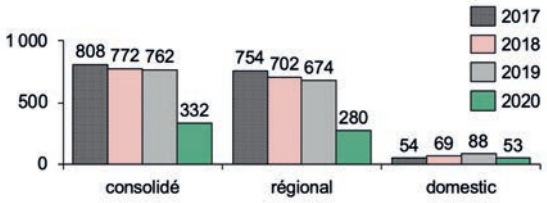
Au regard de cette situation de crise et pour compenser la réduction des revenus et répondre au besoin urgent de trésorerie de la compagnie, l'Etat de Côte d'Ivoire a apporté à Air CI des avances de trésorerie cumulées de 18 milliards FCFA dont 8 milliards FCFA au titre de l'aide COVID 19.

En perspectives, l'année 2021 verra une reprise progressive des activités de la Compagnie grâce aux mesures prises au niveau international et national, notamment, l'ouverture des frontières et les couvertures vaccinales. Ainsi, elle compte solliciter de l'Etat de Côte d'Ivoire, le reliquat de l'aide COVID-19 s'élevant à 32 milliards FCFA. La compagnie envisage, également, l'assainissement des capitaux propres, dont la régularisation est devenue obligatoire depuis le 31 décembre 2020, et la poursuite de sa politique de réduction des coûts.

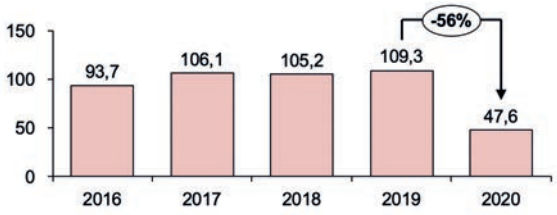
FAITS MARQUANTS

- Obtention d'une Subvention COVID-19 à hauteur de 16 Milliards FCFA ;
- Immobilisation au sol de l'A319 TU TSA pour cause de défaillance de moteur ;
- Adoption d'un plan de compétitivité par le Conseil des Ministres du 8 janvier 2020 ;
- Arrêt des vols internationaux à partir du 11 mars 2020 et des vols domestcs. La reprise s'est faite progressivement à partir du 01 juillet 2020 pour les vols internationaux avec une capacité offerte de 7% et 2% pour les vols domestiques.

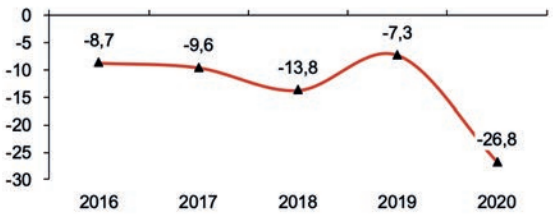
TRAFIC *(en Milliers)*



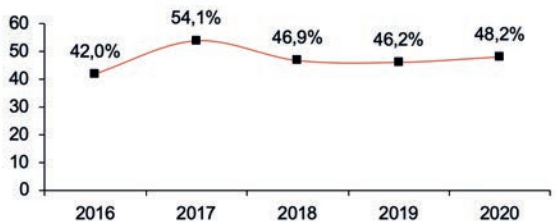
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards F CFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards F CFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



AERIA

SOCIETE IVOIRIENNE DE CONSTRUCTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 15 mai 1996
Capital social 1,4 milliard FCFA
Part de l'Etat 10%
Capitaux propres 18,9 milliards FCFA (-8%)
CA 14,20 milliards FCFA (-53%)
Résultat Net -1,58 milliard FCFA (-169%)
Dividendes 0 FCFA
Dividendes nets Etat 0 FCFA

PCA Gal COULIBALY Abdoulaye
DG DARRIAU Giles
Adm MBPE TRAORE Seydou
Adm MT SIDIBE Noumory
Effectif 228 (-10%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SEGAP	27,10
EGIS AIRPORT	21,50
AFRIFAR	12,20
ETAT COTE D'IVOIRE	10,00
CCI CI	4,50
ASECNA	2,30
AUTRES PRIVES	22,40

Concessionnaire de l'**Aéroport International Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan** depuis mai 1996, la société **AERIA** a pour mission, la modernisation et le développement dudit aéroport. Avec son partenaire technique (EGIS), AERIA se veut développeur, investisseur, monteur d'opérations en partenariat Public-privé.

De 2017 à 2019, l'Aéroport d'Abidjan a atteint un trafic moyen de 2,2 millions de passagers, grâce notamment aux travaux d'extension, ayant permis l'augmentation du nombre de dessertes de certaines compagnies telles que Air France. Cependant, ce niveau de trafic n'a pu être maintenu à cause de la crise sanitaire de 2020, limitant les activités des compagnies aériennes. De ce fait, **l'exercice 2020 a été marqué par une chute de 59% du trafic passagers qui s'est fixé à 935 000**.

En conséquence, toutes les redevances ont connu une baisse par rapport à 2019, excepté les redevances domaniales. En effet, tandis que les redevances aéronautiques, commerciales et diverses ont baissé respectivement de 57%, 61% et 46,9%, **les redevances domaniales ont augmenté de 4,3%**. Cette augmentation est due principalement au nombre croissant de surfaces et d'espaces occupés par de nouveaux clients, ainsi qu'à l'extension et la modernisation de l'aérogare fret.

Ainsi, **le chiffre d'affaires affiche une baisse de 53%, s'établissant à 14,19 milliards FCFA.** En cohérence avec la politique de maîtrise des dépenses, vu le contexte de crise, les charges d'exploitation de l'entreprise ont connu une baisse de 36% par rapport à 2019, pour se fixer à 17,13 milliards FCFA. Cette baisse est due essentiellement à la réduction des services extérieurs de 8,83 milliards FCFA (-37%), inhérente de la baisse d'activité.
Le résultat d'exploitation est déficitaire de 2,31 milliards FCFA, contre un résultat bénéficiaire de 3,88 milliards FCFA en 2019.

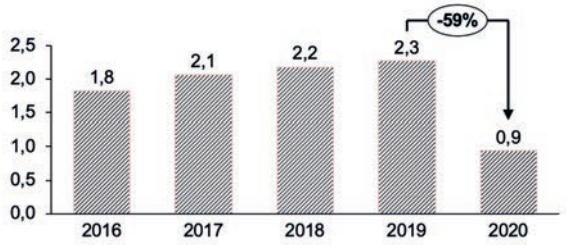
En somme, **l'exercice 2020 de AERIA s'est soldé par un résultat net déficitaire de 1,58 milliard FCFA**, contre un bénéfice de 2,29 milliards FCFA en 2019. La perte de l'exercice a été affectée au report à nouveau dont le solde est créditeur de 17,2 milliards FCFA.

En perspectives, grâce aux mesures prises au niveau mondial, notamment la couverture vaccinale, AERIA entamera une reprise progressive de ses activités avec un trafic passager de 1,2 million. Néanmoins, ce niveau de trafic relativement bas pourrait conduire la société à solliciter de nouveau l'Etat, pour son équilibre financier.

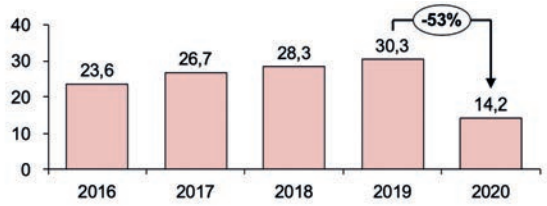
FAITS MARQUANTS

- Obtention d'une subvention d'équilibre financier à hauteur de 2 milliards FCFA dans le cadre du soutien aux entreprises impactées par la COVID-19 ;
- Non distribution de dividendes, en raison de l'impact de la COVID-19.

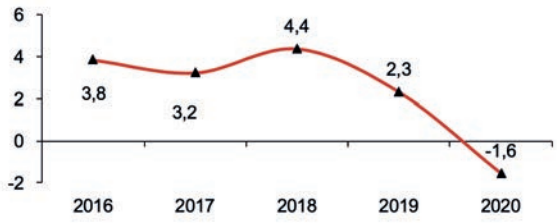
EVOLUTION DU TRAFIC PASSAGERS
(en Millions)



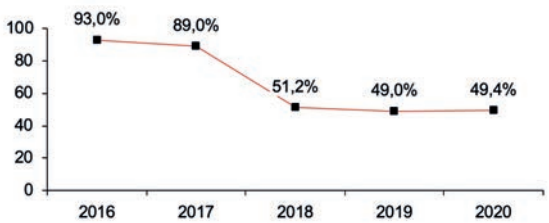
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards F CFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards F CFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



AGEROUTE

AGENCE DE GESTION DES ROUTES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 septembre 2001
Capital social 300 Millions FCFA
Capitaux propres 3 Milliards FCFA (+89%)
Part de l'État 100%
CA 8,3 Milliards FCFA (+7%)
Résultat Net 523,2 Millions FCFA (+7%)

PCA BAILLET Sévérin
DG DIMBA N'Gou Pierre
Adm. MBPE KAMAGATE Daouda
Adm. MEER COULIBALY Fabrice Béchir
Effectif 161 (+4)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

L'**Agence de Gestion des Routes** est une société d'Etat créée par le décret n°2001-59 du 19 Septembre 2001. Son rôle est de suivre, pour le compte de l'Etat, l'ensemble du réseau routier, la création de nouvelles infrastructures et d'entretenir celles existantes.

Au titre de l'exercice 2020, l'on note sur le plan opérationnel, un accroissement de 8,66% du montant cumulé des projets actifs inscrits au programme d'activités de l'AGEROUTE, passant de 1 512 milliards FCFA à 1 643 milliards FCFA. Le portefeuille des projets d'investissements (1 452 milliards FCFA) a connu un taux d'avancement de 78% pour un objectif de 79%.

Quant aux programmes d'entretien routier (PER), celui de 2018, d'un coût de 93 milliards FCFA, a été exécuté à 84% pour un taux attendu de 100% et celui de 2019-2020, d'un coût de 412,3 milliards FCFA, a été exécuté à hauteur de 30%, contre une consommation de délais de 60%.

La situation financière de l'AGEROUTE présente une amélioration de 6,56% du chiffre d'affaires, pour s'établir à 8,26 milliards FCFA. Le chiffre d'affaires est composé essentiellement des travaux et services vendus d'un montant de 8,24 milliards FCFA et de produits accessoires d'un montant de 12,9 millions FCFA.

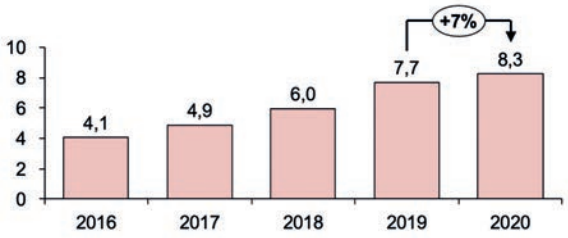
Le résultat d'exploitation s'est fixé à un bénéfice de 456,7 millions FCFA, soit une hausse de 19% par rapport à 2019.

Après l'impôt sur le résultat d'un montant de 234 millions FCFA et le résultat HAO bénéficiaire de 3,4 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 523 millions FCFA**, contre un bénéfice 490 millions FCFA en 2019.

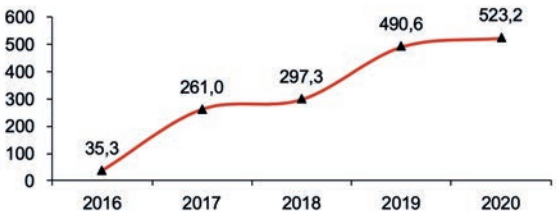
Par ailleurs, les impôts dus à l'État au titre de la gestion 2020 s'établissent à 343,7 millions FCFA (dont 109,3 millions FCFA d'impôts et taxes et 234,5 millions FCFA d'impôts BIC), contre 434,7 millions FCFA en 2019.

En perspective, l'AGEROUTE envisage un suivi plus rapproché des travaux, à travers le déploiement de ses services dans plusieurs localités du pays. Par ailleurs, la plateforme informatique AGEROUTE MARCHE devrait permettre, à l'avenir, une gestion améliorée du processus de gestion des marchés publics passés par l'entreprise.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

FAITS MARQUANTS

- Maintien de la certification à la norme ISO 9001, nonobstant la crise sanitaire Covid 19 ;
- Mise en œuvre d'une nouvelle organisation, une nouvelle grille salariale et du projet AGEROUTE MARCHE ;
- Poursuite des travaux de 133 km d'autoroute : Yamoussoukro-Tiébissou (37 km), Tiébissou-Bouaké (96 km) ;
- Achèvement de six (6) ouvrages sur sept (7) restants dans le cadre du projet de construction de 11 ouvrages RPE. Il s'agit des ponts de Nebo, Douagué, Kouroukoro, Basséhoa, Sokouraba et Gragbazo ;
- Bitumage de 482,77 km de routes (stade Aéroport Karakoro et Ferké-Kong (135,65km), Bouna - Doropo (91km), et Divo-Guitry-Côtière (76 km) ; etc.) ;
- Bitumage de 664,6 km de routes interurbaines.

FER

FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 Septembre 2001
Capital social 300 millions FCFA
Capitaux propres 3,7 milliards FCFA (+2%)
Part de l'Etat 100%
CA 17,8 milliards FCFA (+25%)
Résultat Net 0 FCFA
Subv d'expl. 8,4 milliards FCFA (+19%)
Subv d'inv. 663 millions FCFA (-36%)

PCA DJEDJE Joachim
DG DIABY Lanciné
Adm MBPE BAMBA Seydou
Adm MEER YAO Aristide Armand
Effectif 447 (+20%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

Créé par le décret N°2001-593 du 19 septembre 2001, le **Fonds d'Entretien Routier (FER)** est une société d'Etat, dont la mission consiste en la mobilisation des ressources pour le financement des études et des travaux d'entretien courant et périodique du réseau routier ivoirien.

Au titre de l'exercice 2020, **le FER a mobilisé des ressources d'une valeur totale de 249,27 milliards FCFA, en baisse de 21,4% par rapport à 2019** (317,09 milliards FCFA). Cette baisse du montant des ressources est consécutive aux levées de fonds et facilités de trésorerie qui se sont fixées à 100,03 milliards FCFA, contre 171,09 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, les ressources affectées (Taxe Spécifique Unique, patente et vignettes) ont été réalisées à hauteur de 128,24 milliards FCFA contre 127,79 milliards FCFA en 2019. De plus, **l'activité de commercialisation de la route (péage et pesage) a permis de mobiliser 17,84 milliards FCFA**, contre 14,74 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 21%, eu égard à l'exploitation des postes de Thomasset et Moapé.

Les ressources ont financé des emplois d'un montant de 295,39 milliards FCFA dégageant un solde d'activité «déficitaire» de 20,53 milliards FCFA. Les subventions additionnelles prévues dans le cadre du Programme Compact permettront de combler ce déficit.

Les emplois financés sont : (i) les travaux routiers et autres dépenses assimilées pour 232,16 milliards FCFA, (ii) les engagements financiers et frais financiers pour 52,65 milliards FCFA, (iii) les charges de fonctionnement pour 9,45 milliards FCFA et les investissements pour 1,13 milliard FCFA.

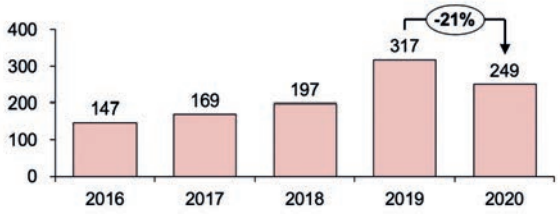
Ainsi, compte tenu de sa mission de service public qui impose un équilibre financier, le FER a dégagé un résultat net nul au titre de l'exercice 2020.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat sur la gestion 2020, ils ont connu une hausse de 12% pour se fixer à 301 millions FCFA.

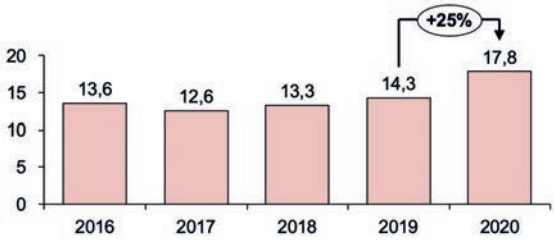
Quant à l'endettement du FER, il est en hausse de 30%, passant de 158,99 milliards FCFA en 2019 à 208,78 milliards FCFA en 2020, à la suite des levées de fonds et avance de trésorerie de 100,03 milliards FCFA et des remboursements de 52,61 milliards FCFA.

En perspective, le FER envisage de maintenir le niveau de performance de ses activités, notamment (i) achever les travaux du poste à péage de Grand Bassam et généraliser le péage au plan national, (ii) finaliser le processus de sa réforme institutionnelle et harmoniser le cadre d'intervention des différents acteurs du secteur routier (relation avec l'AGEROUTE, délais de paiement des décomptes, etc.).

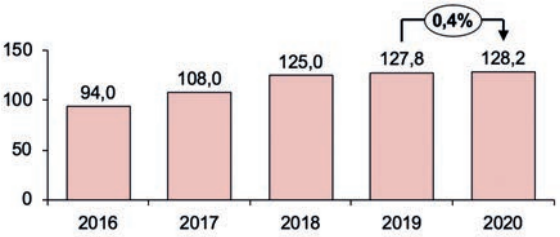
RESSOURCES MOBILISÉES
(en Milliards FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards F CFA)*



FISCALITÉS AFFECTÉES (TSU, PATENTES ET VIGNETTE)
(en Milliards FCFA)



FAITS MARQUANTS

- Installation du Conseil d'Administration, le 04 février 2020 ;
- Ralentissement des activités de commercialisation routière, en avril 2020 et novembre 2020, en raison de la crise sanitaire à COVID-19 et des troubles lors des élections présidentielles ;
- Tirage, le 31 janvier 2020, des 60 milliards FCFA restant sur la facilité de 210 milliards FCFA de 2019 ;
- Maintien de la certification du FER à la norme qualité ISO 9001 version 2015.

OIC

AGENCE DE GESTION DES ROUTES

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | GESTION PATRIMONIALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 25 décembre 1975
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 1,9 milliard FCFA (+12%)
Part de l'Etat 20%
CA 4,8 milliards FCFA (-4%)
Résultat Net 190,59 millions FCFA (-39%)

PCA KONE Fako
DG SIDIBE Issoufou
Adm MBPE TOURE Yetjli Prosper
Adm MT CONE Dioman
Effectif 178 (-2%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
GCCI	40,00
ETAT COTE D'IVOIRE	20,00
SIVOMAR	7,00
SIFCA	5,00
AUTRES	28,00

Créé par **la loi 75-940** du 26 décembre 1975, **l'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC)** est un organisme qui représente et défend les intérêts des chargeurs c'est-à-dire, des importateurs et exportateurs, usagers des services de transports, dans le cadre de l'acheminement de leurs marchandises. En outre, il met en œuvre toutes les actions permettant de réduire l'incidence des coûts de transport sur l'économie nationale et optimiser l'offre et la demande de fret en Côte d'Ivoire.

L'année 2020, marquant le début du renouvellement du plan stratégique 2020-2022, a été marquée par (i) une hausse de 46,8% du trafic national, s'établissant à 4 413 camions escortés, (ii) une baisse de 13% du trafic routier inter-Etats, passant à 12 403 camions, (iii) une hausse de 9,2% des recettes Bordereaux de Suivi des Cargaisons BSC , se fixant à 2,04 milliards FCFA et (iv) une baisse de 1% de l'édition et de la distribution de Documents Uniques de Transport (DUT), s'établissant à 515 050 documents.

Sur le plan financier, **le chiffre d'affaires a connu une baisse de 4%, pour se fixer à 4,44 milliards FCFA,** en raison de la baisse des pénalités de stationnement prolongés (-26%), des nouveaux produits constitués des produits DUT (-1%) et des produits formations (-100%). En outre, les charges d'exploitation ont connu une baisse de 2%, passant à 4,48 milliards FCFA, en raison de la réduction de 18% des «services extérieurs», 83% des «transports», 49% des «achats de matières et fournitures» et de 29% des «impôts et taxes».

L'exploitation de l'entreprise s'est donc soldée par un résultat bénéficiaire de 300,45 millions FCFA, contre un bénéfice de 503,08 millions FCFA en 2019.

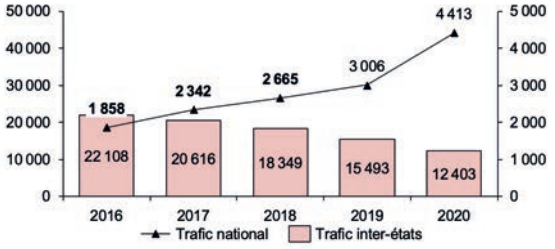
Le résultat net de l'OIC est ressorti bénéficiaire de 190,59 millions FCFA contre, un bénéfice de 318,66 millions FCFA en 2019.

En perspectives, sur le plan technique et du lobbying, l'OIC compte acquérir le site destiné à la mise en œuvre du projet de gestion des flux de camions dans la zone portuaire et également poursuivre les tests du volet Export entre GUCE et SGS. Sur le plan de la gouvernance, outre la production d'un rapport semestriel, la société compte évaluer périodiquement les actions mises en œuvre pour la régularisation de son capital social.

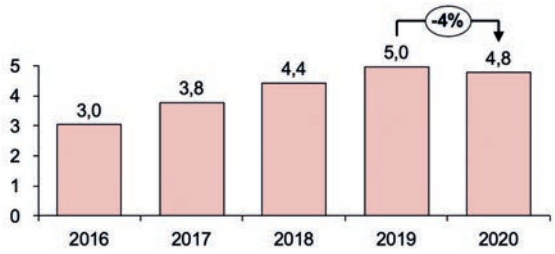
FAITS MARQUANTS

- Démarrage effectif des activités PMEX-COOPEX et de Géolocalisation ;
- Suspension du contrôle DUT par les forces de sécurité, suite à la crise sanitaire à COVID-19 ;
- Fermeture des frontières terrestres entre le 23 mars 2020 et le 05 septembre 2020 en raison de la COVID-19.

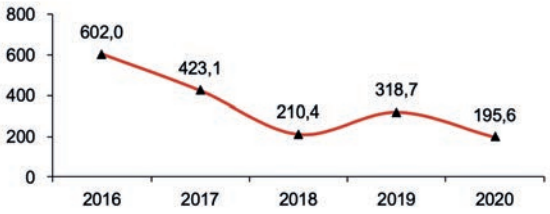
TRAFIC



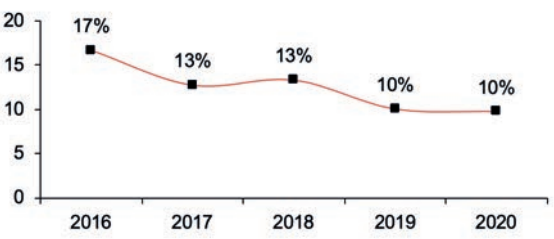
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



PAA

PORT AUTONOME D'ABIDJAN

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | CHAMPIONS NATIONAUX

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 5 février 1951
Capital social 100 milliards FCFA
Capitaux propres 166,6 milliards FCFA (+13%)
Part de l'Etat 100%
CA 90,52 milliards FCFA (+3%)
Résultat Net 9,25 milliards FCFA (-41%)
Appui Covid 15 milliards FCFA
PCA KANTE Koly
DG HIEN Sié
Adm. MBPE KEHO Yaya
Adm. MEF GBANE Abou
Adm. MT SORO Daufanguy B
Filiales CIE (0,29%), SOCEF (2,78%), OIC (6%), SITARAIL (7,5%), BIVAC (13%), IRES (32,67%), SLA (34,99%)
Effectif 1440

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

Situé sur la Côte Ouest Africaine, le **Port Autonome d'Abidjan (PAA)** est une infrastructure économique de premier plan pour l'économie ivoirienne en matière de commerce, de pêche, de transit et de transbordement d'échelle.

En 2020, la dynamique croissante du trafic global de marchandises qu'enregistrait le PAA depuis 2016 a été rompue avec la crise sanitaire liée au coronavirus. Ainsi, le trafic global a régressé de 1,51% pour se fixer à 25,35 millions de tonnes.

Cette régression résulte principalement de la baisse du trafic des produits pétroliers, représentant 25% du trafic global du Port d'Abidjan. En effet, la crise sanitaire a entraîné la chute de la demande mondiale de produits pétroliers induisant un trafic de 6,35 millions de tonnes contre 7,82 millions de tonnes en 2019. Par ailleurs, la baisse du trafic des thoniers et des cargos traditionnels a entraîné une diminution des escales navires de 8,6%, passant à 2 321 navires.

Nonobstant la régression du trafic, **l'activité commerciale connaît néanmoins une évolution positive, caractérisée par la hausse de 2,83% du chiffre d'affaires, pour s'établir à 90,52 milliards FCFA.** Cette progression est imputable à la hausse (i) des redevances sur concessions de 23,23% (nouvelle concession de Sea Invest) et (ii) des redevances domaniales de 10,51% (location des espaces remblayés à la baie de Biétry).

Toutefois, malgré cette performance commerciale, le résultat d'exploitation, bien que bénéficiaire, est en baisse de 4,7 milliards FCFA, s'établissant à 16,65 milliards FCFA, en raison de la hausse des charges d'exploitation de 36%, notamment les « services extérieurs » et « autres charges » respectivement de 20,9% et 80% par rapport à 2019.

Après la prise en compte du résultat financier déficitaire de 5,39 milliards FCFA et de l'impôt sur le résultat de 2 milliards FCFA, **le PAA a dégagé un résultat net bénéficiaire de 9,25 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 15,71 milliards FCFA en 2019.

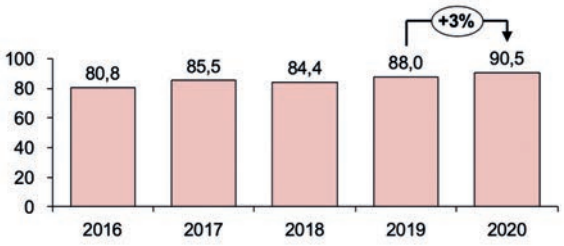
Au titre des grands projets, au 31 décembre 2020, le canal de Vridi a été élargi et approfondi, les travaux d'infrastructure du nouveau terminal roulier et du deuxième terminal à conteneur ont été achevés, la baie de Vridi a été remblayée et les quais 13 et 14 ont été approfondis.

En perspectives, pour réaliser sa vision d'être un hub port de référence internationale, le PAA poursuit son vaste programme d'investissements avec les constructions d'un terminal céréalier et d'un troisième terminal à conteneurs. Aussi, avec l'appui des partenaires financiers, il envisage la construction d'un terminal minéralier.

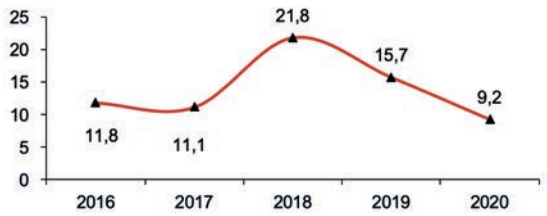
FAITS MARQUANTS

- Augmentation du capital social de la société passant de 16 milliards FCFA à 100 milliards FCFA par incorporation des réserves et des reports à nouveau ;
- Démarrage des travaux de construction du nouveau Terminal céréalier ;
- Maintien de la notation AA- à long terme et A1- à court terme avec des perspectives stables ;
- Conservation des certifications aux normes ISPS, à la version 2015 des normes Qualité ISO 9001 et Environnementale ISO 14001.
- Classé 2ème du Prix d'Excellence dans la catégorie des Sociétés Commerciales.

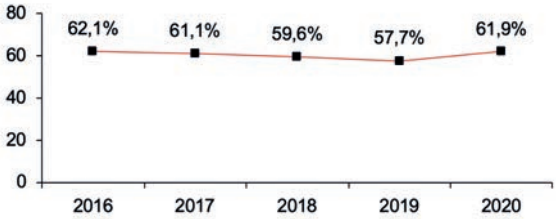
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



PASP

PORT AUTONOME DE SAN-PEDRO

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 juin 1971
Capital social 2 milliards FCFA
Part de l'Etat 100%
Capitaux propres 12,9 milliards FCFA (-0,3%)
CA 8,7 milliards FCFA (-8%)
Résultat Net 724,6 millions FCFA (+14%)
Subv d'invest. 500 millions FCFA (+100%)

Appui Covid 1 milliard FCFA
PCA DEMBELE Yaya
DG LAMIZANA Hilaire Marcel
Adm MBPE GOH Betro Serge Constant
Adm MT TOURE Moussa
Effectif 215 (-2,7%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

Situé à 350 km d'Abidjan au Sud-ouest de la Côte d'Ivoire, le **Port Autonome de San Pedro (PASP)** est une société d'Etat qui a pour ambition d'être le pôle Ouest africain du développement industriel et logistique, à forte valeur ajoutée. Ainsi, le PASP a en charge la gestion de l'ensemble des opérations d'exploitation, de services aux navires, d'entretien, de renouvellement et de l'extension des infrastructures portuaires.

L'année 2020 a été caractérisée par une baisse du niveau global d'activité en raison de la crise due à la COVID-19, qui n'a pas pu empêcher le PASP d'atteindre son objectif annuel de trafic. En effet, grâce à la synergie des actions de l'ensemble des acteurs portuaires, il a réalisé un trafic origine/destination de 3,97 millions de tonnes et un trafic global de 4,76 millions de tonnes, soit des taux de réalisation respectifs de 109% et 105%. Cependant, concernant l'objectif lié à la mise en œuvre du Schéma Directeur du Système d'Information (SDSI), les trois (3) processus identifiés n'ont pas atteint leur cible respective, induisant une mise en œuvre du SDSI à 67%, contre un taux de 70% attendu.

En outre, le trafic global de marchandises a baissé de 6% ainsi que les escales navires de 10%, s'établissant à 388 navires, en raison de la régression du trafic des navires porte-conteneurs, huiliers et céréaliers. Concernant les conteneurs, il a été enregistré une baisse de 17% de leur débit, passant de 263 819 EVP en 2019 à 219 368 EVP en 2020.

Par ailleurs, **le chiffre d'affaires a régressé de 750,8 millions pour se fixer à 8,72 milliards FCFA.** En outre, les charges d'exploitation ont connu une baisse de 3,8% en passant à 9,25 milliards FCFA, en raison de la mise en œuvre d'une politique de maîtrise des dépenses. Ainsi, le résultat d'exploitation dégagé est bénéficiaire de 1,44 milliard FCFA, contre un bénéfice de 1,71 milliard FCFA en 2019.

En somme, après intégration du résultat financier déficitaire d'un montant de 53,1 millions FCFA, du résultat HAO déficitaire de 223,34 millions FCFA et de l'impôt sur le résultat d'un montant de 443,5 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 724,62 millions FCFA**, contre un bénéfice de 635,32 millions FCFA en 2019.

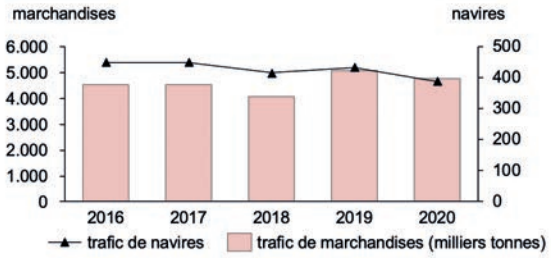
Par ailleurs, le PASP a réalisé des investissements d'un montant de 2,46 milliards FCFA contre 3,63 milliards FCFA en 2019. Ces investissements, concernent essentiellement les études, les travaux d'infrastructures et la rénovation des ouvrages et équipements portuaires.

En perspectives, pour l'année 2021, le PASP mettra un accent particulier sur l'exécution de la première phase des travaux d'extension et de modernisation avec pour objectif un taux d'exécution de 20%. Ainsi, il entend consolider le trafic de marchandises import-export à un volume de 3,7 millions de tonnes en raison des perturbations que pourraient engendrer les travaux d'extension.

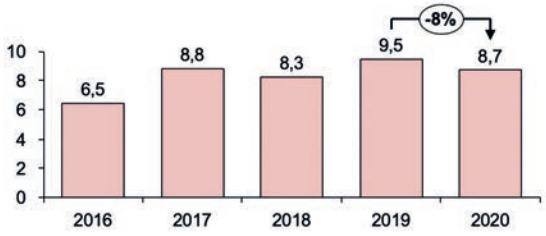
FAITS MARQUANTS

- Bénéfice d'une subvention de 1 milliard FCFA dans le cadre du soutien aux Entreprises Publiques face à la pandémie du Coronavirus ;
- Accord d'un prêt de 1 milliard FCFA auprès de la BICICI et acquisition des obligations d'Etat pour un montant de 249 millions FCFA ;
- Prorogation jusqu'au 31 décembre 2021 de l'entrée en vigueur de la convention relative à la mise en service du Terminal Industriel Polyvalent (TIPSP).

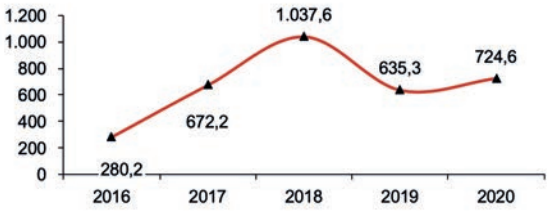
EVOLUTION DU TRAFIC



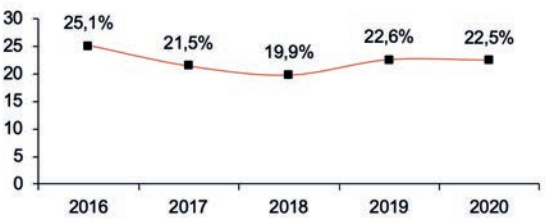
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SIPF

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE GESTION
DU PATRIMOINE FERROVIAIRE

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | STRUCTURES NON COMMERCIALES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 juillet 1995
Capital social 3 milliards FCFA
Capitaux propres 2,49 milliards FCFA (+5%)
Part de l'Etat 100%
CA 1,3 milliard FCFA (-13%)
Résultat Net 63,2 millions FCFA (+103%)

PCA DIOMANDE Vassiafa
DG CISSE Moustapha
Adm.MBPE DJOHAN Gérard
Adm. MT BAFFAH Koné
Effectif 55 (+1)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF)** est une société d'État créée par le décret n° 95-582 du 26 juillet 1995, pour assumer la propriété des matériels et la gestion des infrastructures ferroviaires existantes, pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire. Dans le cadre du suivi de la concession, le trafic ferroviaire a enregistré une baisse marquée par des incidents d'exploitation ainsi que la crise sanitaire de Covid-19. Les tonnages ont connu une baisse de 3%, passant de 1 016 209 T en 2019 à 983 154 T en 2020. Les recettes ont chuté de 6%, passant de 38,2 milliards FCFA en 2019 à 36,1 milliards FCFA en 2020.

Au plan financier, **le chiffre d'affaires de la SIPF a baissé de 1,5 milliard FCFA en 2019 à 1,3 milliard FCFA.** Cette baisse de 13% a été occasionnée principalement par la baisse des produits hôteliers (119 millions FCFA réalisés contre 239 millions FCFA en 2019) et des droits d'usage (de 727 millions FCFA contre 806 millions en 2019)

Le résultat d'exploitation dégagé par la société connaît une baisse de 14,03%, passant d'un déficit de 118,3 millions FCFA en 2019, à un déficit de 134,9 millions FCFA en 2020, eu égard à la comptabilisation de provision pour risque lié aux difficultés de recouvrement des loyers pour un montant de 170 millions FCFA contre 11 millions FCFA en 2019.

Le résultat HAO est passé de 41,1 millions FCFA en 2019 à 125,2 millions FCFA en 2020, représentant une hausse de 204,6%, en raison des reprises de provision comptabilisées à hauteur de 150,14 millions FCFA en 2020, contre 63,08 millions FCFA en 2019.

En conséquence, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 63,2 millions FCFA,** contre un bénéfice de 31,1 millions FCFA en 2019.

Les impôts dus à l'État au titre de l'exercice 2020 s'établissent à 94,9 millions FCFA (dont 73,8 millions FCFA d'impôts et taxes et 21,1 millions FCFA d'impôts BIC), contre 92,8 millions FCFA en 2019.

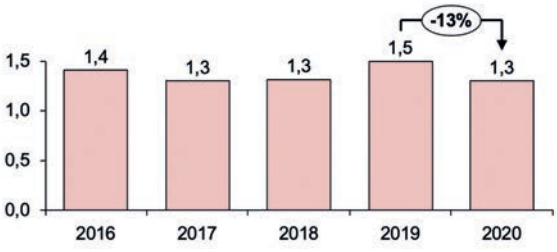
Au titre de l'endettement, aucun emprunt n'a été n'a contracté par la SIPF au cours de l'exercice 2020. Toutefois, le stock de la dette de la SITARAIL suivi par la SIPF (prêts rétrocédés par l'État) se chiffre à 13,7 milliards FCFA, contre 14 milliards FCFA en 2019.

En perspectives, afin de lever la réserve récurrente des commissaires aux comptes portant sur la comptabilisation des immobilisations, la SIPF prévoit finaliser le processus d'inventaire des immobilisations dans le cadre du programme Fonds d'Investissement Ferroviaire (FIF). De plus, elle envisage prendre les dispositions nécessaires pour un bon suivi du contrat de performance et la réalisation des indicateurs y afférents.

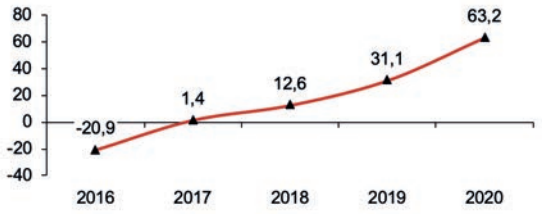
FAITS MARQUANTS

- Signature d'un contrat de performance entre l'Etat de Côte d'Ivoire et la SIPF le 12 août 2020 ;
- Participation de la SIPF à deux campagnes d'enregistrement graphique de l'état géométrique de la voie ferrée ;
- Déraillement de deux wagons d'un train de marchandises dans la zone de Tafiré [19 janvier 2020] ;

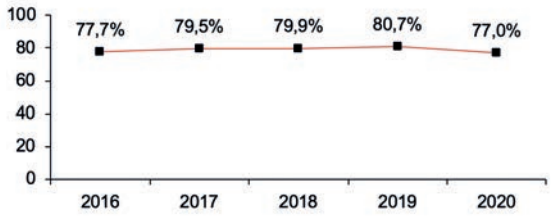
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SITARAIL

SOCIETE INTERNATIONAL DE TRANSPORT AFRICAIN PAR RAIL

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Août 1995
Capital social 5 milliards FCFA
Capitaux propres 5,60 milliards FCFA (-16%)
Part de l'État (via la SIPF et le PAA) 15%
CA 37,37 milliards FCFA (-9%)
Résultat Net : -1,05 milliard FCFA

Subv d'expl. 725,3 millions FCFA (-10%)
PCA DIAKITE Seydou
DG QUENTIN Gerard
Adm. SIPF CISSE Moustapha
Adm. PAA N'DOLI Kouadio André
Effectif 1 632

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SOFIB	66,99
ETAT DU BURKINA	15,00
PAA	7,50
SIPF	7,50
FCP (PERSONNEL)	3,00

La **Société Internationale de Transport Africain par Rail (SITARAIL)** est une filiale de COMAZAR (Groupe Bolloré), opérant dans les chemins de fer en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Depuis août 1995, ces deux (2) États ont concédé l'exploitation de leurs réseaux ferroviaires à la SITARAIL.

En 2020, la SITARAIL a enregistré une baisse des activités, en raison de la crise sanitaire à COVID-19 et des différents incidents. Toutefois, en raison de la politique de « yield management », **le trafic de conteneurs a enregistré le record des 10 dernières années, avec 18 558 conteneurs TEU transportés contre 16 080 en 2019.**

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires global de l'entreprise a connu une baissse de 9,42% se situant à 37,37 milliards FCFA. Cette baisse est principalement due à l'effet combiné des diminutions de 4,4 milliards FCFA et 886 millions FCFA, respectivement des recettes du trafic hydrocarbures (6,41 milliards FCFA réalisés) et autres produits (4,94 milliards FCFA réalisés) ainsi que d'une augmentation de 2,58 milliards FCFA des recettes de transport de conteneurs (15,65 milliards FCFA réalisés).

L'Excédent Brut d'Exploitation s'est élevé à 4,42 milliards FCFA, contre 5,96 milliards FCFA en 2019, consécutive à la baisse du chiffre d'affaires. Le résultat d'exploitation dégagé par la société a connu une réduction de 861 millions FCFA pour se fixer à un déficit de 467,04 millions FCFA.

Au total, avec un résultat financier déficitaire de 391 millions FCFA, **la SITARAIL a enregistré un résultat net déficitaire de 1,05 milliard FCFA,** contre un déficit de 317 millions FCFA en 2019.

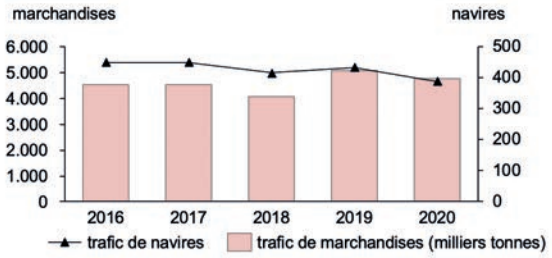
Quant à la contribution de la SITARAIL aux recettes fiscales de l'Etat, elle est en amélioration de 157,8 millions FCFA, s'établissant à 1,67 milliard FCFA (BIC : 193 millions FCFA ; impôts et taxes : 975 millions FCFA).

En perspectives, la SITARAIL envisage poursuivre son plan d'actions afin d'améliorer le Système de Management de la Qualité et de la Sécurité des Opérations Ferroviaires.

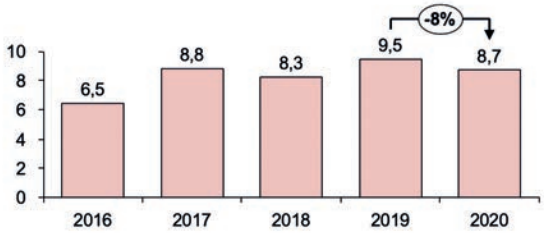
FAITS MARQUANTS

- Enregistrement d'un grand trafic de conteneurs depuis les 10 dernières années (18 558 TEU transportés, soit +15% par rapport à 2019) ;
- Absence de trafic hydrocarbures et arrêt du trafic de voyageurs, en raison de la COVID-19 ;
- Interruption totale du trafic durant 35 jours consécutive à 3 incidents d'infrastructures ((i) glissement de terrain survenu le 18 juin 2020 à Anyama ; (ii) tassement avec remblai emporté du pont voûte du PK706+900 entre Banfora et Bérégadougou et (iii) éboulement le 11 août des travaux provisoires réalisés au niveau du pont voûte du PK706+900).

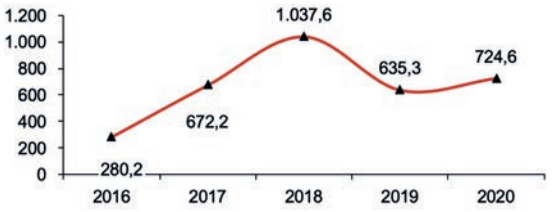
EVOLUTION DU TRAFIC



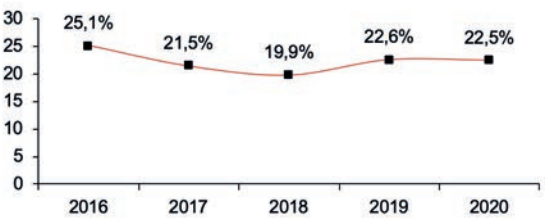
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SOCOPRIM

SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE DU PONT RIVIERA-MARCORY

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2 décembre 1997
Capital social 18,37 milliards FCFA
Part de l'Etat 18,65%
Capitaux propres 76,31 milliards FCFA (-19%)
CA13,49 milliards FCFA (+11838%)
Résultat Net 5,36 milliards FCFA (-86%)
Subv d'équilibre 13,38 milliards FCFA (+26%)
Dividendes Etat 611 millions FCFA (+18%)
PDG PARADIS Charles
Adm. MBPE BAMBA Seydou
Adm. MEER COULIBALY Bê
Effectif 204 (+0%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PAIDF	26,02
AFC	26,02
ÉTAT COTE D'IVOIRE	18,65
BYTP	17,04
BNI	6,53
TOTAL CI.	3,78
SETAO	1,96

La **Société Concessionnaire du Pont Riviera-Marcory (SOCOPRIM)** est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet, la conception, la construction et l'exploitation du pont à péage reliant les communes de Riviera et de Marcory.

Au plan opérationnel, **la sixième (6ème) année d'exploitation du pont Henri Konan Bédié (HKB) a été marquée par une baisse de 8% du trafic,** passant de 76 388 véhicules /jour en 2019 à 70 621 véhicules /jour, en raison des mesures prises par le gouvernement en lien avec la Covid-19.
Au plan financier, sur recommandation des Commissaires aux Comptes de l'entreprise, le traitement comptable de la créance financière comptabilisée depuis l'exercice 2018 a été révisé, en raison de l'absence d'un accord formel sur une garantie des revenus de 2028 à 2044, utilisés pour le calcul de ladite créance financière. Ainsi, la présentation des comptes de l'exercice 2020 est similaire à celle des comptes des exercices 2015 à 2017 ; ce qui induit un impact négatif de 64,54 milliards FCFA, comptabilisé en correction des capitaux propres.
Par ailleurs, le résultat d'exploitation est ressorti bénéficiaire de 13,27 milliards FCFA contre un déficit de 5,15 milliards FCFA, en raison, d'une part, de la comptabilisation en produit d'exploitation des revenus de péage (13,32 milliards FCFA) et de la subvention d'exploitation (13,38 milliards FCFA), (contrairement aux comptes 2019 qui ne les intégraient pas) et d'autre part, à la comptabilisation d'amortissements de 7,3 milliards FCFA.

Quant au résultat financier, il est déficitaire de 9,85 milliards FCFA, contre un bénéfice de 27,7 milliards FCFA en 2019, soit une diminution de 37,55 milliards FCFA. Ce déficit, est constitué principalement à partir de la différence entre des frais financiers de 11,05 milliards FCFA et des reprises de provisions financières de 2,4 milliards FCFA. La différence par rapport à 2019 vient du changement de méthode comptable. En effet, en 2019, il était comptabilisé en produits financiers des intérêts (à hauteur de 39,26 milliards FCFA) de la créance financière détenue sur l'Etat.

En somme, **la SOCOPRIM a enregistré un résultat net bénéficiaire de 5,36 milliards FCFA**, contre un bénéfice de 36,84 milliards FCFA en 2019.

S'agissant du niveau de l'endettement, en raison des remboursements réguliers, il connaît une baisse de 10%, s'établissant à 94,85 milliards FCFA.

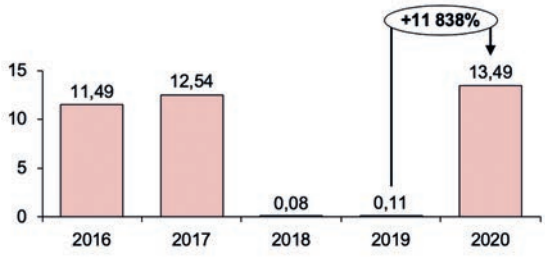
Par ailleurs, les impôts dus par la société à l'État au titre de la gestion 2020 sont passés de 53,6 millions FCFA en 2019 à 70 millions FCFA, soit en augmentation de 16,4 millions FCFA, représentant une hausse de 31%.

En perspective, afin de favoriser, à terme, la réduction du niveau de la subvention, **la SOCOPRIM envisage une révision à la hausse de la grille tarifaire.**

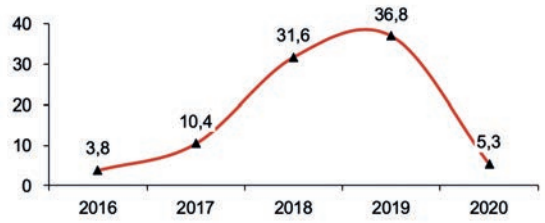
FAITS MARQUANTS

- Baisse de 8% du trafic en raison de la crise à coronavirus (70 621 véhicules/ jrs, contre 76 388 véhicules/ jrs en 2019) ;
- Paiement de la compensation gouvernementale d'un montant de 13,38 milliards FCFA ;
- Remboursements des prêts pour un montant de 6,7 milliards FCFA ;
- Changement du traitement comptable, pour revenir au traitement appliqué pour les comptes des exercices 2015 à 2017, induisant un impact négatif de 64,54 milliards FCFA affecté en correction des capitaux propres.

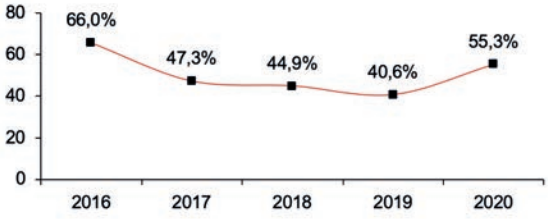
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



SODEXAM

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT AÉROPORTUAIRE, AÉRONAUTIQUE ET MÉTÉOROLOGIQUE

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 16 avril 1997
Capital social 1,4 milliard FCFA
Capitaux propres 16,8 milliards FCFA (-16%)
Part de l'Etat 100%
CA 3,12 milliards FCFA (-70%)
Résultat Net -1,96 milliard FCFA
Subv. d'expl. 1,70 milliard FCFA (+48%)
Subv. d'invest. 700 millions FCFA (-57%)
Appui Covid 3,5 milliards FCFA
PCA GBAKAYORO Abel Djohoré
Adm. MBPE SALL Adama
DG MOULOT Jean-Louis
Adm. MT DIOP M'Baye
Effectif 503 (+0,2%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM)** est une société d'Etat créée par décret 97-228 du 16 avril 1997, sur recommandation de la Banque Mondiale. Elle a pour missions, d'une part, la mise en oeuvre de la réglementation relative à l'aviation civile et à la météorologie, et d'autre part, la représentation de l'Etat pour le suivi et le contrôle de la mise en oeuvre de la convention de concession de l'Aéroport d'Abidjan. Son domaine opérationnel consiste en la gestion, l'exploitation et le développement des aéroports, ainsi que la météorologie et les activités aéronautiques.

L'exercice 2020, marqué par la crise sanitaire liée au coronavirus, s'est soldé par une baisse des activités aéroportuaires et aéronautiques. Le trafic à l'Aéroport d'Abidjan a diminué de 44,5% pour les mouvements aériens, 58,8% pour les passagers et 4,8% pour le fret. A l'intérieur du pays, on note également une baisse de 31,32% pour les mouvements aériens, 39,29% pour les passagers et 10,4% pour le fret. Mais, au plan météorologique, la transmission des messages météorologiques a connu une hausse de 1,74% pour les Synops et de 7,91% pour les Metars.

Le chiffre d'affaires de la société, constitué à plus 90% des redevances AERIA, a connu une baisse de 70%, pour se fixer à 3,12 milliards FCFA, suite à la baisse de la redevance AERIA liée aux restrictions dues à la COVID-19 sur l'activité d'AERIA. En conséquence, les produits d'exploitation ont baissé de 48%, s'établissant à 7,13 milliards FCFA, malgré la subvention d'exploitation de 1,7 milliard FCFA.

Toutefois, les charges d'exploitation ont connu une certaine stabilité (hausse de 0,3%), s'établissant à 12,54 milliards FCFA.

Il en résulte alors un résultat d'exploitation déficitaire de 5,41 milliards FCFA, contre un bénéfice de 1,21 milliard FCFA en 2019.

Après intégration du résultat financier bénéficiaire d'un montant de 21 millions FCFA et l'appui COVID de 3,5 milliards FCFA, et la déduction de l'impôt sur le résultat d'un montant de 35 millions FCFA, **le résultat net dégagé est déficitaire de 1,96 milliard FCFA,** contre un bénéfice de 830 millions FCFA en 2019.

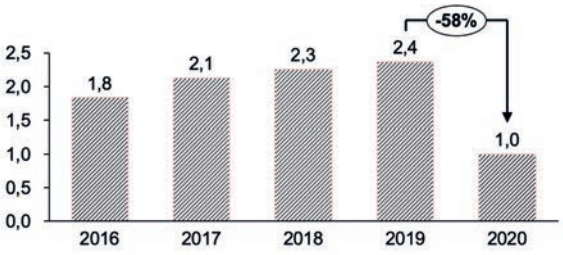
S'agissant des investissements, ils ont été réalisés à hauteur de 1,24 milliard FCFA, contre 2,76 milliards FCFA en 2019.

En perspective, la SODEXAM prévoit entre autres (i) réhabiliter et certifier les aérodromes internationaux de BOUAKE et de YAMOUSSOUKRO, (ii) mettre en oeuvre le contrat de performance, et (ii) assurer la formation du personnel technique (initial, recyclage, perfectionnement et qualification).

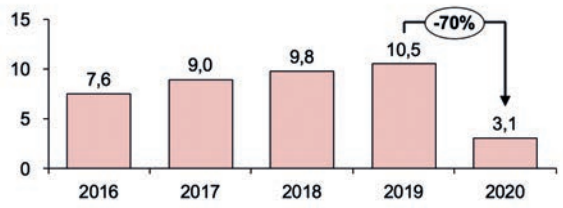
FAITS MARQUANTS

- Obtention d'une subvention de 3,5 milliards FCFA sous forme d'appui financier dans le cadre de la lutte contre la COVID 19 ;
- Mise en harmonie des statuts le 29 avril 2020 ;
- 172 agents ont bénéficié de 49 modules de formation dont 48 modules en côte d'ivoire et 1 à l'étranger pour 23 agents ;
- Mise en place d'un nouvel organigramme.

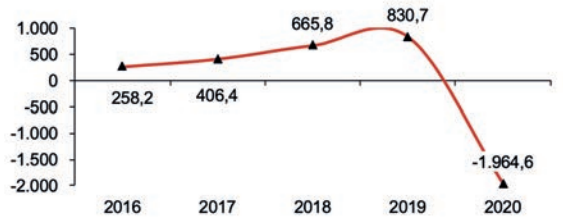
EVOLUTION DU TRAFIC PASSAGERS *(en Mns)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

SOTRA

SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE DU PONT RIVIERA-MARCORY

TRANSPORTS, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES | TRANSPORTS | OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SP

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 16 décembre 1960
Capital social 17 milliards FCFA
Capitaux propres 111,9 milliards FCFA (+31 %)
Part de l'Etat 60,17% (y compris le District d'Abidjan)
CA 37,8 milliards FCFA (+12%)
Résultat Net 4,9 milliards FCFA (+275)
Subv d'expl. 37,5 milliards FCFA (+369%)
Appuis COVID 11,3 milliards FCFA
PCA YOUSSOUF Sylla
DG MEÏTE Bouaké
Adm. MT TOURE Abdoulaye
Adm. MBPE OYENIYE Fatayu et DIABA A.
Filiales SOTRA Industries (100%) ; Institut SOTRA (100%) ; SOTRA Tourisme (100%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	60,10
IVECO FRANCE	39,80
DISTRICT D'ABIDJAN	0,07
AUTRES AACTIONNAIRES	0,03

La **Société des Transports Abidjanais (SOTRA)** a pour mission l'exploitation du service public de transport de personnes sur route et sur lagune dans les limites de la ville d'Abidjan.

En 2020, **la SOTRA compte 1 050 autobus, avec un parc moyen en ligne de 953 autobus**, en hausse de 21% par rapport à 2019. De ce fait, le nombre de passagers transportés a connu une hausse de 15%, s'établissant à 238 millions de passagers.

Sur le plan financier, **le chiffre d'affaires a progressé de 11,55%, pour atteindre 37,81 milliards FCFA.**

En outre, le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 5,58 milliards FCFA, soit une augmentation de 9,53 milliards FCFA par rapport à 2019, consécutive à une hausse de 69,7% des produits d'exploitation (98,09 milliards FCFA, y compris l'apport reçu dans le cadre du COVID-19, ainsi qu'une subvention exceptionnelle issue de l'abandon de la dette fiscale pour un montant cumulé de 29 milliards FCFA). Les charges d'exploitation ont elle augmenté de 49,8% pour s'établir à 92,50 milliards FCFA.

Par ailleurs, le résultat financier est déficitaire de 2,18 milliards FCFA, contre un déficit de 2,06 milliards FCFA en 2019, eu égard aux intérêts supportés sur les emprunts.

En conséquence, avec un résultat HAO bénéficiaire de 1,51 milliard FCFA, **la SOTRA enregistre un résultat net bénéficiaire de 4,88 milliards FCFA en 2020,** contre un bénéfice de 1,30 milliard FCFA en 2019.

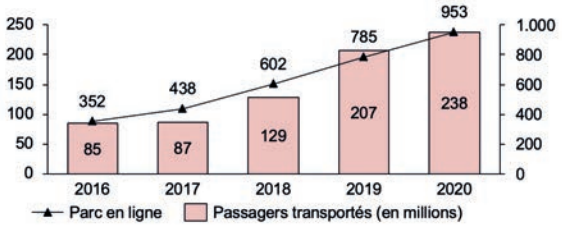
Les impôts dus à l'État s'élèvent à 5,76 milliards FCFA, contre 989 millions FCFA en 2019. S'agissant du niveau de l'endettement de la société, il se fixe à 25,65 milliards FCFA, contre 22,19 milliards FCFA en 2019.

En perspectives, la SOTRA envisage poursuivre le renforcement de son outil de production, visant à porter son parc à 2 000 autobus neufs. Elle vise, également, l'amélioration de l'offre de transport, à travers la restructuration et l'extension de son réseau, pour les cinq (5) prochaines années.

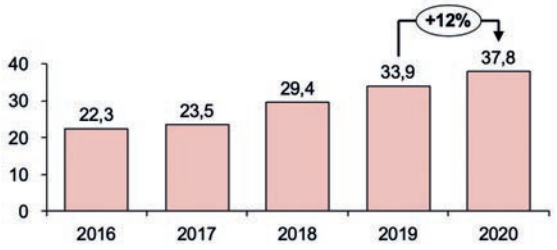
FAITS MARQUANTS

- Réception de 242 autobus neufs, dont 42 articulés sur les 450 de la troisième vague du programme gouvernemental ;
- Opération d'abandon de dettes fiscales, compensées en subvention pour un montant de 18,17 milliards FCFA ;
- Attribution d'un site pour la construction d'une gare terrestre à BOUAKE ;
- Destruction de 58 autobus et 1 véhicule utilitaire à l'issue des mouvements sociaux préélectoraux d'octobre 2020 ;
- Désignation de la SOTRA au titre de meilleure entreprise de l'Afrique de l'ouest de la décennie (2010-2020) par le Marché Africain des Transports de l'Afrique de l'Ouest (MATAO).

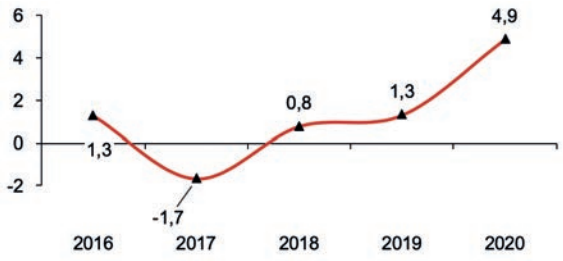
EVOLUTION DES INDICATEURS OPÉRATIONNELS



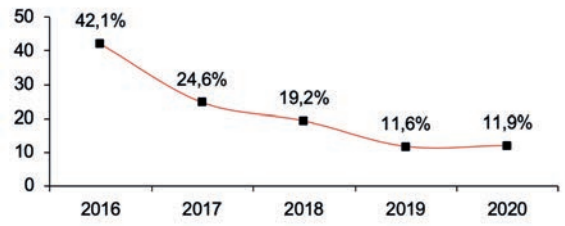
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

8

ANNEXES

Les valeurs sont en millions FCFA

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AGEROUTE	*Agence de Gestion des Routes*	300,0	100%	300,0
2 AIGF	*Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques*	500,0	100%	500,0
3 ANSUT	*Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC*	500,0	100%	500,0
4 BNETD	*Bureau National d'Études Techniques et de Développement*	2 000,0	100%	2 000,0
5 BPCI	*Banque Populaire de Côte d'Ivoire*	53 000,0	100%	53 000,0
6 CI-ENERGIES	*Energies de Côte d'Ivoire*	20 000,0	100%	20 000,0
7 FER	*Fonds d'Entretien Routier*	300,0	100%	300,0
8 FODI	*Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles*	10,0	100%	10,0
9 I2T	*Société Ivoirienne de Technologie Tropicale*	250,0	100%	250,0
10 INS-SODE	*Institut National de la Statistique*	2 000,0	100%	2 000,0
11 ONAD	*Office National de l'Assainissement et du Drainage*	1 000,0	100%	1 000,0
12 ONEP	*Office National de l'Eau Potable*	150,0	100%	150,0
13 PAA	*Port Autonome d'Abidjan*	100 000,0	100%	100 000,0
14 PASP	*Port Autonome de San-Pedro*	2 897,5	100%	2 897,5
15 PCI	*Poste de Côte d'Ivoire*	12 664,0	100%	12 664,0
16 PETROCI HOLDING	*Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire*	33 104,1	100%	33 104,1
17 RTI	*Radio Diffusion Télévision Ivoirienne*	6 000,0	100%	6 000,0
18 SIPF	*Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire*	3 000,0	100%	3 000,0
19 IDT	*Société Ivoirienne de Télédiffusion*	4 574,7	100%	4 574,7
20 SNDI	*Société Nationale de Développement Informatique*	1 130,1	0%	1 130,1
21 SNPECI	*Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire*	821,2	100%	821,2
22 SODEFOR	*Société de Développement des Forêts*	50,0	100%	50,0
23 SODEMI	*Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire*	600,0	100%	600,0
24 SODEXAM	*Société d'Expl. et de Dév.t Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique*	1 414,7	100%	1 414,7
25 SPDC	*Société des Palaces de Cocody*	7 140,2	100%	7 140,2
TOTAL GÉNÉRAL		**253 406,6**		**253 406,6**

SOCIÉTÉS À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MAJORITAIRE

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AGEF	*Agence de Gestion Foncière*	400,0	57,2%	228,6
2 AIRCÔTED'IVOIRE	*AirCôted'Ivoire*	130 000,0	57,5%	74 802,0
3 BHCI	*Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire*	6 776,0	51,6%	3 497,1
4 BNI	*Banque Nationale d'Investissement*	25 359,0	80,8%	20 500,2
5 CI- ENGINEERING	*Côte d'Ivoire Engineering*	5 864,0	93,6%	5 488,7
6 CML	*Compagnie Minière du Littoral*	600,0	61,0%	366,0
7 EDIPRESSE	*EDIPRESSE SARL*	25,0	65,0%	16,3
8 GUCE CI	*Guichet Unique pour le Commerce Extérieur de Côte d'Ivoire*	10,0	70,0%	7,0
9 INIE	*Institut Ivoirien de l'Entreprise*	120,0	62,5%	75,0
10 LBTP	*Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics*	1 000,0	95,2%	952,0
11 LONACI-SEM	*Loterie Nationale de Côte d'Ivoire*	400,0	80,0%	320,0
12 SGMT	*Société de Gestion du Grand Marché de Treichville*	250,0	85,8%	214,4
13 SICOGI	*Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière*	6 777,4	84,2%	5 705,9
14 SODERTOUR-LACS	*Société de Développement Touristique de la Région des Lacs*	10 000,0	100,0%	10 000,0
15 SONITRA	*Société Nationale Ivoirienne de Travaux*	2 272,5	55,0%	1 249,9
16 SOTRA	*Société des Transports Abidjanais*	17 038,0	60,2%	10 251,7
17 VERSUS BANK	*Versus Bank*	10 000,0	52,9%	5 289,0
TOTAL GÉNÉRAL		**216 891,9**		**138 963,8**

SOCIÉTÉS À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE AVEC MINORITÈ DE BLOCAGE

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 ADCI	*Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire*	50,0	40,0%	20,0
2 ANADER	*Agence Nationale d'Appui au Développement Rural*	500,0	35,0%	175,0
3 CNRA	*Centre National de Recherche Agronomique*	500,0	40,0%	200,0
4 FOREMI	*Société de Forage Minier*	100,0	49,0%	49,0
5 QUIPUX-AFRIQUE	*Quipux-Afrique*	1 000,0	35,0%	350,0
6 SIR	*Société Ivoirienne de Raffinage*	39 000,0	47,3%	18 439,2
TOTAL GÉNÉRAL		**41 150,0**		**19 233,2**

SOCIÉTÉS À PARTICIPATION FINANCIÉRE PUBLIQUE MINORITAIRE

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AERIA	*Aéroport International Abidjan*	1 418,0	10,0%	141,8
2 AGBAOU GOLD OPERATIONS SA	*Agbaou Gold Operations SA*	100,0	15,0%	15,0
3 AGOLD BONIKRO	*Bonikro Gold Mine – BGM*	400	10,00%	40
4 AGOLD HIRE	*Newcrest Hiré Côte d'Ivoire*	600,0	10,0%	60,0
5 BM	*Bondoukou Manganèse*	1 010,0	10,0%	101,0
6 BRVM	*Bourse Régionale des Valeurs Mobilières*	3 040,9	1,8%	55,6
7 CIDT	*CompagnieIvoiriennepourleDéveloppementdesTextiles*	7 200,0	10,0%	720,0
8 CIE	*CompagnieIvoirienneElectricité*	14 000,0	15,0%	2 100,0
9 CIPREL	*Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité*	29 200,0	14,7%	4 292,4
10 CMB	*Compagnie Minière du Bafing*	100,0	15,0%	15,0
11 DCBR	*Dépositaire Centrale Banque de règlement*	1 540,4	1,8%	27,6
12 GESTOCI	*Société de Gestion des Stocks Pétroliers*	240,0	12,5%	30,0
13 IPS (WA)	*Industrial Promotion Services (West Africa)*	1 000,0	15,0%	150,0
14 IVOIRE MANGANÈSE	*Ivoire Manganèse*	610,0	10,0%	61,0
15 LEB	*Lagune Exploitation Bongouanou*	2 010,0	10,0%	201,0
16 OIC	*Office Ivoirien des Chargeurs*	500,0	20,0%	100,0
17 ORANGE CI	*Orange Côte d'Ivoire*	6 026,2	15,0%	900,9
18 PERSUS MINING YAOURÉ	*Perseus Mining Yaouré*	606,0	10,0%	60,6
19 PMCI	*Perseus Mining Côte d'Ivoire*	100,0	10,0%	10,0
20 SEMGB	*Marché de Gros de Bouaké*	700,0	10,0%	70,0
21 SIB	*Société Ivoirienne de Banque*	10 000,0	5,0%	500,0
22 SIFAL	*Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant*	560,0	32,1%	180,0
23 SITARAIL	*Société International de Transport Africain par RAIL*	5 000,0	15,0%	750,0
24 SIVAC	*Société Ivoirienne d'Abattage et de charcuterie*	38,0	31,6%	12,0
25 SM SA	*Shiloh Manganèse S.A*	50,0	10,0%	5,0
26 SMD	*Société des Mines de DAAPLEU*	600,0	15,0%	90,0
27 SMI	*Société des Mines d'Ity*	600,0	15,0%	90,0
28 SOCOPRIM	*Société Concessionnaire du Pont Riviéra - Marcory*	18 366,9	25,2%	4 624,8
29 SODECI	*Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire*	4 500,0	3,2%	146,1
30 TONGON SA	*Société des Mines de Tongon SA*	10,0	10,0%	1,0
31 TRCI	*Tropical Rubber Côte d'Ivoire*	2 000,0	20,0%	400,0
32 VITIB SA	*Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie*	2 176,4	25,9%	564,3
33 VIVO ENERGY-CI	*VIVO ENERGY-CI*	3 150,0	5,0%	157,5
TOTAL GÉNÉRAL		**117 452,8**		**16 672,6**

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
TOTAL		**628 901,30**		**428 276,20**

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 ANADER	8 163	7 935	-2,79%	-3 236	3 188	198,53%
2 CIDT	48 690	53 880	10,66%	2 551	1 431	-43,91%
3 CI-ENGINEERING	540	365	-32,43%	71	-15	-121,24%
4 CNRA	6 422	6 683	4,07%	-4 284	1 721	140,17%
5 I2T	39	93	136,32%	-536	-205	61,70%
6 IPS (WA)	2 565	3 002	17,02%	6 092	4 862	-20,18%
7 SIVAC	99	127	28,37%	0	-109	
8 SODEFOR	5 612	5 448	-2,93%	335	336	0,06%
9 TRCI	13 066	2 114	-83,82%	-818	-1 506	-84,09%
TOTAL GÉNÉRAL	**85 196**	**79 646**	**-6,51%**	**175**	**9 702**	**5451,91%**

AUTRES SERVICES

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 ADCI	208	7	-96,41%	-1	-55	-6283,99%
2 BNETD	32 176	42 076	30,77%	4 762	26 762	461,98%
3 INIE	64	0	-100,00%	22	9	-59,60%
4 INS-SODE	4 966	2 966	-40,28%	-742	-520	29,15%
5 LONACI-SEM	206 647	285 024	37,93%	2 422	2 751	13,60%
TOTAL GÉNÉRAL	**244 061**	**330 073**	**35,24%**	**6 463**	**28 947**	**347,82%**

BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AGEF	18 218	5 453	-33,64%	320	141	-55,98%
2 FODI	578	535	-7,46%	51	20	-61,52%
3 LBTP	12 714	13 183	3,69%	1 817	2 086	14,81%
4 SEMGB	312	313	0,27%	548	34	-93,75%
5 SGMT	593	711	19,79%	-1 392	241	117,31%
6 SICOGI	16 912	6 536	-61,35%	720	958	32,94%
7 SONITRA	2 609	5 104	95,66%	-21	-649	-2964,33%
TOTAL GÉNÉRAL	**41 936**	**31 835**	**-24,09%**	**2 043**	**2 831**	**38,57%**

EAU ET ASSAINISSEMENT

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 ONAD	1 067	937	-12,18%	0	0	NA
2 ONEP	3 478	8 268	137,69%	31	101	225,05%
3 SODECI	96 396	127 480	32,25%	2 952	4 307	45,90%
TOTAL GÉNÉRAL	**100 941**	**136 685**	**35,41%**	**2 983**	**4 409**	**47,77%**

ÉLECTRICITÉ

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 CIE	666 829	722 628	8,37%	6 534	16 170	147,45%
2 CI-ENERGIES	57 373	53 086	-7,47%	1 471	4 467	203,56%
3 CIPREL	66 087	61 764	-6,54%	30 678	28 977	-5,55%
TOTAL GÉNÉRAL	**790 289**	**837 478**	**5,97%**	**38 684**	**49 613**	**28,25%**

FINANCE

SOCIÉTÉS	CA/PNB 2019	CA/PNB 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 BHCI	8 575	6 619	-22,81%	-11 650	-10 535	9,57%
2 BNI	35 331	51 971	47,10%	10 594	17 396	64,21%
3 BPCI(EX CNCE)	2 661	6 873	158,29%	6 568	1 685	-74,35%
4 BRVM	3 537	4 064	14,93%	336	865	157,43%
5 DCBR	2 536	3 113	22,76%	753	959	27,27%
6 SIB	71 887	74 467	3,59%	28 057	30 261	7,86%
7 VERSUS BANK	7 204	10 046	39,45%	1 515	3 111	105,35%
TOTAL GÉNÉRAL	**131 730**	**157 153**	**19,30%**	**36 173**	**43 742**	**20,92%**

HYDROCARBURES

SOCIÉTÉ	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 GESTOCI	17 794	17 974	1,01%	517	267	-48,43%
2 PETROCI HOLDING	268 828	253 407	-5,74%	-15 065	9 538	163,32%
3 SIFAL	23 061	17 404	-24,53%	156	151	-3,21%
4 SIR	1 335 036	848 065	-36,48%	14 733	43 330	194,09%
5 VECI	354 252	313 564	-11,49%	5 465	-4 788	-187,61%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 998 972**	**1 450 414**	**-27,44%**	**5 806**	**48 498**	**735,24%**

MÉDIA

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 EDIPRESSE	3 625	2 445	-32,55%	-586	-570	2,62%
2 RTI	8 650	7 803	-9,79%	70	-956	-1460,93%
3 IDT	2 108	3 482	65,20%	128	525	308,95%
4 SNPECI	4 186	4 496	7,41%	-501	58	111,57%
TOTAL GÉNÉRAL	**18 568**	**18 226**	**-1,84%**	**-888**	**-943**	**-6,22%**

TOURISME ET HOTELLERIE

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 SODERTOUR-LACS	5 019	2 642	-47,36%	119	-2 319	-2044,92%
2 SPDC	20 034	8 187	-59,13%	545	-8 111	-1587,37%
TOTAL GÉNÉRAL	**25 053**	**10 830**	**-56,77%**	**665**	**-10 430**	**-1669,46%**

*Le nombre de sociétés du secteur « MINES » est de 16. Cependant, la société Bondoukou Manganèse (BM) ne figure pas dans cette liste en raison de la non tenue de son Assemblée Générale, à la date de rédaction de ce rapport.

MINES*

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AGBAOU	112 016	105 041	-6,23%	33 640	14 290	-57,52%
2 AGOLD BONIKRO	16 898	17 081	1,08%	28 917	-22 596	-178,14%
3 AGOLD HIRE	38 701	91 955	137,61%	14 743	35 848	143,15%
4 CMB	28 110	25 591	-8,96%	2 660	-1 563	-158,75%
5 CML	30 146	26 033	-13,65%	5 127	1 823	-64,44%
6 FOREMI	2 966	5 040	69,94%	-484	-453	6,40%
7 IVOIRE MANGANÈSE	1 058	711	-32,78%	103	-180	-274,08%
8 LEB	0	726		-725	-2 302	-217,38%
9 PMCI	68 641	93 612	36,38%	5 876	37 459	537,49%
10 PMY	0	0		-184	-48	74,08%
11 SM SA	22 519	20 128	-10,62%	4 030	137	-96,61%
12 SMD	40 326	60 450	49,90%	24 619	22 271	-9,54%
13 SMI	137 986	193 876	40,50%	41 357	49 218	19,01%
14 SODEMI	76	66	-12,70%	3 278	20 553	526,95%
15 TONGON SA	224 948	290 029	28,93%	44 315	90 789	104,87%
TOTAL GÉNÉRAL	**523 328**	**523 328**	**28,43%**	**207 273**	**245 246**	**18,32%**

TECHNOLOGIE, TELECOM ET POSTE

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AIGF	9 876	9 512	-3,69%	608	276	-54,72%
2 ANSUT	27 410	26 027	-5,05%	-2 931	-483	83,54%
3 GUCE CI	0	34 214		0	1 656	
4 ORANGE CI	481 023	518 813	7,86%	54 745	79 087	44,47%
5 PCI	6 982	5 701	-18,34%	-4 346	-3 114	-28,35%
6 QUIPUX-AFRIQUE	10 686	10 538	-1,39%	-243	271	211,22%
7 SNDI	7 132	5 357	-24,89%	465	290	-37,56%
8 VITIB SA	1 206	1 426	18,25%	182	237	29,94%
TOTAL GÉNÉRAL	**575 657**	**611 588**	**12,36%**	**48 480**	**79 405**	**63,79%**

TRANSPORT

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AERIA	30 310	14 192	-53,18%	2 295	-1 578	-168,76%
2 AGEROUTE	7 748	8 256	6,56%	491	523	6,64%
3 AIR CI	109 291	47 636	-56,41%	-7 328	-26 797	-265,66%
4 FER	14 745	17 841	21,00%	0	0	
5 OIC	4 973	4 762	-4,25%	319	191	-38,62%
6 PAA	88 026	90 516	2,83%	15 714	9 247	-41,15%
7 PASP	9 470	8 719	-7,93%	635	725	14,06%
8 SIPF	1 500	1 293	-13,77%	31	63	103,18%
9 SITARAIL	41 261	37 378	-9,41%	-318	-1 047	-229,33%
10 SOCOPRIM	113	13 489	11786,41%	36 845	5 365	-85,44%
11 SODEXAM	10 506	3 117	-70,33%	831	-1 965	-336,51%
12 SOTRA	33 897	37 813	11,55%	1 302	4 877	274,49%
TOTAL GÉNÉRAL	**351 841**	**285 014**	**-18,99%**	**50 816**	**-10 386**	**-120,45%**

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
TOTAL GÉNÉRAL	**5 057 292**	**4 879 281**	**-3,52%**	**398 673**	**490 623**	**23,06%**

CHAMPIONS NATIONAUX

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AIR CI	109 291	47 636	-56,41%	-7 328	-26 797	-265,66%
2 BNETD	32 176	42 076	30,77%	4 762	26 762	461,98%
3 BNI	35 331	51 971	47,10%	10 594	17 396	64,21%
4 LBTP	12 714	13 183	3,69%	1 817	2 086	14,81%
5 PETROCI HOLDING	268 828	253 407	-5,74%	-15 065	9 538	163,32%
6 SICOGI	16 912	6 536	-61,35%	720	958	32,94%
7 SIR	1 335 036	848 065	-36,48%	14 733	43 330	194,09%
8 SNDI	7 132	5 357	-24,89%	465	290	-37,56%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 817 420**	**1 268 232**	**-30,22%**	**10 699**	**73 564**	**587,58%**

GESTION PATRIMONIALE*

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 ADCI	208	7	-96,41%	-1	-55	-6283,99%
2 AGBAOU	112 016	105 041	-6,23%	33 640	14 290	-57,52%
3 AGOLD BONIKRO	16 898	17 081	1,08%	28 917	-22 596	-178,14%
4 AGOLD HIRE	38 701	91 955	137,61%	14 743	35 848	143,15%
5 BHCI	8 575	6 619	-22,81%	-11 650	-10 535	9,57%
6 BPCI(EX CNCE)	2 661	6 873	158,29%	6 568	1 685	-74,35%
7 BRVM	3 537	4 064	14,93%	336	865	157,43%
8 CIDT	48 690	53 880	10,66%	2 551	1 431	-43,91%
9 CI-ENGINEERING	540	365	-32,43%	71	-15	-121,24%
10 CIPREL	66 087	61 764	-6,54%	30 678	28 977	-5,55%
11 CMB	28 110	25 591	-8,96%	2 660	-1 563	-158,75%
12 CML	30 146	26 033	-13,65%	5 127	1 823	-64,44%
13 DCBR	2 536	3 113	22,76%	753	959	27,27%
14 EDIPRESSE	3 625	2 445	-32,55%	-586	-570	2,62%
15 FOREMI	2 966	5 040	69,94%	-484	-453	6,40%
16 GESTOCI	17 794	17 974	1,01%	517	267	-48,43%
17 GUCE CI	0	34 214		0	1 656	
18 IPS (WA)	2 565	3 002	17,02%	6 092	4 862	-20,18%
19 IVOIRE MANGANÈSE	1 058	711	-32,78%	103	-180	-274,08%
20 LEB	0	726		-725	-2 302	-217,38%
21 OIC	4 973	4 762	-4,25%	319	191	-38,62%
22 PMCI	68 641	93 612	36,38%	5 876	37 459	537,49%
23 PMY	0	0		-184	-48	74,08%
24 QUIPUX-AFRIQUE	10 686	10 538	-1,39%	-243	271	211,22%
25 SEMGB	312	313	0,27%	548	34	-93,75%
26 SGMT	593	711	19,79%	-1 392	241	117,31%
27 SIB	71 887	74 467	3,59%	28 057	30 261	7,86%
28 SIFAL	23 061	17 404	-24,53%	156	151	-3,21%
29 SIVAC	99	127	28,37%	0,3	-109	-33633,20%
30 SM SA	22 519	20 128	-10,62%	4 030	137	-96,61%
31 SMD	40 326	60 450	49,90%	24 619	22 271	-9,54%
32 SMI	137 986	193 876	40,50%	41 357	49 218	19,01%
33 SODERTOUR-LACS	5 019	2 642	-47,36%	119	-2 319	-2044,92%
34 SONITRA	2 609	5 104	95,66%	-21	-649	-2964,33%
35 SPDC	20 034	8 187	-59,13%	545	-8 111	-1587,37%
36 TONGON SA	224 948	290 029		44 315	90 789	104,87%
37 TRCI	13 066	2 114	-83,82%	-818	-1 506	-84,09%
38 VECI	354 252	313 564		5 465	-4 788	-187,61%
39 VERSUS BANK	7 204	10 046	39,45%	1 515	3 111	105,35%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 394 928**	**1 574 573**	**12,88%**	**273 573**	**271 001**	**-0,94%**

*Le nombre de sociétés du segment « GESTION PATRIMONIALE » est de 40. Cependant, la société Bondoukou Manganèse (BM) ne figure pas dans cette liste en raison de la non tenue de son Assemblée Générale, à la date de rédaction de ce rapport

OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AGEF	8 218	5 453	-33,64%	320	141	-55,98%
2 PCI	6 982	5 701	-18,34%	-4 346	-1 928	55,63%
3 RTI	8 650	7 803	-9,79%	70	-956	-1460,93%
4 IDT	2 108	3 482	65,20%	128	525	308,95%
5 SNPECI	4 186	4 496	7,41%	-501	58	111,57%
TOTAL GÉNÉRAL	**30 143**	**26 935**	**-10,64%**	**-4 328**	**-2 160**	**50,09%**

OPPORTUNITÉ DE DÉLEGATION DE SERVICE PUBLIC

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AERIA	30 310	14 192	-53,18%	2 295	-1 578	-168,76%
2 CIE	666 829	722 628	8,37%	6 534	16 170	147,45%
3 LONACI-SEM	206 647	285 024	37,93%	2 422	2 751	13,60%
4 ORANGE CI	481 023	518 813	7,86%	54 745	79 087	44,47%
5 PAA	88 026	90 516	2,83%	15 714	9 247	-41,15%
6 PASP	9 470	8 719	-7,93%	635	725	14,06%
7 SITARAIL	41 261	37 378	-9,41%	-318	-1 047	-229,33%
8 SOCOPRIM	113	13 489	11786,41%	36 845	5 365	-85,44%
9 SODECI	96 396	127 480	32,25%	2 952	4 307	45,90%
10 SODEXAM	10 506	3 117	-70,33%	831	-1 965	-336,51%
11 SOTRA	33 897	37 813	11,55%	1 302	4 877	274,49%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 664 478**	**1 859 169**	**11,70%**	**123 957**	**117 939**	**-4,85%**

STRUCTURES NON COMMERCIALES

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
1 AGEROUTE	7 748	8 256	6,56%	491	523	6,64%
2 AIGF	9 876	9 512	-3,69%	608	276	-54,72%
3 ANADER	8 163	7 935	-2,79%	-3 236	3 188	198,53%
4 ANSUT	27 410	26 027	-5,05%	-2 931	-483	83,54%
5 CI-ENERGIES	57 373	53 086	-7,47%	1 471	4 467	203,56%
6 CNRA	6 422	6 683	4,07%	-4 284	1 721	140,17%
7 FER	14 745	17 841	21,00%	0	0	
8 FODI	578	535	-7,46%	51	20	-61,52%
9 I2T	39	93	136,32%	-536	-205	61,70%
10 INIE	64	0	-100,00%	22	9	-59,60%
11 INS-SODE	4 966	2 966	-40,28%	-742	-520	29,15%
12 ONAD	1 067	937	-12,18%	0	0	
13 ONEP	3 478	8 268	137,69%	31	101	225,05%
14 SIPF	1 500	1 293	-13,77%	31	63	103,18%
15 SODEFOR	5 612	5 448	-2,93%	335	336	0,06%
16 SODEMI	76	66	-12,70%	3 278	20 553	526,95%
17 VITIB SA	1 206	1 426	18,25%	182	237	29,94%
TOTAL GÉNÉRAL	**150 323**	**150 372**	**0,03%**	**-5 228**	**30 286**	**679,16%**

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

SOCIÉTÉS	CA 2019	CA 2020	VAR CA. (%)	RN 2019	RN 2020	VAR RN. (%)
TOTAL GÉNÉRAL	**5 057 292**	**4 879 281**	**-3,52%**	**398 673**	**490 623**	**23,06%**

SOCIÉTÉS	SE2019	SE2020	SI 2019	SI 2020	ST 2019	ST 2020
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	13 760	14 972	-	460	13 760	15 431
ANADER	9 300	8 840	-	460	9 300	9 300
CNRA	3 000	4 500	-	-	3 000	4 500
I2T	1 046	1 141	-	-	1 046	1 141
SIVAC	210	286	-	-	210	286
SODEFOR	204	204	-	-	204	204
AUTRES SERVICES	5 136	5 278	-	6 837	5 136	12 115
ADCI	118	150	-	8	118	158
BNETD	1 428	1 428	-	-	1 428	1 428
INIE	762	734	-	429	762	1 163
INS-SODE	2 828	2 966	-	6 400	2 828	9 366
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	-	1 600	101	140	101	1 740
AGEF	-	-	101	140	101	140
SICOGI	-	1 600		-	-	1 600
EAU ET ASSAINISSEMENT	669	226	-	-	669	226
ONEP	669	226	-	-	669	226
MÉDIA	15 070	3 910	1 775	18 552	16 845	22 462
RTI	1 764	805	81	150	1 845	955
SIDT	13 206	2 951	994	18 402	14 200	21 353
SNPECI	100	154	700	-	800	154
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	2 750	1 980	211	280	2 961	2 260
PCI	1 850	1 700	211	280	2 061	1 980
VITIB SA	900	280	-	-	900	280
TOURISME ET HOTELLERIE	237	1233,2	140	212	377	1445,2
SODERTOUR-LACS	87	531,7	140	62	227	593,7
SPDC	150	701,5	-	150	150	851,5
TRANSPORTS	34 525	37 702	1 050	700	35 575	38 402
AIR CI	2 000	2 000	-	-	2 000	2 000
SIPF	50	23	-	-	50	23
SOCOPRIM	10 652	13 380	-	-	10 652	13 380
SODEXAM	1 150	1 700	1 050	700	2 200	2 400
SOTRA	20 673	20 600	-	-	20 673	20 600
TOTAL GÉNÉRAL	**72 147**	**66 901**	**3 277**	**27 181**	**75 424**	**94 082**

* SE : Subvention d'Exploitation ; ** SI : Subvention d'Investissement ; *** ST : Subvention Totale

05 SOCIÉTÉS AYANT DISTRIBUÉ DES DIVIDENDES À L'ÉTAT EN 2020

SOCIÉTÉS	PART ÉTAT (%)	RN 2019	MONTANT NET IRVM 2019	RN 2020	MONTANT NET IRVM 2020
1 ORANGE CI	15%	54 745	2 551	79 087	8 895
2 TONGON SA	10%	44 315	5 451	90 789	5 363
3 PETROCI HOLDING	100%	-15 065	6 000	9 538	6 000
4 CIPREL	15%	30 678	3 159	28 977	4 538
5 AGBAOU	15%	33 640	16 051	14 290	0
6 GUCE/WFCI	70%	5 035	281	1 840	1 012
7 CIE	15%	6 534	882	16 170	1 404
8 LONACI-SEM	80%	2 422	1 020	2 751	1360
9 PMCI	10%	5 876	757	37 459	680
10 SIB	5%	28 057	675	30 261	900
11 CML	61%	5 127	400	1 569	102
12 IPS (WA)	15%	6 092	595	4 862	205
13 SOCOPRIM	25%	36 845	218	5 365	612
14 SODEMI	100%	3 278	255	20 784	500
15 SMI	10%	41 357	0	49 218	850
16 SMD	15%	24 619	216	22 271	568
17 SODECI	3%	2 952	86	4 307	99
18 SM SA	10%	4 030	34	137	0
19 BRVM	2%	336	11	865	14
20 DCBR	2%	753	11	959	14
TOTAL GÉNÉRAL		**321 626**	**38 653**	**407 072**	**33 116**

06 RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

SECTEUR	CA 2019	RATIO 2019*(%)	CA 2020	RATIO 2020*(%)	VAR. CA	VAR. CA %
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	85 196	1,68%	79 646	1,63%	-5 550	-6,51%
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	41 936	0,83%	31 835	0,65%	-10 102	-24,09%
EAU ET ASSAINISSEMENT	100 941	2,00%	136 685	2,80%	35 744	35,41%
ÉLECTRICITÉ	790 289	15,63%	837 478	17,16%	47 189	5,97%
FINANCE	131 730	2,60%	157 153	3,22%	25 423	19,30%
HYDROCARBURES	1 998 972	39,53%	1 450 414	29,73%	-548 557	-27,44%
MÉDIA	18 568	0,37%	18 226	0,37%	-342	-1,84%
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	544 315	10,76%	611 588	12,53%	67 273	12,36%
MINES	724 391	14,32%	930 339	19,07%	205 948	28,43%
AUTRES SERVICES	244 061	4,83%	330 073	6,76%	86 013	35,24%
TRANSPORTS	351 841	6,96%	285 014	5,84%	-66 827	-18,99%
TOURISME ET HOTELLERIE	25 053	0,50%	10 830	0,22%	-14 223	-56,77%
TOTAL	**5 057 292**	**100,00%**	**4 879 281**	**100,00%**	**-178 011**	**-3,52%**

* Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

07 RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

SECTEUR	RN 2019	RATIO 2019*(%)	RN 2020	RATIO 2020*(%)	VAR. RN	VAR. RN%
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	175	0,04%	9 702	1,98%	9 527	5451,91%
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	2 043	0,51%	2 831	0,58%	788	38,57%
EAU ET ASSAINISSEMENT	2 983	0,75%	4 409	0,90%	1 425	47,77%
ÉLECTRICITÉ	38 684	9,70%	49 613	10,11%	10 929	28,25%
FINANCE	36 173	9,07%	43 742	8,92%	7 569	20,92%
HYDROCARBURES	5 806	1,46%	48 498	9,88%	42 691	735,24%
MÉDIA	-888	-0,22%	-943	-0,19%	-55	-6,22%
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	48 480	12,16%	79 405	16,18%	30 926	63,79%
MINES	207 273	51,99%	245 246	49,99%	37 973	18,32%
AUTRES SERVICES	6 463	1,62%	28 942	5,90%	22 479	347,82%
TRANSPORTS	50 816	12,75%	-10 391	-2,12%	-61 207	-120,45%
TOURISME ET HOTELLERIE	665	0,17%	-10 430	-2,13%	-11 094	-1669,46%
TOTAL	**398 673**	**100,00%**	**490 623**	**100,00%**	**91 950**	**23,06%**

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

08 RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

SEGMENT	CA 2019	RATIO 2019*(%)	CA 2020	RATIO 2020*(%)	VAR. CA	VAR. CA %
CHAMPIONS NATIONAUX	1 817 420	35,94%	1 268 232	25,99%	-549 188	-30,22%
GESTION PATRIMONIALE	1 394 928	27,58%	1 574 573	32,27%	179 644	12,88%
OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	30 143	0,60%	26 935	0,55%	-3 208	-10,64%
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	1 664 478	32,91%	1 859 169	38,10%	194 691	11,70%
STRUCTURES NON COMMERCIALES	150 323	2,97%	150 372	3,08%	49	0,03%
TOTAL GÉNÉRAL	**5 057 292**	**100,00%**	**4 879 281**	**100,00%**	**-178 011**	**-3,52%**

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

09 RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SEGMENT

SEGMENT	RN 2019	RATIO 2019*(%)	RN 2020	RATIO 2020*(%)	VAR. RN	VAR. RN %
CHAMPIONS NATIONAUX	10 699	2,68%	73 564	14,99%	62 865	587,58%
GESTION PATRIMONIALE	273 573	68,62%	271 001	55,24%	-2 573	-0,94%
OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	-4 328	-1,09%	-2 160	-0,44%	2 168	50,09%
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	123 957	31,09%	117 939	24,04%	-6 018	-4,85%
STRUCTURES NON COMMERCIALES	-5 228	-1,31%	30 279	6,17%	35 507	679,16%
TOTAL GÉNÉRAL	**398 673**	**100,00%**	**490 623**	**100,00%**	**91 950**	**23,06%**

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DIRECTION GÉNÉRALE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT
1er Etage, Immeuble Le III,
Boulevard Roume
Plateau, Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : + 225 20 22 32 34

www.dgpe.gouv.ci